



International
Press
Institute



Objectifs du Millénaire pour le développement : Guide pour journalistes

Parlons du développement
à l'horizon 2015 et au-delà

PREMIÈRE DE COUVERTURE: Des enfants de la tribu Waodani apprennent les mathématiques dans le cadre d'un programme d'éducation bilingue à Toñampari, en Équateur. *EFE/Martí Quintana*



International
Press
Institute

Objectifs du Millénaire pour le développement : Guide pour journalistes

Parlons du développement à l'horizon 2015 et au-delà

The International Press Institute (IPI)

Alison Bethel McKenzie, Directrice de l'IPI

Rédacteurs en chef

Mariela Hoyer Guerrero et Scott F. Griffen

Correcteur de la traduction

Jonathan Cornillon

Traducteurs

Maryse Harvey, Stéphanie Law, Etienne Lehoux-Jobin,
Anselme Nirere et Louis Philibert-Morrisette

Conception et mise en page

Monica LoCascio

Imprimé par

Holzhausen Druck GmbH
Wienerfeldstraße 9
2120 Wolkersdorf, Austria

ISBN: 978-3-9503007-4-1

© 2013 International Press Institute

Tous droits réservés. Aucune partie de ce livre ne saurait être reproduite ou diffusée sous une quelconque forme et par quelque moyen que ce soit, électronique comme mécanique, sans l'autorisation écrite de l'éditeur (International Press Institute).

L'Institut International de la Presse (IPI) est l'organisation internationale la plus ancienne du monde dédiée à la promotion du droit à l'information. Nous sommes un réseau mondial de journalistes et rédacteurs travaillant à préserver la liberté de la presse, à protéger la liberté d'opinion, à promouvoir la libre circulation des nouvelles et à améliorer les pratiques du journalisme.

L'Institut a été créé en 1950 par 34 éditeurs et propriétaires de journaux de 15 pays qui ont cru que la presse professionnelle indépendante pourrait contribuer au développement d'une société plus libre et plus juste régie par la primauté du droit. Aujourd'hui, l'IPI est devenue une organisation mondiale avec des membres dans plus de 120 pays. L'IPI est politiquement neutre et a un statut consultatif auprès des Nations Unies et du Conseil de l'Europe.



**L'Institut International de la Presse
(International Press Institute, IPI)**

Spiegelgasse 2
1010 Vienna Austria
www.freemedia.at
+43 1 512 90 11



Préface

En plus de 60 ans d'existence, l'International Press Institute a toujours fait la promotion du journalisme comme d'un outil ayant le pouvoir de transformer des vies. Si la décision de produire ce livre allait de soi, elle n'en était pas moins importante, car il est impératif que les médias reprennent leur engagement à l'égard des aspects sociaux du développement.

Les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) représentent le plus important engagement mondial de l'histoire à viser l'amélioration de la condition humaine. Il reste toutefois moins de trois ans avant l'échéance originale de 2015 et beaucoup de promesses des OMD n'ont pas encore été tenues.

Le « Objectifs du Millénaire pour le développement : Guide pour journalistes » est la première publication du genre directement destinée aux journalistes et aux rédacteurs s'intéressant au développement humain; cet ouvrage leur donne des outils pour opérer des changements. Non seulement nous croyons que ce guide tombe à point nommé pour inspirer des reportages en lien avec 2015 mais, en outre, il sera d'une grande utilité pour aborder ce qui succédera aux OMD, après 2015.

Ce livre est le fruit du soutien indéfectible de l'International Press Institute (IPI) à l'égard du journalisme social. Il est issu d'une collaboration à l'échelle mondiale entre des journalistes primés, des agences de l'ONU responsables du suivi des OMD et des rédacteurs chevronnés de l'IPI.

Dans le premier chapitre, les journalistes trouveront un bref historique des OMD et de leur structure, ainsi qu'une liste détaillée des OMD. Le deuxième chapitre rassemble des textes de chacune des cinq commissions régionales onusiennes qui traitent de l'état des OMD dans leur région respective et prodiguent des conseils pour améliorer la couverture journalistique.

Le troisième chapitre est, quant à lui, l'œuvre de journalistes rompus aux reportages sur le développement. On y trouve des conseils pratiques pour aborder une vaste gamme de sujets sous l'angle des OMD, qu'il s'agisse de corruption, d'inégalité des sexes, de pauvreté ou d'éducation.

Dans le quatrième chapitre, le Fonds de développement international de l'OPEP expose pourquoi l'organisation considère que la « pauvreté énergétique » fait défaut aux OMD, tandis que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) se penche sur les prochaines étapes après les OMD.

Le cinquième chapitre présente aux journalistes des reportages primés et très convaincants. Ces derniers pourront les inspirer, lorsque sera venue l'heure de concevoir des reportages de leur cru. Le sixième et ultime chapitre renferme les récits de quatre journalistes de pays en développement qui témoignent de leur expérience d'enquête sur les OMD, en plus d'expliquer l'apport essentiel d'un tel travail pour le progrès social.

Au nom du conseil d'administration de l'IPI et de ses membres répartis dans plus d'une centaine de pays, c'est avec fierté que je vous présente le « Objectifs du Millénaire pour le développement : Guide pour journalistes ». Nous souhaitons qu'il soit d'une grande utilité à la communauté internationale dans son travail avant l'échéance de 2015... ainsi que pour ce qui lui succédera immanquablement.

Alison Bethel McKenzie
Directrice de l'IPI

(Table des Matières)



(1^{re} partie) Les fondements

- 10 (1) **Introduction : Plus de temps à perdre**
Scott F. Griffen
- 14 (2) **L'histoire des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)**
Nadia Sanders Vázquez
- 18 (3) **Les Objectifs du Millénaire : Définition et acteurs principaux**
Ernestina Álvarez Guillén
- 22 (4) **Les OMD : La liste complète des objectifs, cibles et indicateurs**

(2^e partie) Les médias et la réalisation des OMD : Des perspectives régionales présentées par les Commissions régionales de l'ONU

- 28 (5) **Les OMD en Amérique latine et dans les Caraïbes : Entre pessimisme et optimisme**
La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)
- 34 (6) **Les OMD en Europe : Journalistes, engagez-vous**
La Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE)
- 40 (7) **Les OMD en Afrique : La couverture médiatique est à notre avantage**
La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA)
- 46 (8) **Les OMD dans les États arabes : Une région à la croisée des chemins**
La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO)

- 54 (9) **Les OMD en Asie et dans le Pacifique : Un appel au secours pour l'accélération des progrès**
La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)

(3^e partie) Une guide pratique pour couvrir les OMD

- 62 (10) **L'angle international : Pourquoi les journalistes des pays développés devraient se préoccuper des OMD**
Rachel Pulfer
- 66 (11) **Le journalisme d'enquête : Une affaire de coopération transfrontalière**
Paul Christian Radu
- 70 (12) **Un seul problème, plusieurs dimensions : Conseils pour couvrir la pauvreté**
Jean Claude Louis
- 74 (13) **Trucs et astuces : Conseils pour couvrir la faim**
Marwaan Macan-Markar
- 78 (14) **Un droit, non un privilège : Conseils pour couvrir l'éducation**
Louisa Reynolds
- 84 (15) **Pour qui flotte le drapeau? Conseils pour couvrir l'égalité des sexes**
Guenet Ayele Gruenberg
- 90 (16) **Comment éviter la lassitude médiatique : Conseils pour couvrir le VIH/sida**
Isaiah Esipisu
- 94 (17) **Local et mondial, échelles et dépendances : Conseils pour couvrir l'environnement**
Stephen Leahy

- 100 (18) **Pour vous aider dans vos démarches : Conseils pour faire un reportage sur la santé**
G. Ananthakrishnan

- 106 (19) **Mettre les gros bonnets face à leurs responsabilités : Comment mettre au jour la corruption**
Umar Cheema

- 112 (20) **Suivre l'argent à la trace : Comment parler de l'argent derrière les OMD**
Kimberly S. Johnson

- 118 (21) **Sur la piste : Comment exiger des informations auprès des autorités**
Maye Primera

- 122 (22) **L'art d'interviewer**
María Emilia Martín

(4^e partie) Les OMD en contexte

- 128 (23) **La réduction de la pauvreté énergétique : Un ODM oublié**
Fonds de l'OPPEP pour le développement international (OFID)
- 134 (24) **Perspectives d'avenir : Quelques réflexions sur l'après 2015**
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
- 140 (25) **Ressources et contacts clé**

(5^e partie) Apprendre par l'exemple : Articles primés sur le développement

- 160 (26) **« La ruée vers l'or rose »**
Syed Zain Al-Mahmood
- 164 (27) **« Médecine et croyances en Sierra Leone »**
Nele Mailin Obermueller
- 168 (28) **« Ecoles électroniques en Afrique : Entre mythe et réalité »**
Mario Alejandro Muñoz de Loza

(6^e partie) Notes de terrain : Réflexions personnelles sur la couverture des OMD

- 176 (29) **Mon voyage au centre des OMD (Haïti)**
Jean Claude Louis
- 180 (30) **Du Canada au Ghana : Un récit personnel (Canada/Ghana)**
Sophie Nicholls Jones
- 184 (31) **Huit buts, un effort collectif (Papouasie-Nouvelle-Guinée)**
Shirlyn Belden
- 188 (32) **Pourquoi devrait-on s'intéresser aux OMD? (Nicaragua)**
María Haydée Brenes Flores
- 191 (33) **Remerciements**

(1^{re} partie)

Les fondements

Introduction : Plus de temps à perdre *Scott F. Griffen* 10

L'histoire des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) *Nadia Sanders Vázquez* 14

Les Objectifs du Millénaire : Définition et acteurs principaux *Ernestina Álvarez Guillén* 18

Les OMD : La liste complète des objectifs, cibles et indicateurs 22

Des étudiants de l'école José Trinidad Cabaña participent à un projet de reforestation afin de combattre les effets du changement climatique et le commerce illégal du bois. EFE/Gustavo Amador



(1)

Introduction : Plus de temps à perdre

Scott F. Griffen

Il y a 13 ans, chaque recoin de la Terre a vibré au diapason d'une humanité accueillant un nouveau millénaire, lors d'une rencontre unique qui promettait à tous un avenir meilleur.

En effet, en septembre 2000, un nombre sans précédent de chefs d'État se réunirent au Sommet du Millénaire, à New York, pour s'engager à venir en aide aux milliards de personnes dont les besoins les plus élémentaires n'étaient pas assouvis.

« Nous reconnaissons qu'en plus des responsabilités propres que nous devons assumer à l'égard de nos sociétés respectives, nous sommes collectivement tenus de défendre au niveau mondial les principes de la dignité humaine, de l'égalité et de l'équité », d'affirmer les chefs d'État et les représentants des 189 États membres de l'ONU, dans la Déclaration du Millénaire, la pièce maîtresse du Sommet.

La Déclaration tira parti d'un rare moment charnière afin de fixer une liste de priorités pour les années à venir, entre autres : éliminer la pauvreté, préserver la nature et protéger les plus vulnérables de la société, et plus particulièrement les enfants.

Puis, ces priorités furent ensuite élargies pour devenir les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), une liste d'objectifs précis de développement et mesurables par la statistique et un puissant symbole d'engagement à l'égard du bien-être de l'humanité.

Mais à qui incomberait la responsabilité de concrétiser ces grandes promesses, ces intentions nobles mais ambitieuses, d'ici l'échéance de 2015? Le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a répondu clairement : à nous tous. « Les questions que nous traitons vont de l'élimination de la pauvreté à la lutte contre le sida en passant par la protection de l'environnement, et ces questions exigent la participation de tous. »

En réalité, ce serait une grossière erreur de croire que la réalisation des OMD relève entièrement des États. Une telle conclusion invite à la méfiance, si nous considérons que laissées à elles-mêmes, les instances gouvernementales nationales et mondiales pourraient refuser de faire une priorité du développement social et humain, ou alors carrément se détourner des OMD.

Devant l'ampleur et la complexité des objectifs visés, il devient évident que le succès des OMD ne dépend qu'en partie de l'engagement des États. Les groupes de la société civile colligent des statistiques et défendent les droits des laissés-pour-

En donnant la parole aux masses innombrables qui souffrent encore des pénibles réalités que sont la pauvreté, la maladie et la discrimination, les journalistes sensibilisent l'opinion publique et rappellent aux signataires de la Déclaration du Millénaire que le travail est loin d'être terminé.

compte. Les donateurs et les philanthropes injectent des sommes essentielles là où les besoins sont les plus criants. Les chercheurs et les universités mènent des recherches afin d'identifier des solutions novatrices.

Alors qu'en est-il des journalistes, auxquels s'adresse cet ouvrage? On pourrait avancer (et c'est notre avis) qu'ils constituent le plus important rouage pour le succès des OMD.

Après tout, la presse possède cette faculté sans pareille de faire ressurgir dans l'espace public une information jusqu'alors cachée ou inconnue. En donnant la parole aux masses innombrables qui souffrent encore des pénibles réalités que sont la pauvreté, la maladie et la discrimination, les journalistes sensibilisent l'opinion publique et rappellent aux signataires de la Déclaration du Millénaire que le travail est loin d'être terminé.

« La concurrence dans le monde médiatique est de plus en plus forte et on se lasse vite des sujets traités. Des reportages sur les OMD Des reportages sur les OMD suscitent rarement un engouement, ils sont donc peu vendeurs », soulignait en 2009 l'ancienne première ministre néozélandaise et administratrice en poste au Programme des Nations Unies pour le développement, Helen Clark, lors de la remise d'un prix de journalisme du développement en Amérique latine. « Cependant, ils donnent une voix aux exclus, soit les pauvres et les faibles. »

Des reportages sur les OMD suscitent rarement un engouement, ils sont donc peu vendeurs

Si le journalisme social ne capte pas autant l'attention du lecteur que les révolutions politiques ou les crises financières (point de vue que réfute dans le présent ouvrage Rachel Pulfer, directrice de l'organisme Journalists for Human Rights), cela con-

*Il va sans dire que remplir le rôle de **chien de garde du développement** n'est pas chose facile. Les journalistes doivent être prêts à batailler dans la salle de presse pour un suivi des OMD.*

tribue toutefois à éviter que quiconque soit exclu de l'émouvante promesse de la Déclaration du Millénaire.

Lorsque les journalistes ne parlent pas des OMD, la volonté d'accomplir des bonnes actions pour le développement s'étirole. Une part de l'aide précieuse tombe entre de mauvaises mains et se retrouve détournée par la corruption. Filles et femmes demeurent soumises et vulnérables aux comportements sexistes enracinés dans leur culture. Des chercheurs conçoivent des armes plutôt que des vaccins. La production alimentaire mondiale atteint des sommets tandis que des millions d'enfants meurent des conséquences de la malnutrition. C'est dans l'indifférence qu'on dépasse des échéances qu'on claironnait autrefois.

Une presse vigilante et engagée sur le plan social contribue à rappeler aux États et aux organisations non gouvernementales leurs promesses quant aux OMD. Il va sans dire que remplir le rôle de chien de garde du développement n'est pas chose facile. Les journalistes doivent être prêts à batailler dans la salle de presse pour un suivi des OMD. Ils doivent être disposés à voyager dans des régions misérables afin de parler avec les victimes de promesses tenues à demi. Ils doivent être prêts à affronter la corruption ainsi que des intérêts particuliers qui s'entêtent à freiner le progrès.

Mais quelques outils importants soutiennent la démarche des journalistes. Ce manuel saura inspirer ceux d'entre eux qui se consacrent au développement humain, en plus de leur offrir un

guide détaillé. Il y a aussi une échéance concrète : le 31 décembre 2015, date à laquelle les OMD devront avoir atteint leurs cibles. Une date précise dans le calendrier peut aider à convaincre les rédacteurs de l'importance et de l'actualité des dossiers.

Ce manuel vise également à sensibiliser au pouvoir symbolique des OMD les journalistes qui suivent déjà les problématiques sociales ou des problèmes de corruption. En liant leurs sujets à ces objectifs mondiaux clairement identifiés, les journalistes peuvent espérer que leurs reportages captent l'attention des décideurs afin de peut-être changer les choses.

Toutefois, ce livre s'adresse aussi aux journalistes qui n'ont jamais songé à un reportage sur le développement, mais qui désirent que leurs mots aient un effet durable. La planète entière surveillera cette échéance, alors n'est-ce pas le moment idéal pour écrire à propos d'un sujet neuf? Peut-être manque-t-il à votre média ou à votre pays des reportages au sujet de thèmes centraux du développement, comme l'éducation, la faim ou les changements climatiques. Peu importe le sujet, les récits personnels et les conseils d'experts que vous retrouverez ici peuvent aider un journaliste audacieux à se lancer.

Nous savons que malgré nos efforts vaillants, le travail sur les OMD ne cessera pas dans trois ans. Des plans sont déjà en train d'être élaborés pour renouveler les OMD après 2015. Il est question de garder le cap sur les préoccupations fondamentales de la Déclaration du Millénaire, tout en ajoutant de nouvelles priorités telles que l'accès à l'énergie, que ce livre abordera par ailleurs à plusieurs reprises.

Le Rapport OMD 2012, préparé par le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, est porteur de bonnes nouvelles. La pauvreté extrême (soit vivre avec moins de 1,25 \$ US par jour) a chuté de 47 % en 1990 pour s'établir à 24 % en 2008 à l'échelle mondiale, ce qui assure l'atteinte du premier Objectif. La tuberculose et la malaria sont en perte de vitesse, tandis qu'on a atteint la parité entre les sexes dans le domaine de l'éducation.

Malgré cela, le Rapport met l'accent sur les défis à relever : le faible recul du taux de décès maternel, les 2,5 milliards de personnes qui n'ont pas accès à des installations sanitaires convenables, les 15,5 % de la population mondiale souffrant de malnutrition, le nombre d'habitants de bidonvilles, qui est passé de 650 millions à 863 millions de personnes.

Ces données ne laissent planer aucun doute : des défis demeurent et tandis que 2015 point à l'horizon, le temps est venu d'agir. C'est à vous, journalistes, de vous emparer de ce livre et de vous lancer, car l'heure de tombée approche à grands pas!

Des enfants philippins courent à travers des sacs en plastique ramassés dans des décharges et qui ont été lavés et séchés, dans la ville de Manille, aux Philippines. Septembre 2010. EPA/Rolox dela Pena



Originaire de l'Arizona, **Scott F. Griffen** est le conseiller sur la liberté de la presse en Amérique latine et dans les Caraïbes à l'Institut International de la Presse (IPI).

(2)

L'histoire des Objectifs du Millénaire pour le développement

Nadia Sanders Vázquez

C'était l'aube du 21e siècle, une époque dure pour la plupart des hommes sur Terre : pauvres, affamés, peu d'entre eux recevaient une éducation, tandis que des maladies comme la malaria fauchaient les enfants des pays les plus pauvres du globe. Au début d'un siècle et d'un millénaire nouveaux, en l'an 2000, la planète entière était aux prises avec d'imposants défis.

Une occasion sans pareille s'offrait aux chefs du monde entier pour transformer durablement la vie de tout un chacun. Le temps était venu d'adopter les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD); mais, en fait, cette collaboration était l'aboutissement d'efforts considérables déployés au cours des quarante années précédentes.

Les sommets orchestrés par les Nations Unies dans les années 1960 et la *Déclaration universelle des droits de l'homme* ont fait figure de précurseurs. En 1990, le Rapport sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) de même que la Banque mondiale soulignaient le besoin d'intégrer des politiques sociales aux réformes économiques afin d'éradiquer la pauvreté à l'échelle mondiale¹.

Il y eut ensuite le Sommet mondial pour les enfants, tenu à New York en 1990, puis le Sommet de Rio en 1992, la Conférence mondiale sur les droits de l'homme de Vienne en 1993 et finalement, la Conférence internationale sur la population et le développement, au Caire en 1994. Le Sommet mondial pour le développement social de Copenhague, en 1995, a été l'un des sommets marquants à précéder l'énonciation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Les 117 chefs d'État présents au Sommet se sont entendus pour éliminer la pauvreté de revenu d'ici 2015².

C'est en 1996 que l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) offre le plus important appui à la mise en place des OMD, soit une stratégie intitulée

Le rôle de la coopération pour le développement à l'aube du 21e siècle. Le document énonçait des objectifs de développement quantifiables et donc évaluable, pour lesquels une concertation planétaire était nécessaire. Voici ces objectifs :

1. Réduire de moitié le nombre de gens vivant dans une pauvreté extrême;
2. Offrir une éducation primaire à tous les habitants de tous les pays;
3. Obtenir des avancées indéniables vers l'égalité entre les sexes et renforcer l'autonomie des femmes, en supprimant toute discrimination entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici 2005;
4. Faire chuter des deux tiers la mortalité des enfants de moins de cinq ans et réduire des trois quarts le taux de mortalité maternelle;
5. Offrir des soins universels en santé reproductive au sein même du système de santé général, dès que possible;
6. Sur le plan de l'environnement, mettre en place des stratégies nationales de développement durable dans tous les pays d'ici 2005, afin de renverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales aussi bien au niveau mondial qu'au niveau national, et ce, d'ici 2015³.

C'est en 2000 que l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques, le Fonds monétaire international, les Nations Unies et la Banque mondiale publièrent le rapport *Un monde meilleur pour tous : poursuite des objectifs internationaux de développement*. Ces institutions enjoignirent les pays industrialisés à viser un développement durable en consacrant plus de ressources à la santé, à l'éducation, à la poursuite de l'égalité des sexes et à une croissance respectueuse de l'environnement. Ces recommandations « procédaient d'accords et de résolutions issus des conférences mondiales organisées par l'ONU dans la première moitié des années 90 [...]. » Les objectifs étaient

¹ HULME, David. *The Making of the Millennium Development Goals: Human Development Meets Results-based Management in an Imperfect World*. Brooks World Poverty Institute, université de Manchester, Manchester, Royaume-Uni, décembre 2007.

² *Idem*

³ *Comité d'aide au développement. Le rôle de la coopération pour le développement à l'aube du XXIe siècle*. OCDE, Paris, mai 1996.



Rosa Otunbaeva, présidente de la République kirghize de l'époque, prononce un discours lors du Sommet des objectifs du Millénaire pour le développement au siège des Nations-Unies dans la ville de New-York le 22 septembre 2010. EPA/Justin Lane

désormais plus détaillés – mais très proches de ceux élaborés par l’OCDE quatre ans plus tôt – et ils annonçaient les OMD⁴ :

1. Réduire de moitié le pourcentage de gens vivant dans une pauvreté extrême, entre 1990 et 2015;
2. Rendre l’école primaire obligatoire pour tous les enfants d’ici 2015;
3. Réaliser des progrès pour l’égalité des sexes et l’autonomie des femmes, en supprimant la disparité entre les sexes dans l’enseignement primaire et secondaire, et ce, avant 2005;
4. Réduire des deux tiers la mortalité juvénile, de 1990 à 2015;
5. Réduire des trois quarts le taux de mortalité maternelle, de 1990 à 2015;
6. Offrir des soins universels en santé reproductive d’ici 2015;
7. Mettre en place des stratégies nationales de développement durable d’ici 2005 afin d’inverser la déperdition des ressources environnementales d’ici 2015.

Un rôle nouveau pour une ère nouvelle

En 2000, les Nations Unies célébraient leur 55e anniversaire. L’organisation a été conçue au milieu du 20e siècle alors que nous vivions dans l’ombre de la Guerre froide, mais bien des choses ont changé au cours des années 1990. Certes, l’ONU a été efficace à beaucoup d’égards, mais certains aspects laissaient à désirer.

À la fondation de l’ONU, seuls un tiers des membres actuels étaient des États souverains, les autres évoluant encore dans le régime colonial. La Terre comptait alors 2,5 milliards d’humains. En 2000, nous étions 6 milliards et 11 ans plus tard, en 2011, nous avons atteint les sept milliards.

L’ancien Secrétaire général des Nations Unies, Kofi A. Annan, s’est servi du changement de millénaire pour réaffirmer la mission de l’ONU et pour agir en vue d’un monde meilleur. Certes, l’ONU avait participé au rapport *Un monde meilleur pour tous*, mais l’organisation avait besoin de soumettre quelque chose de son crû à l’Assemblée. En avril 2000, M. Annan présenta donc son Rapport du millénaire, intitulé *Nous les peuples : le rôle des Nations Unies au 21e siècle*, qui dressait un portrait de la population mondiale.

« Imaginons un instant que le monde soit véritablement un “village planète” [et] supposons que ce village compte 1000 habitants [...]. Quelque 150 habitants vivent dans le quartier opulent du village et environ 780 dans les quartiers pauvres », écrit M. Annan.⁵

Le Secrétaire général expliqua également qu’un cinquième de la population détenait 86 pour cent des richesses, tandis que près d’un villageois sur deux vivait avec moins de deux dollars (2 \$ US) par jour. Les femmes composaient la majorité des pauvres, 220 villageois étaient analphabètes et beaucoup cherchaient désespérément et vainement un emploi. Moins d’une soixantaine de villageois possédaient un ordinateur et seuls 24 d’entre eux avaient accès à l’Internet. Ce village était notre planète : il n’y avait plus de temps à perdre pour tenter de soulager la faim et leur montrer que de véritables possibilités s’offriraient à leurs enfants.

Le Rapport contenait aussi les résultats du plus vaste sondage d’opinion jamais réalisé. Le sondage du millénaire de l’Institut Gallup (un centre de recherche basé à Zurich) a interrogé 57 000 adultes dans 60 pays (ce qui représente une population mondiale de 1,5 milliard) situés sur chacun des six continents. Conclusion : partout, la priorité des gens était la santé et le bonheur familial. Voilà ce qui comptait par-dessus tout.

En outre, la majorité des gens dans le monde considéraient la défense des droits de l’homme comme la tâche la plus importante des Nations Unies, sans compter le maintien de la paix et les missions humanitaires. Dans la plupart des pays, une majorité de gens qualifiaient leurs élections libres et justes, mais les deux tiers de tous les répondants jugeaient que leur pays n’était pas gouverné selon la volonté du peuple. Les deux tiers des répondants affirmaient que leur gouvernement n’avait pas consacré d’efforts suffisants pour régler les problèmes environnementaux nationaux et que la mondialisation était perçue comme une force positive, une occasion de rendre le monde plus solidaire et plus équitable.

Tout n’était cependant pas noir, à en croire M. Annan : « Mais, que l’on ne s’y trompe pas : les réussites sont nombreuses et les tendances positives ne manquent pas, comme on le verra dans la suite du rapport. [...] Mais, de l’avis général, nos réussites passées ne doivent pas nous faire oublier l’ampleur de la tâche à accomplir. Nous devons en faire plus, et être plus efficaces. »

Le Sommet du Millénaire

Tous ces efforts font partie de la démarche qui a mené à la Déclaration du Millénaire, approuvée par l’Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2000.

Trois séances ont eu lieu entre juin 1999 et mai 2000 avant que l’Assemblée n’approuve le projet de la Déclaration du Millénaire et ne décide que le Sommet du Millénaire aurait lieu du 6 au 8 septembre 2000 à New York. Son thème : le rôle des Nations Unies au 21e siècle.



Un passager du bateau japonais « Bateau de Paix », navigant autour du monde pour faire la promotion des OMD, marche devant un panneau soutenant la campagne de l’ONU pour mettre fin à la pauvreté à Sans Souci, en République Dominicaine. EFE/Orlando Barría.

Lors de sa 55e session, l’Assemblée générale adopta la Déclaration du Millénaire, qui énonçait comme valeurs et principes le respect de la liberté, de l’égalité, de la solidarité, de la tolérance et de la nature, ainsi que le partage des responsabilités. Les OMD ont été rédigés afin de transformer ces valeurs et principes en moyens d’action.

Le Sommet du Millénaire fut l’unique occasion au cours de laquelle 189 chefs d’État et de gouvernement se réunirent à une assemblée des Nations Unies. Les huit OMD actuels incarnent le compromis de cette rencontre. La souscription de ces États à la Déclaration du Millénaire représente la reconnaissance de leur responsabilité collective de défendre les principes de dignité humaine, d’égalité et d’équité à l’échelle mondiale. Les États reconnaissent par ailleurs leurs devoirs à l’égard des citoyens du monde, en particulier les personnes les plus vulnérables et tout spécialement les enfants.

Les chefs d’État s’entendirent pour rendre l’ONU plus efficace en matière de maintien de la paix et de la sécurité en lui accordant les ressources et les outils nécessaires à ces fins. Ils se mirent ensuite d’accord pour renforcer la société de droit, pour

veiller à l’application des décisions rendues par la Cour internationale de Justice et pour endiguer le terrorisme et le trafic de drogue international. Ils s’engagèrent aussi à atténuer les effets secondaires que les sanctions économiques peuvent avoir sur les populations innocentes.

La Déclaration proposait en outre de libéraliser les échanges commerciaux, surtout en ce qui a trait aux exportations des pays les moins développés, de même que d’adopter un plan d’allègement de la dette pour les pays pauvres lourdement endettés.

Tous savaient que la Déclaration ne suffirait pas à arrêter les guerres ni à éradiquer la pauvreté. Tous devaient prendre des mesures pour s’aider eux-mêmes ainsi que les autres. Le temps était venu de joindre les gestes aux paroles.



Nadia Sanders Vázquez est née à Mexico; elle a étudié le journalisme et la politique auprès de l’écrivain mexicain Avilés Fabila, au campus de Xochimilco de la Universidad Autónoma Metropolitana. Une fois diplômée, elle a couvert les actualités locales de 2000 à 2007 pour le journal *Reforma*, puis elle a écrit au sujet de la légalisation de l’avortement à Mexico, dans le journal *El Centro*.

En 2009, Nadia a été choisie pour participer au programme Balboa, destiné aux journalistes ibéro-américains, et elle a travaillé à Madrid au sein de la revue *Tiempo*. De retour au Mexique, elle a couvert les premiers mariages homosexuels à Mexico pour le site Internet de CNN Mexico. Elle y travaille désormais comme rédactrice aux actualités nationales : elle coordonne pigistes et correspondants affectés à la couverture de la stratégie nationale de lutte contre les stupéfiants, ainsi que la politique mexicaine.

⁴ FMI, OCDE, ONU, GBM. 2000 : Un monde meilleur pour tous : poursuite des objectifs internationaux de développement, Washington, 2000, p.4.

⁵ ANNAN, Kofi A. Nous les peuples : le rôle des Nations Unies au 21e siècle, Nations Unies, Département de l’information, New York, 2000.



Des enfants afghans suivent un cours dans leur école située près d'un camp de réfugiés dans la banlieue de Kaboul, en Afghanistan. Les rapports indiquent que près de 4,5 millions d'enfants afghans en âge d'aller à l'école sont privés d'éducation et que l'illettrisme demeure répandu. EPA/S. Sabawoon

(3)

Les Objectifs du Millénaire : Définition et acteurs principaux

Ernestina Álvarez Guillén

Pour Hermilio, chaque journée de travail dure 12 heures, voire davantage. Son labeur lui vaut un salaire qui ne suffit pas à offrir trois repas par jour à ses deux enfants de six et sept ans, qui doivent par ailleurs marcher pendant des kilomètres pour se rendre à l'école la plus proche.

Cette réalité que vit la communauté mexicaine de Cusarare, située dans l'État de Chihuahua, dans le nord du pays, se répète à de nombreux autres endroits du globe. C'est pour remédier à cette situation qu'ont été rédigés les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), le nœud de l'alliance entre l'État et la société dans leur combat contre l'exclusion dont souffrent Hermilio et des milliards d'autres personnes dans la même situation que lui, partout sur la surface du globe.

La Déclaration du Millénaire des Nations Unies, qui énonce les OMD, voit le jour en 2000 et 189 chefs d'État la ratifient d'entrée de jeu. Aujourd'hui, les 193 pays membres de l'ONU en sont signataires. Les plus prospères ont bonifié leur aide au développement de tous les peuples en procédant à l'annulation de la dette internationale et en fixant des règles de commerce plus équitables pour favoriser une croissance plus équitable entre les pays.

En 2010, durant le Sommet des Nations Unies sur les OMD, on analysa les méthodes employées pour relever ces défis. Avec l'an 2015 comme horizon, chaque pays fut encouragé à concevoir son propre plan d'action et à mettre en branle des mesures énergiques destinées à améliorer des aspects fort éloignés de leur idéal.

L'engagement pris d'atteindre les Objectifs d'ici 2015 ne devrait pas uniquement interpeller les gouvernements ou les États sous-développés, car c'est toute la société qui devrait travailler de concert pour en permettre la réalisation avant l'échéance, des ONG, entreprises et établissements d'enseignement, en passant par les médias.

Les OMD en bref : qui s'y consacre?

Le premier Objectif est d'**éradiquer la pauvreté extrême et la faim**. Selon le Rapport OMD 2012¹, la pauvreté est en recul dans toutes les régions du globe, et depuis 1990, la proportion de personnes vivant avec moins de 1,25 \$ US a diminué de moitié. La crise économique mondiale qui a débuté en 2007 a nui aux progrès, en général assez modestes. On estime que d'ici 2015, 1 milliard de personnes (soit 16 % de la population mondiale) vivront encore dans une pauvreté extrême.

Afin de s'attaquer au problème structurel de la faim, de nombreux États et organismes ont mis sur pied des banques alimentaires et augmenté le volume des denrées de base disponibles afin d'assurer l'autosuffisance alimentaire. Dans quelques endroits, par exemple en Amérique du Sud, des communautés ont créé des coopératives pour pallier le manque de nourriture durant des épisodes de sécheresse.

Le deuxième Objectif est d'**assurer l'éducation primaire pour tous**. Des statistiques indiquaient qu'en 2010, 90 pour cent des enfants en âge d'aller à l'école fréquentent aujourd'hui l'école primaire, mais encore une fois, les choses

¹ www.uneca.org/sites/default/files/publications/omd-report2012_french.pdf

évoluent peu. Le Rapport 2012 de l'ONU a indiqué que les progrès ont considérablement fléchi depuis 2004. S'il est vrai que des sociétés et des fondations ont commencé à construire des écoles, à offrir des bourses d'études et à accorder des primes aux professeurs pour enseigner en milieu rural, l'enseignement peut être amélioré. Pendant ce temps, les États se sont concentrés sur la stimulation de la fréquentation scolaire d'abord et avant tout. Il est important de relever que les évaluations menées par les ONG locales et internationales sont plus exigeantes que celles menées par l'État. Les premières mesurent non seulement le nombre d'élèves, mais également la matière enseignée et la façon de le faire, de même que les connaissances qu'ils retiennent.

Le troisième Objectif est celui de **l'égalité des sexes et de l'autonomie des femmes**. Pour y parvenir, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes) agissent comme conseillers et soutiennent des projets favorisant l'égalité entre hommes et femmes. Dans quelques pays, des organismes de la société civile ont été formés à promouvoir une législation égalitaire, de même que

pour bâtir des centres communautaires destinés aux femmes. À l'instar des autres Objectifs, la société civile et les médias sont essentiels à l'avancement de l'égalité des sexes, car ils promeuvent les politiques et évaluent celles en place, en plus de signaler tout retard inacceptable dans leur application. Pensons à ces lois qui excusent un tueur de femmes s'il a agi pour « laver son honneur »... Les journalistes peuvent signaler de tels cas, tandis que les ONG peuvent faire pression sur les législateurs afin d'apporter des modifications ciblées à l'environnement légal.

Le quatrième Objectif vise **la réduction de deux tiers de la mortalité infantile des enfants de moins de cinq ans**. Des mesures draconiennes sont encore nécessaires. Quelques régions ont constaté une amélioration supérieure à 50 %, notamment en Afrique du Nord et en Asie orientale, mais l'Afrique subsaharienne aurait vécu une diminution de seulement 30 %, selon les chiffres les plus récents avancés par l'ONU. En outre, les statistiques signalent que malgré une diminution générale de la mortalité chez les enfants de moins de cinq ans, à l'échelle mondiale 23 enfants sur 1000 ne survivent pas à leur premier mois.

Remplir cet Objectif exige un engagement total. Tout un chacun peut jouer un rôle : même des équipes de football se sont regroupées pour créer des programmes d'aide humanitaire qui distribuent de la nourriture aux foyers les plus pauvres (les enfants de familles pauvres ont beaucoup plus de risques de décéder en bas âge) et font la promotion de conditions de vie durables.

La mesure du cinquième Objectif, soit de **réduire la mortalité maternelle des trois quarts**, n'est pas une mince affaire. Toutefois, des agences internationales telles que l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), l'UNICEF, le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP) et la Banque Mondiale évaluent que le taux mondial de décès maternels atteint 290 décès pour 100 000 naissances. Afin de faire diminuer ce taux, des agences de la santé collaborent pour encourager les futures mères à se soumettre à un minimum de trois rencontres de suivi de grossesse. De plus, les États et des fabricants de matériel sanitaire ont lancé des projets collaboratifs pour améliorer la santé maternelle pendant la grossesse, par la distribution de vitamines et d'acide folique.

Le sixième Objectif est de **combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies**. S'il est vrai que l'infection au VIH/sida n'est plus aussi fréquente en Afrique subsaharienne, les changements sont minimes en Asie orientale et centrale et aux Caraïbes, partout ce sont les jeunes qui ont le plus de risques d'être infectés. En réponse à cela, l'État, la société civile et des entrepreneurs ont lancé des campagnes d'information et mis sur pied des programmes de prévention qui offrent des tests gratuits de dépistage, dans le but de traiter les nouveaux cas de manière précoce.

Le septième Objectif consiste à **préserver l'environnement**. D'un côté, le taux de déforestation demeure alarmant, mais de l'autre, le nombre de zones protégées va croissant. Par ailleurs, dans un souci de favoriser la préservation écologique des régions pauvres densément peuplées, l'ONU a demandé aux pays de recenser les populations des bidonvilles, puis de fixer des objectifs réalistes au niveau national, régional et local, pour améliorer les conditions de vie des habitants de taudis. On met l'accent sur le développement du logement et des services essentiels (par exemple, l'accès à l'eau potable et à des infrastructures d'assainissement), sur le transport, sur l'énergie,

sur la santé et sur l'éducation, et cela dans l'espoir de diviser par deux le nombre de personnes dépourvues d'un accès durable à une eau salubre et à des services d'assainissement. Les États et le secteur privé encouragent la construction de maisons écologiques, le réaménagement des espaces urbains et la création d'emplois locaux de qualité afin d'enrayer les migrations internes. Moins les perspectives sont attrayantes dans la communauté d'origine d'une personne, plus l'accentuation de la pauvreté urbaine est probable.

En outre, les institutions d'enseignement ont participé à la conception d'un atlas du risque qui mesure les risques auxquels s'expose chaque village. Le cas échéant, on conseille de déménager le village s'il est susceptible de souffrir d'un désastre naturel, ou encore d'éviter de construire dans des zones où l'environnement pourrait être menacé.

Le huitième Objectif se concentre sur l'allègement de la dette et la promotion de l'aide humanitaire, dans l'optique de **fonder un partenariat mondial du développement**. Des économies solides sont la clé de voûte de cet Objectif, mais vu que les récentes récessions ont fragilisé les finances publiques, la gestion des ressources et les projets privés sont d'autant plus vitaux.

L'atteinte des OMD exige un suivi continu. Leur succès repose sur la collaboration et l'interaction des États, du secteur privé, de la société civile et bien entendu, des médias. Il est capital de rapporter les retards et les progrès, étant donné que des citoyens informés peuvent exiger avec plus de force des agences gouvernementales qu'elles respectent leurs engagements en matière de développement.

Des femmes autochtones rient lors d'une marche pour commémorer la Journée internationale de la femme à Guatemala. Mars 2013. La pancarte dit : « Contre la violence envers les femmes ». EFE/Saúl Martínez



Ernestina Álvarez Guillén est une journaliste mexicaine actuellement employée par la chaîne de radio MVS News. Pendant des années, elle s'est consacrée aux actualités touchant des problèmes de développement social et de santé, mais elle couvre désormais la politique. Sélectionnée par le programme Balboa pour les journalistes ibéro-américains, elle a pu travailler au journal madrilène *La Razón*, en Espagne.

(4)

Les OMD : La liste complète des objectifs, cibles et indicateurs

Le cadre composé de huit objectifs et approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies incluait 21 cibles qui pouvaient servir d'orientation à la mise en œuvre de la Déclaration du millénaire. De plus, soixante indicateurs quantifiables ont été adoptés par un consensus entre des experts des Nations Unies, du Fonds monétaire international, de l'Organisation de coopération et de développement économiques, et de la Banque mondiale.

Le site officiel des Nations Unies sur les Indicateurs OMD¹ précise : « Tous les indicateurs doivent être ventilés, dans la mesure du possible, par sexe et par zone urbaine et rurale »

Objectif 1: Éliminer l'extrême pauvreté et la faim

Cible 1A: Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour

- 1.1 Proportion de la population disposant de moins d'un dollar par jour en parité du pouvoir d'achat (PPA)²
- 1.2 Indice d'écart de la pauvreté
- 1.3 Part du quintile le plus pauvre de la population dans la consommation nationale

Cible 1B: Assurer le plein-emploi et la possibilité pour chacun, y compris les femmes et les jeunes, de trouver un travail décent et productif

- 1.4 Taux de croissance du PIB par personne occupée
- 1.5 Ratio emploi/population
- 1.6 Proportion de la population occupée disposant de moins de 1 dollar PPA par jour
- 1.7 Proportion de travailleurs indépendants et de travailleurs familiaux dans la population occupée

¹ <http://mdgs.un.org/unsd/mdg/host.aspx?Content=indicators%2fofficiallist.htm>
² « La PPA permet de mesurer combien une devise permet d'acheter de biens et services dans chacune des zones que l'on compare. La parité de pouvoir d'achat (PPA) (on parle de valeurs mesurées en parité de pouvoir d'achat) est une méthode utilisée en économie pour établir une comparaison entre pays du pouvoir d'achat des devises nationales. » (Wikipedia).

Conseil pour le journaliste : Soyez à l'affût de la liste des OMD qui est en cours d'actualisation par le Comité de haut niveau, mandaté par l'ONU. Consultez le chapitre sur le PNUD pour en savoir davantage sur ces nouveaux objectifs, tout en gardant à l'esprit que ce livre traite déjà de certains d'entre eux, comme le développement durable et la bonne gouvernance. N'oubliez surtout pas que la réalisation de ces objectifs demeure très importante.

Une femme retire les cailloux du sable à l'aide d'un grillage près de Dacca, au Bangladesh. Des milliers d'ouvrières travaillent dans différents secteurs formels et informels de Dacca. Beaucoup d'entre elles sont victimes de discrimination et d'exploitation. EPA/Abir Abdullah

Cible 1C: Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim

- 1.8 Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans
- 1.9 Proportion de la population n'atteignant pas le niveau minimal d'apport calorique

Objectif 2: Assurer l'éducation primaire pour tous

Cible 2A: D'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires

- 2.1 Taux net de scolarisation dans le primaire
- 2.2 Proportion d'écopiliers ayant commencé la première année d'études primaires qui terminent l'école primaire
- 2.3 Taux d'alphabétisation des 15-24 ans, femmes et hommes

Objectif 3: Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

Cible 3A: Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005 si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard

- 3.1 Rapport filles/garçons dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur
- 3.2 Proportion des femmes salariées dans le secteur non agricole
- 3.3 Proportion des sièges occupés par les femmes au parlement national

Objectif 4: Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans

Cible 4A: Réduire de deux tiers, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans

- 4.1 Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans
- 4.2 Taux de mortalité infantile
- 4.3 Proportion d'enfants d'1 an vaccinés contre la rougeole

Objectif 5: Améliorer la santé maternelle

Cible 5A: Réduire de trois quarts, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité maternelle

- 5.1 Taux de mortalité maternelle
- 5.2 Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié

Cible 5B: Rendre l'accès à la médecine procréative universel d'ici à 2015

- 5.3 Taux de contraception
- 5.4 Taux de natalité parmi les adolescentes
- 5.5 Couverture des soins prénatals (au moins une visite et au moins quatre visites)
- 5.6 Besoins non satisfaits en matière de planification familiale

Objectif 6: Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies

Cible 6A: D'ici à 2015, avoir enravé la propagation du VIH/sida et commencé à inverser la tendance actuelle

- 6.1 Taux de prévalence du VIH dans la population âgée de 15 à 24 ans
- 6.2 Utilisation d'un préservatif lors du dernier rapport sexuel à haut risque
- 6.3 Proportion de la population âgée de 15 à 24 ans ayant des connaissances exactes et complètes au sujet du VIH/sida
- 6.4 Taux de scolarisation des orphelins par rapport aux non-orphelins âgés de 10 à 14 ans

Cible 6B: D'ici 2010, assurer à tous ceux qui en ont besoin l'accès aux traitements contre le VIH/sida

- 6.5 Proportion de la population au stade avancé de l'infection par le VIH ayant accès à des médicaments antirétroviraux

Cible 6C: D'ici à 2015, avoir maîtrisé le paludisme et d'autres grandes maladies et commencé à inverser la tendance actuelle

- 6.6 Incidence du paludisme et taux de mortalité due à cette maladie
- 6.7 Proportion d'enfants de moins de 5 ans dormant sous des moustiquaires imprégnées d'insecticide
- 6.8 Proportion d'enfants de moins de 5 ans atteints de fièvre traités aux moyens de médicaments antipaludéens appropriés
- 6.9 Incidence, prévalence de la tuberculose et taux de mortalité due à cette maladie
- 6.10 Proportion de cas de tuberculose détectés et soignés dans le cadre d'un traitement direct à court terme et sous observation

Objectif 7: Assurer un environnement durable

Cible 7A: Intégrer les principes du développement durable dans les politiques et programmes nationaux et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales

- 7.1 Proportion de zones forestières
- 7.2 Émissions de CO₂ (total, par habitant et pour un dollar du PIB, en parité du pouvoir d'achat)
- 7.3 Consommation de substances appauvrissant la couche d'ozone
- 7.4 Proportion de stocks de poissons vivant dans des milieux biologiques sains
- 7.5 Proportion de ressources d'eau totales utilisées

Cible 7B: Réduire la perte de la biodiversité et atteindre d'ici à 2010 une diminution significative du taux de perte

- 7.6 Proportion de zones terrestres et marines protégées
- 7.7 Proportion d'espèces menacées d'extinction

Cible 7C: Réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas d'accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable ni à des services d'assainissement de base

- 7.8 Proportion de la population utilisant une source d'eau potable améliorée
- 7.9 Proportion de la population utilisant des infrastructures d'assainissement améliorées

Cible 7D: Améliorer sensiblement, d'ici à 2020, les conditions de vie d'au moins 100 millions d'habitants de taudis

- 7.10 Proportion de citoyens vivant dans des taudis

Objectif 8: Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

Certains des indicateurs ci-après sont évalués séparément dans les cas des pays les moins avancés (PMA) de l'Afrique, des pays sans littoral et des petites États insulaires en développement

Cible 8A: Poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier multilatéral ouvert, réglementé, prévisible et non discriminatoire

Comprend un engagement en faveur d'une bonne gouvernance, du développement et de la lutte contre la pauvreté, au niveau tant national qu'international

Cible 8B: Répondre aux besoins particuliers des pays les moins avancés

Suppose l'admission en franchise et hors contingents des produits exportés par les pays les moins avancés, l'application d'un programme renforcé d'allègement de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE) et l'annulation des dettes publiques bilatérales, ainsi que l'octroi d'une aide publique au développement plus généreuse aux pays qui démontrent leur volonté de lutter contre la pauvreté

Cible 8C: Répondre aux besoins particuliers des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement (en appliquant le Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement et les décisions issues de la vingt-deuxième session extraordinaire de l'Assemblée Générale)

Cible 8D: Traiter globalement le problème de la dette des pays en développement par des mesures d'ordre national et international propres à rendre l'endettement viable à long terme

Indicateurs pour les cibles 8A, 8B, 8C, 8D

Aide publique au développement (APD)

- 8.1 Montant net de l'ADP totale et en faveur des pays les moins avancés, en pourcentage du revenu national brut des pays donateurs du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (CAD/OCDE)
- 8.2 Proportion de l'ADP bilatérale totale des pays du CAD/OCDE, par secteur, consacrée aux services sociaux de base (éducation de base, soins de santé primaires, nutrition, eau salubre et assainissement)
- 8.3 Proportion de l'ADP bilatérale des pays du CAD/OCDE qui n'est pas liée
- 8.4 ADP reçue par les pays en développement sans littoral en pourcentage de leur revenu national brut
- 8.5 ADP reçue par les petits États insulaires en développement en pourcentage de leur revenu national brut
- 8.6 Proportion du total des importations des pays développés (en valeur et à l'exclusion des armes) en provenance des pays en développement et des pays les moins avancés qui sont admises en franchise de droits
- 8.7 Droits de douane moyens appliqués par les pays développés aux produits agricoles et textiles en provenance des pays en développement
- 8.8 Estimation des subventions aux produits agricoles dans les pays de l'OCDE en pourcentage de leur produit intérieur brut
- 8.9 Proportion de l'ADP allouée au renforcement des capacités commerciales
- 8.10 Nombre total de pays ayant atteint leurs points de décision et nombre total de pays ayant atteint leurs points d'achèvement (cumulatif) dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE)
- 8.11 Allègement de la dette annoncé au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés et de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM)
- 8.12 Service de la dette, en pourcentage des exportations de biens et services

Cible 8E: En coopération avec l'industrie pharmaceutique, rendre les médicaments essentiels disponibles et abordables dans les pays en développement

- 8.13 Proportion de la population pouvant se procurer les médicaments essentiels à un coût abordable et dans des conditions pouvant être maintenues durablement

Cible 8F: En coopération avec le secteur privé, faire en sorte que les avantages des nouvelles technologies, en particulier des technologies de l'information et de la communication, soient accordés à tous

- 8.14 Nombre de lignes fixes, pour 100 habitants
- 8.15 Abonnés à un service de téléphonie mobile, pour 100 habitants
- 8.16 Nombre d'utilisateurs d'Internet, pour 100 habitants

(2^e partie)

Les médias et la réalisation des OMD : Des perspectives régionales présentées par les Commission régionales de l'ONU

Les OMD en Amérique latine et dans les Caraïbes : Entre pessimisme et optimisme 28
La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)

Les OMD en Europe : Journalistes, engagez-vous 34
La Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE)

Les OMD en Afrique : La couverture médiatique est à notre avantage 40
La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA)

Les OMD dans les États arabes : Une région à la croisée des chemins 46
La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO)

Les OMD en Asie et dans le Pacifique : Un appel au secours pour l'accélération des progrès 54
La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)



Des hommes gravissent une colline dans Paradise Parish, un des quartiers les plus pauvres de Caracas, au Venezuela. EFE/Chico Sánchez.

(5)

Les OMD en Amérique latine et dans les Caraïbes : Entre pessimisme et optimisme

La Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)

Une certaine similarité culturelle basée sur l'expérience de la colonisation européenne unit les 34 pays de l'Amérique latine et des Caraïbes. Il y a presque cinq siècles, les Espagnols, les Portugais, les Français, les Anglais et les Néerlandais se sont établis dans ce qu'ils appelaient le Nouveau Monde. Cette région – qui s'étend actuellement du Rio Grande, à la frontière sud des États-Unis, à l'Antarctique – regroupe actuellement les cultures autochtones et européennes et elle est marquée par des influences africaines dans certains pays. Tout naturellement, elle présente une très grande diversité climatique, économique, linguistique, ethnique, sociale et politique.

Cette région très diversifiée relève du mandat de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), organe de l'ONU ayant pour vocation de contribuer à l'intégration régionale et au développement socio-économique de ses pays membres.

Dans la région, le suivi et l'évaluation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont été soigneusement menés par la CEPALC, en collaboration avec les agences onusiennes sur place. En 2005 et 2010, la commission a publié des rapports sur les progrès et les difficultés dans la réalisation des OMD. De plus, elle prépare annuellement des rapports thématiques sur la pauvreté, la santé, l'égalité des sexes et la préservation de l'environnement.

En conclusion, on peut affirmer que les OMD ont réussi à éveiller les consciences dans le monde quant aux questions de

développement et au besoin d'éradiquer l'extrême pauvreté. Ils ont aussi influencé le programme de développement en Amérique latine et dans les Caraïbes, comme le prouve l'accélération du progrès depuis 2000. Ce résultat est particulièrement important dans une région où l'inégalité et la pauvreté constituent toujours des défis majeurs.

Trois ans avant l'échéance de 2015, on note déjà trois importantes réalisations en Amérique latine et dans les Caraïbes : une réduction de l'extrême pauvreté, de la malnutrition et de la mortalité infantile; des progrès en matière d'accès universel à l'éducation primaire; et des améliorations quant à l'accès à l'eau potable et l'assainissement de base. Ces objectifs seront atteints.

Néanmoins, en ce qui concerne la lutte contre la faim, la promotion de l'égalité des sexes au travail et dans les organes nationaux de prise de décision ainsi que la réduction de la mortalité maternelle, il n'y a que peu de progrès. Ces objectifs ne seront probablement pas atteints.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, où le progrès régional occulte les différences intra-nationales, la couverture de l'hétérogénéité du développement s'avère importante.

La région est toujours loin d'assurer la préservation de l'environnement, et il reste de nombreux obstacles à la réalisation du septième OMD (préserver l'environnement). Malgré la réduction de l'utilisation des substances qui détruisent la couche

d'ozone, on y observe encore des taux de déboisement élevés et une constante augmentation des émissions de dioxyde de carbone. L'objectif visant à contrer les processus de destruction de l'environnement et à protéger la biodiversité n'a pas été atteint.

De plus, le « partenariat pour le développement » indiqué dans le huitième OMD n'a pas été mis en place à cause du manque d'engagement des pays développés quant à la création d'un système commercial et financier international qui aurait pu enclencher un processus de développement plus équitable.

Il importe de sensibiliser les professionnels des médias au besoin d'améliorer, en qualité et en quantité, la couverture des OMD en Amérique latine et dans les Caraïbes, par des articles qui reflètent les luttes quotidiennes de ses habitants.

Dans son ensemble, la région de l'Amérique latine et des Caraïbes semble avoir une position plus avantageuse par rapport aux autres zones en voie de développement dans le monde. Cependant, une analyse des données ventilées (entre les pays et dans les pays eux-mêmes) révèle de grandes disparités, et notamment des inégalités dans la distribution du revenu.

D'une part, concernant les deux dernières décennies, le nombre de personnes pauvres est passé de 48,4 % en 1990 à 30,4 % en 2011. Le taux d'extrême pauvreté ou de grand dénuement a chuté d'environ dix pour cent, passant de 22,6 % en 1990 à 12,8 % en 2011. L'emploi a augmenté et les conditions de travail se sont améliorées.

D'autre part, il convient de noter que, dans les pays où le revenu moyen par habitant est faible, les progrès ont été plus lents que dans les pays plus développés de la région. Entre 2008 et 2011, là où le taux de pauvreté est le plus élevé (État plurinational de Bolivie, Guatemala, Honduras, Haïti, Nicaragua et Paraguay), les progrès ont été limités et on peut déjà anticiper leurs difficultés à atteindre le premier OMD.

En somme, les vingt dernières années ont été bénéfiques pour la région, grâce à une amélioration sans précédent dans la distribution des revenus, grâce aux politiques de redistribution et à un meilleur partage des bénéfices. Dans 18 pays, pour la première

fois dans l'histoire, le taux d'inégalité est en baisse et le coefficient de Gini (un indice de distribution de revenu) est à la hausse.

La crise économique mondiale de 2008 a freiné le rythme des progrès vers la réalisation des OMD. Les mesures palliatives instaurées en 2009 ont permis de stimuler la croissance et de créer des emplois, mais la région fait face à deux défis majeurs : le rôle important de l'économie informelle et une faible productivité.

Les situations financières nationales dans la région affichent leurs différences, mais certains pays, surtout dans les Caraïbes, sont soumis à des restrictions sévères qui compliqueront le financement des politiques sociales. En outre, on s'attend à une diminution de l'aide officielle au développement, une mesure qui affectera particulièrement les pays les plus pauvres.

Il apparaît donc clairement que, pour réaliser les OMD, il faut poursuivre les efforts entrepris.

Parmi les bonnes pratiques et expériences positives identifiées par la CEPALC comme étant utiles à la réalisation des OMD dans la région, on peut citer les programmes de transfert monétaire assorti de conditions (CCT), mis en œuvre dans 18 pays, couvrant 19,3 % de la population totale et bénéficiant à plus de 25 millions de familles, soit 113 millions de personnes. Selon les données de 2009, ces programmes ont coûté à chaque pays 0,4 % de son produit intérieur brut. Il n'en demeure pas moins que ces transferts, même s'ils constituent un pas en avant, ne sont pas suffisants pour éradiquer la pauvreté de façon durable. Pour y arriver, il faut instaurer de nouvelles politiques publiques et préconiser des changements structurels.

De toute façon, une grande incertitude, qui entoure la situation économique des trois années à venir (jusqu'à 2015), complique davantage la tâche quant à l'accélération des progrès pour la réalisation des OMD.

Les OMD dans les médias en Amérique latine et dans les Caraïbes

En Amérique latine et dans les Caraïbes, les médias ont tendance à traiter des sujets liés aux OMD, fréquemment et en profondeur, sans forcément mentionner l'acronyme en soi ou



Un jeune homme travaille au milieu des arbres récemment plantés dans le cadre d'un projet de reboisement près de Tegucigalpa, au Honduras. Chaque heure, 48 hectares de forêt sont perdus en Amérique centrale à la déforestation. *EFE/Gustavo Amador*

faire référence à la déclaration d'engagement des dirigeants du monde en 2000.

Les médias reproduisent beaucoup d'informations provenant de différents acteurs, comme l'ONU, les gouvernements et la société civile. Souvent, ils tirent ces informations des rapports, de la célébration des journées internationales de sensibilisation ou des déclarations faites par les spécialistes.

Dans les médias communautaires, les médias indépendants et les agences de presse internationales, on couvre de plus en plus les thèmes du développement comme la pauvreté, l'égalité des sexes et la préservation de l'environnement, tout en établissant des liens avec la réalisation des OMD.

Cependant, seuls quelques journalistes prennent la peine de faire des reportages consacrés aux OMD ou de creuser le sujet pour trouver, par exemple, la vérité cachée derrière les moyennes nationales. Or, en Amérique latine et dans les Caraïbes, où le progrès régional occulte les différences intranationales, la couverture de l'hétérogénéité du développement s'avère importante.

Ces quelques dernières années, la CEPALC a déployé des efforts en vue de renforcer la capacité des gouvernements des États membres à traiter des OMD, mais les résultats de ce programme n'ont bénéficié que d'une mince couverture médiatique.

Il importe de sensibiliser les professionnels des médias au besoin d'améliorer, en qualité et en quantité, la couverture des OMD en Amérique latine et dans les Caraïbes, par des articles qui reflètent les luttes quotidiennes de ses habitants. Ce travail de sensibilisation devrait inciter la population et les décideurs de la région à donner la priorité aux OMD.

La Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)
Av. Dag Hammarskjöld 3477
Vitacura, Santiago du Chili
www.eclac.org/frances





(6)

Les OMD en Europe : Journalistes, engagez-vous

La Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE)

La Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE) compte 56 États membres en Europe, dans le Caucase, en Asie centrale et en Amérique du Nord, soit une région généralement caractérisée par un niveau élevé de développement économique et humain. Cependant, si l'on considère les progrès liés aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), les moyennes régionales masquent d'importantes disparités entre les pays et dans les pays eux-mêmes. Ainsi, il s'avère indispensable de rendre la croissance économique plus inclusive et durable, et de mettre en place des mécanismes et politiques de protection sociale permettant de réduire les inégalités sociales et économiques.

Les nouveaux adhérents à la CEE se sont multipliés au début des années 1990, la dislocation de trois fédérations (URSS, Yougoslavie et Tchécoslovaquie) ayant abouti à la création de nouveaux États-nations. Ceux-ci comme les autres anciens pays communistes, ainsi que la Turquie, sont perçus comme des économies de marché émergentes de la région. Ils rassemblent 10 États postcommunistes membres de l'UE (NEM), 12 États postsoviétiques d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale (EOCAC) et 7 États d'Europe du Sud-est (ESE). Une population de 472 millions de personnes se répartit dans ces 3 sous-régions : 102 millions dans les NEM (dont 38 millions en Pologne), 276 millions en EOCAC (dont 142 millions en Russie) et environ 94 millions en ESE (dont 72 millions en Turquie).

Une femme s'accote sur son balai devant sa cabane située dans un bidonville peuplé par des Roms ou des Gitans à Baia Mare, en Roumanie. Février 2013. EPA/Zsolt Czegledi

Le rapport 2011 de la CEE sur les OMD¹ montre que, malgré une baisse relative du niveau de pauvreté extrême et la quasi-universalité de l'accès à l'éducation primaire, plusieurs économies émergentes de la région peinent toujours à améliorer leurs résultats dans les domaines suivants : l'égalité des sexes, la mortalité infantile et maternelle, le VIH/sida et la tuberculose ainsi que la préservation de l'environnement². De plus, certains pays doivent améliorer considérablement la qualité de

Parmi les obstacles majeurs à une progression plus rapide de la réalisation des OMD, on peut citer la lenteur de la croissance de l'emploi et de la productivité, la répartition inégale du revenu et l'exclusion sociale des populations vulnérables comme les Roms en Europe et comme les peuples autochtones en Europe, en Asie centrale et en Amérique du Nord.

l'éducation pour renforcer leur potentiel de croissance du revenu national. Quant aux économies avancées, elles devraient redoubler d'efforts afin de contribuer au partenariat mondial pour le développement. Parmi les obstacles majeurs à une progression plus rapide de la réalisation des OMD, on peut citer la lenteur de la croissance de l'emploi et de la productivité, la répartition inégale du revenu et l'exclusion sociale des populations vulnérables comme les Roms en Europe et comme les peuples autochtones en Europe, en Asie centrale et en Amérique du Nord. Ce rapport inclut tout un chapitre sur la situation des Roms et montre les principaux défis et possibilités liés à l'inclusion sociale de l'une des plus importantes minorités ethniques en Europe (10 à 12 millions de personnes), laquelle se situe loin derrière le reste de la population pour la plupart des indicateurs relatifs aux OMD (pauvreté, santé, genre, logement et éducation). Dans une annexe présentant des statistiques exhaustives, le rapport donne des informations détaillées sur les indicateurs se rapportant aux OMD.

Les objectifs mondiaux n'étant pas réalisables de la même manière par tous les États membres, il faudrait les adapter aux contextes particuliers selon la situation de départ de chaque pays. À ce jour, presque toutes les économies émergentes de la

¹ Pour de plus amples renseignements concernant les OMD en Europe et Asie centrale, notamment les rapports de la CEE en la matière ainsi que les bases de données électroniques, on consultera : www.unece.org/mdg/welcome/mdgs-in-the-unece-region.html. Certains rapports nationaux sur les OMD sont disponibles sur divers sites Web du PNUD, dont hdr.undp.org/xmlsearch/reportSearch?&k=&t=MDGs_and_international_cooperation:MDGs&orderby=year&lang=en&y=*c=n&p=1

² Même les économies avancées de la région ne sont pas encore parvenues à l'égalité des sexes et à la préservation de l'environnement.





Deux Albiennes tirent la sonnette d'alarme lors d'une manifestation pour les droits des femmes et leur représentation au parlement, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la femme à Tirana, en Albanie. Mars 2013. EPA/Armando Babani

CEE ont publié au moins un rapport national officiel sur les OMD. Les rapports sont moins fréquents dans les pays qui ont adhéré à l'Union européenne dans les années 2000, et qui sont à présent considérés comme développés. La plupart des pays ont déjà produit deux rapports ou plus, et quinze d'entre eux ont publié des rapports récents datant de 2009 ou 2010. Dans la majorité des cas, les pays travaillent en étroite coopération avec les organismes des Nations Unies sur place pour produire ces rapports, mais il existe des cas où les agences onusiennes ne peuvent pas appuyer un rapport national dont le contenu manque de fiabilité, marquant ainsi leur distance par rapport aux données ou déclarations controversées qu'un tel document peut comporter.

En général, les rapports nationaux sur les OMD doivent la majeure partie de leurs données aux organismes nationaux de statistiques. Malheureusement, dans la plupart des cas, ces

organismes ne sont pas directement engagés dans la production des rapports. Seuls quelques pays ont un site Web consacré aux OMD et accessible gratuitement. Pour certains indicateurs officiels internationaux relatifs aux OMD, il existe des renseignements complémentaires en dehors des rapports, mais le traitement de ces indicateurs supplémentaires dans le système national de suivi demeure incertain.

La crise financière mondiale de 2007 à 2009 et les turbulences financières de la zone euro ont retardé la réalisation des OMD dans toute la région. Les groupes marginalisés ont été davantage touchés par le chômage, par les pertes de revenus et par l'accès limité aux services de santé. Si l'on veut accélérer la réalisation des OMD à un coût minime, les États doivent, dans leurs politiques sociales et économiques, mettre l'accent sur le niveau de vie de ces groupes défavorisés.

La presse et les OMD dans les pays de la CEE

La couverture médiatique des OMD en Europe occidentale est loin d'être satisfaisante. Les journaux dits « progressistes » ou « de gauche » ont tendance à couvrir presque exclusivement les sujets liés aux OMD dans les pays en voie de développement – géographiquement éloignés –, ignorant, dans une large mesure, les questions de pauvreté, d'exclusion sociale et de santé plus près de chez eux, par exemple dans les États postcommunistes membres de l'EU et dans les économies en transition d'Europe de l'Est et du Sud-est, du Caucase et d'Asie centrale. En revanche, les journaux « conservateurs » ou « de droite » contribuent énormément à création et à la perpétuation de stéréotypes négatifs contre les groupes socialement marginalisés tels que les Roms, les migrants pauvres et les personnes déplacées. Ces stéréotypes sapent les progrès déjà réalisés et empêchent les groupes défavorisés de trouver de bons emplois ainsi que d'avoir accès à une éducation décente et à des services de santé adéquats. Enfin, dans les médias grand public, la couverture des OMD consiste en de courts reportages sur la réalisation de différents objectifs au niveau mondial, même si des questions propres à l'Europe, comme le sort des Roms, sont couvertes de façon relativement équilibrée, mais encore moins fréquente.

Quant aux économies émergentes de cette région, rares sont les médias qui couvrent objectivement les OMD s'y rapportant. De même, comme dans les journaux à scandale, les groupes marginalisés sont généralement présentés comme des criminels ou des parasites sociaux, sans que l'on tente d'analyser leurs problèmes ni de chercher des solutions équitables. En outre, dans certains de ces pays, les médias sont soumis à diverses restrictions qui rendent pratiquement impossible un reportage fouillé sur les questions liées aux OMD. Par exemple, toute information sur les problèmes sociaux qui touchent les minorités défavorisées est perçue comme subversive puisque, selon certains États, elle pourrait menacer l'unité nationale. Dans la région, la liberté de la presse semble généralement liée à la réussite du passage d'un système de planification centralisé et d'un régime de parti unique à une économie de marché et à une démocratie représentative.

Pour conclure, les OMD en Europe et en Asie centrale devraient bénéficier d'une couverture médiatique plus complète, qui décrive avec précision les faits et les tendances, qui propose une analyse des facteurs sous-jacents et qui contribue à la réalisation des objectifs convenus à l'échelle internationale.

Une presse libre et indépendante donne à la société l'accès à l'information non censurée, lui permettant de demander des comptes à l'État. C'est aussi une liberté fondamentale que

Une presse libre et indépendante donne à la société l'accès à l'information non censurée, lui permettant de demander des comptes à l'État.

tous les membres de l'ONU devraient respecter. Publié en 1990, le tout premier Rapport sur le développement humain définit le développement humain comme un processus visant à « élargir la gamme de choix des personnes ». Il faut que ces choix soient documentés.

La Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE)

Palais des Nations
CH-1211 Genève 10
La Suisse
www.unece.org

(7)

Les OMD en Afrique : La couverture médiatique est à notre avantage

La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA)

À moins de trois ans de l'année 2015, échéance pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), il est courant de constater que l'Afrique pourrait ne pas atteindre la plupart d'entre eux.

Le Rapport OMD 2012 de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) note que, malgré une accélération des progrès pour la réalisation des OMD, l'Afrique a pris du retard sur plus de la moitié des objectifs. En Afrique subsaharienne, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à 1,25 \$ par jour est passée de 56,5 % en 1990 à 47,5 % en 2008, mais les taux de malnutrition infantile et de mortalité maternelle ne baissent pas assez rapidement. Même dans les domaines où on peut remarquer des succès partiels, comme l'égalité entre les sexes et l'enseignement primaire universel, il reste des défis importants à relever.

Tout le monde se demande quelle sera la suite, mais on peut s'attendre à ce que le programme de l'après-2015 comporte un réexamen et une reformulation des OMD, qui tiennent compte des réalités actuelles du développement.

D'une part, les OMD font partie des rares engagements internationaux visant l'amélioration globale des conditions de vie de l'humanité tout entière et mettant un accent particulier sur les populations vivant dans les régions défavorisées. D'autre part, de nouveaux enjeux, comme le développement durable, le développement humain et la sécurité ainsi que le changement climatique et la sécurité alimentaire sont actuellement devenus des thèmes essentiels de réflexion sur le développement.

À cet égard, les efforts conjoints de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), la Commission de l'Union africaine

(CUA) et le Bureau régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement (BRA/PNUD) ont permis d'obtenir un consensus sur un programme de développement de l'après 2015 : les OMD-Plus.

Dans ce contexte, il importe que les objectifs concernant l'information et la communication, comme la liberté d'expression, l'accès aux nouvelles technologies d'information et de communication ainsi que la promotion des valeurs démocratiques occupent la place qui leur revient. Bien qu'ils n'aient pas été pris en considération en 2000, ces aspects sont essentiels à la création d'un environnement favorable à l'atteinte des cibles des OMD.

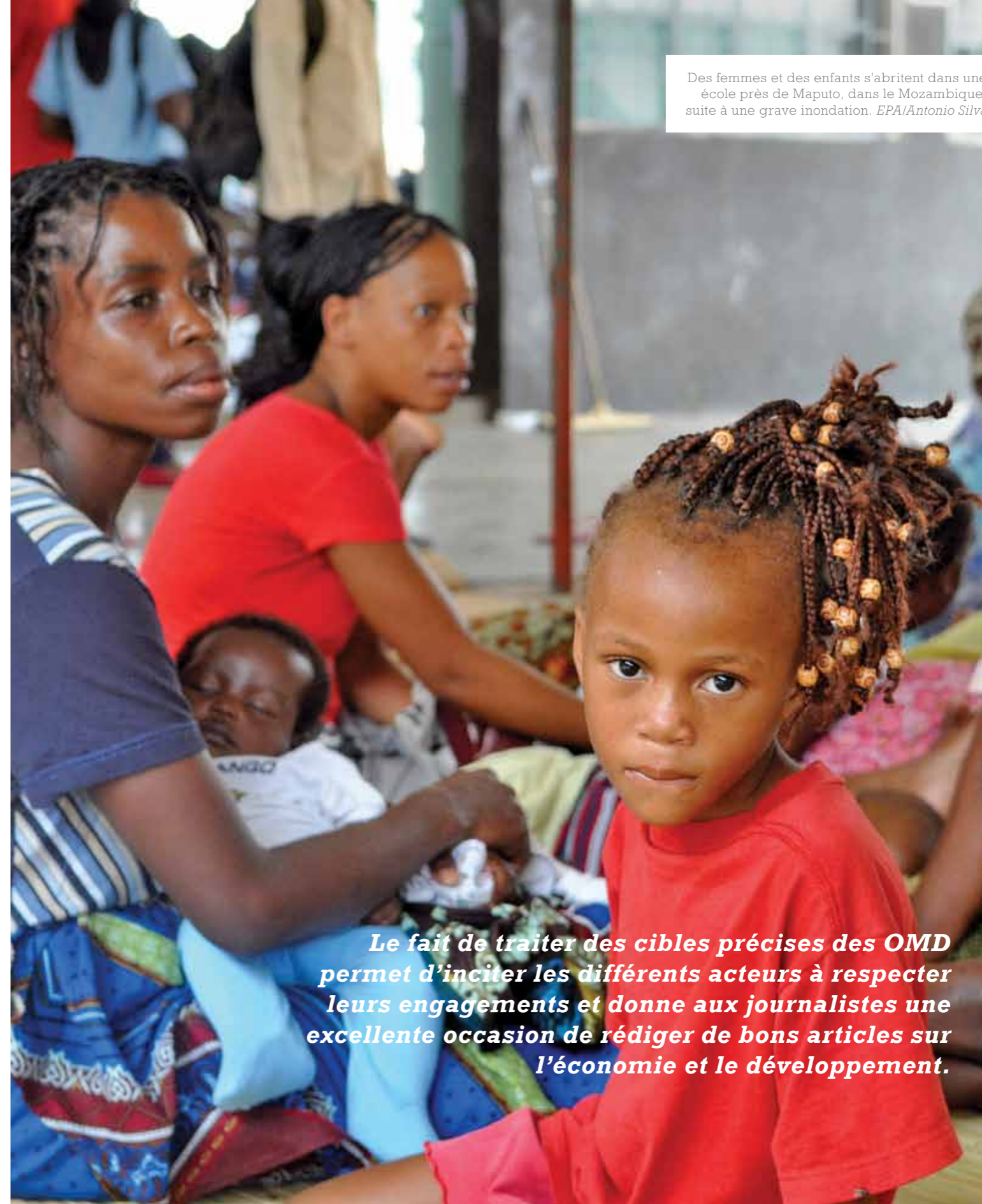
Les OMD, sources de nouvelles idées

Du point de vue du journaliste travaillant dans la salle de presse, la liste des OMD offre une mine inépuisable de sujets pour quiconque désire s'engager à fond pour couvrir le programme de développement en Afrique.

Qui plus est, le fait de traiter des cibles précises des OMD permet d'inciter les différents acteurs à respecter leurs engagements et donne aux journalistes une excellente occasion de rédiger de bons articles sur l'économie et le développement.

Les planificateurs du développement reprochent souvent aux responsables des médias africains de ne pas soutenir suffisamment les initiatives de développement sur le continent. Au cours d'un récent atelier organisé par le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), un fonctionnaire a mis les médias en cause pour ce qu'on considère comme un manque de reportages sur le développement :

Des femmes et des enfants s'abritent dans une école près de Maputo, dans le Mozambique, suite à une grave inondation. EPA/Antonio Silva



Le fait de traiter des cibles précises des OMD permet d'inciter les différents acteurs à respecter leurs engagements et donne aux journalistes une excellente occasion de rédiger de bons articles sur l'économie et le développement.

En vue d'offrir une couverture stratégique et efficace des OMD en Afrique, les journalistes et les chargés de communication dans les agences de développement devraient :

- **Bien comprendre** les OMD et leurs cibles;
- **Se renseigner** sur le rôle du gouvernement, des bailleurs de fonds et de la communauté internationale, respectivement, dans la réalisation de chacun des OMD;
- **Cultiver** la volonté et la capacité d'évaluer les progrès de façon constructive;
- **Développer** la capacité de bien cerner les enjeux.

« Comment expliquer que les colonnes de vos journaux sont bourrées d'informations sur le sport et la politique, mais rien sur les centaines de femmes dans vos pays qui, chaque mois, meurent pendant l'accouchement dans les zones rurales ? Pourquoi vos journalistes ne s'intéressent-ils pas aux milliers de filles qui abandonnent l'école primaire chaque année? »

Une approche globale

Ce fonctionnaire a exprimé quelques préoccupations à la fois sérieuses et légitimes. Le cas de la femme qui meurt pendant l'accouchement dans une zone rurale, par exemple : c'est une tragédie qui se poursuit, mais il est très rare qu'un article sur le sujet paraisse à la une des journaux à diffusion nationale, surtout dans les pays pauvres comme le Niger ou le Burkina Faso¹.

Même si un reportage éveille une prise de conscience, il ne peut contribuer à résoudre le problème du taux de mortalité maternelle élevé que s'il traite des facteurs qui influencent les taux de fécondité ainsi qu'un éventail d'autres problèmes liés au développement, allant de l'absence des soins médicaux en temps opportun au transport vers un établissement de santé équipé pour les femmes en travail. Le rapport OMD 2012 indique par exemple qu'« au moins une femme sur quatre en Afrique qui désire espacer les naissances n'y arrive pas à cause du manque d'accès aux contraceptifs. »

De plus, il y a un problème de disponibilité du personnel médical qualifié pour procéder à une césarienne, si nécessaire, pour sauver la vie de la femme et, autant que possible, de l'enfant.

Si dans un reportage on traite de tous ces problèmes, ou de la plupart d'entre eux, et que le gouvernement est réceptif à l'opinion publique, alors le reportage est susceptible d'avoir

une incidence sur la mortalité maternelle à condition que les investissements nécessaires soient effectués.

On peut citer beaucoup d'autres exemples liés aux différents OMD, mais l'essentiel est que les médias comprennent qu'au-delà de la simple reproduction des communiqués de presse présentant différents projets de développement, ils ont un rôle important à jouer dans la réalisation des OMD.

Une combinaison de reportages, de graphiques et d'initiatives de présentations multimédias en plein air, à la pointe de la modernité, est plus à même de susciter la réaction positive et l'engagement vers la réalisation des OMD qu'une simple transmission d'informations.

À la recherche du bon angle

Le reste consiste à trouver le bon angle pour le reportage. Afin de contribuer à la réalisation des OMD et d'inciter les États à tenir leurs engagements, il est important que le reportage traite du développement sous un angle précis.

Les journalistes devraient toujours garder à l'esprit que le but ultime d'un bon reportage sur les OMD est de susciter, autant que possible, la réaction – positive ou négative – de différentes parties prenantes, y compris les communautés locales, qui sont les principaux bénéficiaires du développement.

Par exemple, l'aide au développement accordée par les pays développés pour accélérer la réalisation des OMD est souvent assortie de conditions. Lors de la signature de tels accords de prêt, il serait logique que les journalistes aillent au-delà de l'événement lui-même et fassent une enquête-reportage ou écrivent une série d'articles sur l'incidence de ces prêts sur les populations locales. Évidemment, il est bon aussi d'approfondir



¹ Dans ces pays, le taux de mortalité maternelle est respectivement de 590 et 300 décès pour 100 000 naissances vivantes (Source : www.data.worldbank.org)

le sujet à partir des négociations de ces accords, au lieu de se limiter à couvrir la cérémonie de signature.

L'autonomisation des femmes est l'un des objectifs du Millénaire pour le développement. Même s'il y a eu une amélioration remarquable du taux de scolarisation primaire des filles et de la représentation des femmes dans les parlements, les niveaux de violence familiale et sexuelle demeurent élevés, et sont même

Quels que soient les défis inhérents à la couverture des OMD, cela vaut la peine que les médias prennent le risque. De toute façon, la presse écrite et les médias audiovisuels évoluent toujours en fonction des conditions socio-économiques de la population qu'elles servent.

à la hausse dans certains pays. Malheureusement, les médias locaux traitent ces questions comme de simples méfaits plutôt que d'y voir des obstacles au développement.

De même, les journalistes peuvent mettre l'accent sur les efforts sincères du gouvernement pour prévenir la transmission du VIH, même si les taux d'infection demeurent élevés dans certains pays. La publicité positive peut permettre d'attirer l'aide au développement, essentiel dans un contexte que le Rapport OMD 2012 caractérise comme étant marqué par l'« incertitude des financements », malgré les progrès relatifs aux principaux indicateurs sur le VIH partout en Afrique.

Les OMD et la diplomatie

Une couverture ciblée des relations internationales afférentes à la réalisation des OMD est un créneau intéressant que les médias africains n'ont pas encore exploité.

La coopération et la pression internationales jouent un rôle important pour la réalisation des OMD. Après l'adoption des OMD, beaucoup d'organisations internationales ont commencé à juger la sincérité des efforts déployés par les gouvernements africains dans la lutte contre le sida. En effet, certaines organisations ont procédé à l'annulation de la dette conditionnelle-

ment à des progrès dans les domaines de la lutte contre le VIH/sida et la promotion de l'enseignement primaire universel.

On estime à 50 milliards de dollars² par an l'argent détourné en Afrique et expatrié vers les pays développés. Ce chiffre dépasse la moyenne de toute l'aide publique au développement (APD) que l'Afrique reçoit de la communauté internationale, y compris la Chine. Cet argent serait suffisant pour paver les routes, construire les centres de santé, former les infirmières et les sages-femmes et assurer la gratuité de l'enseignement primaire aux millions d'enfants du continent.

Lors d'une formation destinée aux médias, organisée en prélude au huitième Forum pour le Développement de l'Afrique (ADF VII) en octobre 2012, les représentants de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique ont exhorté les journalistes à enquêter sur les flux illicites des ressources financières de l'Afrique. Lançant le mot d'ordre « Repérez et arrêtez ces flux illicites et faites revenir cet argent en Afrique » (Track it. Stop it. Get it.), ils ont insisté sur le lien entre les médias et le renforcement du pouvoir des citoyens.

Les nouvelles inspirées des rapports économiques annuels

Les médias couvrent principalement les OMD à l'occasion du lancement d'un nouveau rapport, d'une réunion ou d'une visite des responsables du développement. Or cette couverture tend à se limiter à un résumé de l'événement, mettant l'accent sur les discours et ne mentionnant les conclusions réelles du rapport qu'en quelques lignes. Pourtant, les journalistes disposent de nombreuses autres sources d'information sur les OMD.

En collaboration avec les partenaires de développement comme la CUA et la Banque africaine de développement (BAD), la CEA publie annuellement un rapport d'évaluation des progrès accomplis par chaque pays africain sur différentes cibles des OMD. D'autres rapports sectoriels sont publiés par d'autres organismes des Nations unies. Chaque année, la CEA produit aussi plusieurs rapports sur différents thèmes de développement, et certains des plus récents sont étroitement liés aux OMD³.

Toutes ces sources fournissent une foule de renseignements sur les cibles spécifiques des OMD. Ces rapports contiennent des faits et chiffres qui, après la cérémonie de lancement, tombent souvent dans l'oubli, mais qui peuvent inspirer des dizaines de reportages intéressants.

Une autre source d'inspiration importante, c'est l'Annuaire statistique pour l'Afrique, une publication conjointe de la CEA, la CUA et la BAD. En consultant les diverses éditions de l'Annuaire, on est surpris de la multitude de nouvelles idées de reportage qu'on peut y puiser à partir des nombreuses données qu'il contient.

Finalement, quels que soient les défis inhérents à la couverture des OMD, cela vaut la peine que les médias prennent le risque. De toute façon, la presse écrite et les médias audiovisuels évoluent toujours en fonction des conditions socio-économiques de la population qu'elles servent.

En traitant des OMD dans tous les médias, les journalistes et responsables africains auront la possibilité de motiver, orienter, inspirer et inciter les gouvernements, les bailleurs de fonds et les organisations internationales à tenir leurs engagements dans la réalisation des OMD. Notons qu'un article sur les OMD ne bénéficie pas qu'aux initiatives de développement, mais aussi au journaliste.

La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA)

Menelik II Ave.

B.P. 3001, Addis-Abeba, Éthiopie

www.uneca.org/fr



Le fermier nigérian Eric Dooh présente sa main couverte de mazout provenant d'un ruisseau près de Goi dans la région d'Ogoni, au Nigeria. Selon un rapport de l'ONU, les fuites de pipelines sont fréquentes au Nigeria et nuisent aux communautés vivant dans la région du Delta du Niger. EPA/Marten van Dijk

² Selon Abdoulie Janneh, dans sa présentation du rapport 2012 de l'Examen mutuel de l'efficacité du développement en Afrique, lors du 27^e sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays membres du Comité d'orientation du NEPAD (HSGOC en anglais), tenu à Addis-Abeba le 14 juillet 2012.

³ Entre autres, il y a des rapports suivants :

Déclaration consensuelle africaine pour Rio+20; Progrès vers le développement durable en Afrique; Les défis nouveaux et émergents en Afrique — rapport récapitulatif Économie verte dans le contexte du développement durable et l'éradication de la pauvreté; Rapport africain sur les cadres institutionnels et stratégiques pour le développement durable; The African Social Development Review 2011 (évaluation du développement social en Afrique); Rapport sur la jeunesse africaine 2011; L'indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique 2011; Rapport sur la gouvernance en Afrique II; État de l'intégration régionale en Afrique IV; Rapport économique sur l'Afrique 2012; Rapport OMD 2012; Examen mutuel de l'efficacité du développement en Afrique 2011 — rapport provisoire; Cadre et lignes directrices sur les politiques foncières en Afrique. Tous ces documents sont disponibles sur www.uneca.org.

(8)

Les OMD dans les États arabes : Une région à la croisée des chemins

La Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO)

I. Progrès dans la réalisation des OMD

Pour évaluer les progrès dans les États arabes, il convient de tenir compte du fait qu'il s'agit d'une région à la croisée des chemins, vivant une période de transition sans précédent.

Le plus récent Rapport des États arabes sur les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)¹, qui date de 2011, présente une analyse détaillée des progrès réalisés à ce jour.

Le rapport précise qu'à cause des différents niveaux du développement humain (et de revenu) et de la diversité dans la région, il importe que les progrès soient évalués au moyen de critères spécialisés. C'est ainsi que l'évaluation de l'état d'avancement de la réalisation des OMD a été faite par sous-groupes, dont quatre principaux et un sous-groupe distinct pour les pays vivant dans des conditions particulières liées à des difficultés induites par l'occupation, par la guerre et par les conflits.

1. Le Conseil de coopération du Golfe (CCG)
2. Le Machrek
3. Le Maghreb
4. Les pays arabes les moins avancés (PMA)
5. Les pays vivant dans les conditions particulières liées à des difficultés induites par l'occupation, par la guerre et par les conflits.

En outre, le rapport associe les OMD à la transition en cours dans le monde arabe, examine les liens entre les objectifs de développement et la transition politique et souligne l'existence d'une corrélation subjective entre les deux.

Il mentionne que, même si les OMD n'ont pas inspiré les manifestations dans toute la région, ils trouvent un écho dans les revendications et les slogans au cœur des protestations : partout dans ces pays, les manifestants scandaient les mots « liberté, justice et dignité ».

Tout en analysant les progrès réalisés à ce jour, le rapport propose des domaines d'actions prioritaires avant 2014.

Les pays du CCG

La priorité pour les pays à revenu élevé, comme les pays du CCG, c'est d'adapter les OMD au contexte national et de fixer des objectifs de développement, des niveaux de réalisation ainsi que des indicateurs qui soient conformes aux réalités et aux programmes nationaux. Cette priorité s'applique surtout aux objectifs 1, 2, 4, 5 et 6, pour lesquels les progrès accomplis sont presque au même niveau que dans les pays industrialisés avancés. Quant aux lacunes et problèmes actuels, la priorité devrait être accordée aux objectifs 3 et 7 concernant respectivement l'autonomisation des femmes et la préservation de l'environnement. De plus, l'objectif 8 est important en ce qui

Un homme de la communauté marginalisée et appauvrie de Akhdam est assis dans un bidonville à Sana'a, au Yémen. EPA/Antonio Silva

¹ Disponible en arabe et en anglais sur www.escwa.un.org/information/pubaction.asp?PubID=1226

concerne la mise en place d'une stratégie de coopération régionale pour le développement et la réalisation des OMD dans les pays arabes ainsi que la possibilité pour les pays du CCG de jouer un rôle régional dans ce domaine. En outre, les pays du CCG devraient traiter de la question de la diversification économique, de la problématique du marché du travail ainsi que de la viabilité socio-économique dans une perspective stratégique à long terme.

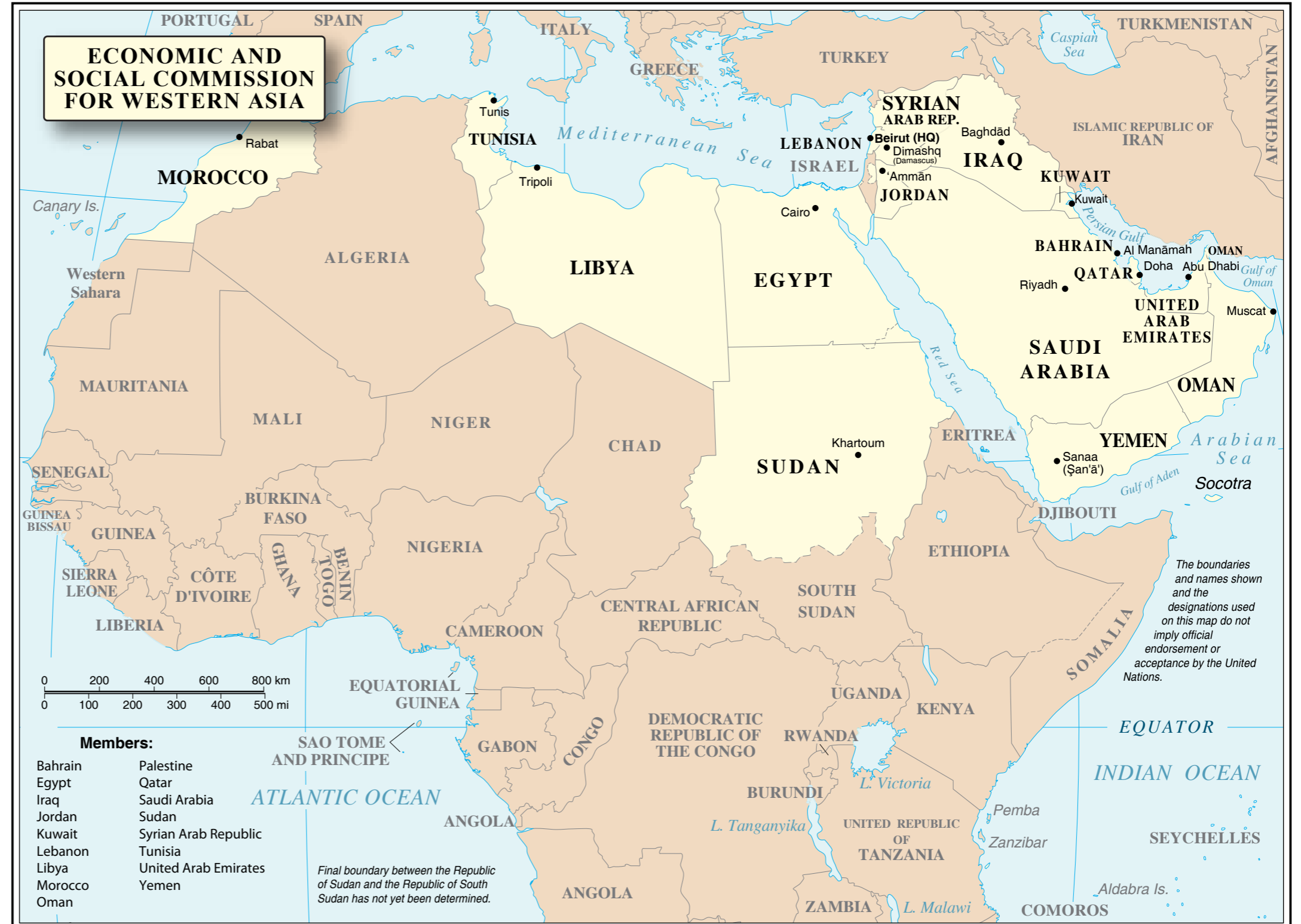
Les pays du Machrek et du Maghreb

Parmi les priorités des pays à revenu intermédiaire du Machrek et du Maghreb, le rapport note l'adaptation des OMD aux contextes nationaux et la fixation des objectifs de développement, des niveaux de réalisation ainsi que des indicateurs qui soient conformes aux réalités et besoins nationaux. Cette adaptation devrait considérer les aspects qualitatifs et fixer des niveaux élevés de réalisation, surtout en matière d'éducation, problème central pour ce sous-groupe. En éducation (particulièrement au Maroc), il existe divers problèmes liés aux écarts quantitatifs dans les inscriptions et à la faible performance interne.

Pour les autres objectifs, les priorités d'adaptation varient d'un pays à l'autre. Quant aux lacunes et problèmes actuels, la priorité devrait être accordée à l'objectif 1, idéalement en visant le chômage, le droit au travail décent et la réduction de la pauvreté (ce qui est étroitement lié aux problèmes de disparités régionales et sociales). Les objectifs 3 et 7 concernant respectivement l'autonomisation des femmes et la préservation de l'environnement devraient aussi être prioritaires. En santé et éducation, les domaines prioritaires comprennent les problèmes de couverture sanitaire, des maladies non contagieuses et du coût de l'éducation.

Les pays vivant dans particulières liées à des difficultés induites par l'occupation, par la guerre et par les conflits

Le rapport indique qu'en général, les pays vivant dans les conditions particulières liées à des difficultés induites par l'occupation, par la guerre et par les conflits souffrent des problèmes suivants : (i) pertes humaines et matérielles dues à la guerre ou aux actions militaires, (ii) pénurie des ressources, (iii) disparités flagrantes entre les priorités mondiales définies dans le cadre des OMD et les priorités régionales découlant du contexte de conflit et d'occupation, (iv) la faiblesse ou l'instabilité des institutions qui compliquent la planification et la gestion du processus de développement, (v) une forte polarisation interne entre les classes sociales ou entre les régions, qui ne facilite pas la formation des alliances pour le développement et (vi) la faiblesse du gouvernement, la fragmentation de sa capacité, voire même son incapacité, à contrôler les ressources nationales.



Reconsidérer l'actuel cadre de développement

À moyen ou à long terme, le rapport propose de reconsidérer l'actuel cadre de développement afin de lancer les réformes des politiques et de la gouvernance tant attendues dans la région, et ceci :

1. En intégrant les réformes de la gouvernance comme un moteur et une démonstration de la réussite du développement basée sur la participation, la responsabilité et l'efficacité institutionnelle, toutes réclamées par les manifestations populaires dans le monde arabe;
2. En intégrant l'inégalité infranationale comme un moteur et une démonstration de l'échec du développement en déconstruisant les données sur les objectifs de développement par rapport à l'égalité des sexes, à la géographie, aux minorités et aux catégories de revenu, entre autres;
3. En intégrant les mesures de contrôle de la qualité des services dans le domaine de la santé et de l'éducation, au lieu de ne considérer que les aspects quantitatifs;
4. En repensant le suivi de la pauvreté pour redéfinir des mesures qui reflètent mieux les contextes particuliers, en tenant compte d'indicateurs de pauvreté multidimensionnels et nationaux ainsi que des seuils nationaux de pauvreté ;
5. En adoptant une approche adaptée aux réalités de chaque pays pour tenir compte des contextes particuliers.

Le rapport souligne qu'un nouveau cadre de développement adapté aux contextes nationaux est indispensable à une meilleure réalisation de la cohérence des politiques appliquées à toutes les cibles. Il permettra d'identifier et d'améliorer la façon dont diverses politiques contribuent à différents objectifs, de répondre aux préoccupations relatives à l'égalité (notamment entre les sexes) et de concentrer les efforts d'assistance aux plus vulnérables. Ce nouveau cadre résultera d'une large consultation, d'une participation citoyenne volontaire et d'une appropriation par tous les principaux partenaires des pays arabes.

Regard critique sur les OMD

Aussi est-il nécessaire de porter un regard critique sur les OMD eux-mêmes. Premièrement, le processus par lequel ils ont été établis a abouti à des objectifs dissociés de la Déclaration du Millénaire, dont ils étaient originellement une annexe,

l'accent étant mis d'abord sur l'application de la feuille de route proposée dans cette déclaration. Le résultat a été l'indifférence des OMD à l'égard de la gouvernance, des droits de l'homme, de la paix et du désarmement, qui sont les principales lignes de faille dans le monde arabe. Deuxièmement, l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des OMD ont été basés sur une approche sectorielle fragmentée. Troisièmement, le manque d'adaptation et d'intégration des OMD dans les plans nationaux de développement a entravé leur réalisation. Quatrièmement, les dimensions régionales des OMD demeurent faibles. L'usage veut que les pays de la région aient des plans nationaux OMD qui s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des OMD mondiaux sans contexte régional.

II. Comment la presse couvre-t-elle les OMD dans la région?

L'ONU aborde la question de couverture médiatique des OMD sous deux angles : quel traitement les médias réservent-ils aux OMD et comment les médias participent-ils au processus de réalisation des OMD dans les pays arabes?

Couverture médiatique des OMD

Au départ, l'approche des médias par rapport aux OMD variait d'un pays à l'autre et était surtout caractérisée par certaines lacunes à peu près similaires à celles observées dans le processus des OMD. Les principaux partenaires de développement dans les pays arabes traitaient les OMD d'une façon partielle et fragmentée, tant au niveau national que régional. Généralement, ils mettaient l'accent sur des objectifs isolés (principalement l'éducation, la santé maternelle, les émissions de dioxyde de carbone, etc.), au lieu de traiter les OMD comme un tout, devant être intégré en tant que tel dans les plans nationaux de développement. Cette approche est l'une des faiblesses mondiales majeures de l'application des OMD. Elle a fait l'objet de critiques lors de la réunion plénière de haut niveau de l'ONU sur les objectifs du Millénaire pour le développement (Sommet sur les OMD), tenue à New York en 2010 et dans le rapport du Secrétaire général des Nations Unies lors du sommet de Rio en 2012.

Cette tendance s'est reflétée dans la couverture médiatique des progrès relatifs aux OMD. Dans tous les pays, les journalistes ont couvert des sujets particuliers, publié des articles et des reportages sur des problèmes liés à des buts ou à des objectifs distincts, sans forcément mentionner les OMD ou la

Déclaration du Millénaire. Ce n'est que lors de la publication officielle des rapports nationaux ou des résultats de recherche sur les OMD qu'ils étaient souvent couverts en tant que tels, les médias reproduisant alors certains extraits des rapports, en mettant particulièrement l'accent sur les chiffres les plus frappants. Occasionnellement, il y a eu des entrevues avec les autorités ou les auteurs des rapports. Si, d'une part, soucieux de présenter les progrès à leur avantage, les gouvernements ont influencé la couverture médiatique des OMD, d'autre part, les médias proches de l'opposition se sont contentés de publier des chiffres affolants (comme les taux élevés de pauvreté et la discrimination envers les femmes, soit les deux questions les plus médiatisées à cet égard).

Au niveau régional, les médias ont couvert les rapports publiés par les institutions internationales, notamment la CESAO : trois rapports des Nations Unies (en 2005, 2007-2008, et 2010), un rapport du PNUD (2003-2004) et un rapport de la CESAO (2011). Dans ces cas, les médias ont couvert la publication officielle et les conférences de diffusion des principaux résultats. Les médias arabes ont suivi avec intérêt les trois sessions du Sommet arabe du développement économique et social (Koweït 2009, Égypte 2011 et Arabie Saoudite 2013). Les progrès des OMD étant inclus à l'ordre du jour de chaque session, ce sommet est devenu le forum arabe le plus consacré aux OMD. Étant donné le haut niveau de représentation officielle aux sommets, il y a eu une couverture accrue. Cependant, l'approche restrictive à l'égard des OMD demeure et cela a une incidence sur leur couverture médiatique. Tant aux sommets que dans les médias, l'attention est portée sur certaines résolutions économiques, les questions sociales – OMD compris – étant reléguées au second plan.

Engagement des médias dans les processus des OMD

Autrefois, la couverture médiatique des OMD était centrée sur les nouvelles et les activités. Cependant, la région arabe a connu plusieurs initiatives qui encourageaient l'engagement des médias et des journalistes comme partenaires et participants à part entière dans le processus de réalisation des OMD. En plaidant la cause des OMD, en assurant les suivis et en sensibilisant aux exigences du public en faveur de leur application, les médias ont joué un rôle central dans la réalisation de

ces objectifs. Ce partenariat visait également à combler l'écart entre les médias, la société civile, le gouvernement et les partenaires internationaux.

Une initiative régionale témoigne bien de la coopération entre les organisations internationales, les journalistes et les organisations de la société civile (OSC) : lancé à la fin de 2005, un projet régional conjoint est en cours et a permis l'organisation d'un certain nombre d'ateliers de formation, qui ont attiré les médias et les journalistes comme participants et partenaires. Le projet a permis la rédaction d'un manuel de formation sur les OMD destiné aux journalistes et aux attachés de presse dans les

En plaidant la cause des OMD, en assurant les suivis et en sensibilisant aux exigences du public en faveur de leur application, les médias ont joué un rôle central dans la réalisation de ces objectifs.

OSC (ainsi qu'à d'autres partenaires). Pour la première partie de ces activités (entre fin 2005 et 2008), 12 ateliers de formation ont réuni 255 participants venus de 20 des 22 pays arabes, les représentants des médias comptant pour 12 % de l'effectif. Trois de ces 12 ateliers ont eu recours au service de formation sur les médias et les OMD. Ces chiffres ne représentent qu'un aspect du travail, puisque le projet est toujours en cours (sous la direction de la CESAO, en partenariat avec le Réseau arabe des ONG pour le développement (ANND) et avec le Centre de la femme arabe pour la formation et la recherche (CAWTAR)). D'autres activités de formation, sensibilisation et évaluation relatives aux OMD ont été mises en œuvre, en étroite collaboration avec les médias. Il convient d'indiquer que, tout au long de ces activités, l'interaction entre les médias et les autres partenaires a été très utile et très appréciée. Tous les médias participants ont produit des reportages écrits, radiodiffusés ou télévisés sur les OMD, respectant ainsi l'engagement qu'ils avaient pris pendant la formation.

Conclusions

L'expérience relatée dans le paragraphe précédent attire l'attention sur le besoin impérieux de collaboration avec les médias et leur rôle dans le développement, contrairement à

Un enfant souffrant de malnutrition attend un traitement dans un centre de nutrition thérapeutique à Sana'a, au Yémen. Août 2012. EPA/Yahya Arhab

l'approche traditionnelle. La culture est une composante essentielle du développement humain durable et un aspect important de toute stratégie de développement. On ne peut pas comprendre la réalisation des OMD de façon harmonieuse et stable sans qu'il y ait une « révolution culturelle » par rapport à la connaissance, aux valeurs et aux attitudes, ainsi qu'une forte impulsion de la population dans ce sens. Sans les médias, rien de tout cela n'est possible. Il va sans dire également que les médias jouent un rôle clé dans la surveillance, le suivi, l'analyse critique, la responsabilisation et la transparence.

À part leur rôle dans la couverture journalistique classique, les médias doivent donc être perçus comme des partenaires dans la plénitude de leurs droits et devoirs. Cela implique aussi que les journalistes devraient trouver un nouvel équilibre entre, d'une part, leur rôle dans la couverture médiatique d'un quelconque événement, dans l'analyse du contexte et des raisons sous-jacentes à l'événement ainsi que des problèmes qu'il révèle, leur engagement citoyen à l'égard des droits de l'homme et des objectifs de développement d'autre part, et enfin leurs efforts individuels à travers les institutions dans lesquelles ils travaillent pour l'implantation d'une culture du développement et la sensibilisation efficace de la population aux progrès réalisés.

À part leur rôle dans la couverture journalistique classique, les médias doivent donc être perçus comme des partenaires [dans le réalisateur des OMD] dans la plénitude de leurs droits et devoirs.

*La Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO)
Place Riad el-Solh
Beyrouth, Liban
www.escwa.un.org*



(9)

Les OMD en Asie et dans le Pacifique : Un appel au secours pour l'accélération des progrès

La Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)

La région Asie-Pacifique a réalisé des avancées significatives dans la réduction de la pauvreté et s'apprête à atteindre d'autres objectifs en matière de développement. Cependant, selon un récent rapport publié conjointement par la Commission économique et sociale de l'ONU pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), la Banque asiatique de développement (BASD) et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), l'évaluation des progrès accomplis dans la région relativement aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) montre que l'ampleur de la faim reste considérable et que le taux de mortalité infantile et maternelle se maintient à un niveau élevé.

Cette région a déjà atteint la première cible du premier OMD, consistant à réduire de moitié le taux de pauvreté : la proportion de la population dont le revenu par jour est inférieur à 1,25 dollar est passée de 50 % en 1990 à 22 % en 2009.

En ce qui concerne certains autres indicateurs associés aux OMD, cette région est sur la bonne voie pour atteindre l'objectif à l'horizon 2015. Parmi ces indicateurs figurent la promotion de l'égalité des sexes dans le domaine de l'éducation, la réduction de la prévalence du VIH, l'arrêt de la propagation de la tuberculose, l'augmentation du couvert forestier, la réduction l'usage de substances qui réduisent la couche d'ozone et la réduction de moitié de la proportion des personnes qui n'ont pas accès à l'eau potable.

Bien que la croissance économique dynamique ait favorisé la réussite des objectifs de réduction de la pauvreté en Asie-Pacifique, il n'en demeure pas moins que, même dans les pays à croissance rapide, le taux de mortalité des moins de cinq ans reste élevé. Dans toute la région, pendant la seule année 2012, plus de trois millions d'enfants sont décédés avant leur cinquième anniversaire. En outre, chaque année, des milliers de femmes continuent à mourir pendant l'accouchement.

Un jeune garçon devant la porte de sa maison dans une cimetière qui abrite une quarantaine de familles à Phnom Penh, au Cambodge. Novembre 2012. EPA/Stephen Morrison

Même si le nombre de personnes qui n'ont pas accès à l'eau potable est passé de 856 millions en 1990 à 466 millions en 2008, cette région représente plus de la moitié de la population mondiale vivant sans eau potable.

Le rapport conjoint CESAP/BAsD/PNUD portant sur les OMD en Asie-Pacifique (2011-2012), intitulé *Accelerating Equitable Achievement of the MDGs: Closing the Gaps in Health and Nutrition in Asia and the Pacific*, fait la mise en garde suivante : si le rythme de développement actuel se poursuit, la région dans son ensemble ne sera pas en mesure d'atteindre les cibles des OMD, entre

La moitié des pays qui accusent un retard dans la réduction de la mortalité infantile peuvent atteindre la cible, en évitant seulement 2 décès pour les moins de 5 ans pour 1000 enfants chaque année.

autres celles liées à l'éradication de la faim, à la réduction de la mortalité infantile et à l'amélioration de la santé maternelle.

De fortes disparités géographiques et sociales

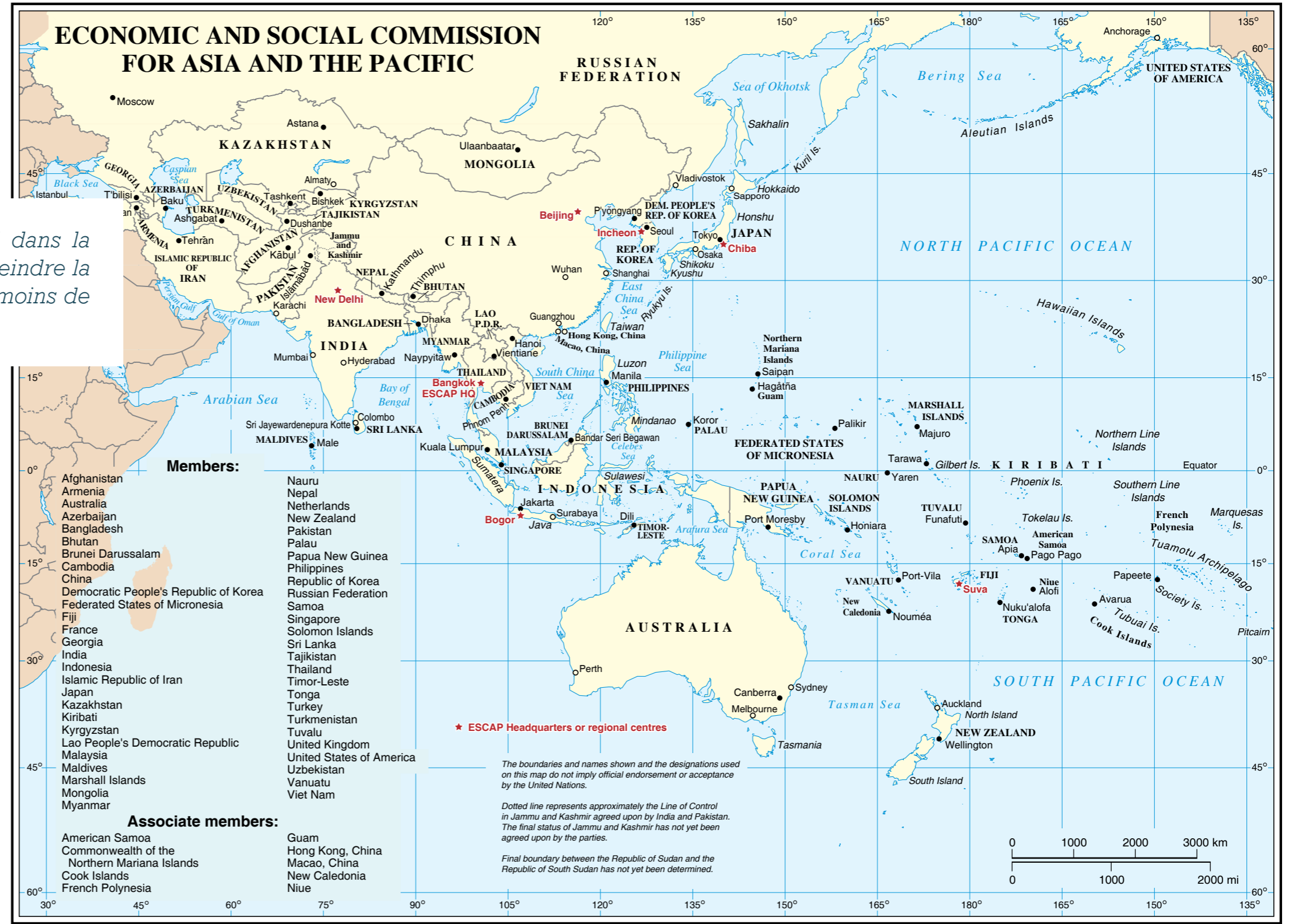
Le rapport fait état de disparités frappantes entre les sous-régions, les pays et les groupes sociaux, voire même au sein de chacun d'eux, quant aux progrès de la réalisation des OMD. Ainsi, si l'Asie du Sud dans son ensemble est en voie de réaliser 9 indicateurs, le Sri Lanka en réalisera 15, dépassant ainsi le reste de la sous-région.

Dans les différents pays de la région, si l'on considère les critères du sexe, de l'ethnicité et de la situation géographique, ces disparités impliquent qu'une grande partie de la population reste en deçà des objectifs fixés en matière de développement.

Pourquoi certains pays réussissent-ils mieux que d'autres?

Le rapport confirme que les dépenses de santé sont importantes, mais il indique aussi que la qualité des services liés à la santé et la bonne gouvernance comptent tout autant pour obtenir d'excellents résultats en la matière. Par exemple, des recherches montrent que les pays qui ont mieux réussi que les autres dans la lutte contre la corruption enregistrent également des progrès plus significatifs dans le domaine de la santé.

D'autres facteurs jouent un rôle crucial dans l'amélioration de la santé publique : l'alphabétisation et le niveau d'éducation des femmes dans d'autres domaines, l'accès à l'eau potable, l'amélioration de l'assainissement, ainsi que la qualité des routes et des autres infrastructures.



Map No. 3974 Rev. 17 UNITED NATIONS November 2011

Department of Field Support Cartographic Section



Même si ces derniers couvrent des questions liées au développement, telles que la faim, la pauvreté, la santé et l'autonomisation sociale, ils mentionnent rarement le terme OMD.

Une Afghane, supposément brûlée par des membres masculins de sa famille, reçoit des soins médicaux dans un hôpital local de Herat, en Afghanistan. Mars 2011. EPA/Jalil Rezayee

Selon ce rapport, pour améliorer les normes sanitaires, les États devront mettre en place une stratégie plus ciblée qui tienne compte des besoins des pauvres et des personnes vulnérables. Des progrès dans la qualité des soins de santé ne seront possibles que si des interventions ont lieu, non seulement dans le secteur de la santé, mais aussi, et surtout, dans les domaines connexes comme la qualité de l'eau, la nutrition, l'éducation et l'autonomisation des femmes.

Accélération des progrès

La bonne nouvelle est que – avec davantage d'efforts – il est toujours possible d'atteindre la plupart des objectifs d'ici 2015. Par exemple, en ce qui concerne la réduction de la malnutrition chez les enfants, on peut atteindre la cible avec une amélioration annuelle de moins de 2 % dans les 14 pays de la région dont les progrès sont jugés actuellement « non prometteurs » à cet égard.

La moitié des pays qui accusent un retard dans la réduction de la mortalité infantile peuvent atteindre la cible, en évitant seulement 2 décès pour les moins de 5 ans pour 1000 enfants chaque année. Plusieurs pays en retard dans la réduction de la mortalité maternelle peuvent atteindre la cible prévue en évitant annuellement 2 à 3 décès pour 100 000 naissances.

Le rapport préconise l'accélération des progrès pour la réalisation des OMD liés à la santé en proposant un programme en huit points dont les principales mesures consistent à s'attaquer aux déterminants sociaux des inégalités et des vulnérabilités en matière de santé, à mettre en place un système de soins de santé primaires équitable, accessible, souple et intégré, et à assurer des services de santé maternelle et infantile visant à la fois la prévention, la promotion et le traitement.

Couverture médiatique des OMD en Asie-Pacifique

On trouve globalement trop peu de reportages sur les OMD comme tels dans les médias grand public. Même si ces derniers couvrent des questions liées au développement, telles que la faim, la pauvreté, la santé et l'autonomisation sociale, ils mentionnent rarement le terme OMD.

Au cours d'un récent atelier de l'ONU réunissant les médias à Bangkok, qui visait à encourager la couverture des OMD, les participants ont fait remarquer que de nombreux journal-

istes ont tendance à considérer ce terme comme un jargon de l'ONU, difficile à associer à leurs reportages.

Les journalistes qui ont participé à cet atelier, tenu à la veille de l'Asia Media Summit, édition 2012, ont souligné leur besoin de parler aux principales parties prenantes, parmi lesquelles les gouvernements et les acteurs institutionnels.

Ils ont indiqué également que si l'on veut produire d'excellents reportages, susceptibles d'avoir un grand retentissement dans l'opinion, il est important d'utiliser des illustrations et des statistiques tirées à la fois de données localisées et de renseignements officiels de l'ONU. Les statistiques « rares » sont particulièrement utiles, ont-ils constaté.

Plus précisément, entre autres obstacles à une meilleure couverture des OMD, les participants à l'atelier ont mis en évidence le temps et l'argent que cela coûte pour avoir accès aux sujets ainsi que le long processus d'approbation nécessaire pour une entrevue avec quelqu'un de l'ONU.

Une relation de proximité entre l'ONU et la presse a permis d'accroître la visibilité médiatique des OMD, comme en témoigne la relative amélioration de la couverture de ceux-ci en Asie du Sud et dans certains pays du Sud-Est asiatique, dont les Philippines et l'Indonésie.

L'organisation d'événements spécifiques, comme l'atelier de Bangkok, a permis de susciter l'intérêt des médias ; des entrevues individuelles ont été accordées aux journalistes et ils ont été encouragés à faire des visites sur le terrain, en personne ou en groupe, pour voir les activités soutenues par l'ONU et gérées par l'État ou par la société civile.

*La Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)
Ave Rajadamnern Nok
Bangkok 10200
Thaïlande
www.unescap.org*

(3^e partie)

Une guide pratique pour couvrir les OMD

L'angle international : Pourquoi les journalistes des pays développés devraient se préoccuper des OMD	<i>Rachel Pulfer</i>	62
Le journalisme d'enquête : Une affaire de coopération transfrontalière	<i>Paul Christian Radu</i>	66
Un seul problème, plusieurs dimensions : Conseils pour couvrir la pauvreté	<i>Jean Claude Louis</i>	70
Trucs et astuces : Conseils pour couvrir la faim	<i>Marvaan Macan-Markar</i>	74
Un droit, non un privilège : Conseils pour couvrir l'éducation	<i>Louisa Reynolds</i>	78
Pour qui flotte le drapeau? Conseils pour couvrir l'égalité des sexes	<i>Guenet Ayele Gruenberg</i>	84
Comment éviter la lassitude médiatique : Conseils pour couvrir le VIH/sida	<i>Isaiah Esipisu</i>	90
Local et mondial, échelles et dépendances : Conseils pour couvrir l'environnement	<i>Stephen Leahy</i>	94
Pour vous aider dans vos démarches : Conseils pour faire un reportage sur la santé	<i>G. Ananthakrishnan</i>	100
Mettre les gros bonnets face à leurs responsabilités : Comment mettre au jour la corruption	<i>Umar Cheema</i>	106
Suivre l'argent à la trace : Comment parler de l'argent derrière les OMD	<i>Kimberly S. Johnson</i>	112
Sur la piste : Comment exiger des informations auprès des autorités	<i>Maye Primera</i>	118
L'art d'interviewer	<i>María Emilia Martin</i>	122

L'angle international : Pourquoi les journalistes des pays développés devraient se préoccuper des OMD

Rachel Pulfer

Alors qu'il ne reste que deux ans et demi avant 2015, la date fixée pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), les avancées sont contrastées. La propagation de certaines maladies telles que le VIH/sida est sur le point d'être maîtrisée. En Chine, la proportion de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour a chuté de moitié. En revanche, dans le même temps, le nombre de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour en Afrique subsaharienne a diminué d'un seul pour cent.

Comment peut-on expliquer ces progrès inégaux? L'une des raisons est l'existence de barrières commerciales, mal comprises par les pays du Nord, qui empêchent les hommes d'affaires des régions du Sud d'être concurrentiels à l'international. Une autre explication réside dans la corruption endémique qui sévit dans les pays en développement, corruption qui détourne l'aide au développement de ses objectifs.

Ces deux problèmes font de la couverture des questions liées au développement et des thèmes touchant le monde en développement des sujets d'autant plus cruciaux. Les habitants du Nord doivent connaître les conséquences de leurs actions sur le Sud. Les responsables du Sud doivent savoir qu'ils sont susceptibles d'avoir à rendre des comptes publiquement pour leur conduite. C'est seulement à ces conditions que les droits et aspirations des démunis ont une chance de triompher des barrières et de la corruption.

De nombreux journalistes et rédacteurs en chef de médias grand public en Amérique du Nord entretiennent l'idée fausse que les problèmes du Sud sont de peu d'intérêt aux yeux des gens du Nord. Dans cette optique, pourquoi alors les journalistes du Nord devraient-ils s'intéresser aux OMD? En fait, selon de vastes enquêtes menées auprès de lecteurs par le *Toronto Star*, le journal grand format le plus diffusé au Canada, le manque d'intérêt pour les nouvelles du Sud est un mythe.

Selon l'actuel rédacteur en chef du *Star*, Michael Cooke, les lecteurs désirent davantage de nouvelles internationales. Conséquemment, en octobre 2011, le journal a lancé un nouveau supplément

(10)

Les habitants du Nord doivent connaître les conséquences de leurs actions sur le Sud. Les responsables du Sud doivent savoir qu'ils sont susceptibles d'avoir à rendre des comptes publiquement pour leur conduite. C'est seulement à ces conditions que les droits et aspirations des démunis ont une chance de triompher des barrières et de la corruption.

Une mère et son enfant sont assis sur une tombe devant leur maison dans un cimetière qui accueille environ quarante familles de squatters à Phnom Penh, au Cambodge. EPA/Stephen Morrison



La reine Sofia d'Espagne arrive à El Alto en Bolivie, en octobre 2012, pour en savoir plus sur les différents projets d'aide au développement financés par L'Agence Espagnole pour la Coopération Internationale au Développement (AECID) en Bolivie. EPA/Martón Alipaz

hebdomadaire de 12 pages afin de répondre à la demande. Ce cahier supplémentaire, explique-t-il, contient des nouvelles en partie destinées aux membres de l'importante communauté ethnique du Canada, qui réclament des nouvelles provenant de leurs pays d'origine. Il renferme également des reportages qui expliquent simplement les événements qui se déroulent dans les pays en développement et leurs causes.

pour les affaires. D'après elle, quand il s'agit de nouvelles, tout est question de point de vue. Si l'on traite de la manière dont une femme en Afrique accouche au foyer, explique-t-elle, les lecteurs peuvent immédiatement mettre cela en rapport avec leurs propres expériences vécues dans les cliniques et hôpitaux nord-américains. Le « contraste immédiat, dit-elle, frappe l'imaginaire ». Et cela fait s'accroître le public.

La couverture des nouvelles étrangères au Canada ou dans d'autres pays développés peut provoquer des changements dans la politique étrangère, changements qui à leur tour peuvent aller jusqu'à transformer la vie des journalistes.

Mary Vallis est l'une des responsables qui travaillent à ce nouveau cahier au *Star*. Selon elle, les journalistes devraient avoir à cœur la couverture des événements se déroulant en Afrique en particulier, tout simplement parce que c'est bon

Le *Toronto Star* est publié dans l'un des marchés les plus concurrentiels en Amérique du Nord : Toronto. Nulle part ailleurs au Canada on ne trouve une concurrence aussi dure que celle que se livrent le *Star* et le *Globe and Mail*, le journal pan-canadien. Pourtant, les journalistes et les responsables du *Globe* reprennent largement les propos de Mme Vallis et de M. Cooke.

Selon le journaliste de grande expérience Paul Koring, couvrir des thèmes comme le développement ou les droits de la personne se résume à obtenir le meilleur sujet. « Sous les régimes autoritaires,

presque tout peut être exprimé sous l'angle de l'impuissance de l'individu, dit-il. Les nouvelles traitant des droits de la personne (ou de leur absence), voilà ce qui compte. »

Iain Marlow, auteur spécialisé dans les domaines des affaires et de la technologie, propose une analyse un peu plus large. Selon M. Marlow, les affaires et la politique constituent véritablement des enjeux mondiaux de nos jours. Les chaînes d'approvisionnement, les droits des individus et le commerce comportent tous des facettes et des racines mondiales. Ces enjeux, fait valoir M. Marlow, touchent aussi bien la politique et les sociétés canadiennes que le bien-être matériel du Canada et le bien-être structurel des habitants d'autres pays.

Les pays isolés et appauvris ne sont pas les seules victimes de leurs malheurs, ils alimentent également l'instabilité intérieure, régionale et mondiale. En outre, certaines histoires ignorent les frontières. Et dans certains cas, par exemple lorsqu'il a couvert la corruption locale dans l'industrie des télécommunications en Inde, les rédacteurs en chef travaillant avec M. Marlow ont jugé que le reportage était intrinsèquement digne d'intérêt pour les lecteurs du *Globe and Mail*, puisqu'il proposait un récit captivant relatif au développement numérique du deuxième pays du monde en nombre d'habitants.

« Le lectorat s'est mondialisé, conclut M. Marlow. Le Web permet aux bons articles de rayonner. Et dans une ville comme Toronto, il y a quantité de lecteurs qui font des affaires dans ces pays, et quantité de lecteurs qui viennent de ces pays. Il est souhaitable pour eux que nous couvrions l'actualité de ces pays avec sérieux et minutie. »

Cependant, un autre journaliste canadien, Christopher Watt, auteur indépendant maintes fois primé, insiste particulièrement sur le fait que les événements associés au développement du Sud sont souvent couverts beaucoup plus adroitement par des journalistes du Sud qui écrivent pour les lecteurs du Nord, que par des envoyés du Nord effectuant de courts séjours. « Une grande part de la couverture étrangère générée par les journalistes canadiens est en fait attribuable aux guides-interprètes, dit M. Watt. Ce sont eux qui font le vrai travail. »

Le recours aux journalistes du Sud ne se révèle pas seulement avantageux en raison de leurs connaissances locales, estime M. Watt, mais également parce que ces journalistes peuvent plus fréquemment et plus habilement fournir des informations contextuelles appropriées à l'élaboration d'un reportage. Cela contribue à prévenir les erreurs embarrassantes. « Récemment, un article dans un journal canadien parlait d'un "conflit dû à l'alcool" dans un certain quartier d'Istanbul, explique M. Watt. J'ai habité ce quartier pendant plusieurs années, je savais donc que le conflit avait cours depuis au moins une décennie. L'information était d'un intérêt douteux et "l'alcool" n'avait rien à y voir! »

Ce que les journalistes locaux doivent mettre au premier plan, conclut M. Watt, c'est ce que les rédacteurs en chef étrangers eux-mêmes ne savent pas. Le journaliste doit alors déterminer quels sont les sujets susceptibles d'intéresser les lecteurs du journal en question.

Malgré les opinions des journalistes et des rédacteurs interrogés précédemment, d'étonnantes failles dans la couverture des nouvelles étrangères demeurent, en raison notamment de la faiblesse des revenus publicitaires et des budgets. Ce sont ces brèches que les journalistes locaux sont en mesure d'exploiter.

Les bénéfices associés à la présence de journalistes locaux dans le Sud qui peuvent exploiter ces failles sont importants. La couverture des nouvelles étrangères au Canada ou dans d'autres pays développés peut provoquer des changements dans la politique étrangère, changements qui à leur tour peuvent aller jusqu'à transformer la vie des journalistes. C'est de ce type de pouvoir que les journalistes qui écrivent pour les pays du Nord devraient essayer de tirer profit. Après tout, la capacité d'exercer ce pouvoir ne tient souvent qu'à une simple adresse courriel.



Rachel Pulfer est la directrice administrative de Journalistes pour les droits humains (www.jhr.ca). Journaliste dans la presse écrite depuis 10 ans, elle a occupé les fonctions de correspondante aux États-Unis, de membre du comité de rédaction et de chroniqueuse pour *Canadian Business*, le principal magazine d'actualité des affaires au Canada. En 2009-2010, elle a été lauréate d'une bourse d'études de journalisme au Collège Massey (Canadian Journalism Fellow), à l'Université de Toronto.

Outre son travail à Journalistes pour les droits humains, Rachel collabore à la rédaction de *Corporate Knights*, un magazine de Toronto qui s'intéresse aux questions concernant la responsabilité sociale des entreprises. Elle a travaillé comme pigiste pour diverses publications comme *The Walrus* et *Toronto Life* et elle a été nommée pour trois National Magazine Awards pour la rédaction d'articles de fond et de dossiers thématiques.

(11)

Le journalisme d'enquête : Une affaire de coopération transfrontalière

Paul Christian Radu

Les journalistes d'enquête et les autres citoyens qui cherchent à comprendre le crime organisé et la corruption qui affectent la vie de milliards de personnes partout dans le monde ont accès chaque jour à une quantité d'informations sans précédent.

Des volumes importants de données sont rendus publics sur Internet par les gouvernements et par d'autres organismes, et il semble que cette information si précieuse soit à la portée de tous. Malheureusement, les responsables corrompus et les groupes criminels organisés s'efforcent de dissimuler l'information et de tenir secrets leurs méfaits. Ils mettent tout en œuvre pour maintenir le public dans l'ignorance, tandis que leurs crimes perturbent profondément la société en alimentant les conflits, la famine et d'autres types de crises humanitaires. Il est du devoir du journaliste d'enquête de révéler au grand jour ces méfaits et de dissuader les responsables corrompus et les criminels de commettre des actes criminels.

En gardant à l'esprit trois principes importants, il est possible de pratiquer un journalisme à la fois utile et rigoureux dans le cadre d'une enquête sur des cas majeurs de corruption et de crime, et ce, même dans les environnements les plus hostiles :

1. Voyez au-delà des frontières

Dans plusieurs cas, il est beaucoup plus facile pour le journaliste d'enquête d'obtenir de l'information de l'étranger que de l'intérieur du pays où il habite. Les éléments d'information recueillis à partir de l'étranger en ayant recours aux bases de données de renseignements ou aux lois sur l'accès à l'information des autres pays peuvent se révéler être la pièce manquante du puzzle à reconstituer. D'ailleurs, les criminels et les responsables corrompus ne laissent pas leur argent à l'endroit où il a été volé; ils préfèrent le déposer dans des banques étrangères ou l'investir dans d'autres pays. Le crime s'est mondialisé.

On trouve des bases de données qui aident le journaliste d'enquête à surveiller les mouvements de capitaux à l'échelle planétaire à plusieurs adresses sur Internet, par exemple :

- www.investigativedashboard.org/category/wvwd/
- www.opencorporates.com
- www.ckan.net

2. Ayez recours aux réseaux de journalisme d'enquête établis

Les journalistes d'enquête du monde entier sont regroupés dans des organisations telles que :

- Organized Crime and Corruption Reporting Project: www.reportingproject.net
- African Forum for Investigative Reporting: www.fairreporters.org
- Arab Reporters for Investigative Journalism: www.arij.net
- Global Investigative Journalism Network: www.gijn.org

Et cela ne représente qu'une fraction de toutes les organisations établies. Une grande part des journalistes actifs dans ces réseaux travaillent sur des problèmes similaires et font face à des situations semblables. Ces journalistes ont donc tout à gagner à échanger informations et méthodes. Des listes de courriels étant disponibles à partir de ces réseaux, il est plutôt facile d'entrer en contact avec des collègues journalistes pour obtenir des renseignements ou demander conseil. Des idées de sujets d'enquête peuvent également être recueillies à l'aide de forums et de listes de courriels.

3. Mettez à profit la technologie

Les logiciels peuvent aider les journalistes en leur permettant de passer au crible la masse de données afin de trouver

Les journaux hebdomadaires birmanais sont préparés avant la distribution, dans une imprimerie à Rangoun, en Birmanie. Mars 2012. La Birmanie a aboli la loi de censure médiatique en 2012. EPA/Thet Htoo

Le roi d'Espagne Juan Carlos remet aux journalistes d'investigation mexicains Dalia Martínez Delgado et Humberto Padgett un prix international de journalisme à la cérémonie « Rey de España » de 2011, commanditée par l'Agence espagnole pour la Coopération internationale au développement (AECID). EFE/Juanjo Martín

Les filles du président et la compagnie de télécommunications Un exemple de l'application des principes décrits dans ce chapitre

L'Azerie Khadija Ismayilova, journaliste d'enquête d'expérience, travaille pour le bureau de Bakou de Radio Free Europe/Radio Liberty's (RFE/RL). En ce qui concerne l'accès à l'information, elle travaille dans un milieu hostile et doit surmonter de nombreux obstacles afin d'offrir de l'information utile et fiable au public. En juin 2011, Mme Ismayilova a révélé que les filles du président azéri Ilham Aliyev dirigeaient secrètement, par l'intermédiaire de sociétés paravents établies au Panama, une société de télécommunications en plein essor nommée Azerfon¹. Cette entreprise compte près de 1,7 million d'abonnés, couvre 80 % du territoire national, et elle était à l'époque le seul fournisseur de services 3G en Azerbaïdjan.

Pendant trois ans, cette journaliste de RFE/RL a essayé de découvrir qui étaient les propriétaires réels de la société de télécoms, mais le gouvernement a refusé de rendre publics les renseignements sur les actionnaires. Ils ont même soutenu que la compagnie appartenait à l'allemande Siemens AG, une affirmation qui a été catégoriquement démentie par Siemens. Mme Ismayilova est parvenue à découvrir qu'Azerfon était la propriété de quelques sociétés fermées établies au Panama, découverte qui a semblé déboucher sur une impasse jusqu'à ce que de l'aide extérieure soit employée. Au début 2011, elle a appris par l'intermédiaire de l'Investigative Dashboard, un outil à accès gratuit qui aide les journalistes à enquêter sur le crime organisé et la corruption, que les sociétés panaméennes peuvent être retracées à l'aide d'une application développée par le programmeur et activiste écossais Dan O'Huiginn. C'est alors qu'elle a finalement réussi à lever la voile sur l'implication des filles du président dans la compagnie de télécoms par l'intermédiaire de sociétés paravents installées au Panama.

Le Panama, pays dont la réputation de paradis fiscal n'est plus à faire, est prétendument utilisé pour cacher de l'argent par des responsables des quatre coins du monde, des acolytes de l'ancien président égyptien Hosni Moubarak aux responsables véreux des Balkans et de l'Amérique latine.

En fait, M. O'Huiginn a créé un outil qui a aidé les journalistes de partout dans le monde à rendre compte de la corruption. Ce qu'a permis de faire le programmeur activiste s'appelle le « moissonnage du Web », une méthode qui permet d'extraire et de réorganiser les données afin de les rendre utilisables par les journalistes d'enquête. M. O'Huiginn a moissonné le registre panaméen des sociétés, puisque ce registre, bien que public, ne permettait les recherches que si le journaliste d'enquête connaissait le nom de la société qu'il cherchait. Cela limitait la possibilité de mener une enquête puisqu'habituellement les journalistes effectuent leurs recherches en utilisant le nom des personnes pour retracer leurs avoirs. M. O'Huiginn a extrait les données et mis sur pied un nouveau site Web sur lequel des recherches par nom sont aussi possibles. Ce nouveau site Internet permet aux journalistes d'enquête de nombreux pays d'aller à la pêche aux informations, de chercher des noms de représentants de gouvernement et de parlementaires, et de vérifier s'ils possèdent secrètement des sociétés au Panama, comme c'était justement le cas pour la famille du président de l'Azerbaïdjan.

¹ Radio Free Europe/Radio Liberty (27 de junio 2011): Azerbaijani President's Daughters Tied To Fast-Rising Telecoms Firm, by Khadija Ismayilova. www.rferl.org/content/azerbaijan_president_aliyev_daughters_tied_to_telecoms_firm/24248340.html



les documents rendant possible le dénouement de l'enquête. En plus des logiciels prêts à l'emploi comme les outils d'analyse, de collecte et d'interprétation de l'information, les journalistes d'enquête doivent savoir qu'il y a de nombreux programmeurs qui ne demandent pas mieux que d'être mis à contribution.

Ces programmeurs savent comment obtenir et traiter les données, et ils peuvent également épauler le journaliste qui en a besoin. Ces informaticiens, dont certains font partie de mouvements mondiaux pour les données ouvertes, peuvent se révéler des alliés inestimables dans la lutte contre le crime et la corruption. Ils peuvent aider les journalistes à rassembler et à analyser l'information.

Pour découvrir un bon exemple de collaboration entre ces programmeurs et les citoyens, consultez : www.scrapewiki.com.

Scrapewiki est un site sur lequel les journalistes d'enquête peuvent demander de l'aide aux programmeurs pour extraire des données à partir de sites Web et de bases de données en ligne. Pour découvrir des outils prêts à l'emploi qui peuvent aider les journalistes à rassembler, organiser et analyser les données, consultez : www.investigativedashboard.org/2011/02/software-resources.



Paul Christian Radu est le directeur administratif de l'Organized Crime and Corruption Reporting Project (www.reportingproject.net) qu'il a cofondé en 2006 et qui mène des projets d'enquête transfrontaliers dans les Balkans. Il est également l'un des créateurs de l'Investigative Dashboard (www.datatracker.org). Depuis l'année 2009-2010, il est Knight International Journalism Fellow à l'Université Stanford.

Paul a commencé sa carrière en 1998 comme enquêteur pour le journal roumain *Evenimentul Zilei*, qui était à l'époque le journal le plus vendu du pays. En 2003, il a cofondé le Romanian Center for Investigative Journalism. Il est le lauréat de plusieurs prix, entre autres, en 2004, le prix Knight du journalisme international et le prix Investigative Reporters and Editors, puis, en 2007, le prix Global Shining Light et le prix Tom Renner Investigative Reporters and Editors et finalement en 2011, le prix Daniel Pearl, qui lui a été décerné pour son travail exceptionnel comme journaliste d'enquête à l'international. Paul a aussi été conseiller pour le Forum économique mondial.

Hormis l'amélioration de l'accès à l'information, il y a d'autres avantages à mettre en pratique les principes déjà mentionnés. L'un d'entre eux concerne la réduction des inconvénients et l'amélioration de la protection des journalistes d'enquête qui exercent leur profession dans des milieux hostiles. Cela s'explique par le fait que le journaliste qui travaille en réseau n'est jamais seul; le journaliste d'enquête collabore avec ses pairs dans d'autres pays, ce qui complique la tâche des criminels qui cherchent à mettre le doigt sur le responsable de la mise au jour de leurs méfaits. Par conséquent, il est beaucoup plus difficile pour les gouvernements et les responsables corrompus d'exercer des représailles.

Il faut également garder à l'esprit que l'information qui ne semble pas tellement digne d'intérêt dans une région géographique donnée peut se révéler d'une importance capitale dans une autre. L'échange de renseignements par le biais de réseaux d'enquête peut mener à la réalisation de très importants reportages. Par exemple, la nouvelle d'un Roumain arrêté en Colombie en possession d'un kilogramme de cocaïne ne fera fort probablement pas la une à Bogota, mais pourrait être très importante pour le public roumain si un journaliste local apprenait que la personne appréhendée avec les narcotiques travaillait pour le gouvernement à Bucarest.

En résumé, la clé du succès du journalisme d'enquête efficace réside dans la coopération entre les journalistes d'enquête, les programmeurs et les autres citoyens qui sont disposés à pratiquer l'externalisation ouverte, c'est-à-dire à mettre à profit l'intelligence collective, et à contribuer à construire une meilleure société mondiale.

Des enfants palestiniens jouent à l'extérieur de la tente de leur famille dans un quartier pauvre de la ville de Younis, dans le sud de la bande de Gaza. Juin 2013. EPA/Ali Ali

(12)

Un seul problème, plusieurs dimensions : Conseils pour couvrir la pauvreté

Jean Claude Louis

Il existe beaucoup de concepts et de définitions de la pauvreté. Selon l'OPHI (Oxford Poverty and Human Development Initiative), elle est souvent définie sur la base des mesures unidimensionnelles, comme le revenu. Cependant, aucun indicateur unique ne peut combiner les multiples aspects de la pauvreté. La notion de pauvreté multidimensionnelle renvoie à plusieurs facteurs qui concourent à l'expérience de privation que vivent les pauvres : mauvaises conditions de santé, manque d'éducation, niveau de vie insuffisant, manque de revenu (entre autres facteurs), sentiment d'impuissance, travail de qualité médiocre et menace de violence

Les experts ont fixé un seuil ou niveau minimal en deçà duquel une personne est considérée comme pauvre. La Banque mondiale fait ce constat : « Ce qui est nécessaire pour satisfaire aux besoins de base varie en fonction des époques et des sociétés. Ainsi, les seuils de pauvreté varient en fonction de l'époque et du lieu et chaque pays utilise des seuils qui dépendent de son niveau de développement, de ses normes sociétales et de ses valeurs. »¹

Même dans les pays développés aux incroyables richesses, des millions de personnes dépendent de l'État – surtout les jeunes, les immigrants et les gens de couleur – luttent pour satisfaire leurs besoins de base.

Les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont offert aux médias une occasion d'élargir leur couverture, et d'engager la responsabilité des gouvernements et des différents acteurs. Les initiatives visant à réduire la pauvreté constituent un autre domaine intéressant sur lequel on peut réaliser des reportages, en montrant l'enrichissement que vivent certaines personnes par la présentation d'histoires de succès individuels.

¹ <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTIPOVERTY/EXTIPA/0,,contentMDK:22397595~pagePK:210058~piPK:210062~theSitePK:430367,00.html>



Des femmes âgées quémangent de l'argent sur un trottoir de Calcutta, en Inde. Le taux de pauvreté officiel de l'Inde s'élève à 29,8 pour cent ou 350 millions de personnes, selon les données démographiques de 2010. EPA/Piyal Adhikary

Néanmoins, dans les pays pauvres qui n'ont pas de loi sur la liberté d'accès à l'information, qui obligerait les autorités à fournir certaines informations sur demande, il ne sera pas toujours facile aux journalistes de couvrir l'aide au développement ou d'avoir accès à des données fiables sur la pauvreté.

Mais les premiers obstacles sont souvent les salles de presse et les propriétaires de médias. La couverture de la pauvreté exige un dévouement et un intérêt pour la dimension humaine de ces questions, ainsi que beaucoup de suivis, d'où le besoin de l'engagement tant du journaliste que du directeur de la rédaction. Tous deux doivent garder à l'esprit que la couverture d'un sujet lié à la pauvreté – mortalité infantile ou manque d'accès à l'éducation – nécessite des reportages à multiples facettes, mettant en évidence les vraies causes de la pauvreté.

Quelques conseils pour couvrir la pauvreté

Déterminez les liens avec l'éducation : Comment la pauvreté affecte-t-elle la santé des enfants et leur capacité d'apprentissage? Renseignez-vous sur ce que font leurs parents pour gagner leur vie et les conséquences que cela peut avoir sur l'éducation. Ont-ils le temps et les compétences nécessaires pour aider leurs enfants dans les devoirs à la maison? Qu'en est-il des enseignants? Sont-ils formés? Peuvent-ils vivre de leurs salaires? Souvenez-vous que les besoins élémentaires, tels que la

nourriture ou les vêtements, peuvent affecter considérablement l'éducation de l'enfant. Les enfants des familles pauvres ont plus de risques d'abandonner les études prématurément et moins de chances d'y être préparés.

Donnez la voix aux enfants : Les enfants sont des bons messagers, capables de mobiliser le monde sur les problèmes qui les touchent et affectent leur communauté. Ils peuvent bien s'exprimer sans réserve ni jugement.

Accordez de l'attention aux anciens prisonniers : Même parmi les pauvres, les anciens détenus sont souvent les plus démunis. Trouvez ce qui est mis en oeuvre pour leur réintégration. Bénéficient-ils d'une aide à la recherche d'emploi? Existe-t-il des possibilités de formation en prison? Quelle sorte de soins reçoivent-ils derrière les barreaux? Les mauvaises conditions d'incarcération facilitent la propagation des maladies comme le VIH, la tuberculose ou l'hépatite et sans les conseils adéquats, les prisonniers, une fois libérés, peuvent constituer un risque pour la société.

Suivez l'argent à la trace : Que savons-nous des secteurs informels? Par exemple, qui octroie des prêts aux marchands ambulants? Des banques? Des usuriers, avec des taux d'intérêt excessifs à la clé? Considérez la relation entre les pauvres et les banques commerciales, qui sont réputées servir ceux qui ont

déjà un certain niveau de richesse. Rendent-elles leurs services accessibles? Ont-elles des initiatives visant à aider les pauvres à atteindre une stabilité financière? Examinez les possibilités qu'offrent les institutions de microfinance.

Renseignez-vous sur les objectifs et les limites des organismes à but non lucratif : Bien qu'ils apportent une assistance, ils ne peuvent pas résoudre tous les problèmes. Renseignez-vous sur leur mission et leurs actions. Collaborent-ils étroitement avec le gouvernement? Impliquent-ils la communauté dans l'élaboration de leurs stratégies?

Méfiez-vous de ceux qui essaient d'exploiter la pauvreté : Accordez une attention particulière à ceux qui, dans le secteur public ou privé, sous-estiment les acquis des programmes de réduction de la pauvreté; ceux qui surévaluent les coûts de ces programmes, ou ceux qui perpétuent les stéréotypes contre les pauvres ou les minorités. Les journalistes devraient enquêter sur les plaintes par rapport à la crédibilité des programmes d'aide. Restez vigilant pour savoir par où transite l'argent de l'aide au développement.

Visez les sources officielles : Trouvez des personnes fiables au gouvernement pour avoir des informations très précises quant aux fonds d'aide au développement et aux statistiques sur la pauvreté.

Réalisez des reportages sur la réalité : Les groupes d'aide au développement peuvent parfois vous donner les noms et coordonnées des bénéficiaires d'une quelconque aide contre la pauvreté. Prenez le temps d'établir des relations avec ces gens, puisqu'ils peuvent vous donner une version des faits différente de celle du gouvernement et des organismes à but non lucratif.



Jean Claude Louis a été le directeur national de Panos Caraïbes en Haïti, de septembre 2001 à juillet 2009. Il travaille aujourd'hui comme consultant indépendant et poursuit sa collaboration avec Panos. Formé en sociologie et en journalisme, il a œuvré pour quelques ONG en Haïti en tant que professionnel du développement. Jean-Claude possède un grand bagage en création et en implantation de formations pour les journalistes. Il est l'un des fondateurs du Centre of Communication on HIV/Aids d'Haïti, ainsi que du Haïti Club Press, deux réseaux journalistiques.

Souvenez-vous que leur avis compte aussi. Que pensent-ils de ces programmes qui sont censés les aider?

Cherchez des possibilités de formation : Apprenez comment présenter des informations techniques complexes sur les soins, sur la prévention du VIH, sur la dimension économique de la pauvreté, sur le budget et la bonne gouvernance, et de façon à ce que le citoyen moyen puisse les comprendre et les évaluer.

Établissez de bonnes relations avec les bénéficiaires : Maintenez le contact avec les groupes communautaires et les ONG pour vous tenir au courant des enjeux actuels, mais aussi des nouveaux problèmes découlant de réformes économiques, politiques et institutionnelles qui touchent les pauvres.

Tournez-vous vers l'étranger : Un pays donateur, qui dispose d'une loi sur la liberté d'accès à l'information, vous donnera des informations sur le financement et l'aide qu'un État bénéficiaire peut ne pas fournir. Prenez contact avec les journalistes étrangers et les organisations internationales pour établir un réseau d'informateurs.

Soyez dynamique dans la salle de presse : Vous pouvez être bien au fait des questions de développement sans que votre directeur de la rédaction ne le soit. Plaidez pour votre cause, en justifiant l'importance de ces reportages et en avançant des arguments valables pour réaliser les suivis.

(13)

Trucs et astuces : Conseils pour couvrir la faim

Marwaan Macan-Markar

Lorsqu'apparaissent des reportages sur une crise alimentaire, on est porté à se demander si le problème provient d'un manque de céréales. Au début de ma carrière de journaliste, j'ai suivi cette piste jusqu'à ce qu'un jour, je lise quelque chose à propos d'un événement qui s'était déroulé en 1970. Cette année-là, Norman Borlaug reçut le prix Nobel de la Paix. L'agronome étasunien était honoré pour son travail hybride entre science et nouvelles techniques agricoles visant à éviter que des millions de personnes ne souffrent de la faim. Ses recherches, pionnières de la révolution verte, ont rendu possible une agriculture fondée sur des rendements élevés.

C'est dans un contexte d'alarme à l'échelle planétaire que M. Borlaug tenta d'accroître la production céréalière. Il le fit d'abord au Mexique, puis dans les années 1960, en Inde et au Pakistan. Les médias publiaient des reportages à propos de la « bombe démographique » : l'agriculture serait démunie face aux millions de nouvelles bouches à nourrir dans le tiers-monde et le cauchemar malthusien provoquerait une instabilité à l'échelle planétaire. En 1966, la famine indienne était évitée de justesse, mais le coup de semonce était donné et l'avenir s'annonçait sombre.

Heureusement, les journalistes n'émettent désormais plus ce genre de pronostic catastrophique. Le cours de l'histoire a pu changer grâce aux effets de la révolution verte sur les champs d'Asie, qui ont triplé leur production de riz. Ce fut un jalon important dans l'aventure asiatique et mondiale pour assurer la sécurité alimentaire. Les agronomes disposaient dorénavant de solutions pour augmenter les stocks de céréales nécessaires à une population croissante. L'agronome émérite chinois Yuan Longping fait partie de la cuvée moderne de ces pionniers. L'octogénaire a créé une nouvelle souche de riz hybride dont le rendement a établi un record mondial en 2011, soit 13,9 tonnes de céréales par hectare cultivé¹.

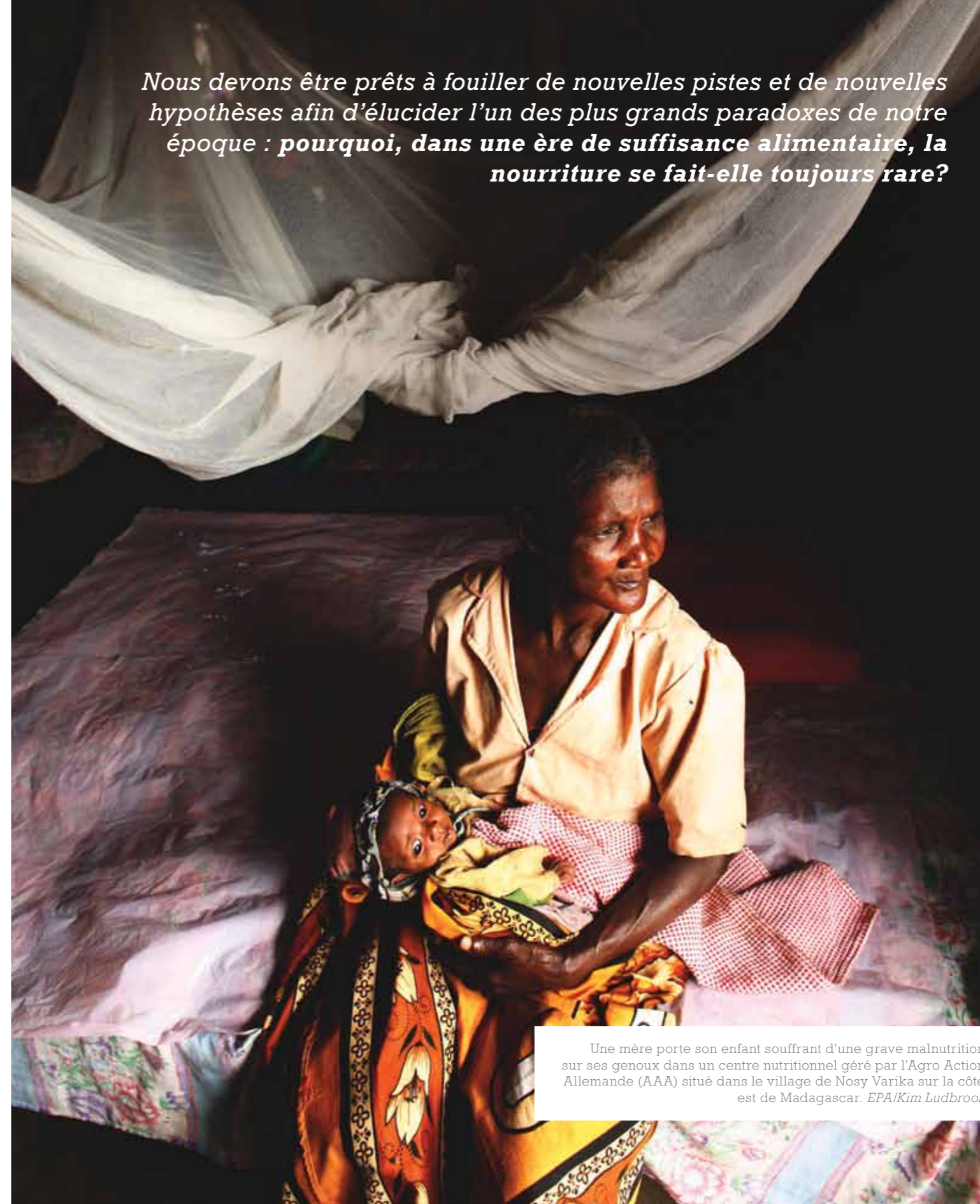
Dans ce cas, pourquoi 62 pour cent des affamés de la planète sont-ils asiatiques? Comment expliquer qu'en 2011, on s'attendait à ce que 64 millions d'asiatiques gonflent les rangs des 600 millions de personnes de ce continent qui vivent une misère noire? Pourquoi entend-on parler de famine là-bas, de temps à autre? Pourquoi 14 000 enfants sont-ils chaque jour fauchés par la faim?

Longue est la liste de questions que devraient poser les journalistes qui enquêtent sur la faim dans les pays en développement. Nous devons être prêts à fouiller de nouvelles pistes et de nouvelles hypothèses afin d'élucider l'un des plus grands paradoxes de notre époque : **pourquoi, dans une ère de suffisance alimentaire, la nourriture se fait-elle toujours rare?** Le défi des journalistes consiste à faire la lumière sur la chaîne de distribution alimentaire et sur les éléments qui forment cet univers (notamment sur la dynamique des marchés) et qui ont privé de repas élémentaires des millions d'humains en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud. **Que dire des barrières douanières imposées par des gouvernements pour manipuler le prix des denrées?**

Tout pays présente son lot de problèmes qu'un journaliste curieux et débrouillard devrait examiner. **Où les goulots d'étranglement se trouvent-ils?** Que dissimulent-ils? Les raisons peuvent aller de **la mainmise sur les terres à la corruption**, en passant par des **obstacles politiques** : enquêter sur la faim n'est pas une mince affaire!

Il ne faut pas non plus négliger **les tendances migratoires**, par exemple l'exode rural. Des chercheurs ont souligné qu'une augmentation du prix des denrées alimentaires fragilise davantage les populations urbaines, qui dépendent plus d'une

Nous devons être prêts à fouiller de nouvelles pistes et de nouvelles hypothèses afin d'élucider l'un des plus grands paradoxes de notre époque : pourquoi, dans une ère de suffisance alimentaire, la nourriture se fait-elle toujours rare?



Une mère porte son enfant souffrant d'une grave malnutrition sur ses genoux dans un centre nutritionnel géré par l'Agro Action Allemande (AAA) situé dans le village de Nosy Varika sur la côte est de Madagascar. EPA/Kim Ludbrook

¹ www.chinadaily.com.cn/china/2011-09/20/content_13737437.htm. Note du traducteur: En français, voir http://french.china.org.cn/business/txt/2010-09/09/content_20895687.htm



Un petit garçon regarde les adultes en train de ramasser quelques spathes de maïs sur leur petite exploitation dans une banlieue de Nakuru, au Kenya. Octobre 2009. EPA/Stephen Morrison

économie monétaire que leurs proches de l'arrière-pays, capables d'exploiter la nature.

Au Cambodge, par exemple, une enquête sur les causes de la faim confirmera peut-être le caractère rural du problème. Et la quête d'une explication pourrait mettre en relief une situation troublante dans ce pays d'Asie du Sud-est, qui peine à se relever à la suite d'un conflit de 20 ans. En effet, de puissantes sociétés acquièrent à un rythme effréné des terres agricoles et produisent ensuite des denrées commerciales comme le sucre. Des journalistes au Cambodge ont découvert que la facilité à acquérir des terres est tributaire de l'inexistence de titres de propriété, tous détruits sous le régime génocidaire des Khmers rouges, au cours des années 1970.

Au Myanmar voisin, jadis le principal pays exportateur de riz, les disettes chroniques découlent de **barrières politiques** qui entravent le transport des céréales depuis les champs et les usines jusqu'aux marchés et consommateurs. La junte militaire en place depuis 50 ans freine la production nationale du riz afin de priver des denrées de base les minorités ethniques du pays. Conséquence : plus de 30 pour cent des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition et de maigreur, un taux aussi mauvais que celui du Cambodge.

Les recherches effectuées par les agences onusiennes comme l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aident à comprendre, par exemple, pourquoi la hausse du cours du pétrole – qui influe sur

Le Programme Alimentaire Mondial (PAM, <http://fr.wfp.org>) dispose de ressources utiles aux journalistes qui préparent un reportage sur la faim durant un conflit. Chaque année, sa liste de « foyers de la faim » sonne l'alarme à propos de communautés dont le régime alimentaire est inférieur au besoin quotidien de 2100 calories. En outre, les combattants privent les communautés de leur aide alimentaire. C'est le cas lorsque l'aide humanitaire acheminée sous forme de céréales est détournée par un appareil corrompu, comme les inspecteurs l'ont découvert en Afghanistan.

le prix de l'engrais, des pesticides et de la chaîne de transport alimentaire – fait grimper le prix de la nourriture. Naturellement, un journaliste avisé partira de ces données et creusera davantage, par exemple en tâtant le pouls de la rue afin d'ajouter une dimension plus locale à son reportage. **Observer les habitudes de consommation des gens au marché** – la proportion viande/céréales, par exemple – constitue une manière d'appréhender la profondeur la crise. On peut également saisir ces indices fugaces ailleurs, dans les restaurants ou les étals extérieurs de nourriture. Discuter avec ces restaurateurs contribue à dresser un portrait plus nuancé des conséquences de l'inflation sur la faim. Ils peuvent nous renseigner sur **les produits que les gens ont cessé d'acheter**.

Certains consulteront des **ONG et des groupes communautaires qui ont documenté l'évolution de la faim dans les communautés qu'ils desservent**. Ces sources s'avèrent inestimables pour des enquêtes menées dans un climat de répression politique. Ce sont les seuls témoins grâce auxquels un journaliste peut confirmer une situation de pénurie, comme le firent ceux qui ont fait éclater au grand jour la discrimination qui accable les minorités ethniques du Laos.

Ce genre de reportage débouche sur des ramifications politiques plus larges et agit comme un baromètre indiquant l'ouverture d'un pays et la qualité de sa démocratie. Cet indice mesure d'un seul coup la liberté de presse et la suffisance alimentaire. Après tout, un autre prix Nobel, Amartya Sen, a tiré des conclusions de la famine du Bengale durant laquelle entre 1,5 et 4 millions de gens seraient décédés de faim, de malnutrition ou de maladie.

« Aucune famine d'envergure ne s'est jamais produite dans un pays indépendant doté d'un État démocratique et d'une presse relativement libre, écrivait cet économiste indien réputé. La famine du Bengale de 1943, dont j'ai été témoin comme enfant, a été rendue possible non seulement par les insuffisances démocratiques de l'Inde coloniale, mais également par une censure importante de toute critique formulée par la presse indienne.² »



Marwaan Macan-Markar est un journaliste Sri Lankais qui a couvert le conflit ethnique des nations d'Asie du sud-est pour la presse locale avant de rejoindre l'agence de presse Inter Press Service (IPS) comme correspondant en 1999. Il a tout d'abord été affecté au Bureau mondial de l'agence à Mexico City et il est depuis installé à Bangkok, où il couvre l'Asie du sud-est. Il a mené des reportages dans plus de quinze pays, écrivant depuis les premières lignes d'insurrections, de cataclysmes politiques, de violations des droits de l'Homme, de négociations pour la paix, de catastrophes naturelles, du changement climatique, du développement économique, de la faim et de la pauvreté, de nouvelles maladies comme la grippe aviaire et de nouvelles tendances émergentes dans l'Islam, parmi d'autres sujets.

² www.wan-press.org/article3881.html. Note du traducteur: En français, voir <http://cahiersdugretha.u-bordeaux4.fr/2009/2009-25.pdf>



(14)

Un droit, non un privilège : Conseils pour couvrir l'éducation

Louisa Reynolds

L'éducation est la voie vers le développement. Elle permet aux gens de faire des choix et leur donne un meilleur accès à l'emploi. Elle réduit le double fardeau de la pauvreté et de la maladie tout en donnant à chacun du pouvoir sur sa propre vie. Pour les pays dans leur ensemble, l'éducation assure une main-d'œuvre plus qualifiée et plus compétitive qui permet d'attirer des investissements étrangers de meilleure qualité. Elle ouvre ainsi la porte à la prospérité économique et sociale pour toute la société.

Toutefois, les gens ne voient pas toujours comment ces objectifs mondiaux peuvent s'appliquer à leurs réalités locales. Les médias jouent un rôle clé dans la formation de l'opinion publique. Ils contribuent à ce que les citoyens et les politiciens comprennent que l'autosatisfaction n'a pas sa place dans les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en matière d'éducation. Les médias évaluent également les progrès accomplis et soulignent les points à améliorer.

Les journalistes qui couvrent le domaine de l'éducation trouveront ci-dessous un bon nombre de conseils importants fondés sur des entretiens avec des spécialistes de l'éducation et des médias.

1. Construire des scénarios positifs et négatifs qui illustrent les conséquences du respect ou du non-respect des OMD en matière d'éducation.

Que se passerait-il dans votre pays si tous les garçons et les filles parvenaient à achever un cycle complet d'études primaires? Quels changements cela apporterait-il dans leurs vies? Quelles sont les nouvelles possibilités qui s'ouvriraient à eux? Comment l'ensemble de la société pourrait-il en bénéficier? En contrepartie, que se passerait-il si, d'ici 2015, les Objectifs du Millénaire pour le développement n'étaient pas atteints?

Une fille brunéienne à l'école Pengiran Anak Puteri Besar à Kampung Ayer, Bandar Seri Begawan, le Brunéi Darussalam. Juin 2013.
EPA/Luong Thai Ling

2. Établir des liens directs entre les OMD en matière d'éducation et d'autres cibles, comme celles concernant l'alimentation, la santé et l'égalité des sexes.

Les Objectifs du Millénaire pour le développement ne devraient pas être considérés de manière isolée, mais plutôt comme faisant partie d'une série de cibles qui sont toutes liées. Par exemple, des enfants en meilleure santé et mieux nourris pourront améliorer leurs résultats scolaires. S'ils sont plus éduqués, ils auront de meilleures possibilités d'emploi, un meilleur salaire et plus de chance de briser le cycle de la pauvreté puisqu'il leur sera plus facile d'envoyer leurs propres enfants à l'école. Des études ont démontré une forte corrélation entre la malnutrition et les mauvais rendements scolaires. Par conséquent, il importe de se demander si les écoles devraient servir gratuitement de la nourriture aux enfants défavorisés. Plusieurs pays offrent aux enfants inscrits dans l'enseignement primaire un verre de lait, des céréales ou d'autres types de suppléments alimentaires.

De plus, si le nombre de filles parvenant à achever un cycle d'enseignement primaire augmente, il en résultera des mères plus éduquées qui seront un exemple positif pour leurs enfants et qui les aideront à réussir dans la vie. Comme nous l'avons déjà mentionné, les articles traitant d'éducation doivent être mis en relation avec d'autres problèmes comme ceux relatifs à la santé, à l'alimentation et à l'égalité des sexes.

3. Mettre l'accent sur la relation qui existe entre les OMD et le respect des droits fondamentaux des citoyens.

L'éducation est un droit et non un privilège. Il est important que les lecteurs comprennent que l'accès à l'éducation est un droit humain fondamental qui s'inscrit dans le Pacte International relatif aux Droits Économiques, Sociaux et Culturels (PIDESC), un traité multilatéral adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies le 16 décembre 1966, en vigueur depuis 1976. Dans la plupart des pays, le droit à la gratuité scolaire est également garanti par le cadre juridique et constitutionnel.

« Les gens considèrent souvent les pauvres comme étant responsables de leur condition. Ils exigent donc que ces derniers payent pour l'enseignement primaire sans être conscients du fait que beaucoup d'entre eux n'en ont pas les moyens », explique l'ancien ministre de l'Éducation du Guatemala, Bienvenido Argueta.

Il est donc important que les journalistes insistent sur l'idée que l'éducation est un droit fondamental pour tous les citoyens quel que soit leur statut social. Si l'État ne satisfait pas cet objectif de base, il devrait en être tenu responsable.

Lorsque l'on traite de ces sujets, il importe de donner une dimension humaine à l'histoire. Un article qui ne cite que des faits et des chiffres peut paraître insipide et ennuyeux aux yeux du lecteur

moyen. Cependant, raconter une histoire engendre généralement de l'empathie. Sachant que le lecteur moyen de journaux fait partie de la classe moyenne urbaine et qu'il considère beaucoup de choses comme allant de soi (par exemple le fait de manger trois repas par jour, d'avoir accès à l'éducation et aux soins à des soins de santé), cet élément est des plus importants.

Un bon article commence par une histoire personnelle qui, à la manière d'un objectif d'appareil photo, met l'accent sur un enfant en particulier, puis fournit des informations contextuelles sur le village où il vit avec sa famille. On y trouve non seulement des entretiens avec des parents, des professeurs et des autorités locales, mais aussi des informations statistiques qui montrent que cette histoire témoigne d'une tendance ou d'une situation commune.

4. Établir des liens directs entre les OMD et des questions relatives aux dépenses et responsabilités publiques.

Comment l'argent des contribuables est-il utilisé de manière à atteindre les OMD en matière d'éducation? Est-il nécessaire d'augmenter les dépenses publiques pour atteindre les objectifs? Les ressources sont-elles utilisées à bon escient? Comment cela pourrait-il être amélioré?

Les citoyens se plaignent souvent du faible niveau d'éducation, mais ne sont pas prêts à payer plus d'impôts pour accroître les dépenses publiques dans ce domaine. La couverture journalistique des questions éducatives devrait permettre de sensibiliser tous les citoyens (y compris ceux travaillant dans secteur privé) à l'importance de l'enjeu que constitue le respect de leurs responsabilités fiscales s'ils comptent vivre dans un pays mieux éduqué et plus développé.

5. Les objectifs devraient être abordés à la fois quantitativement et qualitativement.

Les progrès réalisés ne devraient pas être uniquement évalués d'après le nombre d'inscriptions additionnelles aux écoles primaires. S'il y a une augmentation du nombre d'inscriptions, mais que la qualité des services pédagogiques est médiocre et que les institutions d'enseignement du pays ne se sont pas développées de manière à pouvoir répondre à une demande plus élevée, le problème persiste. « Il y a plus d'enfants guatémaltèques qui vont à l'école, mais la qualité de l'éducation qu'ils reçoivent n'est pas satisfaisante. Peut-on vraiment dire que les enfants et les jeunes acquièrent des connaissances? » demande Verónica Spross, la directrice de Empresariospor la Educación (« Businessmen pour l'Éducation »), un organisme à but non lucratif qui a pour mission d'encourager des standards plus élevés en éducation.

6. Attention aux statistiques truquées

Il est fréquent que les statistiques officielles soient présentées de manière à occulter la réalité. Parfois, la façon dont les institutions

Voici quelques indicateurs importants qui doivent être pris en considération lorsqu'on évalue l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le développement en matière d'éducation. Puisqu'il est possible que les statistiques mondiales dissimulent les disparités entre les sexes ou l'exclusion dans certaines zones géographiques, celles-ci doivent être divisées selon le sexe et la zone (urbaine ou rurale).

- **Taux net de scolarisation (TNS) :** rapport entre le nombre d'enfants en âge d'aller à l'école primaire ou dans l'enseignement secondaire et le nombre d'enfants qui y sont inscrits. Ce taux peut varier d'un pays à l'autre puisque, dans certains pays, les écoles primaires accueillent les enfants de 6 à 12 ans alors que dans d'autres, elles accueillent les enfants de 7 à 12 ans.
- **Taux brut de scolarisation (TBS) :** nombre total d'élèves inscrits à l'école primaire ou dans l'enseignement secondaire (contrairement au TNS, ce taux inclut les étudiants plus âgés que la moyenne qui sont inscrits à l'école primaire ou dans l'enseignement secondaire)
- **Taux de redoublement en fonction du sexe et de l'année scolaire :** ce taux nous informe sur l'incapacité à atteindre la norme dans la formation fournie ou sur des facteurs externes, comme la malnutrition, qui engendrent des effets pervers sur le rendement scolaire d'un enfant.
- **Taux de désertion :** combien d'enfants abandonnent-ils l'école avant d'avoir terminé leur formation primaire ou secondaire?
- **Continuité de l'apprentissage :** il s'agit de comparer le nombre d'enfants inscrits en première année d'école primaire avec le nombre d'enfants qui se sont inscrits dans les années suivantes. Il est essentiel de comprendre les disparités : y a-t-il un taux de redoublement élevé qui augmente radicalement les inscriptions dans certaines années? Est-ce qu'un nombre non négligeable d'élèves cessent leur éducation après avoir terminé l'école primaire et ne se rendent pas dans l'enseignement secondaire? Combien atteignent les études supérieures?
- **Résultats des tests d'aptitude à la lecture et au calcul normalisés qui sont effectués dans la majorité des pays à un certain âge.** La loi oblige la plupart des pays à publier ces résultats sur leur site Web. Ces données sont très révélatrices puisque, de manière générale, des résultats considérablement bas signifient que les élèves reçoivent une éducation de piètre qualité et nous informent sur les écarts entre les écoles publiques et les écoles privées.

gouvernementales exposent leurs statistiques gonfle leurs réussites et sous-estime les échecs.

7. Qui éduque les enfants dans votre pays? Quels encouragements reçoivent les enseignants?

Les enseignants, dans beaucoup de pays, sont peu qualifiés, et peu d'entre eux ont suivi des études supérieures.

Combien d'enseignants ont fait des études supérieures? Dans quelle mesure leur formation se distingue-t-elle de la formation reçue dans les autres pays? Est-ce que le gouvernement de votre pays permet aux enseignants de prendre des cours de perfectionnement visant à mettre à jour leurs connaissances sur des sujets précis? Il est peu probable que des enseignants sous-payés ou payés en retard soient très performants. Si les enseignants de votre pays gagnent à peine le salaire minimum, il est clair que l'éducation ne fait pas partie des priorités de l'État.

Dans certains pays d'Amérique latine, les gouvernements ont mis en place des **programmes de transfert monétaire assorti de conditions (CCT)** qui offrent une allocation mensuelle aux familles vivant en dessous du seuil de pauvreté, sous réserve que leurs enfants aillent à l'école et à des visites médicales régulières. Derrière ces programmes se cache l'idée de rompre le cycle de pauvreté et d'encourager la fréquentation scolaire. L'argent donné aux familles vise à compenser le fait que les enfants vont à l'école au lieu d'aller travailler. À titre d'exemple, on peut parler du programme **Bolsa Familia au Brésil** (l'un des exemples les plus réussis, selon des études d'impact), du programme **Oportunidades au Mexique** et du programme **Mi Familia Progresá au Guatemala**. Toutefois, dans plusieurs pays, comme au Guatemala, le taux d'inscription scolaire a augmenté, mais les installations n'ont pas été agrandies et ne permettent pas d'accueillir les nouveaux élèves. Par conséquent, on observe souvent des classes surpeuplées comprenant jusqu'à 60 enfants ou bien encore des enseignants qui assurent seuls dans la même salle de classe la formation d'élèves de niveaux différents.

8. L'enseignement bilingue est-il assuré dans votre pays si ce dernier abrite un peuple autochtone ou des groupes ethniques et linguistiques différents?

Des études ont démontré que pour assurer la réussite scolaire dans des pays constitués d'une importante population autochtone, comme le Guatemala et la Bolivie, il est nécessaire de fournir aux enfants un enseignement dans leur langue maternelle, qui soit adapté à leur culture. La disponibilité et la qualité d'une éducation bilingue sont deux critères qui expliquent les disparités subsistant entre les régions urbaines et rurales et entre les élèves autochtones et les autres.

9. Les écoles disposent-elles d'installations adéquates?

Le fait d'avoir des installations scolaires adéquates va jouer un rôle majeur dans la qualité de l'enseignement offert.

Les écoles surpeuplées se voient aussi dans l'obligation de faire plusieurs roulements les matins et les après-midi, ce qui influe manifestement sur la qualité de l'apprentissage. Cette situation est particulièrement fréquente dans les établissements ruraux.

Il importe également de tenir compte de la disponibilité du matériel de base, tel que les bureaux, les manuels scolaires, les cahiers, les stylos et les crayons. Beaucoup d'établissements ruraux n'ont pas accès aux installations les plus élémentaires comme l'électricité ou l'eau courante.

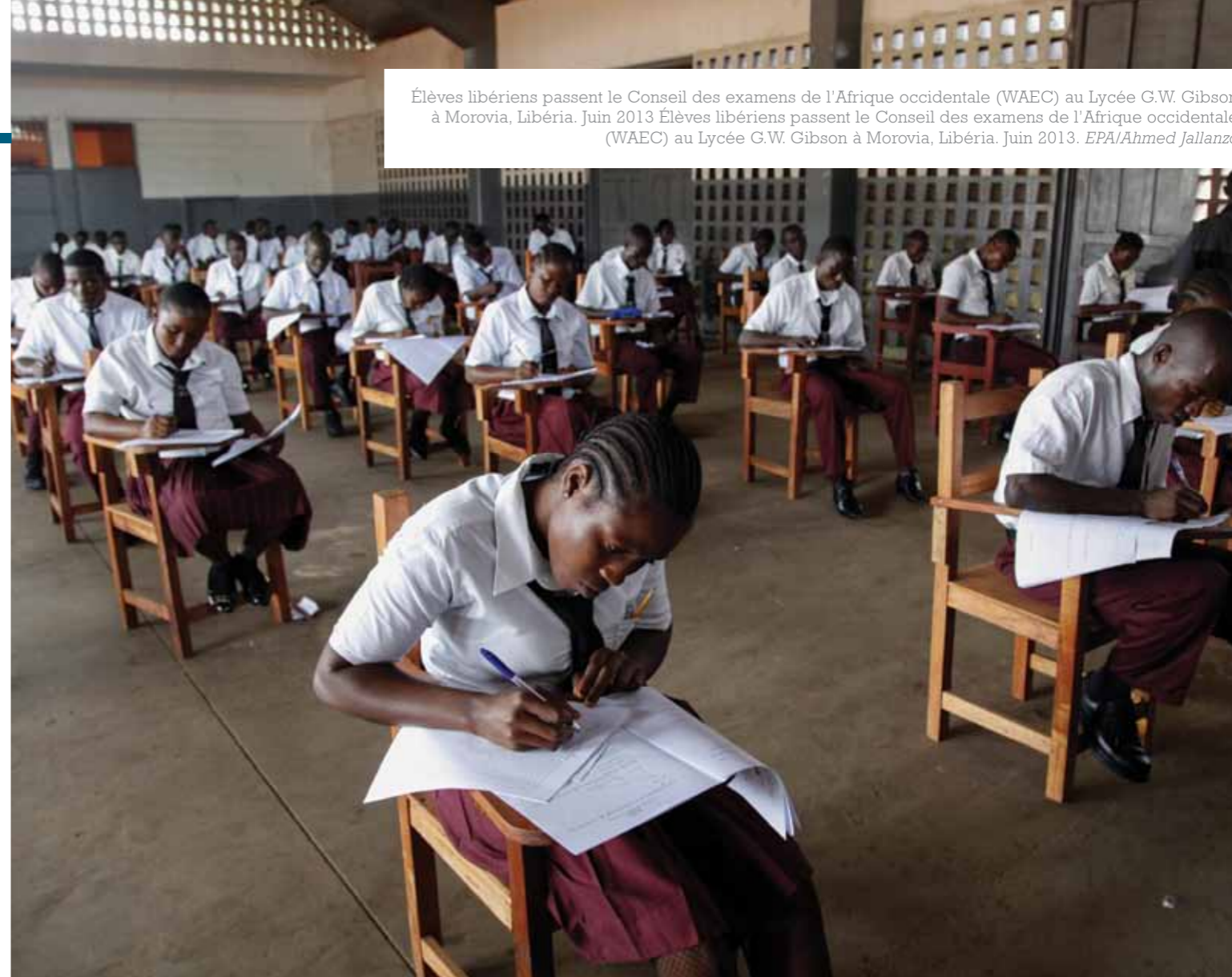
10. La couverture journalistique ne devrait pas se concentrer uniquement sur les lacunes et les insuffisances. Il faut également mettre l'accent sur les histoires de réussite et sur les leçons qu'on peut en tirer.

11. Les journalistes devraient consulter des spécialistes représentant un large éventail de sources et d'institutions pour s'assurer que leur couverture est bien équilibrée.

« Les journalistes citent généralement les mêmes spécialistes faisant tous partie des mêmes groupes de réflexion conservateurs de droite. Ils en oublient alors de prendre en compte ceux qui représentent la population la plus affectée par les lacunes du pays concernant l'accès plus large à l'éducation, comme la population autochtone », explique Argueta.

Pour ce qui est des sources, on devrait consulter une grande variété de spécialistes et d'universitaires (provenant d'organismes gouvernementaux ou d'universités) tant des secteurs public que privé, des groupes de réflexion de tous les horizons politiques, des ONG et des organismes de la société civile qui représentent les groupes les plus vulnérables de la société, comme les femmes et la population autochtone. Ce sont souvent ces deux derniers groupes qui souffrent le plus de l'exclusion et du manque d'accès à l'éducation.

Élèves libériens passent le Conseil des examens de l'Afrique occidentale (WAEC) au Lycée G.W. Gibson à Morovia, Libéria. Juin 2013. EPA/Ahmed Jallanzo



Louisa Reynolds est une journaliste britannique qui, après avoir décroché une maîtrise en études latino-américaines à l'Institut pour l'étude des Amériques de l'Université de Londres, décide de poursuivre sa carrière au Guatemala. Pendant cinq ans, elle travaille pour le magazine régional *Inforpress Centroamericana* et pour le journal quotidien *elPeriódico*. Elle devient ensuite journaliste pigiste pour différentes agences de presse, notamment *elPeriódico*, *SigloVeintiuno*, *Estrategia* et *Negocios*, et elle écrit pour des publications étrangères comme *Proceso* au Mexique, *Noticen* aux États-Unis et *Noticias Aliadas* au Pérou.

Ses sujets de prédilection sont la réduction de la pauvreté et l'impact des programmes de transfert monétaire assorti de conditions (CCT), la sécurité et le trafic de drogue, et pour finir, la culture et le journalisme créatif. En 2011, elle est sélectionnée pour participer à un atelier de rédaction de chroniques à Carthagène, en Colombie. Cette formation est organisée par la Fondation pour le nouveau journalisme ibéro-américain (Fundación para el Nuevo Periodismo Iberoamericano), qui a permis la production de chroniques traitant du bicentenaire de l'indépendance de la Colombie.

(15)

Pour qui flotte le drapeau? Conseils pour couvrir l'égalité des sexes

Guenet Ayele Gruenberg

Bien que certaines sociétés égalitaires reposant sur le matriarcat existent encore, notamment en Asie, en Afrique, dans les Amériques et en Océanie, le déclin de ce modèle de société un peu partout dans le monde a favorisé la domination du patriarcat. Le sexisme est devenu un phénomène endémique. Lorsqu'il est question de l'histoire du monde, on pense en fait à l'histoire de l'Homme et non à celle de la Femme.

À l'heure actuelle, notre façon de vivre repose sur des principes masculins et continue d'être influencée par ceux-ci, ce qui engendre la domination masculine et l'universalité du patriarcat. Où qu'elles soient, les femmes ne jouissent pas des droits égaux à ceux des hommes. Afin d'améliorer la vie des femmes, les journalistes qui sont sensibles à cette cause et qui se battent pour la justice devraient dénoncer ce mal social à chaque fois que l'occasion se présente.

Étant donné que la plupart des sociétés veulent absolument maintenir le statu quo, il est difficile d'aborder la question de l'inégalité des sexes sans froisser la susceptibilité de certains ou susciter l'indignation. Ainsi, pour vous aider à déterminer la meilleure façon d'en rendre compte, nous proposons ci-dessous une définition et nous analysons les problèmes liés à l'inégalité des sexes.

Qu'est-ce que l'inégalité des sexes?

Il s'agit d'une forme de discrimination qui s'effectue uniquement en fonction du sexe de la personne. Toutefois, l'égalité des sexes ne veut pas dire que les hommes et les femmes sont semblables, ni que seules les femmes doivent être protégées. L'égalité des sexes signifie que les hommes et les femmes devraient avoir les mêmes chances, afin d'éviter d'engendrer une discrimination à rebours.

Des femmes indiennes forment une chaîne humaine pendant une manifestation contre les violences envers les femmes à Kolkata. Mars 2012. EPA/Piyal Adhikary

À quel niveau constate-t-on des inégalités entre les sexes?

C'est un problème présent dans toute société, mais à divers degrés. Dans beaucoup de pays, les disparités entre les sexes sont manifestes au niveau des pouvoirs politiques, de l'économie et dans bien des aspects de la vie de tous les jours. Même les sociétés les plus technologiquement avancées qui prônent la démocratie et les droits de l'homme n'y échappent pas : les femmes y sont aussi victimes de discrimination et d'abus.

Dans de nombreux pays islamiques guidés par les valeurs du Coran, les femmes ne jouissent pas de droits égaux relativement au divorce, à la succession, à la garde des enfants, et elles ne peuvent même pas transmettre les droits de citoyenneté à leurs enfants. En Asie, notamment en Inde et en Chine, de nouvelles technologies sont conçues pour favoriser le taux de naissance des garçons, une pratique qui aggrave la discrimination. De plus, les inégalités relatives à la mortalité sont un phénomène que l'on peut observer sur une vaste échelle en Afrique du Nord, en Amérique latine et en Asie.

Le problème de l'inégalité des sexes se pose également dans le journalisme. À l'exception de certains pays dans lesquels les femmes bénéficient des mêmes privilèges que leurs homologues masculins, partout ailleurs les femmes journalistes sont opprimées. Elles n'ont pas le droit de pratiquer pleinement leur métier et sont moins bien payées que les hommes pour un même poste et un même rendement. En défendant leurs propres droits, les femmes journalistes servent de modèle à d'autres et attirent de plus en plus d'adeptes à la cause. Par conséquent, elles vont pouvoir rallier à leur lutte contre l'inégalité des sexes de nombreux autres journalistes solidaires.

Éclaircissement sur quelques problèmes

1. L'égalité salariale. Il arrive très souvent que, dans certains pays, les femmes soient moins bien payées que les hommes pour un même travail, simplement en raison de leur sexe. Les différences salariales persistent même dans les pays qui, comme les États-Unis, ont adopté des lois pour modifier les écarts entre les revenus. La discrimination continue de se manifester au moment de l'embauche, du licenciement et de la promotion. L'écart salarial, causé par la sous-estimation des emplois traditionnellement associés à des « travaux de femmes », existe encore.

2. Les inégalités d'accès aux soins. Selon les statistiques, les femmes vivant en Afrique subsaharienne ont 1,5 fois plus de chance que les hommes de contracter le virus du SIDA. Les femmes reçoivent moins de soins que les hommes. Il est possible d'expliquer le taux élevé de mortalité chez les femmes, dans certaines régions du monde, par l'entretien de préjugés sexistes en matière de santé et de nutrition. Plusieurs

études ont révélé que les femmes consomment moins de calories par jour que les hommes. Ce manque nutritionnel a un réel impact sur le développement et sur la santé des femmes présentant une grossesse à risque. Il complique la grossesse, augmente le taux de mortalité des femmes et le taux de mortalité infantile. Dans certaines cultures, les femmes mangent en dernier et en moindres quantités, même lorsqu'elles sont enceintes et lorsqu'elles allaitent.

3. Le droit de vote et l'émancipation politique. Bien qu'un droit de vote limité ait été accordé aux femmes en Suède, en Angleterre et dans certains États des États-Unis dès le 19^e siècle, ce droit n'est pas encore acquis dans plusieurs pays. La plupart du temps, l'identité des femmes est ancrée dans des valeurs culturelles profondes réduisant au rôle de mères, de conjointes et de filles. Un autre stéréotype est la théorie sexiste selon laquelle les hommes sont plus intéressés par la politique que les femmes. L'absence de femmes dans la vie politique, sociale et économique a engendré un déséquilibre dans les prises de décisions institutionnelles.

4. Le droit à l'égalité dans l'éducation. Il est communément admis que l'éducation des femmes joue un rôle crucial dans la lutte contre la pauvreté et dans le développement. Il existe donc de nombreuses raisons d'être préoccupé par les cas d'éducation inégalitaire où les filles sont moins susceptibles d'aller à l'école. Outre les cas extrêmes comme celui de l'Afghanistan, où toutes les filles étaient absentes des bancs d'école, dans plusieurs pays, l'éducation des filles est loin d'être une priorité. La discrimination envers les femmes et les filles est encore répandue dans beaucoup de sociétés. L'éducation doit donc faire partie de toute stratégie s'attaquant aux inégalités des sexes.

5. Les droits économiques. Accorder des crédits et des prêts personnels en fonction du sexe de la personne est une autre pratique de discrimination à l'égard des femmes qui empêche celles-ci de participer à la croissance économique. Dans beaucoup de pays, les créanciers peuvent exiger que les femmes fassent une demande sous le nom de leur mari ou simplement les refuser. Dans certaines régions rurales où la possession d'une terre est essentielle à la survie économique, les femmes se voient interdire le droit d'hériter d'un terrain.

6. L'égalité pour le développement. La participation féminine est cruciale pour le développement. Par conséquent, le fait que les femmes soient exclues de postes clés ralentit inévitablement le progrès. Une société ne peut que nuire à elle-même si elle ferme la porte à la moitié de ses talents et à la moitié de sa main-d'œuvre. Le développement d'une société se mesure très clairement par le degré de liberté des femmes et par l'expression de leur créativité. Voilà qui explique pourquoi l'égalité des sexes est un droit humain fondamental universelle-

ment reconnu, qui compte parmi les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Comment informer au sujet de l'égalité des sexes?

Les journalistes qui souhaitent dénoncer l'inégalité des sexes doivent communiquer de façon appropriée, sans crainte, sans confrontation et sans être trop explicite. Pratiquer cet aspect du travail de journaliste demande de la sagesse, notamment dans certaines régions d'Arabie saoudite, d'Afrique et d'Asie, où les hommes – pour qui la place de la femme est à la maison –, se mettent en colère dès que le sujet de l'inégalité des sexes est évoqué. Il va de soi que les bon(ne)s journalistes doivent défier le statu quo au sein même des structures politico-sociales et institutionnelles existantes. Cela permettra d'éclairer et d'éduquer ceux qui sont prêts à apprendre et à faire avancer la cause des femmes. Les journalistes doivent promouvoir les droits des femmes et se battre contre la discrimination et la violence conjugale dont les femmes sont victimes. Ils/elles devront non seulement relater l'état actuel des choses, mais aussi engager des discussions sur l'égalité des sexes. Ils/elles feront en sorte que le débat reste ouvert tant qu'il n'y aura pas de charte de droit correspondante inscrite dans la constitution et des manifestes à cet égard provenant d'institutions publiques ou étatiques. Outre la simple démonstration de l'inégalité des sexes dont souffrent les femmes, les journalistes devront, en effet, promouvoir la cause des femmes en soutenant qu'elle fait partie intégrante des droits de l'homme et qu'il existe ailleurs une application de ces droits.

1. Faire la promotion de nouveaux héros. Dans chaque société conservatrice où les femmes sont opprimées se cachent des héroïnes du passé. Le/la journaliste en fera des modèles d'excellence pour prouver à toutes les femmes qu'elles peuvent accomplir bien des choses si on leur donne la chance et la liberté d'agir à la manière de ces femmes exemplaires. Dans les sociétés religieuses fondamentalistes, où les femmes sont entièrement dominées par les hommes, le/la journaliste devra dépeindre les bons côtés du succès des femmes dans les pays musulmans progressistes, comme la Turquie.

Les mesures progressistes du Président Mustafa Kemal Atatürk, l'homme qui a réformé la Turquie et accordé aux femmes le même statut légal que les hommes, devraient servir d'exemple positif lors de négociations avec le monde musulman. Il est important de montrer aux plus sceptiques que le mariage et la maternité peuvent aller de pair avec la participation économique des femmes.

2. Combattre les inégalités tous ensemble. Les femmes et les hommes journalistes doivent travailler main dans la main pour garder ouvert le débat sur l'inégalité des sexes. Le/la journaliste doté(e) d'une conscience sociale et politique peut toujours trouver un moyen de relancer la cause des femmes en

abordant des thèmes spécifiques tels que la médecine, le droit, l'éducation, le gouvernement, l'administration des affaires ou n'importe quel autre domaine de métier. Il/elle peut éclairer sur le statut des femmes dans chaque thème abordé en engageant des discussions qui sensibiliseront les femmes, les hommes et les fonctionnaires du gouvernement, notamment les parlementaires ou les sénateurs.

3. Pour un(e) journaliste prévoyant(e), il ne suffit pas d'écrire ou de parler, mais aussi de citer de bons exemples en se basant sur des sociétés modèles dans lesquelles la pleine participation des femmes, sans discrimination d'aucune sorte, a largement contribué à l'amélioration de leur pays. Le succès de femmes d'État, de femmes scientifiques, d'enseignantes, de dirigeantes d'entreprise, d'auteures, de femmes poètes, de musiciennes, de femmes artistes, de docteurs, d'ingénieures, d'avocates et de femmes journalistes devraient sans cesse être mentionnés afin d'inspirer et de motiver d'autres personnes à suivre leur exemple.

4. Défier les stéréotypes liés au genre. La théorie sexiste selon laquelle les hommes seraient plus intéressés par la politique que les femmes en fait partie. On peut citer par exemple les reportages négatifs dans lesquels on décrit les participations électorales en soulignant les disparités entre les hommes et les femmes, des inégalités qui se sont d'ailleurs révélées fausses. En éduquant les gens, les journalistes peuvent aider à mettre fin à ce genre de stéréotypes culturels.

5. Profiter de chaque occasion. Les jours fériés sont l'occasion parfaite pour que le/la journaliste astucieux(se) puisse exprimer son opinion concernant l'inégalité des sexes.

Le jour de la fête des Mères, par exemple, serait l'occasion idéale pour écrire quelque chose sur le statut des femmes, notamment sur les problèmes conjugaux, les disparités salariales, les inégalités sociopolitiques, mais aussi les inégalités en termes d'éducation, de santé et de situation professionnelle. La fête des Pères pourrait servir de prétexte pour comparer les problèmes que rencontrent les femmes face aux avantages que connaissent les hommes.

À l'approche du Nouvel An, le/la journaliste peut évaluer ce que la nouvelle année réserve aux femmes. Y aura-t-il plus d'offres d'emploi sur le marché, plus de justice sociale ou de meilleures opportunités en général?

À la fête du Travail, le/la journaliste peut faire une étude pour savoir si toutes les salariées ont de véritables raisons de participer à la célébration. Ce jour tient-il compte du fait que les femmes reçoivent un salaire plus bas que les hommes pour le même travail? Les femmes victimes de discrimination au travail à cause de leur genre sont-elles vraiment concernées par cette

journée? Quel est le rapport entre cette fête et les femmes retraitées qui ne jouissent pas de couverture médicale ni de retraite?

Le Jour de l'Indépendance est le moment par excellence pour se faire entendre sur l'inégalité des sexes. Le/la journaliste devrait entreprendre une étude critique sur les notions d'indépendance, d'émancipation et de liberté en les confrontant avec la situation actuelle des femmes. Est-ce que les femmes ont réellement à voir avec cette célébration? Les femmes sont-elles aussi indépendantes et libres que les hommes? Ou au contraire, souffrent-elles d'abus, de déshumanisation, d'oppression, de répression et d'exploitation? Les vrais journalistes devraient même contester la signification du drapeau : le symbole de chaque nation fièrement arboré par tous ces citoyens représente-t-il vraiment les femmes, ou flotte-t-il seulement en reconnaissance de ses hommes?



Native de Harar, *Guenet Ayele Gruenberg*, étudie à Harar et à Addis-Abeba avant de travailler pendant dix ans comme journaliste pour l'Ethiopian Television Network. Après la chute de la junte militaire éthiopienne en 1991, elle devient éditrice de plusieurs journaux en Éthiopie et rédactrice en chef pour le premier maga-

zine mensuel du pays à aborder les questions concernant la situation des femmes.

Guenet est également l'auteure de deux livres à succès portant sur l'ancien dictateur Mengistu Haile Mariam, aujourd'hui en exil au Zimbabwe. Guenet est mère de quatre enfants et vit actuellement en France.



Des étudiants indonésiens dessinent une affiche lors d'un concours de dessin marquant la Journée mondiale du sida à Bali, en Indonésie. Décembre 2012. Selon les rapports de l'ONU, les infections par le VIH ont augmenté de plus de 25 pour cent entre 2001 et 2011. EPA/Made Nagi



(16)

Comment éviter la lassitude médiatique : Conseils pour couvrir le VIH/sida

Isaiah Esipisu

Quand on ressasse une histoire qui traite d'un sujet en particulier, il en résulte à un moment donné une lassitude médiatique, lorsque les journalistes et les éditeurs estiment que le sujet ne mérite plus de faire l'actualité.

Toutefois, le pire se produit lorsque c'est le public qui se lasse – autrement dit, quand le lecteur moyen en a assez, lui aussi, d'entendre parler du sujet. Voilà le problème qui ronge les journalistes ayant à couvrir le VIH/sida, en dépit du fait que beaucoup de monde souhaite en savoir davantage, particulièrement ceux qui en souffrent psychologiquement ou physiquement.

Durant les années 1990, les éditeurs ne réclamaient que des articles chargés d'émotions sur le sujet. Ce n'est plus le cas au XXI^e siècle: ils sont désormais réticents à approuver ce genre de reportages, à moins d'être persuadés que le document comporte un contenu inédit.

Cela veut-il dire que le VIH/sida est un thème dépassé? Il ne faut surtout pas que cela le devienne: pour la seule année 2013, près de 2 millions de personnes dans le monde vont succomber à cette maladie. 33 autres millions de personnes vont devoir affronter les difficultés d'une vie avec le sida. C'est une histoire qui doit être racontée à tout prix.

Les journalistes trouveront ci-dessous des solutions pour s'assurer que ce sujet important ne soit pas laissé dans l'ombre.

Donnez une dimension humaine à votre reportage – la version 2013

Rien n'est plus ennuyant que des journalistes qui, dans leur compte-rendu, s'étendent sur des statistiques sans donner de vie aux chiffres. En effet, le manque de réalité est peut-être une des raisons pour lesquelles les éditeurs se lassent du sujet.

Ne nous méprenons pas : dans les reportages sur le sida, les chiffres peuvent encore aider à insister auprès des lecteurs sur la gravité et l'ampleur de la situation. Toutefois, pour rendre ces chiffres plus vivants, il est nécessaire de les rapprocher des visages des victimes du VIH/sida. Permettre aux gens de raconter leur histoire par le biais des journalistes est essentiel afin d'insuffler une âme aux chiffres et de les expliquer.

Ceci dit, il est clair que la dimension humaine de ce genre de reportage a évolué avec le temps. Dans les années 1990, pour qu'un récit sur le VIH rencontre du succès, on mettait en scène un patient squelettique expirant son dernier souffle. Cette image fonctionnait à merveille pour éveiller les émotions des donateurs et changer les comportements en éveillant les peurs.

En 2012, ces représentations ne rendent plus compte de la réalité. Grâce aux médicaments antirétroviraux et aux bons suppléments nutritifs, une personne atteinte du sida peut avoir l'air plus en forme que beaucoup d'autres n'ayant pas contracté le virus. La stratégie de la peur ne s'applique plus, ce qui change complètement la façon dont nous devons rendre compte de la maladie.

Il se pourrait que le changement brutal de l'image du VIH, de « mauvaise » à « bonne », ait influencé un certain nombre de journalistes, pour qui le virus n'est plus digne d'intérêt. On sait par expérience que les mauvaises nouvelles deviennent facilement des sujets d'actualité. Mais si une nouvelle semble bonne, le journaliste devra travailler d'arrache-pied pour convaincre son éditeur de l'importance d'en traiter.

Soyez à l'affût des dernières avancées scientifiques

Les journalistes qui continuent de couvrir le VIH/sida dépendent des nouveaux résultats de la recherche, de la ré-



Un patient atteint du sida est étendu sur un lit au Hillcrest Aids Center à Durban, en Afrique du Sud. EPA/Nic Bothma

sistance aux médicaments antirétroviraux, de la rupture des stocks de médicaments, de la prolifération des médicaments contrefaits ou qui ne respectent pas les normes, et surtout des chiffres. Bien que ces aspects soient toujours importants, il serait bien plus intéressant pour les lecteurs de se les faire expliquer par une source directe ou bien par quelqu'un qui en a une réelle expérience.

Extirpez la vérité – ne vous arrêtez pas à version officielle des faits

Quelle que soit l'approche adoptée, les journalistes doivent suivre une méthode prudente et analytique pour couvrir le sujet. Suite à l'appel émouvant utilisé lors de l'avènement du VIH/sida, des centaines, voire des milliers d'organisations se sont créées en vue de prévenir les infections, de réduire les marques d'infamie et d'apporter des soins aux patients. Bien que la plupart d'entre elles soient sincères, certaines ont seulement des visées lucratives et essaient de profiter des journalistes afin d'empocher des fonds supplémentaires.

Apparemment, plusieurs cas ont été orchestrés dans le but d'amener des journalistes peu méfiants à écrire des histoires émouvantes. Il y a quelques années, au Kenya, il s'est produit un scénario dans lequel des données de prévalence du VIH fal-

sifiées avaient circulé à la suite d'une étude, puis avaient servi de référence pendant très longtemps. Un compte-rendu de 2006 a toutefois démontré que les chiffres étaient bien inférieurs à ce qui avait été annoncé auparavant. Certains responsables ont ensuite expliqué que l'État et ses associés avaient « travaillé fort » pour réduire les prévalences.

Cette annonce a perturbé l'un des principaux auteurs scientifiques kenyans qui a publié, dans le *Daily Nation*, un article intitulé « Les chiffres ne mentent pas, n'est-ce pas? ». Dans son texte, il raconte le scénario d'un accident de voiture dans lequel on déclare erronément que plus de 20 personnes y ont perdu la vie. Quelque temps plus tard, les données sont révisées et le nombre réel de décès tombe à 5 morts. L'auteur s'interroge : « Le ministre des Transports devrait-il s'enorgueillir et convoquer une conférence de presse afin d'annoncer que, ce jour-là, l'État a déployé beaucoup d'efforts pour réduire de 20 à 5 le nombre de morts? »

Avant la sortie de cet article, plusieurs autres journalistes avaient déjà rendu compte du « succès » de l'État dans la réduction de la prévalence du VIH. Sans un regard plus aiguisé pour lire à travers les lignes, ces journalistes n'ont fait que répéter l'information fournie par une source.

Faites vos devoirs

Autrement dit, en dépit du fait que les journalistes ont tous besoin de faire confiance à leur source, il convient de traiter chaque affirmation communiquée avec circonspection avant d'attester sa véracité. La meilleure façon de procéder est d'effectuer des recherches sur le sujet avant de rencontrer les interviewés. Cette information d'arrière-plan est très importante, car elle peut guider les questions du journaliste et clarifier des problèmes complexes relativement au VIH/sida.

Le journaliste doit s'assurer d'avoir les coordonnées de la source – surtout le numéro de téléphone mobile – pour faciliter la reprise de contact avec l'interviewé au cas où il souhaiterait des éclaircissements ou poser des questions supplémentaires. En outre, les journalistes devraient consulter des personnes ayant différents points de vue sur le sujet afin d'équilibrer leur article.

Si le sujet traité est hautement scientifique, le journaliste peut tenter d'envoyer un brouillon à un spécialiste ou à une source fiable avant de soumettre l'article à son éditeur. Le journaliste doit s'assurer que le spécialiste ou la source ne vérifie que l'exactitude des informations scientifiques; la révision ne doit pas comporter de modifications concernant la ligne directrice de l'histoire ni d'ajouts de point de vue.

Gardez votre public en tête

N'oubliez pas que vous vous adressez à un public général et non à des spécialistes en médecine. Simplicité et exactitude sont deux éléments clés qui peuvent rendre une histoire sur le VIH/sida plus intéressante et plus attirante. Autrement dit, l'auteur doit mettre au clair tout le jargon – quelle que soit la difficulté de certains mots. Les acronymes doivent être expliqués au complet dès leur première apparition dans le document, même s'ils paraissent évidents.



Isaiah Esipisu est un journaliste kényan qui a reçu une formation professionnelle à l'Institut de communication de masse du Kenya. Il commence à écrire des articles de journaux en 1999, alors qu'il est encore étudiant. Depuis, il mène une carrière de journaliste scientifique à la pige et s'intéresse particulièrement aux problèmes environnementaux, à la santé, à l'agriculture et à la technologie.

Les articles d'Isaiah paraissent dans plusieurs publications locales et internationales, notamment Reuters AlertNet, Inter Press Service, le magazine *SPORE* (CTA), le *New Internationalist* de Grande-Bretagne, le journal kényan *Daily Nation*, le *East African*, le *Standard*, la *Kenya News Agency*, *People Daily* et *AgroLink*. En collaboration avec cinq autres journalistes, Esipisu publie un livre de photographies intitulé *The Kindest Cut*, qui met l'accent sur la circoncision masculine et son efficacité contre les risques d'infection par le VIH.

Soyez judicieux: certaines histoires n'en valent pas la peine

Avant même d'examiner tous ces conseils, le journaliste doit mesurer l'impact de l'histoire sur la société. Certaines histoires ne valent pas la peine d'être racontées. Prenons l'exemple d'un tout autre genre, une histoire sur un trafiquant de drogue peut être percutante selon un certain point de vue. Mais décrire le succès d'un trafiquant de drogue qui a remporté des millions grâce à son commerce illicite, n'est certainement pas dans l'intérêt de la société. Raconter l'histoire de héros qui font fortune en ne partant de rien est un moyen facile pour accroître les ventes. Cependant, les journalistes devraient toujours respecter les principes éthiques fondamentaux.

Respectez les règles de base du journalisme

La règle d'or, au-delà de tout ce qui vient d'être dit, est de toujours garder en tête les habiletés journalistiques de base. Prenez le temps d'évaluer ce qui est important ou non pour le reportage, et continuez à vous informer sur les événements, de sorte que l'information circule chronologiquement. Ne tenez pas vos lecteurs en haleine trop longtemps au risque de perdre l'attention de certains en cours de route. Pensez au public et renseignez-vous sur leurs préférences. Essayez de définir ce qui est important pour eux – non pas ce qui est intéressant pour vous seul. Restez toujours simple et précis. Évitez les expressions incriminantes lorsque vous écrivez une histoire sur le VIH/sida. Choisissez bien vos photos afin d'éviter de stigmatiser le public et les personnes présentes sur l'image (et n'oubliez pas d'attendre la permission avant de prendre de tels clichés).

En combinant tous ces conseils, vous pourrez lutter contre la lassitude du lecteur et de l'éditeur vis-à-vis ce qui a trait aux histoires sur le VIH/sida, et faire en sorte que le virus et ses victimes restent au cœur des préoccupations.

(17)

Local et mondial, échelles et dépendances : Conseils pour couvrir l'environnement

Stephen Leahy

L'environnement est l'enjeu le plus important du XXI^e siècle pour deux raisons :

1. L'environnement englobe et touche tout ce qui existe : l'air, l'eau, la nourriture, la santé, le climat, l'énergie, le développement, la pauvreté, l'économie...;

2. Presque tous les principaux indicateurs environnementaux sont en déclin.

Nous sommes en train de repousser les limites de la capacité de la Terre à répondre aux besoins de l'humanité. Selon des études récentes, le changement climatique, la perte de la biodiversité et la pollution par l'azote atteignent des niveaux se rapprochant du seuil de crise. Cette réalité est très peu connue du grand public, ce qui signifie que les journalistes ayant à traiter de l'environnement ont une pléthore de sujets importants à traiter. Cependant, tout n'est pas entièrement sombre. Il y a d'innombrables bons témoignages à partager sur la diversité des initiatives locales et nationales visant à régler ces problèmes. Parallèlement, il est essentiel d'examiner si les solutions, les projets ou les politiques « vertes » proposés résolvent vraiment les problèmes, et s'ils n'entraînent pas de conséquences imprévues, réelles ou potentielles. Nombreux sont les projets inspirés par de bonnes intentions qui ont mal tourné pour une raison ou pour une autre.

L'Objectif 7 des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) est d'assurer un environnement durable d'ici 2015. La durabilité est une notion très mal comprise et très mal appliquée. En général, cela suppose qu'une action ou une activité peut se poursuivre indéfiniment en ayant un impact minime sur l'environnement, ou du moins un impact gérable. La Terre est

Un gros morceau de glace s'effondre près du Canal de los Témpanos au Parc national los Glaciares, en Patagonie argentine. EFE/Ariel Molina

un système fermé – les déchets et la pollution finissent par se retrouver quelque part : les pesticides pulvérisés au Chili peuvent nuire aux stocks halieutiques au large des côtes de l’Australie et vice-versa.

On prétend souvent qu’un commerce, une politique ou une action contribue à la durabilité environnementale. Mais est-ce vraiment le cas? Y a-t-il des impacts indirects sur d’autres régions ou d’autres ressources? Qu’en est-il des générations futures? Beaucoup de projets considérés comme contribuant à la durabilité environnementale ne le sont pas réellement en raison d’une mise en œuvre inefficace et d’une mauvaise compréhension de la situation dans la région ou dans la communauté locale.

Les journalistes devraient demander des preuves ou des démonstrations concrètes de la durabilité environnementale. Ils doivent refuser toute déclaration sans justification. Par ailleurs, lorsque le terme est employé dans un reportage, les journalistes doivent expliquer de quoi il s’agit.

Heureusement, l’Objectif 7, assurant la durabilité de l’environnement, est assorti d’indicateurs spécifiques permettant de mesurer les progrès en la matière d’un pays ou d’une région. Nous nous limiterons à l’un de ceux-ci puisque la même approche générale s’applique à tous les autres.

Indicateur OMD : réduire la perte de biodiversité d’ici 2010

Le terme biodiversité fait référence aux 8,7 millions d’espèces (estimées à quelque 1,3 million près) qui, en produisant l’air, l’eau, la nourriture de notre planète et bien plus encore, maintiennent les systèmes indispensables à la vie. Des espèces de plantes, d’animaux et autres sont en voie de disparition à raison de 5000 à 30 000 par année. Et la vitesse de la perte de cette biodiversité augmente, comme l’ont fait savoir en 2010 les membres de la Convention sur la diversité biologique (la CDB), qui ont fixé de nouveaux objectifs pour 2020.

Comme pour n’importe quel reportage sur l’environnement, les journalistes ayant à couvrir le déclin des espèces dans leur région ne doivent pas seulement montrer comment les personnes et l’environnement sont affectés, mais aussi tenter d’en déterminer les causes profondes. La perte de la biodiversité terrestre résulte principalement de l’altération des habitats naturels causée par l’agriculture, la déforestation et l’exploitation des ressources. Dans les océans, c’est essentiellement le résultat de la surpêche. Toutefois, ce sont des politiques spécifiques (règles et réglementations) et les circonstances économiques actuelles qui sont à l’origine de la conversion des terres et de la pêche excessive.

Qu’entend-on par politiques de développement durable gouvernementales?

« Les bonnes règles et les bons cadres juridiques permettent à des millions de personnes de faire ce qu’il faut », estime le

Un Indonésien se promène dans une tourbière défrichée. Mai 2013. EPA/Bagus Indahono



Les journalistes devraient demander des preuves ou des démonstrations concrètes de la durabilité environnementale. Ils doivent refuser toute déclaration sans justification. Par ailleurs, lorsque le terme est employé dans un reportage, les journalistes doivent expliquer de quoi il s’agit.

Composer avec la complexité : Les questions scientifiques et environnementales peuvent représenter tout un défi pour le public en raison de leur complexité et du langage technique qui y est associé. Les journalistes jouent donc le rôle du traducteur en employant un langage clair et concis et en donnant des exemples pertinents afin d'expliquer la science et les questions en jeu. Voici quelques trucs et astuces :

- **Effectuez tout d'abord des recherches sur le sujet.** La science possède son propre langage et emploie des termes généraux différemment. On peut citer, par exemple, l'emploi du terme *théorie* dans la théorie de la gravité ou dans la théorie du changement climatique.
- **Durant les entrevues, demandez à vos interlocuteurs comment ils expliqueraient leurs découvertes à leurs voisins.** (Si c'est encore trop compliqué à comprendre, demandez-leur comment ils en parleraient à un enfant de dix ans.)
- **N'ayez pas peur de dire « Je ne comprends pas ».** Il incombe aux spécialistes d'aider les journalistes à rendre les recherches ou les découvertes accessibles au public.
- **Le reportage devrait répondre aux quatre questions suivantes :** en quoi la recherche ou le rapport sont-ils importants? Quelle incidence a-t-il sur le public? Quelles sont les conséquences du reportage sur les personnes, sur une région, et ainsi de suite ? Que faut-il faire?
- **Écrivez telle sorte que votre grand-mère puisse comprendre.**

World Future Council (www.worldfuturecouncil.org), une association caritative allemande qui attribue des prix aux pays ayant les meilleurs politiques d'environnement et de développement. La Politique Nationale des Forêts du Rwanda a gagné le prix de 2011 pour son approche globale du paysage qui a permis une augmentation de 37 % de la couverture forestière. Cette politique a également permis une réduction de l'érosion et une amélioration de l'approvisionnement en eau et des moyens de subsistance, tout en assurant le maintien de la paix.

Le Costa Rica a été le lauréat de 2010 grâce à sa Loi sur la biodiversité, qui a permis à ce pays d'Amérique centrale d'être le premier pays en voie de développement à arrêter et à inverser le processus de déforestation. Des changements politiques mineurs suffisent à faire une différence. Le Niger, par exemple, a adopté une règle autorisant les peuples locaux du Sahel non propriétaires de terres à posséder des arbres issus de la régénération naturelle pourvu qu'ils les protègent et en prennent soin. Aujourd'hui, des millions d'hectares de paysages désertiques sont devenus verts.

Incitations perverses ou mauvaises politiques environnementales

De nombreuses politiques, comme l'octroi de certaines subventions, ont été mises en place il y a plusieurs années sans prise de conscience des répercussions néfastes sur l'environnement. Bien que ces politiques aient des impacts négatifs indéniables pour la planète, des intérêts personnels influents persistent et empêchent tout changement dans les règles. Ci-dessous sont présentées deux des incitations les plus perverses.

L'industrie de la pêche

Les États accordent environ 27 milliards de dollars américains de subventions en faveur des flottes de pêche alors qu'il faudrait, au contraire, réduire la pression exercée par cette activité puisque la plupart des stocks de poissons de nos océans sont surexploités.

Les combustibles fossiles

Étant donné que les émissions de carbone associées aux com-

bustibles fossiles sont la cause principale des changements climatiques, une sérieuse réduction de leur utilisation est nécessaire afin de maintenir ces changements à un minimum. Cependant, le secteur des combustibles fossiles reçoit 300 milliards de dollars américains de subventions annuelles. Les subventions liées au prix et à la production sont les plus importantes. Ainsi, plusieurs États en développement accordent des subventions visant les prix pour maintenir les coûts des combustibles au plus bas tandis que les pays développés offrent principalement des subventions visant la production afin de réduire les coûts d'exploration de ce secteur. Selon diverses analyses, ces deux types de subventions entraînent une hausse de la consommation.

Conseils généraux pour le journaliste averti ayant à couvrir l'environnement

1. **Ayez une connaissance détaillée de la science.** C'est la seule façon d'écrire simplement et d'éviter de vous faire duper.

2. Comme vous ne pouvez pas tout savoir, **assurez-vous de communiquer avec des personnes fiables, qui n'ont pas d'intentions cachées.** Certains scientifiques ou spécialistes sont motivés par des intérêts personnels ou payés par des sociétés ou des lobbys. Les ONG et les États ne font pas exception.

3. **Vérifiez le contenu des études, des rapports ou des communiqués de presse avec l'aide de personnes fiables.** Certaines organisations sont payées pour embrouiller les journalistes au sujet des problèmes techniques ou pour promouvoir certains intérêts.

4. **Remettez en cause toutes les informations et tous les arguments,** quelle que soit leur origine ou leur tendance. La crédibilité prime avant tout.



Stephen Leahy est un journaliste spécialisé en environnement qui travaille à titre d'indépendant depuis près de 20 ans. Ses écrits sont diffusés dans une douzaine de publications à travers le monde, plus précisément dans le *New Scientist*, le *London Sunday Times*, le *Guardian*, *Al Jazeera*, *National Geographic*, le *Magazine Maclean*, le *Earth Island Journal*, le *Toronto Star*, le *Wired News*, *Audubon*, le magazine *BBC Wildlife*, et le *Canadian Geographic*.

Établi dans la périphérie de Toronto, au Canada, Stephen est actuellement le correspondant international chargé des sciences et de l'environnement pour l'Inter Press Service news agency (IPS), l'une des six grandes agences internationales, basé à Rome. Ses articles paraissent dans 20 langues différentes dans plus de 500 journaux et magazines du monde entier et sont lus par plus de 200 millions de personnes.

5. **Évitez les reportages du type « il a dit – elle a dit », qui ne portent que des accusations. Déterminez ce qui se passe réellement.** Cela fait des années, par exemple, que presque tous les climatologues du monde annoncent que le changement climatique est en train de se produire en ce moment, et pourtant, certains médias citent encore des sources postulant le contraire. On aura toujours affaire à des points de vue divergents – comme quelqu'un qui affirme que la Terre est plate –, mais est-il toujours nécessaire de les présenter dans un reportage? Si vous avez des doutes, essayez d'évaluer précisément chaque argument et relevez ceux qui méritent l'attention, ou soulignez les défauts et les mensonges qu'ils comportent.

6. **Sortez et rencontrez des personnes engagées dans les questions environnementales,** notamment les acteurs directement touchés par celles-ci.

Une dernière remarque pour finir : l'interférence réciproque entre les événements à l'échelle locale et à l'échelle mondiale.

Toutes les questions touchant l'environnement ont des caractéristiques locales, que l'on traite du changement climatique, de l'eau, de la nourriture, de la pollution, du développement durable ou de la biodiversité. Toutefois, il est indéniable que ces reportages concernent également l'échelle mondiale : un problème environnemental local a quasiment toujours des retombées négatives dans plusieurs endroits de la planète.

(18)

Pour vous aider dans vos démarches : Conseils pour faire un reportage sur la santé

G. Ananthakrishnan

Dans son ouvrage paru en français en 2000 sous le titre *Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté*¹, Amartya Sen, lauréat d'un prix Nobel d'économie, déclare qu'investir dans le domaine de la santé facilite l'atteinte d'un large éventail d'objectifs de développement comme ceux qui sont envisagés par les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

En effet, de bons soins de santé améliorent la qualité de vie, réduisent la morbidité et la mortalité et permettent d'accroître la productivité économique. Ainsi, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a reconnu l'importance de la couverture de santé universelle et conseille vivement aux États membres d'instaurer des programmes visant à fournir des soins primaires.

La couverture de santé universelle se compose généralement des éléments suivants : un niveau de financement adéquat; l'accès aux médicaments, aux vaccins et à la technologie médicale; du personnel qualifié; et une attention particulière aux déterminants sociaux de la santé, notamment le revenu et le sexe. Les reportages sur la santé peuvent contribuer de manière significative à soutenir la couverture de santé universelle, quel que soit le contexte de développement.

Toutefois, en vue de faire avancer les objectifs clés du développement, les journalistes qui couvrent la santé ne doivent pas seulement faire état des conséquences de l'absence de programmes de santé efficaces et du manque d'équipements, à savoir des problèmes qui surviennent lorsque le traitement médical est nécessaire, mais ils doivent aussi rendre compte des principales causes de maladies.

Gardez l'œil ouvert

Pour qu'un reportage sur la santé soit efficace, il est impératif de s'informer en tout temps des événements ou des découvertes pouvant avoir des conséquences importantes sur la santé et dont vous pourriez vous inspirer. Soyez à l'affût des événements tels que la Journée mondiale du diabète, la Journée

mondiale du cœur, etc., et utilisez-les pour attirer l'attention sur les maladies liées au mode de vie, en particulier. En restant vigilants, les journalistes devraient être capables de détecter toute une gamme d'événements pouvant leur servir de point de départ, par exemple :

1. Les **flambées épidémiques**, notamment le choléra, la dengue ou l'ensemble de symptômes difficilement identifiables affectant un grand nombre de personnes;
2. Une **découverte scientifique importante ou un développement de la recherche**, comme les découvertes concernant l'effet du changement climatique sur les maladies ou la problématique de la résistance aux médicaments. Tout récemment, par exemple, les médias internationaux ont couvert les cas de tuberculose ultra-résistante (TB-UR) en Inde;
3. La **diffusion publique des indicateurs de santé détaillés** pour une région en particulier provenant d'une source fiable telle qu'un recensement, un organe intergouvernemental ou une équipe d'enquête gouvernementale;
4. Une **catastrophe industrielle ou naturelle importante**, comme le tremblement de terre et le tsunami qui ont causé la crise nucléaire de Fukushima, ce qui entraîne inévitablement des conséquences sur la santé.

Sachez formuler votre compte-rendu

Des objectifs d'importance tels que ceux envisagés par les OMD peuvent paraître trop compliqués et parfois inaccessibles aux yeux de certains citoyens ou décideurs politiques, c'est pourquoi les journalistes traitant de la santé doivent s'assurer de bien cerner la réalité d'un pays ou d'une société dans leur reportage.

Afin de fournir le bon contexte aux lecteurs, les journalistes qui couvrent un sujet particulier en santé doivent commencer leur enquête en posant des questions de base. Imaginez, par



Des élèves thaïlandais se lavent les mains lors d'une campagne de sensibilisation sur les maladies des mains, des pieds et de la bouche dans une école primaire à Bangkok, en Thaïlande. Juillet 2012. EPA/Rungroj Yongrit

¹ *Development as Freedom, 1999*

exemple, que notre but soit de couvrir l'enjeu de la mortalité des moins de cinq ans, c'est-à-dire les enfants qui meurent avant leur cinquième anniversaire. Des éléments essentiels doivent figurer dans un tel compte-rendu. Par exemple :

- **Des statistiques :** mentionnez le taux de mortalité actuel des moins de cinq ans de la région donnée.
- **L'évolution :** analysez les tendances de la mortalité des moins de cinq ans au cours de la dernière décennie, ou même avant.
- **La politique :** rapportez toutes les initiatives gouvernementales significatives mises en œuvre pour réduire le taux de mortalité, qu'elles aient eu un effet positif ou non.
- **La transparence et la fiabilité :** évaluez la fiabilité des données sur la mortalité (tenez compte du système d'information médicale mis en place dans le pays ou de l'absence d'un tel système).

Ainsi, les journalistes peuvent envisager leur compte-rendu sur la mortalité des moins de cinq ans selon plusieurs angles d'approche. La meilleure façon de commencer serait d'analyser les déséquilibres en matière de santé liés à la géographie, au statut économique, au sexe ou à tout autre déterminant social. Certaines régions – allant des États et provinces à chaque ville et village – ont-elles des taux de mortalité des moins de cinq ans plus élevés que les autres? Est-ce que les enfants démunis ou les filles ont plus de risque de mourir, et si oui, pourquoi?

Les journalistes qui travaillent dans des pays ayant des traditions sociales uniques de longue date, comme en Asie du Sud ou en Afrique, ne doivent pas oublier que les objectifs en matière de santé dépendent souvent des **enquêtes menées en tenant compte des barrières culturelles**. Prenez, par exemple, un village rural dans lequel la communauté médicale a relevé un taux élevé de mortalité infantile. Une enquête devrait être menée afin d'examiner les facteurs culturels susceptibles d'influer sur les chances de survie des enfants, notamment les hiérarchies communautaires et familiales.

En travaillant à rebours, vous pourriez également examiner **les effets de certaines interventions politiques en vigueur**. Des données de recherche, par exemple, mettent en évidence l'existence d'une corrélation positive entre les dépenses publiques pour la présence d'un personnel qualifié lors de l'accouchement et pour la vaccination des plus démunis, et la baisse de la mortalité infantile. Faites aussi une analyse comparative des initiatives gouvernementales de différents pays pour rendre compte des réussites et des échecs.

² JAMA français, édition française en ligne.

Certains systèmes économiques comptent beaucoup sur l'aide des donateurs pour renforcer le système de santé. C'est pourquoi il est important pour la couverture médiatique de **faire le suivi de ces flux d'aide**. Les journalistes devraient évaluer de façon analytique les données concernant la mise en place des aides reçues et la crédibilité des mécanismes d'information s'y rapportant afin de voir si l'aide atteint les buts visés.

Dans le cas des pays en développement, couvrir le flux d'aide va de pair avec le contrôle de **l'efficacité de certaines initiatives spécifiques** telles que la distribution de moustiquaires imprégnées d'insecticide permettant de protéger les jeunes enfants contre la malaria. Examinez les conséquences et posez la question fondamentale suivante: l'initiative est-elle efficace? Discutez avec des membres des deux camps: est-ce que les expériences vécues par les communautés bénéficiaires correspondent aux attentes des donateurs?

Même si les diverses suggestions et catégories mentionnées plus haut concernent la mortalité des moins de cinq ans, n'oubliez pas que vous pouvez les mettre en application dans votre reportage, quel que soit le sujet de santé traité.

Trouvez les bonnes informations et les bonnes sources

Quel que soit le chemin que vous empruntez, il est essentiel de repérer les sources fiables, de contrevérifier les informations avec des organismes de santé publique chaque fois que cela est nécessaire et de recueillir les opinions de toutes les personnes concernées avant de tirer des conclusions trop hâtives ou d'émettre des mises en garde.

Toutefois, il n'est pas toujours évident de dénicher les données exactes qui permettent de parvenir à une conclusion bien fondée. Vous trouverez ci-après des suggestions pertinentes qui aideront les journalistes d'investigation à trouver des informations relatives à la santé.

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) est la principale source de données utilisée dans des débats internationaux sur les politiques. Les indicateurs fondamentaux pertinents pour les OMD, notamment la pauvreté, l'espérance de vie, la fécondité, la mortalité, la prévalence et l'incidence des maladies contagieuses et l'accès aux médicaments sont communiqués périodiquement par l'OMS, qui synthétise les données transmises par de nombreux canaux fiables comme l'UNICEF, le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) et la Banque mondiale.

Gardez à l'esprit que la crédibilité des données en matière de santé peut faire l'objet d'une couverture médiatique. Si le système de santé publique d'une région ou d'un pays ne rend pas publiques des données sur la santé des enfants, des femmes et des personnes atteintes de maladies infectieuses comme le VIH/sida, la malaria et la tuberculose, réagissez! C'est un sujet qui mérite d'être traité.

Nombreuses sont les revues évaluées par les pairs qui traitent des enjeux de santé publique, des OMD et des recherches cliniques. En font partie *Prescrire*, *Comptes rendus de l'Académie des Sciences*, *The Lancet*, le *British Medical Journal*, le *Journal of the American Medical Association*² et le journal américain *Science*. Outre les revues en libre accès, fournissant gratuitement du contenu universitaire, plusieurs publications scientifiques sur abonnement concèdent le libre accès aux journalistes qui en font la demande. Si tel n'est pas le cas, retenez que les auteurs se feront bien souvent un plaisir de vous fournir le texte intégral d'un article spécifique si vous les contactez directement.

Certains États, y compris les membres des économies émergentes, ont tendance à dissimuler les données en matière de santé afin d'échapper à l'opposition politique et de ne pas perdre de voix électorales. Cependant, dans les pays ayant adopté une loi sur la liberté de presse, les journalistes ont le droit de rendre publiques des informations et des données que les autorités n'ont pas pris la peine de publier.

Les réponses apportées par les ministres lors de débats législatifs sont également de bonnes sources d'information. Certains pays diffusent parfois des rapports de commissions parlementaires sur Internet, servez-vous-en! Le plus souvent, les groupes de recherches et les militants examinent ces rapports et les communiquent aux journalistes.

Les ONG et les organismes privés sans but lucratif qui sont indépendants des partis politiques fournissent également des informations précieuses aux journalistes. Le Fonds du Commonwealth aux États-Unis, par exemple, a évalué les effets des politiques de santé publique annoncées par les deux candidats aux élections présidentielles de 2012.

Ayez une vue d'ensemble : les infrastructures de santé

Lorsque vous rédigez un reportage sur la santé, quel que soit le sujet traité, il vous faut tenir compte du système de santé mis en place dans la région ou le pays et l'examiner.

Penchez-vous sur ces questions :

- Comment les individus payent-ils leurs soins de santé? Les instances officielles proposent-elles un soutien financier?
- Y a-t-il des services gratuits dans les lieux consacrés aux soins ?
- Existe-t-il une liste nationale des médicaments essentiels basée sur les recommandations de l'OMS? Ces médicaments sont-ils soumis au contrôle des prix?
- A-t-on mis en place des infrastructures qui effectuent le contrôle de la qualité des médicaments produits dans le pays ou importés?

Gardez en tête que l'incapacité à payer les médicaments, les tests diagnostiques ou les frais d'admission à l'hôpital est l'une des principales causes de détresse et d'appauvrissement dans plusieurs pays. Les données qui portent sur les dépenses de santé, quand elles sont disponibles, peuvent indiquer le niveau auquel se situent les coûts assumés par les citoyens quand le gouvernement ne fournit aucun régime d'assurance-santé.

Les maladies liées au mode de vie

Pour finir, les maladies liées au mode de vie s'imposent comme un sujet de préoccupation grandissant. Ces maladies ont un rapport avec l'implication des facteurs sociaux dans le

Un médecin (à gauche) avec les patients à un centre médical du paludisme et de la dengue à Kolkata, en Inde. Septembre 2012. EPA/Piyal Adhikary

comportement individuel, notamment la publicité pour le tabac et l'alcool, la sensibilisation insuffisante à l'égard des aliments nuisibles à la santé et l'augmentation du niveau de stress.

Il est intéressant de constater que, même dans certaines économies émergentes, les problèmes de santé sont issus d'un paradoxe alimentaire : une partie de la population est en surpoids et n'exerce pas d'activité physique, l'autre partie connaît des carences nutritionnelles et l'insécurité alimentaire. Le journaliste doit porter une attention particulière à chacune des deux dimensions, étant donné qu'elles peuvent expliquer l'existence d'autres problèmes comme l'inégalité dans la répartition des revenus et l'influence des intérêts privés.

Les médias peuvent aider à rétablir l'équilibre en posant les bonnes questions :

- La nourriture subventionnée provenant de la distribution publique est-elle mauvaise pour la santé?
- Les mauvaises habitudes sont-elles encouragées par les programmes de coupons alimentaires, les bons d'achat alimentaires et les transferts monétaires?
- La visibilité des campagnes de sensibilisation sur les effets néfastes associés au mode de vie est-elle suffisante?

En offrant au public une fenêtre sur le monde, les médias ont pour tâche de poser et de répondre à des questions comme celles que nous avons évoquées, en vue d'éclairer les gens et, par là même, de permettre la réussite des initiatives nationales et internationales de santé comme les OMD et d'assurer l'augmentation du niveau de vie et de la productivité économique.



G. Ananthkrishnan est rédacteur en chef adjoint pour le journal *The Hindu*, dans lequel il publie des articles sur la santé publique, l'environnement et l'aide sociale. Il y occupait auparavant les postes de chef de rubrique locale et d'éditeur internet.



Les journaux pakistanais dénoncent une décision de la Cour suprême donnant l'ordre d'arrêter le Premier ministre Raja Pervez Ashraf, présumé coupable de corruption. EPA/Omer Saleem



Mettre les gros bonnets face à leurs responsabilités : Comment mettre au jour la corruption

Umar Cheema

Dans une enquête menée en 2011 par Transparency International, on a demandé à plus de 3000 chefs d'entreprise du monde entier d'évaluer l'efficacité de diverses approches utilisées pour éradiquer la corruption. Les résultats : près de la moitié des personnes interrogées (49 %) ont affirmé que le journalisme d'enquête jouait un rôle fondamental. Les personnes interrogées au Pakistan (73 %) et au Brésil (79 %), pays où la presse couvre avec acharnement les affaires de corruption présumée, avaient particulièrement foi en la capacité des médias à faire éclater au grand jour les actes répréhensibles¹.

Pour quelle raison les personnes sondées croient-elles avec tant de conviction que les journalistes peuvent être utiles? Pour répondre à cette question, il est important de garder à l'esprit que la corruption endémique qui sévit dans les pays en développement est largement attribuable à un manque de transparence et d'obligation de rendre des comptes. Le pouvoir est l'apanage d'une élite, et les lois censées faire la promotion du travail des institutions jouant le rôle de chien de garde n'ont souvent pas de mordant. Les élites se considèrent comme au-dessus de la loi, qui sert plutôt à donner des moyens d'agir au citoyen lambda, et les classes opprimées en viennent à accepter ce fléau comme norme sociale. Dans un tel pessimisme ambiant, les journalistes sont laissés à eux-mêmes avec la tâche complexe de protéger l'intérêt général.

La corruption dans les pays en développement est, en un mot, endémique. Elle nuit à l'équité économique : dans la même enquête de Transparency International, 27 % des personnes interrogées ont affirmé avoir perdu des contrats commerciaux aux mains de concurrents se livrant à la corruption.

¹ www.transparency.org/research/bps2011

Des défenseurs d'Anna Hazare, un vétéran du militantisme social contre la corruption, agitent le drapeau national indien et crient des slogans lors d'une manifestation à Bombay, en Inde. Décembre 2011. EPA/Divyakant Solanki



Des chefs d'entreprise de pays en développement – Malaisie (50 %), Indonésie (47 %), Mexique (48 %), Pakistan (42 %) et Égypte (41 %) – ont dénoncé le grave préjudice qu'entraîne la corruption. Une part importante de l'argent qui devrait et pourrait profiter à la société, de l'aide étrangère et des prêts jusqu'aux recettes générées en accablant les démunis avec des impôts indirects, file plutôt dans les poches des décideurs et de leurs partenaires d'affaires.

Cette situation alarmante demande aux journalistes de jouer un rôle central dans le processus de mise au jour des cas de corruption. Cette tâche représente, sans l'ombre d'un doute, un défi de taille, particulièrement dans les pays en développement, où la législation sur la liberté de l'information est souvent hautement inefficace ou carrément inexistante. En outre, dans plusieurs cas, les personnes qui travaillent à dénoncer les actes répréhensibles mettent leurs vies en danger.

Néanmoins, il est vrai que quand on veut, on peut. Les journalistes ont effectivement de nombreux outils à leur disposition pour les aider dans leur lutte contre la corruption.

Débusquer la corruption

Malgré tous les efforts déployés par ceux qui s'efforcent de brouiller les pistes, la corruption « parle », peu importe le moment et le lieu où elle est commise. Les journalistes doivent connaître ce langage. Si un contrat est attribué à la hâte, ou au contraire, avec un retard significatif, quelque chose cloche. Si une licence est délivrée sans procédure officielle, l'argent a sans doute changé de main. Lorsque quelqu'un s'enrichit du jour au lendemain, il y a forcément une raison. Si les travaux préparatoires sont accélérés, de grosses sociétés essaient probablement d'« investir » dans les décideurs afin de s'attirer leurs faveurs. Les journalistes devraient détecter ces signes et s'appliquer à trouver des réponses.

Les journalistes peuvent recourir à plusieurs stratégies afin de repérer les actes potentiellement répréhensibles, par exemple, inspecter les textes budgétaires et les documents officiels, fouiller les archives judiciaires, analyser les traces écrites et mener des entrevues d'enquête. Cependant, pour les journalistes

Les meilleures sources sont souvent les fonctionnaires puisqu'ils sont témoins de toutes les étapes des affaires de corruption.

qui œuvrent dans les pays en développement, faire usage de ces outils est parfois difficile, étant donné les limites financières et les échéances serrées imposées par les rédacteurs en chef en manque d'effectif qui exigent souvent des journalistes qu'ils écrivent des articles à la chaîne. Néanmoins, il est possible de relever la plupart des défis.

Cultiver les sources

D'emblée, les journalistes doivent apprendre l'art de cultiver les bonnes sources. En étant attentifs à ce qui se passe autour d'eux, les journalistes pourront trouver ces sources dans l'appareil public, et les meilleures sources sont souvent les fonctionnaires puisqu'ils sont témoins de toutes les étapes des affaires de corruption. En fait, certains fonctionnaires ont peut-être même été tentés d'agir, en vain. Par conséquent, une fois ralliés à la cause, ces fonctionnaires peuvent se révéler utiles dans la lutte pour faire éclater la vérité au grand jour.

Les journalistes doivent connaître les bonnes personnes aux bons endroits; il est donc primordial d'établir des relations de travail avec les législateurs et de se familiariser avec les organismes qui font la promotion de la transparence et poussent les acteurs à prendre leurs responsabilités dans différents secteurs. Une fois les bons contacts noués, l'obtention rapide de documents officiels devient beaucoup plus facile. Et les journalistes qui jouissent d'une bonne réputation verront les dénonciateurs accourir vers eux plutôt que d'avoir à les chercher eux-mêmes.

Obtenir des informations utiles

Obtenir l'information nécessaire demande du savoir-faire. En apprenant à déchiffrer les expressions et les actions des gens qui les entourent, les journalistes peuvent trouver les meilleures sources plus rapidement. Par exemple, les personnes qui par-

lent beaucoup durant une discussion ont généralement peu à révéler. En somme, aborder d'abord les moins bavards se révèle souvent la meilleure option. Évitez également les fonctionnaires qui frayent avec les journalistes : les meilleurs informateurs esquivent les journalistes et leur confiance doit être gagnée.

Gagner la confiance d'une source potentielle n'est cependant pas une mince affaire. Être bien préparé pour une entrevue avec une source potentielle est vital. Connaître la carrière, la personnalité et le poste actuel de la personne constitue un avantage certain, et témoigner de l'intérêt à son égard, prendre le thé et bavarder avec elle, par exemple, en la complimentant subtilement sur son travail, peut l'amener à éventuellement vouloir se confier.

Une personne potentiellement intéressante peut se montrer mal à l'aise de révéler des informations importantes dès la première rencontre, mais si l'on use d'encouragements subtils, avec le temps, de petites informations se mettront à émerger. Demander des nouvelles directement et prendre des notes sans retenue risque d'alarmer un informateur potentiel, aussi les journalistes devraient-ils laisser cette personne mener la conversation sans l'interrompre par leurs questions, et simplement essayer de mémoriser ce qui se dit. L'écoute patiente portera ses fruits.

Au fil du temps, le fonctionnaire deviendra les yeux et les oreilles du journaliste dans un ministère ou dans un établissement; la préservation de l'anonymat de la source est donc primordiale. Pour y parvenir, une bonne façon de procéder est de lancer les observateurs sur de fausses pistes. Par exemple, dans la plupart des cas de corruption, plus d'un ministère est impliqué. Pour détourner l'attention des personnes qui mènent l'enquête, on devrait laisser entendre, lorsqu'on fait mention d'une source, que l'information a été divulguée anonymement et qu'elle émane d'un autre ministère.

Chercher des sources complémentaires

Étant donné qu'il n'existe pas de lois sur la liberté de l'information dans de nombreux pays en développement, les législateurs peuvent également aider les journalistes à mettre la main sur l'information recherchée. Souvent, ces personnes sont autorisées à chercher des informations dans tous les ministères, à moins que ces informations ne soient classées secret. Il est à l'avantage des journalistes de trouver des législateurs qui parta-

gent leur vision et qui ont accès aux registres officiels, interdits d'accès aux journalistes. De plus, bien que certaines informations soient publiques, les journalistes qui préparent un reportage exclusif ont tout à gagner à soigner leurs relations avec les sources qui sont en contact avec plusieurs ministères et qui sont dans le secret des dieux.

En plus de collaborer avec des fonctionnaires, les journalistes peuvent également approcher ceux dont les intérêts sont bafoués par les affaires de corruption. Dans plusieurs cas, ces derniers peuvent même aller vers les médias afin d'obtenir de l'aide pour mettre leurs concurrents à mal. Les journalistes doivent donc prêter patiemment l'oreille à ces personnes, et ce même si leurs affirmations semblent exagérées, mais ils doivent également exiger des documents qui étayent les affirmations de manière exhaustive. Si la mise au jour de la vérité est réellement le but qu'ils poursuivent, ils fourniront tout le nécessaire pour que cela se produise.

À ce stade, il est primordial de faire usage de ses capacités d'analyse. Départager la réalité de la fiction et écumer la propagande à partir du message sont des éléments essentiels à la réalisation d'un bon reportage. En communiquant avec toutes les parties impliquées dans une escroquerie présumée, les journalistes s'assurent d'une couverture objective et rallieront probablement de nouvelles sources pour de futurs reportages sur la corruption.

Mettre les gros bonnets face à leurs responsabilités comporte des risques personnels et professionnels, et il est important de continuellement évaluer ces risques. Par exemple, at-

tendre une journée pour obtenir la version de personnes à bas risque est raisonnable, mais patienter une semaine pour avoir des nouvelles de personnes dangereuses est prudent. Se montrer courtois et respectueux envers toutes les parties impliquées dans un reportage réduit les risques. Toutefois, même si on leur explique objectivement qu'il s'agit d'un reportage, et non d'une affaire personnelle, cela peut ne pas les apaiser s'ils sont particulièrement en furie. Dans un tel cas, citer les articles des lois qu'on les accuse d'avoir violées aidera beaucoup à atténuer le danger, même si cela ne peut évidemment pas garantir une sécurité absolue.

En attendant que des lois sur la liberté de l'information soient instaurées partout dans le monde, et d'ici à ce que la transparence soit acceptée comme droit démocratique de base, la sécurité personnelle et professionnelle des journalistes et des sources impliquées dans la mise au jour de la corruption continuera d'être menacée. Néanmoins, ces principes peuvent aider les journalistes motivés à réduire le risque au maximum et à faire efficacement ce à quoi ils travaillent : mettre les gros bonnets face à leurs responsabilités.



Umar Cheema travaille comme journaliste d'enquête pour *The News* au Pakistan et il est le fondateur du Centre for Investigative Reporting in Pakistan (<http://cirp.pk/>). Il écrit au sujet de la corruption, de la politique, de la sécurité nationale et des organismes de renseignements qui ne sont pas dans l'obligation de rendre des comptes : un travail audacieux qui lui a valu d'être enlevé et maltraité. Son refus de demeurer silencieux au sujet des mauvais traitements qu'il a subis a attiré l'attention sur le problème national que représente la violence exercée contre la presse au Pakistan.

Pour son journalisme courageux et sa volonté de mettre au jour les attaques qu'il a subies, l'Université du Missouri lui a décerné en 2012 la Missouri Medal Honor for Distinguished Services in Journalism. En 2008, il a obtenu le Daniel Pearl Fellowship et il a été le premier journaliste ayant reçu cet honneur à travailler pour le *New York Times*. Cheema possède un master en science politique comparée (études des conflits) de la London School of Economics.

(20)

Suivre l'argent à la trace : Comment parler de l'argent derrière les OMD

Kimberly S. Johnson

Voici les deux questions essentielles que les journalistes qui couvrent les affaires, l'économie ou à peu près tout autre sujet devraient toujours poser : « Combien ça coûte? » et « Où prenez-vous l'argent? ».

Ces questions simples constituent non seulement la clé pour obtenir des renseignements utiles pour votre reportage, mais elles permettent également de vous faire une bonne idée des raisons derrière les décisions ayant des répercussions directes sur la société et les citoyens.

D'emblée, il faut savoir que tout a un prix, même la plus humanitaire des actions. L'argent est le « nerf de la guerre ». Une fois que vous arrivez à découvrir d'où une société, un gouvernement ou un organisme sans but lucratif tire son argent, et de quelle manière il est utilisé, il devient plus facile de comprendre les enjeux plus larges et de traiter de ceux-ci.

L'argent de l'État

Selon le pays et son niveau de développement, l'argent utilisé pour les actions financées par l'État peut être obtenu par l'intermédiaire de taxes de vente, de taxes professionnelles, d'impôts, de permis et de licences ainsi que de taxes ou de redevances perçues sur l'extraction et l'exportation de ressources naturelles. Dans les pays en développement, les fonds viennent souvent de l'aide au développement et d'organismes donateurs, par exemple, de la Banque mondiale, des Nations Unies, de Concern International ou de CARE International.

Les budgets ne doivent plus avoir de secrets pour vous

Vous devriez savoir combien d'argent (ce qu'on appelle « recettes ») un pays, un État ou une province perçoit chaque année. Il est également primordial de savoir s'ils manquent

Le ministre des Affaires étrangères espagnol, José Manuel García-Margallo, participe à un cours sur l'égalité des sexes donné à des femmes autochtones au Mali, dans le cadre d'un programme financé par l'Agence espagnole pour la Coopération internationale au développement (AECID). EFE/Emilio Naranjo

Conseil pour le journaliste : La recherche des statistiques sur l'aide au développement peut s'avérer difficile. L'une des bonnes pistes pour commencer est la base de données de l'**Organisation pour la Coopération et le Développement** économiques (www.oecd.org/dac/stats). C'est aussi utile de visiter les sites **d'AidData** (www.aiddata.org) et de l'**Initiative internationale pour la transparence de l'aide** (www.aidtransparency.net). Souvenez-vous que les chiffres officiels n'indiquent qu'une petite part de la réalité : l'une des principales tâches du journaliste est de découvrir où est passé tout cet argent.

d'argent pour payer les fonctionnaires, faire fonctionner les hôpitaux publics ou entretenir les routes, bref, il faut savoir si on se retrouve en situation de déficit. Ces renseignements sont habituellement contenus dans un budget annuel.

Savoir où trouver le budget annuel d'un pays et être en mesure de le comprendre correctement est capital. Le budget vous donnera une bonne idée de ce que l'État prévoit de dépenser dans l'année à venir et détaillera combien il a dépensé pendant l'année en cours et durant les années précédentes.

Dans les pays avancés, les budgets sont souvent disponibles en ligne sur les sites Web gouvernementaux, particulièrement ceux du ministère des Finances, ou ceux des bureaux responsables du budget ou de la perception des impôts. Dans les pays en développement, il se pourrait que vous ne puissiez pas trouver ces informations en ligne; il vous faudra alors demander un exemplaire du budget en personne.

Si un budget doit recevoir l'approbation d'un parlement ou d'une autre instance gouvernementale, ces pistes pourraient se révéler utiles pour l'obtention d'un exemplaire du budget, sachant que les politiciens désirent certainement débattre des dépenses prévues dans le budget. Peu importe le pays, certains politiciens ou citoyens sont d'avis que le gouvernement dépense trop dans certains postes et pas assez dans d'autres. D'autres débattront au sujet des compressions budgétaires imposées à certains ministères ou à certaines agences.

Assurez-vous d'être en mesure de comprendre les chiffres d'un budget correctement, en respectant les directives pour calculer les montants, qu'ils soient affichés en milliers, en millions ou en milliards. Sachez aussi calculer les modifications en pourcentage.

Si un gouvernement est en situation de surplus budgétaire, ce qui signifie qu'il reste encore de l'argent une fois toutes les dépenses payées, vous devriez peut-être demander si cet ar-

gent sera mis de côté ou, au contraire, dépensé pour améliorer les services offerts aux citoyens ou pour d'autres postes, comme la défense.

Lorsqu'il manque d'argent

Lorsqu'un gouvernement est en situation de déficit, ce qui signifie qu'il dépense plus que ce qu'il perçoit, on est en droit de demander aux fonctionnaires de quelle manière le gouvernement comblera le manque à gagner. Demandez s'il empruntera aux autres pays, émettra des obligations d'État, ou encore s'il recevra de l'aide d'organismes donateurs.

Les affaires d'argent, particulièrement les déficits budgétaires, sont souvent des points délicats du point de vue des fonctionnaires, surtout dans les pays en développement, puisque ces pays doivent souvent compter sur l'aide des organismes donateurs ou sur des emprunts contractés auprès de la Banque mondiale pour pallier le manque d'argent.

N'oubliez pas que les questions au sujet des finances sont neutres et devraient être posées par des journalistes renseignés, et ce quel que soit le parti au pouvoir. Assurez-vous de vous adresser aux fonctionnaires avec respect, particulièrement aux membres de la direction des ministères et des services. Vous devriez avoir comme objectif d'établir des relations positives et durables avec les responsables des finances et du commerce et avec les conseillers clés du gouvernement.

L'argent derrière les OMD

Un gouvernement qui fait l'annonce d'un programme de soins gratuits pour les femmes enceintes et les enfants âgés de moins de cinq ans cherche à répondre aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), visant l'amélioration de la santé maternelle et infantile. Cependant, gardez en tête que quelqu'un devra payer pour les médecins supplémentaires, le personnel infirmier, les médicaments et les autres fournitures

nécessaires puisque le nombre de personnes ayant accès aux soins de santé augmentera. Ce genre de projet constitue bien entendu une vaste entreprise; il est donc juste de questionner les autorités à propos des coûts qui s'y rapportent. Les responsables du ministère de la Santé ou de domaines affiliés devraient être en mesure de répondre à votre question puisqu'ils sont les maîtres d'œuvre du projet.

Voici la question à poser : « Pouvez-vous me dire à combien se chiffrera ce programme et à quelles sources de revenus vous aurez recours pour le financer? » C'est une question tout à fait neutre et banale en comparaison avec celle-ci : « Qu'avez-vous fait de l'argent pour ce projet? Je ne pense pas que le pays puisse se le permettre. » Le ton de voix que vous employez devrait témoigner de votre confiance, sans être accusateur. Cela est important lorsque vous traitez des initiatives ou des projets annoncés en grande pompe. Vos lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs veulent connaître ces informations puisque cela pourrait avoir des répercussions sur leur vie quotidienne.

Peu importe ce que vous avez appris d'autres sources, ne sous-entendez jamais que la corruption pourrait être mêlée au dossier de quelque manière que ce soit. Cependant, enquêtez-vous si des hausses d'impôt sont prévues, même si ce ne sont jamais des sujets réjouissants.

Si un fonctionnaire n'a pas réponse à votre question, demandez-lui s'il connaît une autre personne à qui vous pourriez parler afin d'obtenir la réponse. Si vous devez composer avec un représentant de l'État récalcitrant, vous devriez vous sentir justifié d'en faire mention dans votre reportage, en écrivant par exemple : « Les ministres de la Santé et des Finances ont refusé de répondre à nos questions au sujet des coûts rattachés au projet et de nous fournir des détails sur le financement. » Assurez-vous toutefois de documenter ou d'enregistrer les discussions avec soin.

L'aide au développement

Une bonne partie des avancées faites en vue d'atteindre les OMD est due à l'argent venant de groupes d'aide au développement. Des organismes comme les Nations Unies et la Banque mondiale ont financé la mise sur pied et l'exécution de projets un peu partout dans le monde, à coup de milliards de dollars. Certaines organisations non gouvernementales (ONG) financent également des programmes dans de nombreux pays dans le but de les aider à réaliser plusieurs OMD.

Pour découvrir combien un groupe dépense dans un pays donné, il est à l'avantage des journalistes de consulter la documentation en ligne, sachant que beaucoup de renseignements sont publiés sur Internet. Gardez à l'esprit que de nombreuses ONG sont tenues par les lois du pays où ils ont leur siège de rendre publics leurs budgets ou leurs rapports annuels.

Cependant, les chiffres qui apparaissent dans les rapports annuels peuvent différer des réels montants investis pour aider les gens de votre pays. Selon Tamika Payne, experte en matière d'égalité entre les sexes installée au Sierra Leone, les journalistes devraient poser la question suivante : « Combien d'argent est dépensé pour le soutien direct aux bénéficiaires? ». Elle souligne que connaître le « jargon de l'ONG » se révèle souvent utile et montre à la personne interviewée que vous maîtrisez vos dossiers, ce qui l'amènera à vous donner de meilleures réponses. Ce genre de question oblige les ONG à exclure ce qui est dépensé en frais généraux et autres coûts opérationnels, comme les salaires et les déplacements des employés. « Par exemple,

Pouvez-vous me dire à combien se chiffrera ce programme et à quelles sources de revenus vous aurez recours pour le financer?

si l'on affecte 10 millions de dollars à une nouvelle école, les journalistes doivent demander quel pourcentage de ces fonds est destiné aux écoliers, pour l'achat de fournitures comme les livres, affirme Mme Payne. Ce montant est différent du coût d'ensemble de construction de l'école. »

La pauvreté, l'emploi et le secteur privé

Les pays mettent en œuvre diverses stratégies pour réduire les niveaux de pauvreté. L'amélioration du sort économique des familles, particulièrement des femmes, et l'éducation seront pour beaucoup dans l'élimination de la pauvreté. Les journalistes doivent comprendre les liens qui existent entre ces questions.

La seule façon de réduire la pauvreté est de faire en sorte que les salaires augmentent. Pour ce faire, il faut créer des emplois dont le salaire est juste et stable. Il est normal de demander comment les fonctionnaires créeront des emplois pour leurs citoyens et la question devrait être soulevée régulièrement.

Les pays en développement souhaitent attirer les investisseurs et les entreprises des pays avancés. Lorsque cela se produit, les journalistes ne devraient pas craindre de question-

Le président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), Thomas Mirrow, serre la main du Premier ministre de la Moldavie, Vladimir Filat, lors d'une visite à Chisinau, en Moldavie. Décembre 2011. EPA/Dumitru Doru

ner ces entreprises au sujet de leurs intentions concernant le pays. Posez des questions au sujet des mesures incitatives ou des primes spéciales dont l'entreprise a bénéficié en échange de l'implantation dans le pays (les réductions de l'impôt foncier, des redevances et des tarifs sont monnaie courante).

Ne craignez pas de demander aux entreprises si le développement prévu fait strictement appel aux travailleurs locaux. Si ce n'est pas le cas, demandez quel pourcentage ou quel nombre de travailleurs locaux sera embauché, et combien ces travailleurs seront payés.

La seule façon de réduire la pauvreté est de faire en sorte que les salaires augmentent. Pour ce faire, il faut créer des emplois dont le salaire est juste et stable. Il est normal de demander comment les fonctionnaires créeront des emplois pour leurs citoyens et la question devrait être soulevée régulièrement.

Il est facile de relier ces réponses aux OMD qui concernent la réduction de la pauvreté et du taux de chômage puisque la création d'emploi a forcément un effet sur l'économie.

Les journalistes tirent souvent un avantage à se montrer plus combatifs, sans toutefois lancer d'accusations, lorsqu'ils questionnent les entreprises. S'il s'agit d'une société ouverte, ce qui signifie que ses actions sont échangées à la bourse, les journalistes peuvent mettre la main sur des documents en ligne qui traitent de la santé financière de l'entreprise et de ses plans d'investissement. Pour trouver les réponses qui ont trait à un

projet précis d'une entreprise dans un pays donné, dans le cas où un représentant local n'a pas de réponse aux questions, les journalistes devront souvent faire un appel ou envoyer un courriel à une personne qui se trouve dans le pays où l'entreprise a son siège.

Commerce et remise de dette

Les pays en développement ont désormais un accès accru aux marchés des pays développés en ce qui concerne le commerce. L'avantage principal constitue la réduction tarifaire sur les produits agricoles. Les journalistes doivent connaître sur le bout des doigts les produits cultivés dans leur pays, et également savoir quelle quantité de ces produits est exportée. Il est primordial de discuter avec les fonctionnaires du ministère du Commerce ou des services équivalents.

En raison du manque à gagner dans leur budget, de nombreux pays en développement entraînent de lourdes dettes. Quarante pays sont

admissibles à un allègement de la dette en vertu de l'Initiative d'aide aux pays pauvres très endettés (PPTE). Les journalistes de ces pays doivent être au courant de l'existence de ce statut et des mesures que leur pays doit prendre pour bénéficier de l'initiative. Demandez quelle fraction de la dette sera effacée et quels effets cet allègement aura sur l'économie.



Kimberly S. Johnson possède plus de 15 ans d'expérience journalistique acquise en travaillant dans une vaste gamme d'entreprises de presse aux États-Unis et à l'étranger. Elle travaille actuellement comme journaliste financière indépendante en Afrique de l'Ouest, où elle est installée et occupe un poste clé comme journaliste pour *Mergermarket*, filiale du Financial Times Group, pour qui elle s'intéresse aux renseignements stratégiques prospectifs concernant les fusions, les acquisitions et les autres informations au sujet des flux d'affaires partout dans le monde. Kimberly contribue également à *GlobalPost.com*, un site Internet qui s'occupe d'actualité internationale.

Sur la piste : Comment exiger des informations auprès des autorités

Maye Primera

(21)

Le pouvoir dresse des barrières; les journalistes s'efforcent de les repousser. Comme le croit l'écrivain colombien Gabriel García Márquez, cette loi non écrite constitue la base de tout travail journalistique. Pourtant, certains gouvernements se sont mis à abaisser ces barrières de leur plein gré, en adoptant des lois visant à améliorer l'accessibilité à l'information pour les citoyens.

Aujourd'hui, environ quatre-vingt-dix pays aux quatre coins du monde jouissent de lois sur la liberté de l'information qui définissent des règles et des délais qui facilitent la récolte de données. Même dans les pays (démocratiques) où de telles lois n'existent pas, on présume que le libre accès du public à l'information est garanti par le droit à la liberté d'expression. Cependant, même dans ces pays, de telles lois ne peuvent en aucun cas garantir la transparence du système. Tout d'abord, la plupart des gens, les journalistes y compris, ne savent pas qu'ils ont le droit d'avoir accès à l'information produite par leurs gouvernements.

Les suggestions et conseils qui suivent s'adressent aux journalistes et ont pour but de les aider à présenter une demande d'accès à l'information auprès des autorités, même dans les pays où aucune loi ne régit directement la question. En ayant accès à des données exactes, les journalistes sont en mesure de produire des reportages de meilleure qualité; par conséquent, les citoyens sont mieux informés et ainsi plus à même de prendre des décisions éclairées au sujet de l'avenir de leur société.



Une activiste paraguayenne examine des documents divulgués en 2012 qui portent sur des crimes allégués commis sous la dictature d'Alfredo Stroessner. *EFE/Andrés Cristaldo*

Conseil pour le journaliste : Consultez la section Ressources du présent manuel pour voir la liste des organisations de promotion de la transparence gouvernementale. Beaucoup de ces groupes donnent des informations détaillées concernant les lois nationales sur la liberté de l'information. Vous y trouverez aussi un modèle de lettre de demande d'informations en vertu de ces lois.

Voici donc quelques points clés :

Où l'information se trouve-t-elle?

La première tâche à laquelle doivent s'atteler les journalistes en quête d'informations consiste à déterminer quelles institutions de l'État possèdent les renseignements recherchés. Souvent, plusieurs bureaux gouvernementaux détiennent la même information, et, dans le cas des pays qui ne possèdent pas de lois régissant directement la question, ces bureaux gouvernementaux peuvent aussi réguler l'accès à l'information. Chose importante, les journalistes devraient savoir d'emblée que les informations qu'ils cherchent pourraient ne pas être seulement cachées dans les bureaux de hauts fonctionnaires, mais qu'elles sont aussi probablement disponibles en ligne dans des bases de données publiques. Il arrive aussi que les informations recherchées se trouvent dans d'autres endroits comme des institutions privées ou des bureaux régionaux de grands ministères, par exemple.

L'information est-elle « secrète »?

Avant de déposer une demande en bonne et due forme, les journalistes doivent s'assurer que les informations demandées n'ont pas été classées comme secret d'État selon la constitution ou certaines lois nationales, ou encore exemptées selon d'autres normes. Toute information qui concerne la sécurité nationale, les secrets financiers ou commerciaux, les enquêtes criminelles (procès sommaires) ou la vie privée des citoyens qui n'occupent pas de postes dans la fonction publique est souvent d'accès restreint. Tout le reste est public, à savoir les statistiques officielles, l'exécution des budgets, l'approvisionnement des entreprises qui sont liés par contrat à l'État, et ainsi de suite. Tout ce qui est public, même s'il semble redondant de le mentionner, ne devrait jamais être secret.

Moins, c'est souvent mieux

Plus la demande d'accès à l'information est précise, plus grandes sont les chances des journalistes d'obtenir une réponse à la hauteur de leurs attentes. Chaque demande doit être rédigée

de façon simple, de telle sorte que les renseignements désirés y soient mentionnés aussi clairement que possible. Il est primordial de définir les paramètres : si les journalistes désirent obtenir de l'information se rapportant à une période précise, ils doivent l'indiquer dans leur demande. De plus, ils devraient mentionner la manière dont ils souhaitent que l'information leur soit présentée, sous la forme de rapports annuels ou mensuels, par exemple.

Une question à la fois

Lorsque les journalistes demandent des renseignements, il vaut mieux qu'ils posent une seule question à la fois, puisque cela n'exige qu'une seule réponse de la part de l'administration publique. Il est préférable de faire plusieurs demandes d'accès à l'information que de courir le risque de présenter une longue liste de questions auxquelles on n'obtiendra jamais réponse.

Politesse, mais fermeté

Il est toujours conseillé de citer la loi lorsqu'on fait une demande d'accès à l'information. Lorsque vous remplissez la demande, faites mention de la norme qui garantit l'exercice de ce droit dans chaque pays, et, selon le cas, des articles exacts de la constitution ou des lois sur l'accès à l'information, par exemple. Dans les États où une loi garantissant l'accès à l'information n'a pas été promulguée, citez certains articles de documents internationaux sur les droits de la personne, notamment la Déclaration universelle des droits de l'homme (article 19) et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (également l'article 19), ou, dans le cas du continent américain, la Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme (article IV), la Convention américaine relative aux droits de l'homme (article 13) et la Convention interaméricaine contre la corruption (texte intégral). Dans les États démocratiques, les fonctionnaires, peu importe leur rang, ont le devoir de fournir, dans des délais raisonnables, des informations exactes aux citoyens. Cependant, puisque certains fonctionnaires oublient parfois cette obligation, les journalistes devraient leur rappeler ce fait avec respect et fermeté à l'occasion de chaque demande d'accès à l'information.

Exigez une preuve de la demande

Afin de prouver que la requête a été dûment faite et reçue, il est essentiel pour les journalistes d'obtenir une copie signée et scellée de leur demande d'accès à l'information de la part de l'organisme public ou de l'autorité responsable. Il est également primordial d'entretenir un contact permanent avec la personne responsable du traitement de la requête, afin d'être en mesure de faire le suivi et d'éclaircir tout doute qui pourrait surgir au sujet de données particulières ou de documents nécessaires au bon traitement du dossier.

Ne baissez jamais les bras

Les journalistes doivent faire preuve d'acharnement. Si la première demande reste lettre morte, ou encore si la réponse reçue se révèle incomplète ou ambiguë, présentez une nouvelle demande. Si les journalistes commettent des erreurs dans leur première demande (manque de clarté à propos de l'information demandée, par exemple), ils devraient les corriger. Dans le cas où une seconde demande s'avère nécessaire, le ton du journaliste devrait être d'autant plus fort afin de mettre l'accent sur l'obligation juridique de tous les fonctionnaires des États démocratiques de fournir de l'information aux citoyens.



Maye Primera a obtenu son diplôme de l'Université centrale du Vénézuéla en 2001. Elle a couvert la scène politique comme journaliste pour plusieurs publications vénézuéliennes, entre autres, *El Globo*, *El Mundo* et *Tal Cual*. Elle a aussi été collaboratrice pour les journaux *El Tiempo* et *El Espectador* en Colombie, pour *El Nacional* au Vénézuéla, et pour les magazines *Gatopardo*, *Travesías*, *Poder*, *Complot* et *Marcapasos*.

Elle est l'auteure de *The Biography of Diógenes Escalante*, d'un livre d'entrevues intitulé *The Deluded Republic* et du rapport détaillé « Faces and Voices against Impunity ». Ses écrits font partie des anthologies *Venezuelan Spoken Here* et *Better than Fiction*. Elle travaille actuellement comme correspondante à Caracas pour le journal espagnol *El País* et pour l'argentin *Clarín*.



(22)

L'art d'interviewer

María Emilia Martin

L'entretien est peut-être l'outil le plus important que nous journalistes avons à notre disposition pour obtenir des informations, compléter les renseignements recueillis auprès d'autres sources, éclaircir les faits, et voir les choses selon différents angles.

On utilise l'entretien pour approfondir un sujet en partant des questions de base habituelles du journalisme : « qui, quoi, où, comment, quand et pourquoi ? ». Cela vaut pour tous les domaines : la santé, l'économie, la politique, ainsi que pour les questions qui ont trait aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Lorsqu'il s'agit de couvrir des sujets comme l'élimination de la pauvreté, la corruption, l'égalité des sexes, l'environnement et la santé, l'entretien s'avère le moyen tout désigné pour faire entendre non seulement la voix des experts, mais également celle des personnes directement touchées par ces questions. L'entretien permet donc aux démunis, à qui l'on ne donne pas souvent la parole, et aux autres personnes visées par les OMD de se faire entendre auprès du grand public.

Malheureusement, beaucoup de journalistes croient qu'interviewer consiste seulement à poser des questions et à noter les réponses. On accorde souvent trop peu d'attention à cet important savoir-faire. Cependant, un journaliste véritablement compétent doit élever ses techniques d'entretien au rang d'un art véritable. Cela vient avec la pratique, et en suivant certains principes décrits ci-dessous.

1. La préparation, la préparation et encore la préparation

La qualité des informations que l'on tire de nos entretiens dépend beaucoup du temps que l'on consacre à s'y préparer. Il est important de connaître le contexte du sujet à couvrir et d'avoir au moins des informations de base à propos de l'interviewé. C'est ici que les extraits d'archives de votre station ou de votre journal entrent en jeu, sans oublier Internet et votre bibliothèque.

Préparez une liste de questions ou au moins une liste des sujets-clés que vous désirez aborder. Cependant, ne vous cantonnez pas aveuglément à votre liste; vous risqueriez d'enfreindre la prochaine règle.

2. L'écoute, l'écoute et encore l'écoute

Écoutez attentivement et faites preuve de concentration pendant l'entretien. Ne soyez pas absorbé par votre liste de questions au point de manquer une réponse de l'interviewé qui demanderait approfondissement.

Particulièrement lorsque vous menez un entretien avec des citoyens ordinaires, soyez concentré et attentif. Souvent, ils vous ouvrent leur cœur; respectez cet abandon en les écoutant poliment et activement.

3. Demandez-vous ce que vous attendez de l'entretien

Faites-vous l'entretien pour recueillir une déclaration fracassante? Cherchez-vous à avoir une vue d'ensemble sur un sujet, ce qui demande un temps de préparation accru et peut-être plusieurs entretiens dans différents contextes?

Si l'entretien se destine à la radio ou à la télévision, il est permis de vérifier si la personne fera un bon interviewé du point de vue visuel et sonore. À ce stade, il est sage d'effectuer un entretien préliminaire par téléphone.

Demandez-vous si vous avez un sujet précis et un plan en main pour l'entretien.

4. Choisissez le meilleur endroit

Évaluez s'il est préférable d'effectuer l'entretien par téléphone (si l'entretien n'a pas à être d'une qualité suffisante pour être diffusée à la radio ou à la télévision) ou en personne. Il arrive que les gens occupés soient disposés à parler avec vous au téléphone

pendant 15 ou 20 minutes, mais qu'ils se montrent réticents à vous accorder un entretien en personne, croyant que cela leur prendra plus de temps.

Si vous le pouvez, réfléchissez au meilleur endroit pour mener l'entrevue. Si l'entrevue doit être diffusée à la radio ou à la télévision, prenez en considération le décor et le niveau de bruit ambiant.

5. Mettez l'interviewé à l'aise

Certaines personnes se ferment comme une huître à la vue d'un microphone ou se figent lorsqu'ils entendent le mot « entretien ». En ce qui concerne le mot « entretien », vous pourriez simplement dire que voudriez prendre un peu de temps pour « discuter » ou poser quelques questions.

Détendez l'atmosphère en parlant de la pluie et du beau temps avant de commencer l'entretien. Si vous utilisez de l'équipement d'enregistrement audio ou vidéo, démystifiez la chose pour mettre la personne interviewée à l'aise.

Soyez particulièrement délicat quand vous interviewez des victimes ou des familles de victimes, que ce soient des personnes ayant subi un crime ou des personnes vivant dans les conditions visées par les Objectifs du millénaire pour le développement. Gardez en tête que, peu importe les circonstances, les personnes qui acceptent de vous accorder une entrevue ou de se faire photographier ne font pas que vous consacrer de leur temps; d'une certaine façon, un peu comme le croient certains peuples indigènes, ils vous offrent aussi une partie de leur âme. Montrez-vous très reconnaissant et touché par ce cadeau, et soyez particulièrement attentif lors de l'entretien.

Si la personne interviewée est bouleversée au cours de l'entretien, donnez-lui un moment de répit pour qu'elle puisse reprendre ses esprits. Il est bien venu de lui faire savoir que vous comprenez sa situation, et qu'en acceptant de vous accorder une entrevue, elle permet aux autres de comprendre sa position.

6. Gardez le contrôle de l'entretien

Informez l'interviewé du sujet central de l'entretien. Cependant, de façon générale, ne lui donnez pas votre liste de questions. L'entretien qui en résulterait serait peu naturel et trop réfléchi.

Si vous utilisez un microphone, n'en perdez jamais le contrôle. Ne laissez jamais la personne interviewée vous le prendre des mains.

Si vous menez un entretien auprès d'un fonctionnaire ou de tout autre employé, il est préférable de ne pas avoir son bureau comme obstacle entre vous deux. Essayez de voir s'il n'y aurait pas un sofa ou d'autres sièges où vous pourriez effectuer l'entretien sans que vous ne soyez ni trop loin l'un de l'autre, ni séparés par un « symbole de pouvoir ».

La journaliste Patricia Souza (EFE) interviewe le président de la Bolivie, Evo Morales. EFE/David Coll Blanco

Plus de principes :

Les sujets délicats

Il est généralement conseillé de commencer l'entretien avec des questions légères qui ne sont pas sujettes à controverse. Plus la personne interviewée est à l'aise, plus il est facile d'amener un sujet délicat. Vous aurez probablement avantage à formuler votre question de manière à attribuer les allégations à un tiers : « Vos opposants affirment ceci et cela... Qu'avez-vous à répondre? »

L'entretien par courriel

Il arrive qu'il soit compliqué, voire impossible d'effectuer un entretien en personne, ou même par téléphone. Songez donc à faire un entretien par courriel. Ce n'est bien sûr pas l'idéal, autant

pour l'intervieweur que pour l'interviewé, puisque certains détails obtenus lors d'un entretien en personne ne pourront être recueillis. Il est impossible de prendre des notes basées sur l'observation, ce qui signifie que les précieuses nuances ou hésitations dans une réponse seront perdues.

La pratique, la pratique, et encore la pratique

L'art de mener un entretien peut se révéler à la fois la partie la plus simple et la plus difficile du métier de journaliste. Continuez de vous perfectionner en essayant chaque fois de faire un meilleur entretien que le précédent.

Comment mener un entretien par courriel

1. Souvent, quand on me demande de répondre à un entretien par courriel, je reçois une liste de questions trop longue pour qu'il me soit possible d'y répondre de façon structurée dans le temps dont je dispose. Donc, si l'entretien par courriel est la seule option qui s'offre à vous, avant toute chose, soyez conscient du temps que votre interlocuteur devra vous consacrer et, par conséquent, ne lui posez pas plus de trois à cinq questions.
2. Présentez-vous en vous nommant et en mentionnant le nom de votre organisation de presse. Dites à votre interlocuteur comment vous en êtes arrivés à le contacter et comment vous avez trouvé son nom et ses coordonnées. Au moment d'envoyer vos questions, demandez-lui également s'il accepterait de répondre à des questions supplémentaires, le cas échéant.
3. Informez-le de vos échéances. Faites le suivi si vous n'avez pas reçu de réponse de sa part, et envoyez aussi vos questions à plusieurs autres personnes, surtout si l'échéance approche.
4. Une fois la réponse reçue, faites le suivi et, si cela s'avère nécessaire, demandez des éclaircissements. Ensuite, assurez-vous d'envoyer un mot de remerciement à votre interlocuteur et offrez-lui de lui envoyer le lien vers votre article une fois qu'il sera terminé. N'oubliez pas d'envoyer le lien si vous l'avez proposé.
5. Puisqu'il est largement utilisé, je privilégie l'utilisation de Skype pour les entretiens téléphoniques. Il existe une multitude de logiciels conviviaux qui permettent d'enregistrer ces entretiens. Assurez-vous d'informer vos interlocuteurs du fait que l'entretien sera enregistré.
6. Que vous utilisiez le téléphone, Skype ou Internet, préparez-vous adéquatement pour l'entretien.

Quel genre de questions fonctionnent bien lors d'un entretien?

- Demandez le nom et le poste de la personne dès le début.
- Posez des questions ouvertes qui vous permettront de recueillir plus qu'un simple « oui » ou « non ».
- Conservez un ton neutre lorsque vous posez vos questions.
- Demandez des définitions, des exemples, des anecdotes, etc.
- Posez des questions auxquelles votre public ou vos lecteurs désirent obtenir des réponses.
- Posez des questions courtes et ciblées.
- Posez une question à la fois et ne vous répétez pas inutilement.
- Soyez attentif aux réponses qui demandent approfondissement et soyez prêts à poser des questions complémentaires.
- Ne faites pas de suppositions.
- Assurez-vous de poser des questions, et non d'émettre des commentaires.
- Ne débattiez pas avec la personne interviewée.
- Ne vous éparpillez pas et gardez votre sujet central à l'esprit.
- Soyez poli, mais ferme. Persévérez jusqu'à ce que vous obteniez réponse à vos questions.
- Préparez une question finale qui terminera l'entretien.
- Une fois l'entretien terminé, demandez à la personne interviewée si elle désire ajouter quelque chose. Cela donne souvent lieu à des réponses très utiles. Demandez-lui également si elle peut vous recommander d'autres personnes à interviewer. N'oubliez pas de demander à la personne interviewée si vous pouvez la contacter pour lui poser des questions supplémentaires ou pour préciser certains points.



María Emilia Martín est une pionnière du journalisme à la radio publique et la lauréate de plus d'une vingtaine de prix rendant hommage à sa couverture des enjeux latino-américains et de l'Amérique latine. Elle a commencé sa carrière en travaillant pour la première radio communautaire publique détenue et exploitée par des Latino-Américains aux États-Unis. Depuis ce temps, elle a conçu des émissions et des séries révolutionnaires pour la radio publique, par exemple Latino USA sur NPR et Después de las Guerras: Central America after the Wars.

Lauréate des fellowships Fulbright et Knight, elle possède une vaste expérience en journalisme et en formation dans le domaine radiophonique dans de nombreux pays des Amériques comme les États Unis, le Mexique, le Guatemala et la Bolivie. Mme Martín possède un master en journalisme de l'Université d'État de l'Ohio et dirige actuellement GraciasVida Center for Media et GraciasVida Productions installés à Austin, au Texas et à Antigua, au Guatemala

(4^e partie)

Les OMD en contexte

La réduction de la pauvreté énergétique : Un ODM oublié 128
Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID)

Perspectives d'avenir : Quelques réflexions sur l'après 2015 134
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Ressources et contacts clé 140

(23)

La réduction de la pauvreté énergétique : Un ODM oublié

Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID)

Dans les chapitres précédents, on a beaucoup parlé de la motivation et du processus qui a mené à la fixation, en 2000, des objectifs quantitatifs pour résoudre, à l'horizon 2015, certains des problèmes mondiaux les plus urgents sur le plan social et humain. Même si ces problèmes n'étaient pas nouveaux, leur résolution n'avait pas jusque-là fait l'objet d'efforts collectifs à l'échelle mondiale. Le cadre défini à cette date est connu sous le nom des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Les OMD font notamment partie des rares cas où les Nations unies ont dirigé une initiative mondiale pour coordonner un programme complet visant le développement social et humain, avec l'approbation des gouvernements, des institutions internationales, des ONG et des autres parties prenantes. Ces efforts conjoints ont été largement reconnus par les gouvernements, le monde universitaire, les médias, les institutions de développement ainsi que les spécialistes du domaine, surtout que ces objectifs étaient assortis de cibles spécifiques qu'on peut mesurer, évaluer et ratifier.

Quelques années après leur ratification, à l'approche de l'échéance de 2015, un autre problème social urgent a commencé à faire surface. Il s'agit de la pauvreté énergétique. On s'est rendu compte que l'importance de l'énergie pour le développement n'avait pas été prise en considération lors de la création des OMD. À l'époque, le manque d'accès aux sources d'énergie sûres, fiables et abordables n'était pas associé à ce qu'on considérait comme problèmes cruciaux, liés notamment à l'alimentation, à la santé et à l'éducation.

Diverses personnes, organisations et institutions, dont le Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID), se sont saisies de la question, et leur détermination et leur persévérance ont permis de souligner le lien fondamental existant entre l'énergie et le développement. En tant qu'institution de

financement du développement, le OFID a été reconnu pour le rôle précurseur qu'il a joué en faisant valoir ce thème sur l'échiquier international et en contribuant à la lutte contre la pauvreté énergétique à travers son Initiative destinée à mettre l'énergie au service des pauvres (EPI), lancée en 2008.

En 2010, soit deux ans plus tard, l'ONU a proclamé l'année 2012, une Année internationale de l'énergie durable pour tous (SE4ALL). Cette initiative est à l'origine des engagements internationaux visant l'accès universel à l'énergie à l'horizon 2030. Selon le Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, l'énergie est « un fil d'or qui relie le développement à l'inclusion sociale et à la protection de l'environnement. » Il a

Selon le Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, l'énergie est « un fil d'or qui relie le développement à l'inclusion sociale et à la protection de l'environnement. » Il a ajouté que « l'Énergie Durable pour Tous n'est pas qu'un objectif réalisable, mais il est aussi indispensable. »

ajouté que « l'Énergie Durable pour Tous n'est pas qu'un objectif réalisable, mais il est aussi indispensable. »

La SE4ALL et plusieurs autres initiatives ont mobilisé la communauté internationale sur la pauvreté énergétique et justifié l'importance de s'attaquer à ce problème pour mieux atteindre les OMD. En décembre 2012, considérant le lien entre la pauvreté et le manque d'accès à l'énergie, l'Assemblée générale de l'ONU a fait de la période 2014-2024 la Décennie de l'énergie renouvelable pour tous, cela dans le but de maintenir l'engagement international pour répondre au problème de la pauvreté énergétique. Cependant, du peu que les médias ont couvert des OMD, ils n'ont pas exposé de la même manière la pauvreté énergétique et les problèmes qui s'y rapportent.



Uniting against Poverty

Qu'est-ce que la pauvreté énergétique?

La pauvreté énergétique peut être définie comme le manque d'énergie adéquate, accessible et abordable pour la satisfaction des besoins élémentaires de l'homme et la promotion de la croissance économique.

Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), plus de 1,3 milliard de personnes, soit un cinquième de la population mondiale, n'ont pas d'accès à l'électricité et sont ainsi privées des avantages qu'apporte son utilisation en éducation, en santé, au travail, dans les industries et dans les affaires. De même, un quart de la population mondiale (2,6 milliards de personnes) manque l'accès aux sources d'énergie propre, mais il utilise le bois, le charbon et les déchets d'origine animale pour la cuisson et le chauffage des maisons, ce qui les expose aux différentes sortes de fumées et d'émanations dangereuses qui causent la mort d'environ deux millions de personnes chaque année.

Sans accès à l'énergie, il est impossible d'éradiquer la pauvreté. Dans leurs efforts pour la croissance économique, tous les pays en voie de développement ont besoin de sources d'énergie fiables pour alimenter les industries et les commerces ainsi que les institutions publiques. Ainsi, la réduction de la pauvreté énergétique est un pilier dans la réalisation des OMD et du développement durable complet. C'est ainsi que, selon le FODI, l'éradication de la pauvreté énergétique est le neuvième objectif du millénaire pour le développement.

La réduction de la pauvreté énergétique : le plaidoyer et l'action

Depuis sa création en 1976, le FODI, appuyé par ses pays membres, a toujours traduit ses paroles en actions et s'est engagé à éliminer la pauvreté ainsi que la misère humaine qu'elle entraîne. L'institution a joué un rôle de premier plan dans la prise de conscience de la communauté internationale au problème de la pauvreté énergétique, surtout à travers son initiative EPI qu'il a lancée en réponse aux appels qui lui furent adressés lors du 3e Sommet de l'OPEP, tenu en novembre 2007 à Riyadh, en Arabie Saoudite. Au terme de cette rencontre, les pays membres ont reconnu « le lien existant entre l'énergie et le développement » et se sont engagés à « continuer d'axer les programmes de leurs institutions d'aide, dont le FODI, sur l'objectif d'atteindre le développement durable et d'éradiquer la pauvreté énergétique dans les pays en voie de développement [...] »

Le FODI utilise deux approches pour répondre à ce problème : le plaidoyer et l'allocation des ressources spécifiques à ceux qui sont dans le besoin. En collaboration avec un grand réseau de partenaires, il utilise tous les moyens financiers à sa disposition, y compris un compte spécial nouvellement créé de subvention aux activités de lutte contre la pauvreté énergétique.

Pour les seules années 2011 et 2012, la proportion du financement de l'énergie a atteint 39 % de l'ensemble des activités du FODI alors que, depuis sa création, cette proportion s'élevait cumulativement à 20 %. Parmi ces activités figurent la fourniture des infrastructures et des équipements ainsi que la recherche et le renforcement des capacités, toutes mises en œuvre dans les quatre coins de la planète.

Les efforts de plaidoyer ont été amorcés en 2008 lors d'un atelier tenu à Abuja, au Nigeria, dans le but de discuter du problème de la pauvreté énergétique en Afrique. Cependant, le travail de plaidoyer du FODI a atteint son point culminant en juin 2012 quand le Conseil ministériel, la plus haute instance de l'institution, a publié, à l'occasion du Sommet Rio+20, la Déclaration ministérielle sur la pauvreté énergétique, réaffirmant l'engagement des pays membres pour l'éradication de la pauvreté énergétique et annonçant le financement d'un milliard de dollars à l'EPI. Ce montant peut être augmenté afin de répondre à la demande supplémentaire.

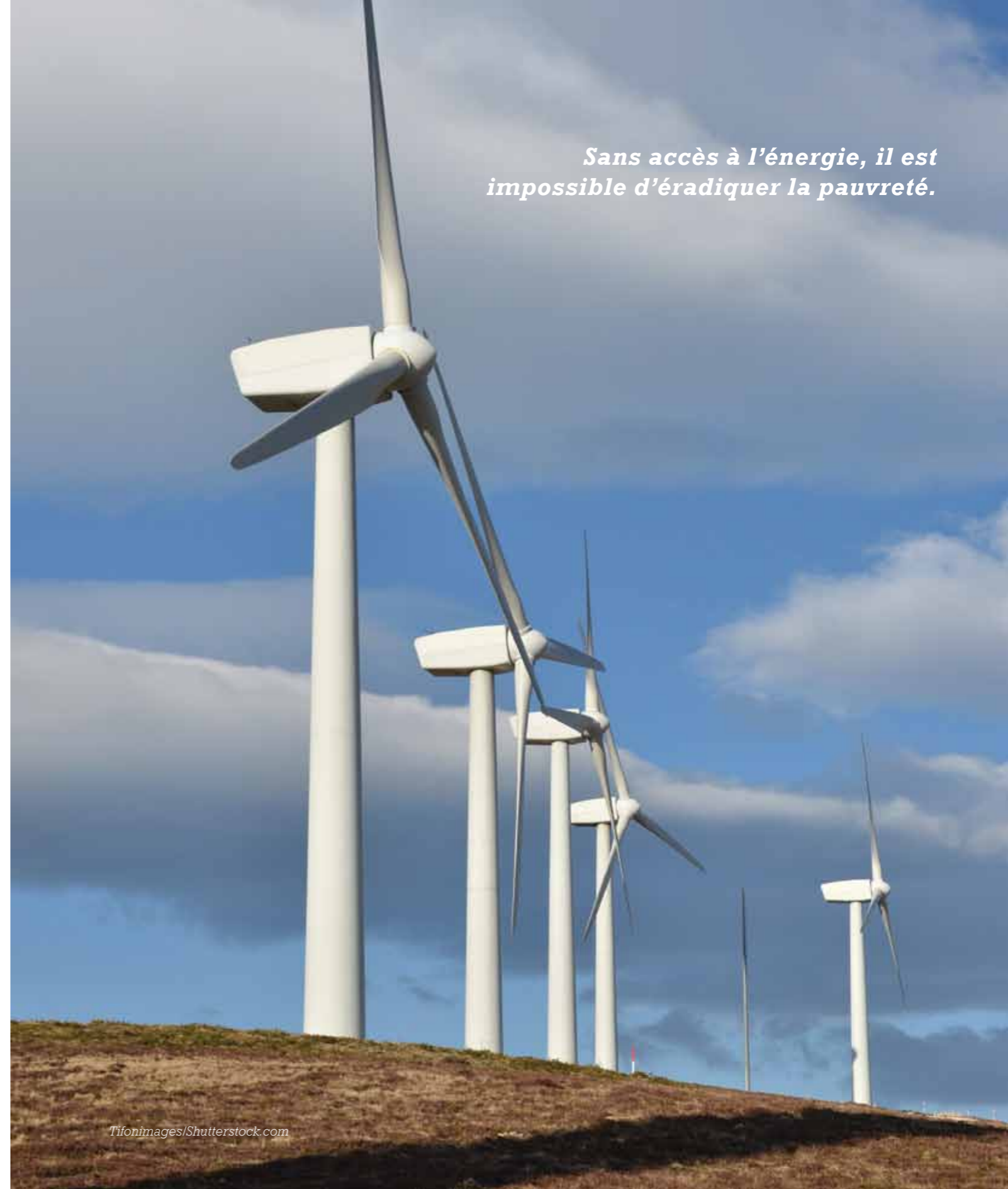
De plus, lors de la réunion du Groupe de haut niveau sur l'Énergie renouvelable pour tous – convié la même année par le Secrétaire général de l'ONU –, l'institution a contribué à l'élaboration d'un plan d'action soumis au Sommet mondial Rio+20 auquel le FODI a pris part à la fois comme participant de plein droit et membre du Groupe.

La réduction de la pauvreté énergétique : la technologie et l'environnement

Bien que l'espoir de rendre l'énergie accessible pour ceux qui en manquent soulève inévitablement des problématiques environnementales, la recherche faite par l'Agence internationale de l'énergie (AIE) montre que ces craintes sont sans fondement. Dans l'édition 2009 de sa publication *World Energy Outlook*, l'agence affirme que le fait de donner accès à l'électricité à tout le monde augmenterait les émissions globales de CO₂ à seulement 0,9 – 1,3 % d'ici 2030, tout dépendant du taux de pénétration des énergies vertes dans la mixité énergétique.

On convient généralement qu'afin de parvenir à l'accès universel à l'énergie, toutes les options devraient rester ouvertes : les combustibles fossiles et les énergies renouvelables. Dans ce dernier groupe, l'énergie solaire et la biomasse moderne sont plus adaptées aux nombreuses applications locales hors réseau puisque leurs technologies et coûts se sont améliorés considérablement au cours des dernières années. Dans le transport, par exemple, les hydrocarbures jouent un rôle de premier plan. La communauté internationale devrait donc adopter une stratégie technologiquement neutre, sachant que les solutions peuvent inclure autant les énergies renouvelables que les combustibles fossiles, sans qu'aucune ne prime. Peu importe la forme, l'accès à l'énergie constitue la priorité pour apaiser l'extrême souffrance des plus pauvres et réduire la fracture économique.

¹ www.worldenergyoutlook.org/publications/weo-2009/



Sans accès à l'énergie, il est impossible d'éradiquer la pauvreté.

Les faits importants sur la pauvreté énergétique ²

- Selon l'AIE, la réalisation de l'accès universel à l'énergie d'ici 2030 requiert un investissement de 35 à 40 milliards de dollars par an.
- Environ un milliard de personnes sont servies par des établissements de santé sans accès à l'électricité.
- Plus de 291 millions d'enfants fréquentent des écoles sans accès à l'électricité.
- Près de 50 % des vaccins dans les pays en voie de développement sont mis en péril par les mauvaises conditions de réfrigération.
- La lumière issue de l'électricité permet aux écoles de fonctionner en dehors des heures de la journée : les programmes du soir et les devoirs à domicile.
- L'éclairage public favorise la sécurité, encourage la fréquentation des écoles et facilite les activités économiques.
- Même parmi ceux qui ont accès à l'électricité, il y en a beaucoup qui en restent privées à cause de l'instabilité de l'alimentation à partir des réseaux électriques.
- Dans certains endroits, malgré la disponibilité des infrastructures et de l'énergie, des ménages à faible revenu font toujours face aux problèmes liés à l'insuffisance de leurs capacités financières.
- Environ 2,5 milliards de personnes, soit 45 % de la population des pays en voie de développement, vivent principalement de l'agriculture; la productivité des terres irriguées (qui nécessite l'énergie) est plus que le double de celle des terres qui dépendent de la pluie.
- Pour les centaines de millions de personnes victimes de malnutrition vivant dans les pays en voie de développement, la capacité de conservation des aliments (qui nécessite l'énergie) est une composante essentielle de la lutte contre la faim.
- Afin de parvenir à l'accès universel à l'énergie d'ici 2030 et de maximiser ses chances de permettre aux pauvres de sortir de cet état et de mener une vie décente, il faut renforcer l'écosystème d'accès à l'énergie.
- Seules les politiques adéquates peuvent créer un cadre permettant aux plus pauvres d'accéder à l'énergie.
- Certains mécanismes efficaces et novateurs de réduction des coûts, comme les financements, les subventions, les crédits et les subsides destinés aux consommateurs pauvres constituent un élément essentiel de l'écosystème d'accès à l'énergie.

² Poor People's energy outlook, éditions 2010, 2012 et 2013

³ Article extrait du rapport annuel 2012 du FODI : Al Mocha 60 MW Wind Park Project, un prêt du secteur public cofinancé avec l'IDA, le Fonds arabe et le gouvernement du Yémen.

⁴ Article extrait du rapport annuel 2012 du FODI : Une subvention pour le projet Energy for the Poor Projects and Policies Preparation Facility in the LAC Region, cofinancé par le FODI et la Corporation andine de développement (CAF).

La réduction de la pauvreté énergétique : conseils pour les journalistes

Pour réaliser un reportage efficace sur la pauvreté énergétique, il est important de considérer les points suivants :

- Quels sont les efforts fournis dans votre pays ou région afin de :
 - * Assurer un accès à l'électricité fiable et abordable, avec un accent sur :
 - » L'accessibilité et le coût;
 - » La révision des tarifs de l'énergie et l'adaptation à la capacité financière des consommateurs pauvres.
 - * Investir convenablement dans l'accessibilité de l'énergie dans les milieux urbains et ruraux, en faisant, entre autres, une évaluation des infrastructures existantes et de leur maintenance :
 - » pour les ménages;
 - » pour les services communautaires, scolaires et de santé;
 - » pour les industries, l'agriculture et le transport.
- Les trois piliers de la *SE4All*
 - * Assurer l'accès universel aux services énergétiques modernes;
 - * Doubler le taux mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique;
 - * Doubler la part des énergies renouvelables dans la mixité énergétique au niveau mondial.

Exemples d'articles (Notes prises sur le terrain)

Exploitation de l'énergie éolienne au Yémen³

La pauvreté énergétique est un problème bien réel pour le peuple yéménite : plus de 50 % de la population n'a pas d'accès régulier à l'électricité. La situation est d'autant plus grave pour les communautés pauvres vivant dans des zones rurales qui, pourtant, constituent presque la moitié de la population totale du pays. Le secteur énergétique subit une pression supplémentaire due à la démographie galopante et au développement industriel, tributaire du pétrole. Afin de satisfaire aux besoins élémentaires de la population en matière d'énergie, le pays cherche à élargir sa base en incluant les sources d'énergie de remplacement.

Les réserves yéménites de pétrole et de gaz connus sont limitées et en voie d'épuisement. Cependant, le pays est mieux placé pour l'exploitation de ses énormes ressources renouvelables, telles que l'énergie géothermique, solaire et éolienne. C'est dans le cadre d'un appui aux efforts de renforcement du secteur énergétique entrepris par le gouvernement afin de répondre à la demande croissante que le FODI a cofinancé le « Projet d'implantation d'une centrale éolienne de 60 MW à al-Mukha. » Étant une source d'énergie propre et la plus économique des énergies de remplacement, l'énergie éolienne permettra non seulement d'alimenter les communautés défavorisées en énergie fiable et abordable, mais aussi de diversifier et de renforcer l'économie du Yémen.

On attend de ce projet qu'il améliore considérablement la qualité de vie d'environ 75 000 habitants dans les régions occidentales du pays en leur ouvrant les possibilités d'activités rémunératrices et, surtout, en leur donnant accès à une source fiable d'énergie propre.

Une structure innovante pour résoudre le problème du manque d'énergie en Amérique latine et dans les Caraïbes⁴

Même si la région d'Amérique latine et des Caraïbes est relativement riche en ressources énergétiques, on constate des inégalités quant à leur distribution et leur accessibilité. Environ 31 millions de personnes n'ont pas accès à l'électricité alors que 85 millions dépendent de la biomasse pour faire la cuisine et répondre aux autres besoins de leurs ménages. La mise en place d'une « Structure d'élaboration des projets et des politiques visant l'accessibilité de l'énergie aux pauvres » est un projet financé conjointement par le FODI et la Corporation andine de développement (CAF) dans le but de contribuer à la résolution de ce problème.

Ayant reçu le financement initial de 1,6 million de dollars, partagé équitablement entre les deux partenaires, cette structure innovante aura la responsabilité d'identifier et d'élaborer des projets visant à améliorer l'accès à l'énergie pour les pauvres de la région.

Cette structure servira 14 pays dont l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, la République dominicaine, la Jamaïque, le Mexique, le Panama, le Trinidad et Tobago, le Paraguay, le Pérou et l'Uruguay. Cependant, la priorité sera accordée aux plus défavorisés en termes d'énergie.

Ses activités couvrent différents domaines du secteur énergétique, dont l'accessibilité, l'analyse et la recherche ainsi que le renforcement des capacités (la formation et l'amélioration de la réglementation gouvernementale), et l'appui aux PME œuvrant dans la production et la distribution d'énergie. Quant à la fourniture d'énergie, la Structure envisagera toutes les sources disponibles, y compris les énergies renouvelables.

Sont admissibles au financement dans le cadre de cette structure des entités diverses, tant du secteur public que du privé : des organismes gouvernementaux, des ONG, des groupes communautaires, des organisations internationales et les entreprises privées.

Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID)
Parkring 8, A-1010 Vienne, Autriche
www.ofid.org

Perspectives d'avenir : Quelques réflexions sur l'après 2015

*Programme des Nations Unies
pour le développement (PNUD)*

(24)

Ce que nous avons appris des OMD

Les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont connu un immense succès sur plusieurs plans. Tout d'abord, ils ont inversé la tendance quant à l'attention que la communauté internationale porte au développement. En établissant des cibles quantitatives assorties de délais et en rendant opérationnels des objectifs correspondant à des aspirations, ils ont permis de mesurer les progrès en matière de développement au regard d'indices précis.

La portée et l'ampleur du développement étant bien définies à l'échelle mondiale, puis à celle des pays, la communauté internationale a appris comment intégrer les OMD dans les processus de planification nationaux à différents niveaux selon les caractéristiques de chaque pays. Les données actuelles montrent clairement que les OMD ont donné une forte impulsion politique au développement¹:

- En accroissant l'attention à l'égard du développement;
- En inversant la tendance à la baisse de l'aide, observée dans les années 1990;
- En donnant lieu à la rédaction du Pacte du Millénaire qui redéfinit l'approche globale du développement.

Adoptés à l'unanimité par les États membres de l'ONU en 2000, les OMD constituent aussi un outil de mobilisation des populations, des communautés et de la société civile pour inciter les États à prendre leurs responsabilités en ce qui concerne la Déclaration du Millénaire.

¹ Bourguignon, F. et al; *Millennium Development Goals at Midpoint: where do we stand, where do we need to go*, Rapport européen sur le développement, Bruxelles, septembre 2008.

Conscients du fait que nous vivons dans un monde où la volatilité est devenue la norme, et où des chocs et des crises liés aux risques économiques, politiques, climatiques, alimentaires et énergétiques sont de plus en plus fréquents, les participants ont mis un accent particulier sur la durabilité du développement.

Une mère porte son enfant souffrant d'une grave malnutrition dans les bras et se rend au centre nutritionnel géré par l'Agro Action Allemande (AAA) situé dans le village de Nosy Varika sur la côte est de Madagascar. EPA/Kim Ludbrook



Des militants thaïlandais joignent leurs mains tout en portant des pancartes et en criant des slogans lors d'un événement appelé « Debout et agissez contre la pauvreté et pour les objectifs du Millénaire pour le développement » devant l'édifice des Nations-Unies à Bangkok, en Thaïlande. Octobre 2007. EPA/Narong Sangnak

La leçon fondamentale que nous avons apprise des OMD est que le développement s'opère lorsque² :

- Le pays s'approprie les stratégies de développement et que le leadership de l'État est efficace en la matière;
- Les politiques en vigueur appuient la mise en œuvre du développement;
- Une approche intégrée permet l'accroissement quantitatif et qualitatif ainsi que le recentrage des investissements, financés tant par les sources nationales que par l'aide internationale au développement;
- Il existe un suivi et une évaluation efficaces ainsi que des capacités institutionnelles adéquates pour assurer la qualité des services à l'échelle nationale;
- La société civile a la capacité d'agir et la communauté peut s'engager;
- Il existe des partenariats mondiaux efficaces, s'accompagnant d'une responsabilité mutuelle de toutes les parties prenantes;
- Les bailleurs de fonds et les bénéficiaires agissent selon les règles de la bonne gouvernance.

Malgré tout, les OMD ont été vivement critiqués, surtout parce que :

- En mettant l'accent sur des objectifs quantitatifs assortis de délais, certaines questions normatives figurant dans le Déclaration du Millénaire, comme les droits de l'homme, la paix, la gouvernance, l'égalité et la lutte contre les discriminations, ont été perdues de vue;
- Les OMD représentent une approche minimaliste du développement;
- Définis à l'échelle mondiale, les OMD n'étaient pas adaptés aux contextes nationaux et les critères utilisés pour évaluer les progrès ne tenaient pas compte de la réalité sur le terrain;
- Les OMD n'ont pas un caractère universel : les responsabilités assorties d'échéances concernent les pays en voie de développement, mais non les pays développés.

Perspectives d'avenir

Aujourd'hui, la plupart des pays ont mis en place des stratégies techniquement adéquates et, en grande partie, fondées sur les OMD. De plus, il y a eu d'énormes progrès dans ce do-

² À lui seul, le PNUD a appuyé l'élaboration des stratégies nationales de développement fondées sur les OMD dans plus de 60 pays.

maine, mais les progrès accomplis ne sont pas égaux pour tous les OMD. En dépit de cela, plus de deux tiers des pays jugés en retard sont sur le point de se rattraper, et pour mieux atteindre les OMD dans l'avenir, nous disposons d'une abondance des données sur ce qui fonctionne et sur ce qui ne fonctionne pas, et en quelles circonstances.

Ainsi, réunie à New York en 2010 pour le Sommet sur les OMD, la communauté internationale s'est concentrée sur ce qu'il faudrait faire pour accélérer leur réalisation. Conscients du fait que nous vivons dans un monde où la volatilité est devenue la norme, et où des chocs et des crises liés aux risques économiques, politiques, climatiques, alimentaires et énergétiques sont de plus en plus fréquents, les participants ont mis

Les médias ont la responsabilité de remettre en cause le statu quo à cet égard et de juger le modèle actuel de développement ainsi que les intérêts acquis par rapport aux hypothèses favorables à ce modèle

un accent particulier sur la durabilité du développement. Ils ont aussi reconnu que les OMD dans l'ensemble présentent des effets multiplicateurs importants et des gains synergiques si l'on investit dans :

- L'autonomisation des femmes
- La santé
- L'éducation
- La durabilité et la résilience en matière d'environnement
- La croissance qui crée des emplois
- L'innovation agricole
- L'accès à l'énergie pour tous.

À l'approche de 2015, les efforts visant à la réalisation des OMD s'accélérent et les débats concernant le cadre de développement à proposer après cette échéance s'intensifient.

Bien qu'il recèle une grande variété de propositions, il existe un certain nombre de principes de base qui sous-tendent le processus menant à la création d'un nouveau cadre de développement :

- Les leçons apprises des OMD, notamment l'impulsion politique mondiale pour le développement, devraient servir de référence pour définir le cadre de développement de l'après-2015;
- L'accord sur ce nouveau cadre devrait passer par un processus transparent, participatif, inclusif et mené

par les États membres, bien que le système des Nations unies en reste le point d'ancrage;

- Ce cadre doit avoir un caractère universel en ce qui concerne son application et inclure des responsabilités communes, mais différenciées, pour tous les États.

Un cadre de développement de l'après-2015 devrait aussi tenir compte du fait que, depuis l'adoption des OMD, le contexte a changé.

Il faudrait entre autres considérer le changement climatique et la vulnérabilité environnementale, les récentes crises et la volatilité résultant de la mondialisation économique, la nature inconstante de la gouvernance mondiale, les types d'inégalités entre les pays et dans les pays eux-mêmes, ainsi que les tendances ayant trait à la technologie, à la démographie, à l'urbanisation et aux migrations.

Tenue en juin 2012, la Conférence Rio+20 a permis d'obtenir un engagement politique en faveur du développement durable, ce dernier étant défini comme une « interdépendance des aspects économiques, sociaux et environnementaux » du développement³. Il a été convenu que la création du cadre de l'après-2015 devrait passer par un processus complet et participatif, menant à la fixation d'objectifs de développement durable (ODD) qui ont un caractère universel. La communauté internationale a réaffirmé son engagement en faveur de l'éradication de la pauvreté comme fondement de tout futur programme de développement.

Mais il faut noter qu'un cadre de développement a plus d'ampleur qu'une série d'ODD. En présentant sa vision sur l'élaboration d'un programme de développement pour l'après-2015, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a annoncé une stratégie qui vise à maintenir l'ONU comme défenseur et institution ayant pour but de favoriser une approche ascendante et inclusive, définie selon les priorités nationales et locales. Cette stratégie implique des consultations nationales élargies – déjà en cours – et la convocation d'un Groupe de haut niveau, en été 2012, devant produire un rapport d'ici mai 2013.

Le PNUD, qui préside le groupe des Nations Unies pour le développement⁴, pilote une initiative visant à :

- Former une coalition stratégique des partenaires afin d'élaborer le programme de développement pour l'après-2015, par une large participation des pauvres et des personnes vulnérables, des gouvernements, des

ONG et des organisations de terrain, du secteur privé, des syndicats et des travailleurs ainsi que de la communauté universitaire;

- Faire en sorte que le programme de développement pour l'après-2015 prenne en considération l'évolution du contexte de développement et les défis majeurs de notre temps; qu'il tire parti de la dynamique créée par les OMD ainsi que des leçons apprises de ceux-ci; et qu'il s'appuie sur les valeurs et normes fondamentales de l'ONU ainsi que sur ses engagements.

Enfin, une synthèse des données et orientations issues de ces activités sera intégrée dans le travail du Groupe de haut niveau que le Secrétaire général de l'ONU a convoqué en 2012.

Voilà pourquoi les médias ont la responsabilité de remettre en cause le statu quo à cet égard et de juger le modèle actuel de développement ainsi que les intérêts acquis par rapport aux hypothèses favorables à ce modèle. Leur participation aux consultations est aussi importante afin de poser les questions difficiles et de mettre sur la table les questions pertinentes.

Il est également de la responsabilité des médias de rappeler constamment aux chefs d'État qu'ils ont souscrit à des engagements pour réduire la pauvreté et l'inégalité dans leurs pays et de faire en sorte que ceux-ci soient présentés comme responsables des progrès réalisés.

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
One United Nations Plaza
New York, NY 10017 USA
www.undp.org



Des enfants philippins mangent du porridge dans le cadre d'un programme de nutrition pour les habitants de logements informels dans la ville de Quezon, dans les Philippines. EPA/Rolax dela Pena

³<http://rio20.net/fr/iniciativas/lavenir-que-nous-voulons-document-final-de-la-conference-rio20>

⁴ Le groupe des Nations Unies pour le développement fédère les 32 fonds, programmes, agences, départements et bureaux de l'ONU qui ont joué un rôle en matière de développement.

(25)

Ressources

I. Exemple d'une lettre de demande d'informations en vertu des lois sur la liberté de l'information

Reproduction autorisée par l'International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ)

Comment rédiger une lettre

1. Déterminer les dossiers dont vous avez besoin

Généralement, tout document qui est sous la garde d'un organisme fédéral est considéré comme un dossier (pour une définition plus précise d'un « dossier public », voir les ressources proposées). La forme du dossier importe peu : il peut s'agir d'un document imprimé ou tapé à la machine, d'une photo, d'un enregistrement, d'une carte ou d'un disque d'ordinateur. En présentant votre demande, décrivez très clairement le document que vous cherchez. Si vous voulez un rapport précis ou des données spécifiques, il est important de mentionner dans votre demande son titre exact ou sa référence utilisée par l'organisme. La précision vous fera aussi économiser, car la plupart des organismes facturent les frais de traitement des demandes. Selon la nature de votre travail, vous pouvez être éligible à l'exemption de frais (cf. Exemple d'une lettre de demande).

2. Identifier l'organisme où se situent les dossiers

Dans de nombreux pays, il n'existe pas d'organisme gouvernemental de centralisation des dossiers où l'on traite toutes les demandes d'informations. Ainsi, vous devez adresser votre demande à un organisme spécifique. Si vous n'êtes pas sûr de l'organisme qui dispose les dossiers, il vous serait bénéfique d'adresser votre demande à plusieurs organismes.

Des veuves indiennes font des guirlandes de fleurs dans un « ashram » ou refuge pour les veuves qui ont été ostracisées et vivent dans la pauvreté. Février 2013. EPA/Anindito Mukherjee

Exemple d'une lettre de demande des dossiers publics visés par la Loi sur la liberté de l'information.

(Date)

Agent responsable de l'accès à l'information

Nom et adresse complète de l'organisme

Objet : Demande des dossiers en vertu de la Loi sur la liberté de l'information

Madame, Monsieur,

En vertu de la Loi sur la liberté de l'information (*citer le nom de la loi*), je vous écris pour demander les documents suivants :

Veillez bien décrire les dossiers et/ou les informations dont vous avez besoin. Il est essentiel d'inclure les noms des personnes et des lieux ainsi que les périodes ayant trait au document. Si vous connaissez le nom ou le titre du document que vous cherchez, mentionnez-le. Annexe tout autre document qui décrit votre recherche et précisez le format dans lequel vous voulez recevoir l'information, telle que la version papier ou électronique.

(Parlez de vous et de la nature de votre travail, par exemple) : Journaliste au (nom de votre agence de presse), je suis en train de faire la collecte des informations sur (le thème) qui sont d'actualité pour le public, car (expliquez brièvement les raisons). Ces informations seront diffusées au grand public. (Si vous êtes un journaliste indépendant, parlez de votre expérience professionnelle et faites mention de certains contrats de publication pour expliquer que les informations seront publiées.)

(Demande facultative d'exemption de frais) Veuillez me dispenser de tout paiement des frais liés à la récupération ou la photocopie des documents faisant l'objet de cette demande. La diffusion de ces informations relève de l'intérêt public, car elle contribuera beaucoup à faire connaître les programmes et activités du gouvernement. Au cas où ma demande d'exemption serait refusée, je m'engage à payer tous les frais raisonnables jusqu'à concurrence de (*montant en monnaie locale*). Ainsi, veuillez m'aviser avant d'engager toute dépense au-delà de ce montant.

(Proposition d'une demande des avantages réservés aux journalistes par rapport au paiement des frais)

En tant que journaliste, je ne dois payer que les frais directs liés à la reproduction des documents au-delà des 100 premières pages.

Au cas où ma demande serait rejetée en tout ou en partie, je m'attends à ce que vous me donniez une justification détaillée de votre décision. Je vous demande également de fournir certaines parties des documents qui sont par ailleurs exonérés. Je me réserve, bien sûr, le droit de faire appel de votre décision de retenir une quelconque information ou de me refuser l'exemption des frais.

Deux conditions peuvent justifier la demande d'un traitement prioritaire de votre dossier. Vous devez être un journaliste ou une personne qui « œuvre principalement dans la diffusion des informations, » et votre demande doit répondre à « un besoin urgent. » Si vous répondez à ces deux conditions, faites la description suivante :

Veillez réserver un traitement prioritaire à cette demande. Ces informations sont d'actualité et représentent un grand intérêt pour le public. (*Facultatif*) Le besoin de ces informations est urgent. (*Expliquez l'urgence de la diffusion de ces informations au public.*)

J'atteste que mes déclarations concernant le besoin d'un traitement prioritaire sont véridiques et exactes.

J'attends votre réponse dans 20 jours ouvrables (*ou selon ce que prévoit la loi dans votre pays*). Si vous avez une question concernant ma demande, veuillez me contacter par téléphone, par courrier postal ou électronique.

Je vous remercie d'avance.

Votre signature

Votre nom et vos coordonnées complètes (y compris le numéro de téléphone local de jour. Facultatif : numéro de télécopieur et adresse email)

L'International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ, www.icij.org) est un réseau mondial des journalistes issus de plus de 60 pays qui collaborent à la réalisation des enquêtes-reportages de fond au-delà des frontières nationales. Le consortium ICIJ a vu le jour en 1997 comme projet du Center for Public Integrity, une association à but non lucratif dont le siège est à Washington DC.

3. Rédiger la lettre

La plupart des pays et organismes exigent que la demande d'informations soit faite à l'écrit. La lettre peut être simple dans la mesure où elle contient toutes les informations nécessaires. Vous devriez :

- Adresser la lettre à l'agent responsable de l'accès à l'information.
- Souligner que la demande est faite en vertu de la Loi sur la liberté de l'information en vigueur dans le pays.
- Bien décrire les dossiers dont vous avez besoin. Spécifiez dans quel format vous voulez recevoir les informations si vous demandez des dossiers dans une version autre que l'imprimé.
- Ajouter une mention à propos des frais, soit une demande d'exemption ou un engagement de paiement des coûts nécessaires.
- Inclure un rappel à propos des délais qui s'appliquent à votre demande. Certaines lois sur la liberté de l'information exigent une réponse dans une période fixe de jours ouvrables.
- Indiquer votre nom ainsi que votre adresse postale et électronique pour que l'organisme soit en mesure de vous contacter en cas de besoin.
- Inscrire la mention « Demande reliée à la Loi sur la liberté de l'information » dans le coin inférieur gauche de l'enveloppe.
- Conserver les copies de votre lettre et de toutes les correspondances y relatives, jusqu'à ce que vous receviez les informations demandées. Si l'organisme a attribué un numéro d'identification à votre demande, faites-y référence dans toutes vos correspondances ultérieures.

4. Faire le suivi de votre demande

Quelque temps après l'envoi de votre demande, appelez l'agent responsable de l'accès à l'information pour vous être sûr que la lettre a été reçue. Demandez de parler directement à la personne responsable du traitement de votre dossier. Il se peut que votre demande soit rejetée en tout ou en partie, mais l'organisme devrait en expliquer les raisons. Dans certains pays, vous avez le droit de faire appel de cette décision auprès de la direction de l'organisme et, si nécessaire, votre appel peut passer par les tribunaux.

II. Dates à retenir

Les événements internationaux offrent une occasion de couvrir un thème particulier lié au développement. L'IPI propose différentes façons d'associer ces événements aux reportages sur les OMD.

Les journées suivantes sont célébrées par les États membres des Nations unies et leurs dates ont été décidées soit par l'Assemblée générale de l'ONU ou par les organismes onusiens comme l'OMS ou le PNUE. Pour de plus amples renseignements, visitez le site Web officiel des journées internationales : www.un.org/fr/events/observances/days.shtml

Journée mondiale contre le cancer (4 février)

Associée à : OMD 4, 6

Journée internationale de tolérance zéro face aux mutilations sexuelles féminines (6 février)

Associée à : OMD 3

Journée internationale de la femme (8 mars)

Associée à : OMD 2, 3, 5

Journée internationale des forêts (21 mars)

Associée à : OMD 7

Journée mondiale de l'eau (22 mars)

Associée à : OMD 7

Journée mondiale de lutte contre la tuberculose (24 mars)

Associée à : OMD 4, 6

Journée mondiale de la santé (7 avril)

Associée à : OMD 4, 5, 6

Journée internationale de la Terre nourricière (22 avril)

Associée à : OMD 7

Journée mondiale contre le paludisme (25 avril)
Associée à : OMD 4, 6

Journée mondiale de la liberté
de la presse (3 mai)
Associée à : tous les OMD

Journée internationale de la diversité
biologique (22 mai)
Associée à : OMD 7

Journée mondiale de l'environnement (5 juin)
Associée à : OMD 7

Journée mondiale de l'océan (8 juin)
Associée à : OMD 7

Journée mondiale de la lutte contre la
désertification et la sécheresse (17 juin)
Associée à : OMD 7

Journée mondiale de la population (11 juillet)
Associée à : tous les OMD

Journée mondiale contre l'hépatite (28 juillet)
Associée à : OMD 6

Journée internationale des peuples
autochtones (9 août)
Associée à : tous les OMD

Journée mondiale de l'aide
humanitaire (19 août)
Associée à : tous les OMD

Journée internationale de
l'alphabétisation (8 septembre)
Associée à : OMD 2, 3

Journée mondiale du cœur (29 septembre)
Associée à : OMD 6

Journée mondiale de l'habitat (7 octobre)
Associée à : OMD 7

Journée internationale de la fille (11 octobre)
Associée à : OMD 2, 3, 4

Journée mondiale de la vue (10 octobre)
Associée à : OMD 6

Journée internationale des femmes rurales (15
octobre)
Associée à : OMD 3

Journée internationale pour l'élimination de la
pauvreté (17 octobre)
Associée à : OMD 1

Journée mondiale du diabète (14 novembre)
Associée à : OMD 6

Journée mondiale de la tolérance (16 novembre)
Associée à : tous les OMD

Journée internationale pour l'élimination de la
violence à l'égard des femmes (25 novembre)
Associée à : OMD 3

Journée mondiale de lutte contre le sida (1
décembre)
Associée à : OMD 3, 4, 6

Journée internationale contre la corruption (9
décembre)
Associée à : tous les OMD

Journée des droits de l'homme (10 décembre)
Associée à : tous les OMD

Une autochtone guatémaltèque participe à un rassemblement à l'extérieur du congrès national à Guatemala, en novembre 2012, pour demander l'approbation d'une loi concernant le développement rural et visant à réduire la pauvreté. EPA/Saúl Martínez





Jóhanna Sigurðardóttir, la Première ministre de la République d'Islande, prend la parole lors du Sommet des objectifs du Millénaire pour le développement au siège des Nations-Unies dans la ville de New York. Septembre 2010. EPA/Andrew Gombert

III. Guide des ressources

Où puis-je trouver des statistiques sur l'état d'avancement de la réalisation des OMD?

Pour commencer:

- Rapport sur les Objectifs du Millénaire pour le développement : www.un.org/fr/millenniumgoals/reports.shtml
- Rapport régionaux et nationaux : www.undp.org/content/undp/fr/home/librarypage/mdg/mdg-reports/
- Rapport sur le développement humain 2013 : hdr.undp.org/fr/
- Division Statistique des Nations Unies: Indicateurs OMD : unstats.un.org/unsd/mdg/Home.aspx
- Statistiques sur le développement de l'ONU : www.un.org/fr/development/progareas/statistics.shtml

Sources de données générales sur le développement humain:

- Division des statistiques de l'ONU pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) : www.fao.org/economic/ess/ess-home/fr/#.Uz-Ip18ouIdU
- Division des statistiques de l'ONU pour l'environnement : unstats.un.org/unsd/environment/default.htm
- Division des statistiques de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE): www.oecd.org/fr/statistiques/
- Division des statistiques de UN Water (anglais) : www.unwater.org/statistics.html
- Données et recherche de la Banque Mondiale : www.banquemondiale.org/recherche/ donnees.banquemondiale.org/frontpage
- Données et analyse de l'ONUSIDA : www.unaids.org/fr/dataanalysis/

- Observatoire mondiale de la santé (OMS) : www.who.int/gho/fr/index.html
- Statistiques et suivi de UNICEF : www.unicef.org/french/statistics/index_24287.html
- Statistiques internationales sur l'éducation de l'Unesco : www.uis.unesco.org/Education/Pages/defaultFR.aspx?SPSLanguage=FR
- Ressources de ONU Femmes : www.unwomen.org/fr/resources/

Ressources régionales

- Les bureaux nationaux de PNUD disposent des statistiques et renseignements supplémentaires sur les initiatives locales et les contacts clés.
- Liste des bureaux nationaux :
 - Afrique : <http://web.undp.org/french/africa/>
 - Amérique latine et Caraïbes : <http://web.undp.org/latinamerica/>
 - Asie et Pacifique : <http://web.undp.org/asia/>

Organismes nationaux de statistiques/Bases de données nationales sur les indicateurs des OMD:

- AFRISTAT (L'Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne) : www.afristat.org/
- Algérie (Office national des statistique) : www.ons.dz/
- Belgique (Direction générale Statistique et Information économique) : <http://statbel.fgov.be/fr/statistiques/chiffres/>
- Bénin (Institut national de la statistique et de l'analyse économique) : www.insae-bj.org/
- Burundi (L'Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi) : www.isteebu.bi/
- Cameroun (Institut National de la Statistique) : www.statistics-cameroon.org/
- Cote d'Ivoire (Institut National de la Statistique) : www.ins.ci/n/
- Djibouti (Ministère de l'Economie, des Finances et de la Planification, chargé de la Privatisation) : www.ministere-finances.dj/Statis/index.HTM
- France (Institut National de la Statistique et des Études Économiques / Le Portail de la statistique publique française) : www.insee.fr/fr/ / www.statistique-publique.fr/
- Gabon (Direction Générale des Statistiques) : www.stat-gabon.org/
- Guinée (Direction Nationale de la Statistique) : www.stat-guinee.org/
- Haïti (Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique) : www.ihsi.ht/
- Madagascar (Institut National de la Statistique) : www.instat.mg/
- Mali (Institut national de la statistique et de l'informatique) : <http://instat.gov.ml/>
- Mauritanie (Office National de la Statistique) : www.ons.mr
- Maroc (Direction de la Statistique) : www.hcp.ma
- Niger (Institut National de la Statistique) : www.stat-niger.org/statistique/
- Québec (Institut de la statistique) : www.stat.gouv.qc.ca/publications/referenc/quebec_stat/accueil.htm
- République centrafricaine (Direction Générale de la Statistiques, des Etudes Economiques et Sociales) : www.stat-centrafrique.com/
- République du Congo (Centre National de la Statistique et des Etudes Economiques) : www.cnsee.org/
- Rwanda (National Institute of Statistics, en anglais) : www.statistics.gov.rw
- Sénégal (Agence Nationale de la Statistique de la Demographie) : www.ansd.sn/
- Suisse (Statistique suisse) : www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index.html
- Tchad (Institut National de la Statistique des Etudes Economiques et Demographiques) : www.inseed-tchad.org
- Togo Direction Generale de la Statistique et de la Comptabilite Nationale) : www.stat-togo.org/
- Tunisie (Institut national de la statistique) : www.ins.nat.tn/

Centres d'information des Nations Unies

<http://unic.un.org/aroundworld/unics/fr/whereWeWork/index.asp>

Les centres d'information et les médias :

« Les CINU entretiennent des contacts avec les médias nationaux et régionaux dans les pays où ils oeuvrent. Ils diffusent des informations générales et des documents de presse aux médias, arrangent la publication de tribunes libres et d'articles de fond dans les journaux, organisent des entretiens, des conférences de presse et des réunions d'information. »



Une Birmane se fait vacciner contre la grippe H1N1 à la clinique de Mae Tao à Mae Sot, une ville située en Thaïlande et frontalière de la Birmanie. Octobre 2010. EPA/Barbara Walton

Où puis-je trouver des documents de recherche et d'information sur le développement humain?

L'Institut de recherche pour le développement (IRD)

« L'Institut de recherche pour le développement (IRD) est un organisme français de recherche, original et unique dans le paysage européen de la recherche pour le développement. Privilégiant l'interdisciplinarité, l'IRD centre ses recherches, depuis plus de 65 ans, sur les relations entre l'homme et son environnement en Afrique, Méditerranée, Amérique latine, Asie et dans l'Outre-Mer tropical français. Ses activités de recherche, de formation et d'innovation ont pour objectif de contribuer au développement social, économique et culturel des pays du Sud. »

www.ird.fr

Centre de recherches pour le développement international

« Comment cultiver des aliments plus sains, en plus grande quantité ? Comment préserver la santé ? Et comment créer des emplois ? Voilà quelques-unes des questions auxquelles les collectivités pauvres doivent trouver réponse afin de se donner des moyens d'action. Le CRDI, qui est un élément clé de l'aide internationale du Canada depuis 1970, appuie des travaux de recherche dans les pays en développement justement afin de trouver réponse à ces questions. »

www.idrc.ca/FR/

Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique

« Le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA) est né en 1973 de la volonté des chercheurs africains en sciences sociales de développer des capacités et des outils scientifiques susceptibles de promouvoir la cohésion, le bien-être et le progrès des sociétés africaines. »

www.codesria.org/spip.php?lang=fr

Government and Social Development Resource Center (GSDRC) (anglais)

« GSDRC provides applied knowledge services on demand and online. Our expertise is in issues of governance, social development, humanitarian response and conflict. Our specialist research team supports a range of international development agencies, synthesising the latest evidence and expert thinking to inform policy and practice. »

www.gsdrc.org/

GSDRC Development Guides (anglais)

Topics including gender equality, climate change, justice, conflict and more; each topic area provides resources, background information, and statistics.

www.gsdrc.org/go/topic-guides

Post2015.org (anglais)

« A hub for ideas, debate and resources on what comes after the Millennium Development Goals (MDGs). »

<http://post2015.org/>

UN Sustainable Development Knowledge Platform (anglais)

The platform serves to « provide wide access to information and knowledge for sustainable development. »

<http://sustainabledevelopment.un.org/index.html>

Où puis-je trouver des renseignements sur la responsabilité du gouvernement et l'accès à l'information?

Access Info

« Access Info Europe est une organisation de Droits de l'Homme dédiée à la promotion et à la protection du droit à l'accès à l'information en Europe. Plus globalement l'association se considère comme un outil pour la défense des libertés civiles et les droits de l'homme, pour rendre plus facile la participation publique à la prise de décision et enfin rendre les gouvernements responsables, comme cela est stipulé dans nos statuts. »

www.access-info.org/fr/

Où puis-je apprendre la terminologie utilisée dans les rapports sur les OMD et dans les programmes de développement internationaux?

Glossaire de la terminologie PNUD : hdr.undp.org/fr/devhumain/glossaire/

Dictionnaire multilingue du Fonds monétaire international : www.imf.org/external/np/term/fra/index.htm

Dictionnaire du développement (Agence française de développement :

www.afd.fr/home/AFD/dictionnaire-developpement

Glossaire de développement (Direction du développement et de la coopération de la Suisse) : www.sdc.admin.ch/fr/Accueil/Glossaire

Vocabulaire du développement durable (Office québécois de la langue française / ministère du développement durable :

www.oqlf.gouv.qc.ca/ressources/bibliotheque/dictionnaires/terminologie_deve_durable/fiches/index.html

³ www.cinu.mx/cinu/bienvenidos-a-naciones-unidas/

Site de l'UNESCO sur l'accès à l'information

« Le mandat de l'UNESCO, tel qu'il est défini par la Constitution de 1945 appelle l'Organisation à faciliter la libre circulation des idées, par le mot et par l'image. Cette mission est reflétée par la Stratégie à moyen terme de l'UNESCO pour 2008-2013, et en particulier par son objectif stratégique de programme consistant à améliorer l'accès universel à l'information et au savoir. »

www.unesco.org/new/fr/communication-and-information/freedom-of-expression/freedom-of-information/

Access Initiative

« The Access Initiative (TAI) est le plus grand réseau international d'organisations de la société civile dont la mission est de veiller à ce que les citoyens aient le droit et les moyens d'influencer les décisions portant sur les ressources naturelles dont dépendent leurs communautés. »

www.accessinitiative.org/fr/presentation

Centre Africain pour la Liberté d'Information (AFIC)

« AFIC est une ONG panafricaine et un centre de ressources chargé de promouvoir le droit d'accès à l'information en Afrique à travers la recherche comparative, la coordination du plaidoyer au niveau régional, les échanges d'informations et le renforcement des capacités. »

www.africafoicentre.org/fr/

Rapporteur Spécial sur la Liberté d'Expression et l'Accès à l'Information de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples

www.achpr.org/fr/mechanisms/freedom-of-expression/

SenGouv, Information citoyenne pour la gouvernance

« Ce site propulsé par l'Institut Panos Afrique de l'Ouest (IPAQ) cherche à combler le déficit d'information et de communication des différents acteurs non étatiques (notamment OSC et média), entre elles et avec les acteurs étatiques, et en particulier les parlementaires. Ce déficit constitue en effet un obstacle central à la participation active des citoyens à la vie publique. Vous trouverez ici des articles d'actualité, des réflexions de fond, des résumés d'expériences, des textes de lois, des publications, qui vous donneront plus de connaissances sur les enjeux de gouvernance et, nous l'espérons, l'envie et les moyens d'exercer pleinement votre citoyenneté ! »

www.information-citoyenne.org/spip.php

Freedominfo.org (anglais)

« Freedominfo.org is a one-stop portal that describes best practices, consolidates lessons learned, explains campaign strategies and tactics, and links the efforts of freedom of information advocates around the world. It contains crucial information on freedom of information laws and how they were drafted and implemented, including how various provisions have worked in practice. »

www.freedominfo.org/

Right2Info (anglais)

« Right2INFO.org brings together information on the constitutional and legal framework for the right of access to information as well case law from more than 80 countries, organized and analyzed by topic. »

www.right2info.org/

Transparency International

« Coalition mondiale de lutte contre la corruption créée en 1993, qui compte plus de 100 sections dans le monde, et dont le secrétariat se trouve à Berlin en Allemagne. »

www.transparency.org/whoweare/contact

Liste de sections en Afrique: www.ti-cameroon.org/index.php/en/liens-utiles

Le réseau des parlementaires africains contre la corruption (APNAC)

APNAC « est un réseau qui a pour mission de coordonner, d'inclure et de renforcer les capacités des parlementaires africains dans la lutte contre la corruption et la promotion de la bonne gouvernance. »

www.apnacafrika.org/index.php?lang=fr

Listes des ressources régionales sur la corruption

GSDRC Corruption Resources:

www.gsdrc.org/go/gateway-guides/anti-corruption

Act Against Corruption Regional and National Resources:

www.actagainstcorruption.org/actagainstcorruption/en/resources/index.html

Quelles organisations internationales œuvrent-elles à la promotion des OMD?

La plupart des organisations intergouvernementales énumérées ci-dessous ont une présence sur terrain dans les quatre coins de la planète. Visitez leurs sites Web respectifs pour voir s'il y aurait un bureau près de chez vous. Notons que cette liste n'est qu'un simple aperçu; il existe beaucoup d'autres acteurs œuvrant à la promotion des OMD!

Site officiel des OMD : www.un.org/fr/millenniumgoals/

Programme des Nations Unies pour le développement

« Présent dans 177 pays et territoires, le PNUD met à profit son réseau mondial de développement, qui lui permet de promouvoir le changement, d'apporter aux pays la connaissance et les ressources nécessaires et de coordonner les efforts au niveau des pays. »

www.undp.org/content/undp/fr/home.html

www.undp.org/content/undp/fr/home/mdgooverview/

Agence canadienne de développement international

« Depuis l'an 2000, le Canada a mis en place d'importantes initiatives en faveur des Objectifs du Millénaire pour le développement. »

www.acdi-cida.gc.ca/accueil

www.acdi-cida.gc.ca/acdi-cida/ACDI-CIDA.nsf/Fr/JUD-13173118-GPM

Agence française de développement

« Atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) nécessite de mettre en place une approche globale du développement. C'est cette approche que l'AFD privilégie et traduit au niveau local dans ses opérations. Contribuer à la réalisation des OMD est donc au cœur des trois axes d'intervention de l'AFD : la lutte contre la pauvreté, la promotion d'une croissance verte et solidaire et la préservation des biens publics mondiaux. Depuis 10 ans, l'Agence a ainsi engagé 10 milliards d'euros sur des projets contribuant aux OMD. »

www.afd.fr/home

www.afd.fr/home/AFD/L-AFD-s-engage/objectifs-millenaire-developpement/L-AFD-et-les-Objectifs-du-millenaire-pour-le-developpement

Association pour les droits de la femme et le développement (AWID)

« L'AWID a pour mission d'amplifier la voix, de renforcer l'impact et l'influence des organisations, des mouvements et des défenseurs/euses des droits des femmes sur la scène internationale, en vue de promouvoir efficacement les droits de la femme. »

www.awid.org/fr

Banque africaine de développement

« Depuis l'an 2000, la BAD, en partenariat avec de multiples organisations internationales et de développement parmi lesquelles l'Organisation des Nations Unies (ONU), la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), s'est engagée à assister et à soutenir les PMR pour atteindre les Objectifs de développement du millénaire (ODM). »

www.afdb.org/fr/

Site ODM: www.afdb.org/fr/topics-and-sectors/topics/millennium-development-goals-mdgs/

CARE

« CARE est un réseau de solidarité internationale, non confessionnel et apolitique, qui regroupe 14 associations nationales travaillant ensemble à la mise en œuvre de plus de 997 projets d'urgence et de développement dans près de 84 pays en Afrique, en Asie, en Amérique latine, au Moyen-Orient et en Europe de l'Est. »

www.carefrance.org/

Liste des programmes de Care dans le monde: www.carefrance.org/care-actions/programmes-monde/

Caritas

« Nous avons jusqu'à 2015 pour réaliser les OMD et tenir notre parole. C'est peut-être une chance unique, nous ne pouvons pas la laisser filer entre nos doigts. Caritas croit en les Objectifs du Millénaire pour le développement. Caritas croit que nous avons tous le droit d'échapper à la pauvreté abjecte. Caritas est convaincue que nous pouvons tenir l'engagement moral que nous avons pris. »

Site OMD: <http://mdg2015.caritas.org/fr/>

www.caritas.org/fr/worldmap/index.html

Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification

« La désertification est la dégradation de la terre dans des zones arides, semi-arides et arides semi-humides. Elle est causée en premier par l'activité humaine et par les variations climatiques ... Reconnaissant la nécessité d'une approche nouvelle, 179 gouvernements ont adhéré à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification au mois de mars 2002. Cette Convention vise à promouvoir des mesures concrètes en s'appuyant sur des programmes locaux novateurs et un partenariat international. »

www.unccd.int/

Plus d'information: www.un.org/french/events/desertification/2008/index.shtml



Un garçon philippin porte un sac de riz, à Quezon City, aux Philippines. EPA/Rolox dela Pena

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

« Les missions principales de la CESAP sont : (a) encourager le développement social et économique à travers l'intégration et la coopération régionale et infra-régionale; (b) être, au sein des Nations Unies, le principal forum pour le développement social et économique pour les régions de la CESAP; et (c) concevoir et encourager des projets et des actions d'assistance répondant aux besoins et aux priorités de cette région, et agir en tant qu'agent exécutif pour les projets opérationnels. » (<http://www.unesco.org/archives/sio/Fre/>)
www.unescap.org/

Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)

« CEPALC est l'une des cinq commissions régionales de l'Organisation des Nations Unies. L'action du Secrétariat est guidée par la conviction que la CEPALC, en sa qualité d'organe régional des Nations Unies, a aujourd'hui pour mission de contribuer au développement de l'Amérique latine et des Caraïbes moyennant la réalisation, de concert avec les gouvernements des Etats membres, d'une analyse holistique des processus de développement et la prestation finale de services opérationnels. »
www.eclac.cl/default.asp?idioma=FR#

Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale

« La Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale est l'échelon régional du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC). Elle est chargée de proposer des stratégies et des actions en vue d'aider au développement ainsi qu'à une coopération et une intégration économiques approfondies au sein de l'Asie occidentale, ceci en collaboration et coordination avec les organismes régionaux, nationaux et internationaux concernés. » (www.unesco.org/archives/sio/Fre/)
www.escwa.un.org/

Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE)

« La fonction principale de la CEE est de favoriser la coopération en matière de développement économique et de résolution de problèmes entre les pays de l'Europe occidentale, orientale et centrale, de l'Asie centrale, d'Israël et de l'Amérique du Nord, ainsi que l'interaction économique de ces pays avec les autres régions et l'économie internationale ... Elle favorise aussi la collecte d'informations statistiques, la recherche et l'analyse des tendances et développements économiques, et elle s'intéresse tout particulièrement à l'évaluation de l'impact environnemental des activités économiques. »
(www.unac.org/fr/link_learn/monitoring/susdev_bodies_europe.asp)
www.unec.org/

Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA)

« Dans ce domaine, la CEA s'engage à entreprendre des recherches secondaires exhaustives et empiriques pour appuyer l'élaboration des politiques et la programmation en vue d'un développement inclusif, équitable et durable en Afrique. Les travaux de la Commission s'étendent à la production d'informations complètes et précises pour éclairer sur les processus mondiaux de politique sociale, y compris la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD). Des outils et directives sont mis au point pour faciliter la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques et programmes socio-économiques. »
www.uneca.org/fr
www.uneca.org/fr/publications
www.uneca.org/fr/pages/bureaux-regionaux

Direction du développement et de la coopération (DDC) de la Suisse

« Au cours des prochaines années, les objectifs du Millénaire pour le développement resteront, pour la Suisse aussi, une ligne directrice majeure et utile. Et savoir que les cinq années qui nous restent ne suffiront probablement pas à atteindre les objectifs fixés ne signifie pas, pour moi, une source de découragement mais bien plus une incitation à redoubler nos efforts. »
www.deza.admin.ch/fr/Accueil/La_DDC/Strategie/Les_Objectifs_du_Millenaire_pour_le_developpement
www.deza.admin.ch/fr/Accueil

Fonds des Nations unies pour la population

« Il sera capital d'atteindre les objectifs du Programme d'action de la CIPD pour atteindre ensuite les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Ces huit objectifs, qui s'inscrivent dans le droit fil de ceux de la CIPD, visent dans leur ensemble à réduire la pauvreté extrême de moitié d'ici 2015. L'UNFPA fait l'apport de ses connaissances spécialisées dans les domaines de la santé de la reproduction et de la population et participe aux efforts conjoints déployés de par le monde pour assurer la réalisation des OMD. »
web.unfpa.org/french/about/index.htm

Fonds international de développement agricole

« La mission unique du FIDA est d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition et d'œuvrer pour que les populations rurales, femmes et hommes, se libèrent de la pauvreté. »

www.ifad.org/

www.ifad.org/governance/sf/f/

Site OMD: www.ifad.org/governance/mdgs/index.htm

Où nous travaillons: www.ifad.org/operations/gmaps/index.htm

Fonds monétaire international (FMI)

« Les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) sont les cibles que la communauté internationale s'est données en vue de réduire de moitié la pauvreté dans le monde et d'améliorer la situation des plus démunis d'ici 2015. Le FMI contribue à cet effort par les conseils de politique économique, l'assistance technique et les prêts qu'il propose à ses membres, ainsi que par le rôle qu'il joue dans la mobilisation de l'aide des bailleurs de fonds. Avec la Banque mondiale, il évalue les progrès accomplis vers la réalisation des OMD dans le cadre du Rapport de suivi mondial. »

www.imf.org/external/french/index.htm

Site OMD: www.imf.org/external/np/exr/facts/fre/mdgf.htm

Fonds pour la réalisation des Objectifs du Millénaire

« Le Fonds pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (F-OMD) est résolu à éradiquer la pauvreté et les inégalités et à changer la vie des peuples du monde. Créé en 2007 grâce à une généreuse contribution du gouvernement espagnol au système des Nations Unies, nous travaillons avec et appuyons les citoyens et leurs organisations, ainsi que les gouvernements, afin de mettre en œuvre des programmes qui aident à faire progresser les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) dans le monde entier. »

www.mdgfund.org/fr

IED (Innovation, Environnement, Développement) Afrique

« IED Afrique est une organisation indépendante, à but non lucratif, basée au Sénégal, qui capitalise une quinzaine d'années d'expérience en Afrique de l'Ouest francophone. Elle intervient sur les problématiques de développement durable et de citoyenneté en Afrique en mettant l'accent sur les innovations méthodologiques et participatives. Créée le 1er septembre 2005, elle prend le relais du Programme Sahel de l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED), mis en place en 1993 dont elle poursuit et renforce les acquis. »

www.iedafrique.org/spip.php

Institut panafricain pour le développement

« L'Institut Panafricain pour le Développement (IPD) est une association internationale constituée d'un Secrétariat Général basé à Yaoundé au Cameroun. Sa mission est "Être une institution africaine de référence dans les domaines de développement. Une institution qui forme des cadres de niveau intermédiaire et de haut niveau, nourris aux valeurs de démocratie, d'humanisme, d'équité, de justice sociale, de bonne gouvernance et de respect des droits de l'homme. »

www.paidafrika.org/fr

Institut Panos Afrique de l'Ouest (IPAO)

« L'Institut Panos Afrique de l'Ouest (IPAO) est une organisation internationale non-gouvernementale, indépendante et laïque, créée en 2000 et issue d'un programme Afrique de l'Ouest engagé depuis 1988. Il est le premier Panos du Sud membre du Panos Council. Bâtit un espace démocratique de communication en Afrique pour le changement et la justice sociale. »

www.panos-ao.org/ipao/spip.php?rubrique1&lang=fr

Mission du Programme des Nations Unies pour l'environnement

« La mission du Programme des Nations Unies pour l'environnement est de montrer la voie et d'encourager la coopération pour protéger l'environnement. Elle se doit aussi d'être une source d'inspiration et d'information pour les Etats et les populations et un instrument de facilitation leur permettant d'améliorer la qualité de leur vie sans toutefois compromettre celle des générations à venir. »

www.unep.org/french/

ONU Femmes

« Les OMD fournissent une feuille de route de base pour le développement. Si l'égalité des sexes en est le troisième objectif, elle fait aussi partie intégrante de la réalisation de l'ensemble des huit OMD, depuis la prévention du VIH jusqu'à la promotion d'un environnement durable face aux changements climatiques. »

www.unwomen.org/fr

ONUSIDA

« La Stratégie de l'ONUSIDA vise à favoriser les progrès mondiaux dans la réalisation des objectifs fixés par les pays en faveur de l'accès universel à la prévention, aux traitements, aux soins et au soutien au VIH, à stopper et renverser la propagation du VIH, et à contribuer à l'accomplissement des Objectifs du Millénaire pour le développement à l'horizon 2015. »

www.unaids.org/fr/

Organisation de coopération et de développement économiques (Direction de la coopération pour le développement, DCD-CAD)

« Les travaux du CAD ont intrinsèquement pour but de soutenir les efforts déployés à l'appui des OMD, à commencer par ceux portant sur les différents objectifs internationaux de développement, le suivi et l'évaluation, l'efficacité de l'aide, et la prévention des conflits, la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat. »

www.oecd.org/fr/

Site OMD: www.oecd.org/fr/cad/locdeetlesobjectifsdumillenairepourledeveloppement.htm

Organisation internationale de la francophonie

« La Francophonie fonde sa démarche d'action sur l'accompagnement des pays en développement (PED) membres, qui sont les premiers concernés par les enjeux et problématiques des Objectifs. A ce titre, les Objectifs du millénaire occupent une place primordiale au cœur des principales orientations de son action. »

www.francophonie.org/

www.francophonie.org/IMG/pdf/La_Francophonie_et_les_OMD.pdf

Organisation mondiale de la santé

« L'OMS collabore avec ses partenaires pour appuyer les efforts nationaux en vue d'atteindre les OMD liés à la santé ... L'OMS aide les autorités nationales à élaborer des politiques et des plans sanitaires et les gouvernements à collaborer avec les partenaires au développement pour que l'assistance venant de l'extérieur réponde aux priorités domestiques. L'Organisation collecte et diffuse des données sur la santé pour permettre aux pays de planifier leurs dépenses sanitaires et de suivre les progrès. »

<http://fr.wfp.org/>

Site OMD: www.who.int/topics/millennium_development_goals/fr/index.html

Programme Alimentaire Mondial

« Créé en 1962, le PAM œuvre pour un monde où chaque homme, femme et enfant a accès en permanence à suffisamment de nourriture pour mener une vie saine et active. Pour atteindre cet objectif, nous œuvrons, aux côtés de nos agences onusiennes partenaires basées à Rome – L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA) – ainsi que nos gouvernements et ONGs partenaires. Chaque que année, le PAM nourrit, en moyenne, plus de 90 millions de personnes dans plus de 70 pays. Environ 12 000 personnes travaillent pour le PAM, la plupart d'entre elles dans des lieux très reculés, au contact direct des populations les plus démunies et sous-alimentées. »

<http://fr.wfp.org/publications/list>

Sidaction

« Dès sa création en 1994, l'association Sidaction fonde son organisation sur un principe essentiel : réunir la recherche et le milieu associatif. Ainsi, le conseil d'administration de l'association réunit, autour de Pierre Bergé son président et de Line Renaud, sa vice-présidente, des chercheurs, des médecins et des représentants des associations. Grâce à sa vision globale et transversale de l'épidémie de sida, Sidaction est aujourd'hui un acteur unique et central de la lutte contre le sida. »

www.sidaction.org/

UNICEF

« Le travail d'UNICEF « coïncide avec les Objectifs du Millénaire pour le développement fixés par les Nations Unies en 2000 – et il est essentiel pour leur réalisation ... Sur les 48 indicateurs de progrès vers ces objectifs, l'UNICEF est le premier responsable des progrès effectués dans 13. »

www.unicef.org/french/

Site OMD: www.unicef.org/french/mdg/

Pour savoir davantage :

« Le système intégré des organisations de la Société civile (iCSO) des Nations Unies permet l'enregistrement en ligne des profils généraux des organisations de la société civile, y compris les adresses, les personnes à contacter... La recherche avancée permet de nombreuses combinaisons, y compris le nom et le type d'organisation, la région et le pays, le statut consultatif, la langue, la portée géographique, les champs d'activité et la participation aux activités. » <http://esango.un.org/civilsociety/login.do>

- **Annuaire des organisations de développement:** www.devdir.org/fr/
- **Association d'aide et ONG en Afrique (Afrique Index):** www.afriqueindex.com/Categories/solidarite.htm
- **Liste de ONG en Afrique (Informatique sans frontières):** www.informatiquesansfrontieres.org/ong3.html

Veillez trouver ci-dessous quelques conseils supplémentaires concernant la façon de couvrir les thèmes liés au développement humain (notons que des orientations destinées à une région peuvent s'appliquer aussi à une autre) :

- « Ecrire sur les TIC et la lutte contre la pauvreté: Guide pratique à l'intention des journalistes » (Institut PANOS Afrique de l'Ouest) www.panos-ao.org/ipao/spip.php?article15004&lang=en
- « Guide pratique du journaliste centrafricain » (Fondation Hironnelle/Organisation internationale de la Francophonie) www.journal-des-elections.net/docs/GUIDEPRATIQUE_JOURNALISTECEENTRAFRICAIN_manuscrit.pdf
- « VIH, sida, comment en parler? » (Sidaction) www.sidaction.org/e_upload/pdf/guide_vih_sida_comment_en_parler_web.pdf
- « Le journalisme d'investigation en Afrique » (African Media Club) www.africamediaclub.org/le-journalisme-dinvestigation-en-afrique-le-manuel/
- « Le manuel du journalisme de données » (anglais) <http://datajournalismhandbook.org>
- Guides pratiques pour les journalistes qui couvrent la science (DevNet) www.scidev.net/fr/practical-guides/

Y a-t-il autre chose que je devrais savoir?

Oui! Vous devriez savoir que de nombreuses organisations à travers le monde, y compris l'Institut International de la Presse (IPI), œuvrent chaque jour à la protection des droits des journalistes et appuient le rôle des médias dans la reddition des comptes par les gouvernements et les groupes d'intérêts spéciaux envers la population ainsi que le respect des accords de développement.

Vous pouvez compter sur un appui précieux des ONG de défense de la liberté d'expression, qui peuvent faire un plaidoyer à votre faveur si vous êtes aux prises avec un problème. Le réseau de l'IFEX (Échange international de la liberté d'expression) tient une liste actualisée de ses membres de partout au monde sur ce site Web : www.ifex.org/our_network/

Comment joindre l'IPI :

Spiegelgasse 2
1010 Vienna, Austria
T: +43 1 512 90 11
F: +43 1 512 90 14

W: www.freemedia.at
E: ipi@freemedia.at
Twitter: @globalfreemedia
Facebook: InternationalPressInstituteIPI

(5^e partie)

Apprendre par l'exemple : Articles primés sur le développement

« La ruée vers l'or rose » *Syed Zain Al-Mahmood* 160

« Médecine et croyances en Sierra Leone » *Nele Mailin Obermueller* 164

« Ecoles électroniques en Afrique : Entre mythe et réalité » *Mario Alejandro Muñoz de Loza* 168

Article primé sur le développement I

La ruée vers l'or rose

Syed Zain Al-Mahmood

Lauréat 2012 du « Developing Asia
Journalism Awards » (DAJA)

Le présent article a d'abord été publié dans le Dhaka Courier (Bangladesh) le vendredi 31 août 2012; il est reproduit ici, en traduction, avec la permission de l'auteur.

Saleha Khatun, âgée de 27 ans, doit affronter un risque professionnel hors du commun pour aller chercher de l'eau chaque matin : des tigres. Le village de Saleha, Madhyapara, de l'upazila de Dacope dans le district de Khulna, est situé à l'orée des Sundarbans — la plus grande forêt de mangrove au monde et l'habitat du tigre royal du Bengale.

Peinant pour fournir l'eau nécessaire à la survie de sa famille, Saleha fait le chemin, à pieds, entre le plancher en terre de sa hutte et le puits tubulaire à pompe manuelle sur le terrain de l'école la plus proche, à environ quatre kilomètres. Transportant son kolshi, un pot en terre cuite local, elle doit faire le périlleux trajet sur un sentier peu fréquenté qui longe la rivière, cette seule étroite étendue d'eau la séparant de la majestueuse forêt de mangrove.

Les attaques de tigres tuent jusqu'à cent personnes par an dans les Sundarbans. Il y a deux ans, une cousine de Saleha a perdu la vie pendant qu'elle ramassait du bois pour le feu. Malgré le risque, Saleha considère qu'elle n'a pas d'autre choix. Bien que leur village soit entouré d'eau, ses voisins et elle n'ont pas une goutte d'eau à boire.

(26)

A propos du prix : Les prix du journalisme du développement en Asie ont été fondés en 2004 pour développer la capacité des journalistes à travailler sur les problèmes de développement. Les prix annuels honorent le travail et les contributions de journalistes activement engagés dans la diffusion responsable de connaissances liées à la réduction de la pauvreté, et à d'autres domaines qui soutiennent le développement durable en Asie et dans le Pacifique.



Des résidents locaux dans la région de Gabura, au Bangladesh pêchent à la crevette. EPA/Abir Abdullah

Le piège du sel

« Ils ont creusé des bassins et ont laissé l'eau salée y pénétrer », mentionne Saleha, montrant d'un geste large l'étendue d'eau brune entourant sa maison. « Nous devons marcher des kilomètres pour contourner les élevages de crevettes. Rien ne pousse plus ici : ni riz, ni légumes. Le sel a tout détruit. »

Le Bangladesh se trouve au premier plan des changements climatiques, et la salinité rampante en provenance du golfe du Bengale a été identifiée comme sa principale menace. Or beaucoup d'experts jettent le blâme sur des facteurs locaux, comme l'élevage intensif de la crevette, pour expliquer l'accélération de la salinisation. Forts d'un marché florissant en Europe et en Amérique du Nord, les hommes d'affaires bangladais ont investi dans des milliers d'hectares d'élevage de crevettes, ce qui a radicalement transformé le paysage côtier. La région, qui présentait auparavant des champs de riz verts, offre aujourd'hui des terres dévastées et saturées d'eau.

M. G. Neogi, consultant auprès de l'Institut international de recherche sur le riz, affirme que l'élevage industriel de crevettes favorise non seulement la propagation de la salinité dans l'eau de surface, mais également la pollution de la nappe phréatique. « Le pompage massif d'eau salée et l'aspiration d'eau de la nappe phréatique sont des pratiques courantes dans les zones d'aquaculture », explique-t-il. « L'adduction importante d'eau de la nappe phréatique abaisse le niveau hydrostatique, ce qui permet à l'eau salée de s'infiltrer dans l'aquifère. »

Certains villages contre-attaquent. Des groupes de fermiers réagissent en fermant définitivement les bassins et retournent à la culture traditionnelle du riz. Cependant, les plus grandes fermes de crevettes (ghers), appartenant en majorité à des propriétaires absents, sont toujours en activité, ce qui entraîne des conséquences désastreuses. Autrefois le grenier du Bangladesh, le sud est maintenant un énorme élevage de crevettes pour les marchés d'outremer.

Le pactole

Saluée comme une adaptation efficace à un climat changeant dans les années 1990, l'élevage de crevettes a connu une croissance phénoménale dans la ceinture côtière. Aujourd'hui, les crevettes rapportent gros au Bangladesh; elles arrivent au second rang des exportations derrière les produits du vêtement et font rentrer des devises étrangères d'une valeur de plus de 450 millions de dollars annuellement.

La crevetticulture a envahi plus de 242 000 hectares de terres agricoles s'étendant sur 18 districts côtiers et a produit l'an dernier 45000 tonnes de crevettes, qui sont les petites clés roses

d'un coffre au trésor évalué à plus de 12 milliards de dollars par an. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les crevettes comptent pour 16 pour cent des exportations des produits de la pêche.

« La croissance économique du Bangladesh est menée par les exportations, dont la crevette constitue une part importante, » explique Kazi Belayet Hossain, directeur général de Sobi Fish Processing Ltd et ancien président de l'Association bangladaise des exportateurs d'aliments surgelés. « Un appui, sous la forme d'une politique gouvernementale, et des conditions favorables sur les marchés mondiaux nous permettraient d'augmenter nos revenus d'un milliard de dollars par an. Il s'agit d'un pactole pour le Bangladesh et d'un excellent moyen d'élargir nos exportations. »

Or, aux yeux de plusieurs analystes, l'« or rose » a perdu son éclat. Rezaul Karim, un expert en aménagement rural à l'Université de Khulna, est d'avis que la ruée vers l'élevage de la crevette représente un exemple parfait où la cupidité commerciale non maîtrisée prend le pas sur les besoins d'une population locale marginalisée.

« Certes, des profits ont été faits, mais ils ont été empochés par des investisseurs et des propriétaires absents, » ajoute Karim. « La population des zones côtières a été privée de sa principale source de revenus. L'eau a été polluée; la terre est maintenant infertile en raison du sel et des déchets produits par les élevages de crevettes; de plus, des risques pour la santé ont été créés par l'utilisation systématique d'antibiotiques. »

Le fond du baril

Les effets de l'aquaculture de la crevette se font surtout sentir dans les districts entourant les Sundarbans : Khulna, Bagerhat et Satkhira, soit les zones qui présentent la plus grande concentration d'élevages de crevettes. Selon certains environnementalistes, les grands élevages de crevettes sont une des causes de la destruction des marais de mangrove dans ces trois districts côtiers.

Selon une étude de la Division de la réforme des terres du gouvernement, la salinité et la pollution engendrées par la crevetticulture d'exportation au cours des trois dernières décennies ont détérioré la fertilité du sol de plus de 400 000 hectares de terres agricoles sur la côte, lesquelles auraient pu fournir 2,5 millions de tonnes de riz, soit une quantité suffisante pour combler le déficit alimentaire annuel du pays.

Azfar Ali, un riziculteur de Dacope dans le district de Khulna, explique pourquoi il est si difficile de résister aux grosses entreprises : « Les élevages de crevettes doivent retenir l'eau salée toute l'année. Celle-ci s'infiltrerait graduellement dans les champs

environnants. Les fermiers qui ne veulent pas louer leur terre pour la crevetticulture risquent de la voir inondée délibérément. Ils se retrouvent alors à louer la terre à un prix dérisoire. »

Neogi, de l'IRRI, affirme que la prolifération des élevages de crevettes industriels a eu un impact non seulement sur l'eau et le sol, mais également au niveau de la main d'œuvre : « Les fermiers locaux engageaient environ 250 travailleurs pour chaque hectare, mais la crevetticulture ne requiert que quatre ou cinq employés pour garder la même superficie, » explique-t-il. « Ce changement a augmenté le chômage dans la région. Un bon nombre des nouveaux chômeurs partent pour accroître les rangs des pauvres en ville. »

Dans une étude effectuée en 2004, l'Environmental Justice Foundation (EJF) notait que la demande accrue de l'occident pour les espèces de crevettes d'eau douce a provoqué un changement vers un type de « culture sur brûlis », car les réseaux de grands étangs artificiels doivent être abandonnés tous les cinq ou six ans en raison des maladies et de la dégradation de l'eau.

L'énigme de la crevette

Selon certains experts, l'industrie de la crevette au Bangladesh fait ressortir les problèmes liés au fait que les politiques économiques sont établies sans égard pour les objectifs sociaux et environnementaux. Beaucoup blâment le gouvernement pour son manque de surveillance réglementaire et pour sa tolérance aux comportements cupides.

« Nous avons besoin des revenus provenant de l'exportation », avoue Tareque Salehin, un économiste à l'Université de Dhaka. « Or, pour que l'élevage industriel de crevettes soit viable, la planification et la gestion doivent devenir plus efficaces et plus sensibles aux besoins des communautés locales. »

Le gouvernement offre actuellement une incitation lucrative équivalant à 15 pour cent de la valeur totale des exportations. Selon Saiful Islam, un haut fonctionnaire du Board of Investment (BOI), celui-ci tente de promouvoir une aquaculture « semi-intensive » des crevettes. Il affirme que le gouvernement est impliqué dans le développement d'« initiatives » d'assurance qualité en collaboration avec les exportateurs.

Neogi, à l'IRRI, croit que la solution réside dans des formes d'aquaculture viable, dont profitent les communautés locales, ce qui renforce le fondement de leur économie. Pour remplacer les systèmes de production intensive, il recommande des méthodes telles que la polyculture.

La « polyculture » fait référence à une méthode de culture traditionnelle qui implique l'élevage, dans la même eau, de plu-

sieurs espèces différentes, ce qui donne une assurance contre les risques de maladies et les conditions changeantes du marché.

« L'industrie de la crevette doit suivre les meilleures pratiques en termes environnementaux », fait valoir Neogi. « L'utilisation d'antibiotiques et de produits chimiques doit être réglementée si l'industrie désire maintenir les marchés d'outremer. »

« La diversification ne doit pas signifier le renoncement à de l'argent séculaire ou à des cultures vivrières », ajoute-t-il. « En fait, nous devons fournir aux fermiers des outils afin qu'ils puissent produire des cultures traditionnelles pour leur permettre de compenser la perte de productivité engendrée par la salinisation. »

Le BRRI dhan 47, une variété de riz tolérante au sel, a déjà été introduit dans la zone côtière du sud. Selon des scientifiques, les fermiers peuvent le cultiver dans leurs étangs de crevettes, ce qui leur permet d'augmenter leurs revenus.

Les BRRI dhan-55, 56 et 57, trois variétés à maturation hâtive, ont été conçues pour permettre aux fermiers d'introduire une troisième récolte entre celles des variétés Boro et Aman.

De retour à Madhyapara, le mari de Saleha, Nurul Islam, fait partie d'un groupe de fermiers qui a décidé de combler leurs étangs à crevettes. « J'en ai assez des crevettes, déclare Nurul. Nous remplissons les étangs et bloquons les canaux d'eau saline. Le sol est trop salé pour la culture, mais après la prochaine mousson, nous serons en mesure de commencer à semer. »

Syed Zain Al-Mahmood est un journaliste d'enquête et éditeur au Bangladesh. Il a débuté sa carrière au *Daily Star*, le quotidien bangladais de langue anglaise ayant le plus grand tirage, d'abord comme reporteur à temps partiel, puis comme rédacteur attiré. Il a ensuite travaillé comme rédacteur attiré principal pour *l'Independent*. Depuis peu, il s'est joint à l'United News Bangladesh (UNB), l'agence de nouvelles indépendante la plus importante du Bangladesh en tant qu'éditeur délégué. Il administre également le *Dhaka Courier*, la publication sœur d'UNB. Monsieur Al-Mahmood a aussi couvert le Bangladesh pour le *Guardian* (Royaume-Uni) et le *Wall Street Journal*.

Article primé sur
le développement II

(27)

Médecine et croyances en Sierra Leone

Nele Mailin Obermueller

Lauréate 2012 du concours
« International Development Journalism Competition »
organisé par le *Guardian* (Royaume-Uni)
(dans le groupe « professionnel »)

À propos du prix : Le « Guardian International Development Journalism Competition » est un prix qui a été lancé en 2008 afin d'inciter les journalistes à traiter des enjeux fondamentaux auxquels sont confrontés les pays en développement.

Le concours est dirigé en partenariat avec un groupe d'organisations non gouvernementales (ONG) internationales du Royaume-Uni; il est maintenant dans sa cinquième année. Il a été créé avec le soutien de Marie Stopes International et est administré en collaboration avec Barclays et GlaxoSmith-Kline.

Les détails du concours se trouvent à l'adresse :
www.guardian.co.uk/journalismcompetition (en anglais)

Le présent article a d'abord été publié dans le Guardian (Royaume-Uni) le lundi 26 novembre 2012; il est reproduit ici, en traduction, avec la permission de l'auteur.

Bien que Mamie Kemokai ait eu douze enfants, elle hésite à se considérer comme une mère. « Aucun de mes enfants n'est avec moi aujourd'hui, pas un », murmure-t-elle, en agitant énergiquement sa main droite dans l'air, avant de la laisser tomber mollement sur sa cuisse. Kemokai vit dans le village isolé de Bendu Kpaka, à environ 320 kilomètres au sud de Freetown, la capitale de la Sierra Leone. Comme elle raconte son histoire, la pluie tombe drue dehors, transformant en nappe de boue l'unique route de terre qui traverse le village composé d'une trentaine de maisons.

Selon un rapport de l'Unicef publié cette année, la Sierra Leone affiche le plus haut taux de mortalité des moins de cinq ans au monde. Près d'un enfant sur cinq meurt avant son cinquième anniversaire, malgré l'introduction en 2010 par le président Ernest Koroma d'un programme de soins gratuits pour les moins de cinq ans, les femmes enceintes et les mères qui allaitent. Dix des douze enfants de Kemokai sont décédés avant leur premier anniversaire.

Dix des douze enfants de Mamie Kemokai sont décédés avant leur premier anniversaire. Elle et son mari sont partis chercher de l'aide auprès d'un guérisseur traditionnel. *Gracieuseté de Nele Mailin Obermueller.*



Des enfants dans le village de Bendu Kpaka, en Sierra Leone. *Gracieuseté de Nele Mailin Obermueller.*

« Je ne crois pas que le programme de soins gratuits ait échoué; il fait seulement face à de nombreux défis », estime Heather Kerr, la directrice de Save the Children en Sierra Leone. Elle ajoute que le principal problème est le manque de personnel médical qualifié : « Vous pouvez construire autant d'hôpitaux que vous voulez, mais si vous n'avez personne pour travailler, ce ne sont que des constructions. » La Sierra Leone compte 1,9 travailleur dans le domaine de la santé pour 10 000 personnes. Ce qui se traduit par une infirmière, un médecin ou une sage-femme pour 5263 patients (en comparaison des 77 patients par travailleur de la santé au Royaume-Uni).

Jusqu'en septembre dernier, Save the Children a formé plus d'un millier de travailleurs en santé communautaire afin de diminuer cet écart. Ces bénévoles font des diagnostics et administrent des traitements de base contre les principales causes de mortalité infantile: le paludisme, la pneumonie et la diarrhée. Kerr ajoute : « Il serait préférable d'avoir assez de professionnels de la santé, mais ce qu'on peut avoir actuellement, ce sont les travailleurs en santé communautaire – et ils sont très précieux. Ils font la promotion des soins de santé gratuits, qui sont encore peu connus de la population, ils font de la prévention des infections et ils ont la confiance de leurs communautés ».

Le onzième enfant de Kemokai, une fille appelée Kandi, est morte il y a deux semaines. « Elle avait déjà deux ans, alors je pensais qu'elle était hors de danger », raconte Kemokai. Mohammed Mansaray, un travailleur en santé communautaire, est assis près d'elle. Il était absent quand Kandi est tombée malade, mais à son retour il a immédiatement dirigé Kemokai et sa fille vers le centre de santé le plus près – une marche de plus de 5,5 km. Néanmoins, Kandi est morte du paludisme une heure après leur arrivée.

Au lieu de demander conseil à Mansaray à la suite de la mort de Kandi, Kemokai et son mari ont payé un guérisseur traditionnel afin de trouver la cause de leur malheur. « Il m'a dit que mes enfants meurent parce qu'un démon est après moi. Il a des rapports sexuels avec moi la nuit et vole le sang de mes enfants quand je les allaite. »

Le guérisseur a dit à Kemokai que sa fille, Howa, la seule de ses enfants encore vivante, n'était pas en sécurité avec elle. Elle a donc envoyé sa fille de sept ans vivre avec des membres de sa famille et s'est juré de ne plus la revoir.

« Je ne pense pas qu'un démon soit responsable de la mort des enfants de Kemokai, expliquera plus tard Mansaray, je pense qu'ils sont morts de maladies infectieuses. » Cet enseignant d'âge mûr a contribué à améliorer la santé des personnes du village, entre autres, en mobilisant la communauté afin de

bannir la défécation à ciel ouvert. « J'ai donné des conseils pour élever les enfants à Mamie, mais je ne suis pas certain qu'elle en tient compte. Par contre, je ne contredis pas directement ses croyances. Si je le faisais, elle me rejetterait tout simplement », affirme Mansaray d'une voix apaisante. « Les croyances traditionnelles ne disparaîtront pas. Nos pères et même nos aïeux y croyaient, alors que la médecine occidentale est encore nouvelle pour les gens d'ici. »

La Dre Serena Brusamento, une pédiatre italienne membre de CUAMM (Médecins avec l'Afrique), fait partie de cette « nouvelle médecine occidentale ». Elle se doute que la plupart des enfants qu'elle voit ont préalablement été traités par un herboriste traditionnel ou un guérisseur. « Le problème est que les mères refusent de l'admettre. Elles savent que nous les désapprouvons, si bien que même lorsque nous tentons simplement de connaître les substances déjà administrées, elles nient les faits. »

Brusamento travaille dans la maternité à Pujehun, le district où se trouve le village de Kemokai. L'entrée de l'hôpital rappelle un verger, le plafond vitré inondant de soleil un jardin intérieur quelque peu abandonné. Au-delà de cette entrée, tout se retrouve dans l'ombre et l'air est empreint de l'odeur des corps chauds et malades.

« Nous avons eu à traiter six enfants qui étaient sérieusement intoxiqués par une herbe que des guérisseurs traditionnels leur avaient donnée. Nous n'avons pu en sauver que deux. Je ne sais toujours pas de quelle herbe il s'agit », dit Brusamento. Elle traite actuellement une fillette de 14 mois pour une large plaie sur la fesse gauche, qui s'est mise à suppurer et à épaissir après qu'un herboriste y eut appliqué un baume. « Presque toute la chair est putréfiée », dit Brusamento. « Elle mettra des mois à se régénérer – si la fillette ne meurt pas d'une infection avant. »

Fatmata Koroma, âgée de vingt ans, dit qu'elle a tenté d'amener sa fille dans deux centres de santé avant de consulter l'herboriste, mais les deux fois l'infirmière était absente. « Je ne ramènerai pas Betty chez un herboriste si elle a une autre plaie », admet la mère, arborant ce qui ressemble à un sourire coupable, comme si elle avait échappé à une réprimande.

Brusamento comprend l'hésitation des Sierra Léonais à être honnêtes avec elle. « Les personnes peuvent être plus enclines à parler aux travailleurs en santé communautaire qu'à moi, et tout ce qui améliore l'accessibilité à la santé et qui éduque en tenant compte de la culture locale est une bonne chose. De plus, ils sont toujours sur place. »

L'accès à des traitements peut être difficile en Sierra Leone. Pendant la guerre civile qui a ravagé ce pays d'Afrique de

l'Ouest de 1991 à 2002, les routes n'étaient pas entretenues et étaient même détruites afin de ralentir la fuite des villageois. Aujourd'hui, les rues sont trouées par des fondrières en forme de cratères, et sont tellement accidentées que lorsque l'on y conduit, cela donne l'impression d'être un enfant à peine attaché à un énorme cheval à bascule.

Kerr est d'accord pour reconnaître qu'une des forces du programme de travailleurs en santé communautaire est qu'il permet de contourner l'infrastructure catastrophique du pays. « Mais à l'avenir, nous devons également trouver de meilleures façons de travailler avec les guérisseurs traditionnels. »

Pour Kemokai, la décision de se séparer de la seule de ses enfants toujours vivante a été la plus difficile de sa vie. « Mais je l'ai fait pour qu'elle soit en sécurité », dit-elle, se tournant pour cacher ses larmes. « Mon plus grand souhait est d'être mère, qu'au moins un de mes enfants survive. » Seul le temps dira si Mansaray pourra la convaincre que son aide peut l'aider à réaliser son souhait.

Nele Mailin Obermueller est une journaliste primée dont les écrits portent principalement sur les affaires sociales et le développement. Ses articles et ses reportages ont été publiés dans la presse anglaise et allemande, entre autres par le *Guardian*, l'*Associated Press*, l'*Exberliner*, *Die Welt* et le *Berliner Morgenpost*. Elle détient une maîtrise en philosophie de l'Université de Cambridge. Elle parle couramment l'anglais, le français et l'allemand et a des notions de base en urdu, en hindi et en italien.

Une infirmière réconforte une jeune orpheline dans un orphelinat à Manjanjary, Madagascar. Juillet 2007. EPA/Kim Ludbrook



D'une manière générale, l'Afrique a une faible capacité d'intégration globale dans les échanges mondiaux. Les Africains âgés de moins de 25 ans, près de 60 % de la population africaine, sont loin d'obtenir leur carte d'accès au "village planétaire".

(28)

Article primé sur le développement III

Ecoles électroniques en Afrique : Entre mythe et réalité

Rivonala Razafison

Lauréate 2008 du concours « Prix africain du journalisme d'éducation » organisé par L'Association pour le développement de l'éducation en Afrique

À propos du prix : « L'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) est persuadée qu'un des moyens efficaces d'appuyer le développement d'une éducation de qualité est d'encourager la communication sur ce thème. En instituant un prix qui récompense les meilleurs articles sur l'éducation parus dans la presse africaine, l'ADEA a voulu promouvoir une communication sur l'éducation de qualité ainsi que l'intérêt et l'expertise des médias qui couvrent l'éducation en Afrique.

Le prix récompense les meilleurs articles sur l'éducation en Afrique écrits par des journalistes africains et publiés dans la presse

Le présent article a d'abord été publié dans Le Quotidien (Madagascar) le 26 décembre 2007; il est reproduit ici avec la permission de l'auteur

A présent, des jeunes écoliers africains ont l'opportunité de s'initier aux technologies de l'information et de la communication (TIC) dès le niveau primaire et ce, afin de pousser les communautés africaines à mieux intégrer la société de l'information d'aujourd'hui et l'économie mondiale de demain.

Le programme "e-Ecoles du Nepad" est une initiative lancée par les chefs d'Etat africains réunis à Durban le 13 juin 2003 à l'occasion du Sommet africain du Forum économique mondial. Il vise à établir quelque 600 000 écoles électroniques ou e-Ecoles en Afrique.

Le but est de réduire la fracture numérique tout en améliorant les pratiques éducatives sur le continent par la maîtrise des TIC. La tâche s'avère difficile dans un contexte marqué par de multiples adversités et contraintes.

africaine. Il concerne jusqu'à présent la presse écrite. Le concours est mis en oeuvre par le Secrétariat de l'ADEA avec l'aide de son Groupe de travail sur la communication pour l'éducation et le développement (GTCOMED), dont le but est de promouvoir l'utilisation de la communication au service de l'éducation en Afrique. »

Plus d'information: www.adeanet.org/journalismaward/fr2/fr_index.html

Une forme d'évangélisation "informatique" auprès des Africains se laisse découvrir derrière le programme "e-Ecoles du Nepad". Pour la plupart, ceux-ci restent marginalisés en matière d'accès au savoir. L'Afrique détient le record mondial du taux d'analphabétisme.

En 2005, 40 % des Africains âgés de plus de 15 ans ne savent ni lire ni écrire quand le taux est de 24 % en Asie, 7 % en Amérique et 2 % en Europe, selon l'Unesco. Une observation particulière est faite pour les jeunes africains âgés de 15 à 24 ans.

Ils sont à 20 % d'analphabètes quand leurs pairs asiatiques le sont à 13 %, les Américains à 3 % et les Européens à 0,03 %, toujours selon la même source. A noter que le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire a progressé de 36 % en Afrique subsaharienne entre 1999 et 2005, selon la sixième édition du Rapport mondial de suivi sur l'Education pour tous lancé par l'Unesco le 29 novembre dernier.

Carte d'accès au village planétaire

D'une manière générale, l'Afrique a une faible capacité d'intégration globale dans les échanges mondiaux. Les Africains âgés de moins de 25 ans, près de 60 % de la population africaine, sont loin d'obtenir leur carte d'accès au "village planétaire".

Appelé aussi "village électronique", celui-ci impose à chacun la maîtrise des TIC comme une des conditions essentielles de survie. L'économie de demain aura besoin de personnes ayant des compétences en TIC. Les pays africains, pour la plupart des sous-développés, sont obligés de suivre le rythme s'ils veulent se développer.

Le programme "e-Ecoles du Nepad" consiste, en effet, à transmettre les compétences en TIC aux jeunes africains en milieu scolaire du niveau primaire et secondaire. Il touche quelque 600.000 établissements scolaires en Afrique, dont 10 % du niveau secondaire, dans le but de les transformer en "écoles électroniques".

Au sens Nepad du terme, une e-Ecole n'est pas une création nouvelle. C'est en fait une école déjà existante. Mais à doter d'un parc informatique où les équipements suivants sont obligatoires : un minimum de 20 ordinateurs interconnectés entre eux et un serveur connecté à l'Internet. Un autre ordinateur connecté aussi doit être installé dans une salle accessible au personnel de l'école.

Comme accessoires souhaités pour compléter le parc : des équipements audiovisuels consistant en un poste téléviseur, un décodeur et un VCR, deux imprimantes (une en couleur et une autre en noir en blanc ou deux imprimantes en noir et blanc faute d'imprimante en couleur), un ordinateur portable, un vidéoprojecteur, un écran géant, un scanner, un appareil numérique, un climatiseur (ndlr : on est en Afrique)...

Améliorer les pratiques éducatives en Afrique

Voilà le minimum requis pour faire entrer les jeunes écoliers africains dans le village global des TIC. Du coup, les instituteurs(trices) et enseignants sont contraints de se familiariser avec les technologies dans l'exercice de leur métier. C'est de la sorte que les pratiques éducatives en Afrique pourront s'améliorer de manière substantielle, d'après le Nepad.

Il s'agit d'un vaste et ambitieux programme dont la mise en œuvre nécessite une large gamme de coopération avec le secteur

privé et la société civile en termes de fourniture d'équipements nécessaires, d'encadrement technique, de financement... Les apports financiers externes et internes sont plus que vitaux.

Les firmes bien en vue à l'échelle du monde telles qu'AMD, Hewlett-Packard, Microsoft, Oracle Corporation et Cisco Systems sont parmi les parties prenantes au programme. Elles apportent leur assistance technique et fournissent gratuitement les logiciels nécessaires.

A ce titre, il est opportun de rappeler ici la signature d'un accord de partenariat stratégique entre l'Unesco et HP le 19 décembre 2007 en vue de renforcer leur collaboration autour de projets existants dans le domaine de l'éducation.

« Il est essentiel que l'Unesco et HP aident les pays en développement, en particulier les Etats africains, à rattraper leur retard en matière de technologies de l'information et à devenir des partenaires à part entière de la société du savoir », a alors déclaré Koïchiro Matsuura, directeur général de l'Unesco.

Devenir citoyen du village électronique par les TIC

La philosophie du programme « e-Ecoles du Nepad » complèterait à cet égard la formule d'Emmanuel Kant selon laquelle "l'homme ne peut devenir homme que par l'éducation". Aussi aurait-on pu lire ceci : "Le jeune africain d'aujourd'hui ne peut devenir citoyen du village électronique de demain que par les TIC".

La maîtrise des TIC est devenue un enjeu important voire une nécessité absolue pour l'avenir des Africains. « Alors que nous avons besoin de nourritures et d'eau, nous avons aussi besoin d'instruments et d'outils qui nous permettront de nous procurer les nourritures et l'eau et de contrôler notre développement », a souligné Dr Nii Quaynor, professeur de science informatique à l'université de Cape-Coast Ghana et non moins un des promoteurs de la connexion Internet en Afrique.

L'initiative e-Ecoles du Nepad a été conçue dans le contexte de marginalisation au niveau de l'accès au savoir vécu par l'Afrique, d'après les précisions fournies par les responsables de la Commission e-Afrique. La mauvaise compréhension des Objectifs millénaires du développement (OMD) est ainsi pointée du doigt. Pas accusateur en tout cas.

« Le plus souvent, on se focalise sur l'accès à l'éducation. Mais les objectifs aussi concernent la qualité de l'éducation. Il en est de même de l'Education pour tous (EPT). Aujourd'hui,

quand on parle de qualité de l'éducation, on ne peut pas faire abstraction de l'intégration des TIC dans les pratiques éducatives », a expliqué Dr Philippe Mawoko, directeur de projet au sein de la Commission e-Afrique à Pretoria Afrique du Sud. Créée en 2001 et incorporée à l'équipe de Nepad en 2002, cette Commission est l'organe chargé de gérer en amont le programme e-Ecoles, entre autres.

« Dans ce sens, e-Ecoles du Nepad est conforme par rapport aux OMD, à l'EPT et aux résultats de différentes activités au niveau mondial dans le domaine des technologies, notamment le Sommet mondial de la société de l'information », a ajouté Dr Philippe Mawoko. L'immensité du projet est plus que jamais rendue à l'évidence.

Phase de démonstration

Le nombre d'établissements scolaires du niveau primaire et secondaire en Afrique va bien au-delà de 600 000 visés par le programme. « Ils seront tous impliqués », a précisé Jeanne Meta, directrice de la phase de démonstration de "e-Ecoles du Nepad".

Ladite phase concerne les pays suivants : Algérie, Burkina Faso, Cameroun, Egypte, Gabon, Ghana, Kenya, Lesotho, Mali, Maurice, Mozambique, Nigeria, Rwanda, Sénégal, Afrique du Sud et Uganda à raison de six écoles nommées par pays.

Les activités menées dans chacun d'entre eux ont fait l'objet de trois différents suivis et évaluations en janvier et juillet 2006 et en mars 2007. Un rapport final sera publié avant la fin de l'année 2007.

Interrogée à ce sujet vers mi-décembre, Jeanne Kate a répondu en ces termes : « Les résultats obtenus sont déjà immenses ». En réalité, la conduite des deux prochaines phases du programme en tiendra compte. En tout état de cause, la poursuite du programme pour le moyen terme et le long terme mérite quelques considérations.

Le programme s'adresse à une région du monde où le VIH/sida cause chaque année des ravages humains importants. Les dix premiers pays les plus touchés se trouvent en Afrique subsaharienne où le sida a tué plus de deux millions de personnes en

2004. Et, rien que pour cette même année, plus de trois millions de nouveaux cas d'infection ont été enregistrés.

Crise énergétique majeure

Le programme jouera un rôle non négligeable en matière de lutte contre l'expansion de la pandémie. L'information et la communication qu'il véhiculera répondront aux exigences de l'éducation préventive pour les jeunes écoliers africains.

Puisqu'il s'agit de connectivité de l'Afrique avec le reste du monde, le manque en infrastructures reliées est un des handi-

Le programme s'adresse à une région du monde où le VIH/sida cause chaque année des ravages humains importants. Les dix premiers pays les plus touchés se trouvent en Afrique subsaharienne où le sida a tué plus de deux millions de personnes en 2004. Et, rien que pour cette même année, plus de trois millions de nouveaux cas d'infection ont été enregistrés.

caps majeurs soulevés. La rapide mise en œuvre du projet fibres optiques pour desservir le continent a été exprimée à Johannesburg le 15 octobre dernier lors de la réunion des ministres africains des Télécommunications.

Par ailleurs, le projet « Connecter l'Afrique », discuté durant le Sommet de dirigeants à Kigali, Rwanda, les 29 et 30 octobre derniers, vaut 55 milliards de dollars. Les engagements pris par l'Association GSM, la Banque mondiale, l'Union européenne et la Banque africaine de développement en faveur des TIC en Afrique sont prometteurs à cet effet.

Dans la même foulée, des garanties ont été données en vue d'interconnecter toutes les capitales et grandes villes africaines aux infrastructures TIC à large bande et de renforcer la connectivité avec le reste du monde à l'horizon 2012. A confronter à la « crise énergétique majeure » annoncée par la Banque mondiale à Londres en novembre 2006.

Selon Jamal Saghir, directeur du département Eau et Energie de cette institution, près de 60 % des personnes vivant en

Afrique subsaharienne – et programme e-Ecoles du Nepad avec – n’auront pas accès à l’électricité d’ici 2020. La fréquence des délestages intempestifs dans les villes importantes comme Johannesburg, Nairobi, Dakar... en est un signe avant-coureur.

Faible budget alloué à l’éducation

Le taux d’accès à l’énergie est actuellement de 24 % pour l’ensemble de l’Afrique. Selon les prévisions de la Banque mondiale, l’Afrique doit investir 4 milliards de dollars par an pour faire passer ce taux à 47 % d’ici 2030.

Un autre fait saillant qui risque de nuire à la réussite du programme invite les observateurs avertis à jeter un regard sur le faible budget alloué à l’éducation par les pouvoirs publics. Certes, la participation financière effective de chaque pays est requise pour créer les e-Ecoles.

Le Nepad en suggère même l’intégration dans le budget annuel du ministère chargé de l’Education. Selon l’Unesco, dans son rapport publié en décembre 2007, le budget public consacré à l’éducation a progressé de plus de 5 % par an en Afrique subsaharienne (...).

En revanche, le nouveau rapport (édition 2007) de l’Institut de statistique de l’Unesco à l’université de Montréal à Canada indique que le budget consacré à l’éducation dans un seul pays du niveau de l’Allemagne, la France, l’Italie ou le Royaume-Uni est supérieur à celui consacré à l’éducation par l’ensemble de la région subsaharienne du continent africain.

Un énième facteur influent, pouvant être une source de blocage, est d’ordre comportemental. Des sociologues, spécialistes de l’éducation à l’instar du professeur François Rajaoson de l’université d’Antananarivo, aiment répéter à leurs étudiants que le succès de l’apprentissage des TIC n’est pas évident avec les personnes d’un certain âge. Le refus des adultes à s’adapter aux technologies modernes se comprend par l’analyse de la “socialisation secondaire”.

Nous voulons en venir ici à l’implication systématique des instituteurs(trices) et enseignants africains dans la mise en œuvre du programme e-Ecoles du Nepad, qui, pour le moment, navigue entre mythe et réalité malgré les vifs intérêts qu’il suscite pour l’avenir des enfants africains.

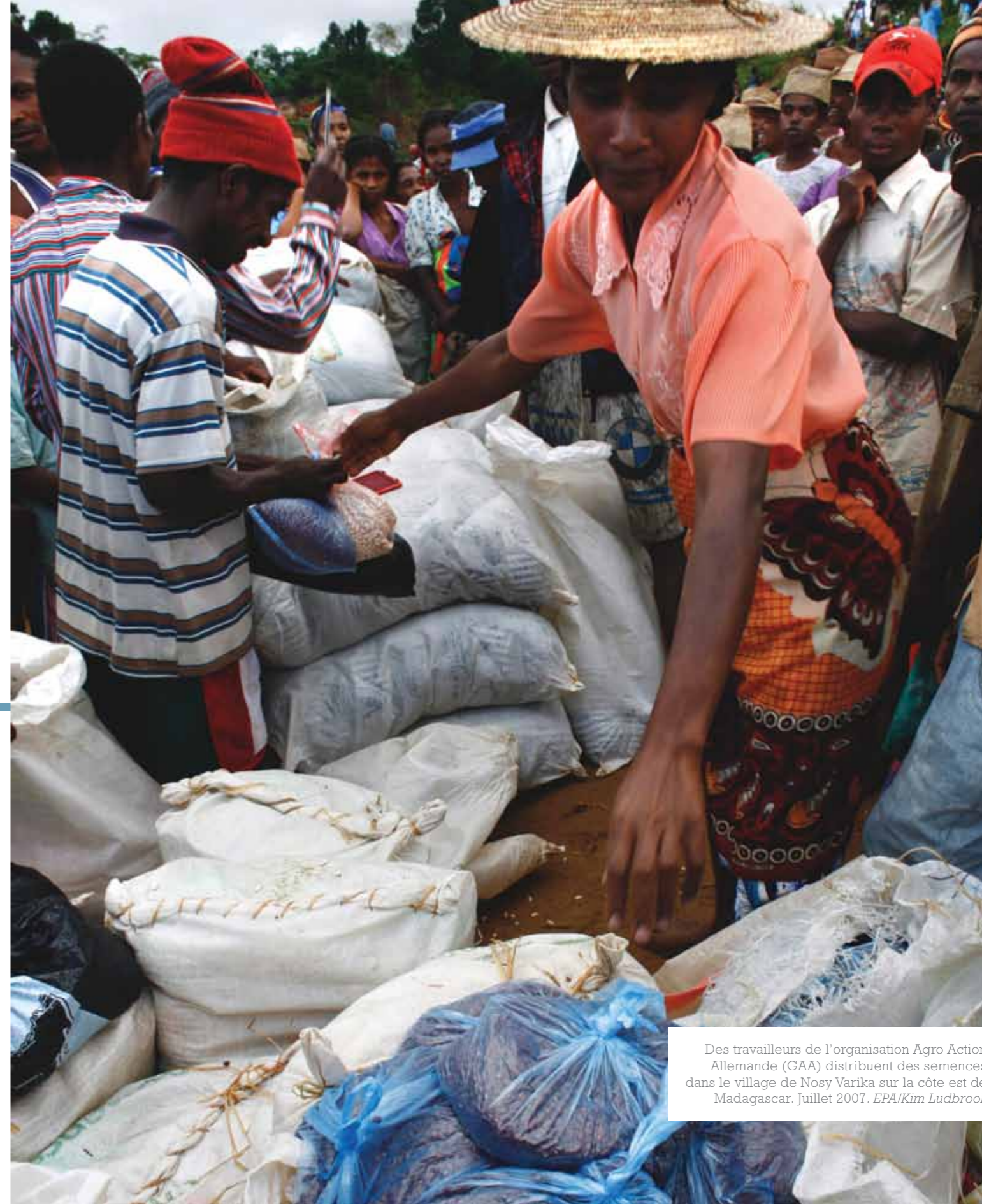
Des germes des e-Ecoles existent à Madagascar

Madagascar ne sera pas concerné par la mise en œuvre du programme e-Ecoles du Nepad aussi longtemps que le pays n’aura pas ratifié le protocole de Mécanisme africain d’évaluation par les pairs (MAEP), un autre programme du Nepad. Nous pouvons toutefois signaler des projets similaires, germes des e-Ecoles, émanant des initiatives gouvernementale et privée chez nous. C’est le cas du village TIC de Sambaina Manjakandriana placé sous la responsabilité directe du ministère de l’Education nationale et de la Recherche scientifique depuis 2004. Côté secteur privé, nous citons l’exemple de l’école Le Petit Nid dans la ville d’Antananarivo dont le programme scolaire annuel comprend le volet apprentissage des TIC dès le niveau primaire.

Cliquez ici pour télécharger le fichier PDF du article de Rivonala Razafison : www.adeanet.org/journalismaward/ph/1er%20prix%20fre.pdf

Une version HTML est disponible ici : <http://rivonala.blogspot.co.at/2007/12/ecoles-lectroniques-en-afrique-entre.html>

Né en 1976 dans la capitale de Madagascar (Antananarivo), **Rivonala Razafison** a grandi dans la brousse de la région Alaotra. Il a fait des études supérieures à l’Université de Toamasina et à l’Université d’Antananarivo. Journaliste de carrière depuis environ 15 ans, il est aussi en même temps chercheur en sociologie et enseignant à l’université. Il prépare en ce moment une thèse sur les dimensions sociales du changement climatique dans le haut bassin du Mangoro. En tant que journaliste scientifique, il a remporté des prix et bourses nationaux et internationaux dont celui offert en 2008 par l’Association pour le développement de l’éducation en Afrique (ADEA). Il a toujours collaboré avec les media internationaux.



Des travailleurs de l’organisation Agro Action Allemande (GAA) distribuent des semences dans le village de Nosy Varika sur la côte est de Madagascar. Juillet 2007. EPA/Kim Ludbrook

(6^e partie)

Notes de terrain : Réflexions personnelles sur la couverture des OMD

Mon voyage au centre des OMD (Haïti) Jean Claude Louis 176

Du Canada au Ghana : Un récit personnel (Canada/Ghana) Sophie Nicholls Jones 180

Huit buts, un effort collectif (Papouasie-Nouvelle-Guinée) Shirlyn Belden 184

Pourquoi devrait-on s'intéresser aux OMD? (Nicaragua) María Haydée Brenes Flores 188

Mon voyage au centre des OMD (Haïti)

Jean Claude Louis

(28)

Les médias haïtiens et les OMD

Bien souvent, le seul privilège dont disposent les gens qui vivent déjà dans la misère est de pouvoir partager leurs idées et de faire connaître leurs points de vue. C'est pourquoi les journalistes et les médias jouent un rôle déterminant dans le développement de la liberté d'expression des personnes marginalisées et dans la promotion du développement. Une couverture permanente des questions relatives au développement et aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), appuyée par de nombreux reportages de suivi, peut contraindre l'État et les décideurs à rendre des comptes.

Cependant, il n'est pas simple de collaborer avec les médias et les journalistes haïtiens pour produire des reportages à propos de l'aide au développement et des problèmes liés aux OMD. Le paysage médiatique d'Haïti consiste en un seul quotidien privé, quelques hebdomadaires et environ 300 chaînes de télé et de radio. On consacre très peu de temps et d'espace au développement. Les journalistes haïtiens sont sous-payés et bien souvent, ils ne possèdent ni les capacités ni les ressources pour traiter des objectifs de développement. En effet, cela exige une analyse en profondeur, du temps et des recherches.

Dans les rares occasions où les médias évoquent ces problèmes, on donne la tribune aux politiciens et aux décideurs plutôt qu'aux personnes marginalisées. Le pays n'abrite qu'une poignée de correspondants étrangers. À la suite du battage médiatique entourant le séisme de janvier 2010, les médias mondiaux semblent avoir déserté le pays. Les meilleurs reportages sur les investissements dans l'aide au développement sont le fait de journalistes d'enquête étrangers, soutenus par leurs collègues haïtiens.

Sensibiliser les journalistes aux OMD demande un engagement profond, d'autant plus que de nombreux professionnels des médias se laissent souvent séduire par des sujets plus populaires ou plus lucratifs. En tenant compte de cette difficulté, j'ai œuvré à mieux préparer les journalistes à enquêter sur les OMD et conséquemment, à les encourager à participer pleinement au développement de leur milieu.

Selon un rapport coproduit en 2012 par Haïti et l'ONU, la prévalence chez les adultes est passée de 6,1 pour cent en 1993, à moins de 2 pour cent. Je suis fier d'affirmer que les médias, en augmentant leur couverture du VIH/sida, ont contribué à cette amélioration.



Une femme qui marche dans les environs de Cité Soleil à Port-au-Prince, à Haïti. Novembre 2012.
EPA/Orlando Barria

VIH/sida

Avant la fin des années 1990, les médias d'Haïti abordaient très peu le VIH/sida. Les rares journalistes qui se penchaient sur la progression de l'épidémie ne disposaient pas des connaissances médicales nécessaires pour expliquer au public les tenants et les aboutissants de cette maladie. Silence et confusion contribuèrent à stigmatiser les sidéens, parmi lesquels je comptais quelques amis.

Je me souviens clairement d'une cousine dont le décès anéantit ses parents, qui attribuèrent sa mort à une malédiction reçue à cause de sa liaison avec un homme marié. La famille, déjà sans le sou après avoir tenté de traiter ma cousine, dut de surcroît trouver d'autres fonds pour sa crémation. Cela choqua la communauté, car en Haïti on voit d'un très mauvais œil la crémation, vu le profond respect pour les morts et la croyance en la résurrection.

Les problèmes écologiques, qu'il s'agisse de l'appauvrissement des sols ou de la perte de la biodiversité, sont des problèmes structurels qui ne seront pas réglés de sitôt. Mais sans une couverture médiatique soutenue, le public a tendance à l'oublier.

Le décès de ma cousine me poussa à m'engager auprès des sidéens et à sensibiliser mes collègues journalistes afin qu'ils soient en mesure d'aborder le sujet et de mettre l'accent sur le côté humain. Heureusement, des formations (j'ai participé à en concevoir certaines) ont contribué à combler cette lacune et à habiliter les journalistes à traiter de sujets complexes en santé. Comprenant le besoin des professionnels des médias de disposer d'un document de référence en la matière, j'ai coécrit un guide du reporter en collaboration avec des experts et des organismes de la société civile qui traitent de l'épidémie.

Le séisme de janvier 2010 détruisit la majorité de l'infrastructure sanitaire du pays et réduisit l'accès aux médicaments et aux services de base. En dépit de ces bouleversements, Haïti se démarque dans les Antilles par son progrès remarquable dans son combat contre la propagation du VIH/sida. Selon un rapport coproduit en 2012 par Haïti et l'ONU, la prévalence chez les adultes est passée de 6,1 pour cent en 1993, à moins de 2 pour cent. Je suis fier d'affirmer que les médias, en augmentant leur couverture du VIH/sida, ont contribué à cette amélioration.

Travailler auprès des enfants et de la jeunesse d'Haïti

En Haïti, les enfants sont souvent perçus davantage comme des spectateurs de la société, plutôt que comme des acteurs de

celle-ci. Ces dernières années, j'ai œuvré à créer des activités pour des centaines de jeunes hommes et femmes, afin de les pousser à s'engager dans la communauté par le truchement des médias.

Grâce aux nombreux ateliers et projets que j'ai mis sur pied, des jeunes ont été formés en journalisme écrit, radio et vidéo, ainsi qu'en photographie. Les participants ont ainsi eu l'occasion de produire des émissions et des rapports sur l'état des droits de l'enfant. Ces émissions sont diffusées dans plusieurs stations de Port-au-Prince, de même que depuis des radios communautaires.

La formation visait à enseigner aux journalistes d'âge adulte comment aborder les sujets touchant les enfants, particulièrement pour ce qui est de la traite d'enfants. Il est courant qu'une famille rurale indigente envoie ses enfants travailler comme domestiques en ville ou en République dominicaine. Cette couverture a conduit des journalistes à examiner de plus près les causes premières de la traite d'enfants, ce qui a amené un certain redressement de la situation.

Pour un environnement durable

Au cours des quarante dernières années, Haïti a subi une déforestation considérable. En Haïti, les facteurs de dégradation de l'environnement s'expliquent

d'abord par la pauvreté, qui se traduit entre autres par une demande croissante de bois de chauffage et de bois de construction. Les problèmes écologiques, qu'il s'agisse de l'appauvrissement des sols ou de la perte de la biodiversité, sont des problèmes structurels qui ne seront pas réglés de sitôt. Mais sans une couverture médiatique soutenue, le public a tendance à l'oublier.

Agir comme journaliste en environnement peut s'avérer difficile, car rares sont ceux qui possèdent la culture scientifique nécessaire. C'est dans cette optique que j'ai participé à la rédaction d'un guide de journalisme qui explique quelques concepts et problèmes centraux en matière d'environnement. Les journalistes haïtiens ont réservé un bon accueil au document et j'ai compris durant mon travail auprès des journalistes que leur couverture de l'environnement peut influencer sur les décisions que prendront les personnes et l'État.

Le séisme d'Haïti en 2010 et ses répercussions

En novembre 2007, le gouvernement haïtien conçut un plan stratégique de croissance économique et de réduction de la pauvreté, dans le but d'améliorer les conditions de vie des Haïtiens et de faire en sorte que le pays atteigne les OMD en 2015.

Mais avant même que le puissant séisme ne frappe Haïti en 2010, le plan national de développement était plombé par l'instabilité politique et le manque de ressources et



Plusieurs enfants à l'école Fondamentale Olympcia dans les environs de Cité Soleil à Port-au-Prince, en Haïti. Novembre 2012. EPA/Orlando Barria

d'investissements dans des secteurs névralgiques comme la santé, l'éducation et l'agriculture. Néanmoins, on peut difficilement exagérer l'impact du séisme : la secousse a fauché 300 000 personnes et causé des dégâts et des pertes équivalents à 66 pour cent du PIB.

Vingt mois après la secousse, les défis demeurent colossaux. Nous sommes encore dans une situation d'urgence, avec près d'un demi-million de gens déplacés qui vivent sous des tentes dans des conditions de vie précaires. Des rapports indiquent qu'un début d'épidémie de choléra, une maladie disparue d'Haïti depuis plus d'un siècle, a tué près de 7000 personnes dans l'ensemble du pays.

L'insécurité alimentaire et le manque d'eau potable sont chroniques. Beaucoup d'enfants d'âge scolaire ne peuvent fréquenter l'école. Le développement d'Haïti reste fortement tributaire de fonds extérieurs, mais seule la moitié des 382 millions de dollars demandés aux donateurs internationaux a été fournie.

L'avenir des OMD en Haïti

Il reste à peine trois ans pour atteindre les OMD avant l'échéance de 2015. Pourtant, Haïti doit relever d'énormes défis pour atteindre les Objectifs les plus fondamentaux, par exemple offrir une éducation primaire universelle, diminuer la mortalité infantile et améliorer la santé maternelle. Avant même que ne survienne le tremblement de terre et les dommages catastrophiques qu'il a entraînés, les perspectives étaient déjà peu reluisantes.

La société haïtienne ne s'est jamais approprié les OMD, en partie à cause de la faible couverture médiatique. Paul Eddy Lacoste, un professeur et un spécialiste en développement, a affirmé que les médias n'ont jamais été considérés comme des

partenaires pour le développement, qui pourraient travailler de concert avec l'État et d'autres décideurs.

Tom Drumond travaille pour la station privée Signal FM. Il a relevé n'avoir jamais reçu de formation sur les OMD, dont il entend par ailleurs peu parler. Il ajoute cependant que « des séminaires sur les OMD aideraient à leur accorder leur place dans les médias ». Jean-Phares Jérôme, qui écrit pour le Nouvelliste, m'a confié que c'est à la suite d'une telle formation qu'il s'est mis à écrire à propos de l'accomplissement des OMD.

Bien du chemin reste à faire avant qu'Haïti n'arrive à ce résultat, mais je garde confiance. Les médias peuvent promouvoir le progrès en sensibilisant aux Objectifs et en accordant la parole aux personnes marginalisées. Ainsi, l'État et la société civile sentiront l'obligation de redoubler d'efforts pour atteindre les OMD au nom de la population haïtienne, dont une majorité vit au jour le jour, tant bien que mal.

Jean Claude Louis a été directeur national en Haïti pour Panos Caraïbes, de septembre 2001 à juillet 2009. Il travaille aujourd'hui comme consultant indépendant et poursuit sa collaboration avec Panos. Formé en sociologie et en journalisme, il a travaillé pour quelques ONG en Haïti en tant que professionnel du développement. Jean-Claude possède un grand bagage en création et en implantation de formations pour les journalistes. Il est l'un des fondateurs du Centre of Communication on HIV/AIDS d'Haïti, ainsi que du Haïti Club Press, deux réseaux journalistiques.



(29)

Du Canada au Ghana : Un récit personnel (Canada/Ghana)

Sophie Nicholls Jones

En octobre 2007, je quittai le Canada en direction du Ghana. J'étais persuadée qu'en tant que journaliste de presse écrite de Toronto je comprenais ce que devait être un reportage et donc que je savais dénicher les nouvelles, les décortiquer et les raconter, peu importe le milieu dans lequel je me trouverais. Enfin, c'est que m'avait fait croire ma formation à Toronto, à l'école de journalisme de l'université Ryerson. Mon expérience

de journaliste d'actualité pour Sun Media avait confirmé et nourri ces convictions. J'étais à la fois enthousiaste et stressée, confiante mais humble, et certainement pas pleine d'attentes ou d'a priori... Enfin, c'est ce que je croyais.

Ma formation préparatoire avec l'ONG canadienne Journalistes pour les Droits Humains (JDH), pour laquelle je travaillerais à Accra, la capitale du Ghana, consistait en une suite d'exercices avec mes confrères de JDH. En tant que formateurs en journalisme, nous devions travailler avec les journalistes ghanéens afin d'affiner leurs aptitudes à produire efficacement des reportages traitant de justice sociale et de droits de la personne. Nos tâches principales comprenaient tutorat, de l'accompagnement et de la formation à propos de l'éthique journalistique, des techniques d'entrevue, de la façon dont on recherche les sujets ou encore des façons d'humaniser un reportage. En nous attaquant à des sujets comme la pauvreté, la santé, l'égalité des sexes et l'éducation, pour ne nommer que ceux-là, nous visions les éléments fondamentaux des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Des Ghanéennes à une coopérative de femmes dans la région de la Volta. *Gracieuseté de Sophie Nicholls Jones*

Ensemble, nous avons réfléchi à ce que les droits de la personne signifiaient pour nous, qui sommes Canadiens. Comment cette définition changerait-elle selon le pays de naissance, celui où l'on grandit et l'éducation qu'on reçoit. Et pourquoi? Nous avons feuilleté et analysé quelques journaux africains en nous attardant aux différences entre la couverture médiatique pratiquée chez nous et ce qui retenait notre attention dans ces publications. Nous avons discuté de notre rôle durant les huit mois qui suivraient à l'étranger, des défis potentiels et des solutions à envisager. En dernier lieu, nous avons étudié le rôle de JDH en tant qu'organisme de développement des médias, dont le travail s'inscrit dans une approche fondée sur les droits de la personne. Nous avons analysé la responsabilité de l'organisme dans le soutien à l'atteinte des OMD et la manière concrète dont nous jouerions nos rôles dans cette optique.

Après avoir suivi un cours de communication interculturelle obligatoire traitant de l'acclimatation au travail et à la vie à l'étranger et après avoir étudié un carnet de conseils d'un ex-professeur de JDH, je me sentais, disons, relativement prête.

Mais peu après mon arrivée à Accra, mes certitudes furent ébranlées après avoir travaillé pour deux journaux locaux, soit un quotidien important et un autre plus petit, privé celui-là. Les normes de journalisme de mon pays ne correspondaient en rien à celles du Ghana, surtout lorsqu'il s'agit de déterminer ce qui mérite un article et ce qui constitue un « véritable » sujet.

Les journalistes avec lesquels je collaborais arboraient une grande autosatisfaction tant pour leurs choix de sujets que pour le traitement des problèmes structurels de leur pays, comme la pauvreté, la santé et l'éducation, des éléments qui constituent l'essence des OMD. L'opinion de la population locale, ses histoires, ses expériences et ses difficultés n'étaient généralement pas prises en compte ou bien étaient jugées insignifiantes. Les propos d'un politicien ou d'un spécialiste revêtaient une bien plus grande valeur et on estimait qu'une telle source suffisait à transmettre le message.

Même si tous connaissaient les OMD, on ne saisissait pas l'importance de les intégrer aux nouvelles. Une approche « montrer plutôt que dire » leur faisait défaut. Il manquait de la part des journalistes, l'ambition et le sens de la responsabilité visant à dévoiler des injustices, à faire pression sur les décideurs pour apporter des changements et à représenter les problèmes de manière holistique en se référant à l'ensemble des citoyens. Les OMD eux-mêmes étaient peu ou pas du tout représentés.

Pourquoi une telle situation et comment la modifier?

Pendant mon premier passage au grand quotidien, j'ai détecté l'existence d'une hiérarchie stricte entre rédacteurs et journalistes. Ces derniers attendaient qu'on leur assigne des sujets ou qu'on les envoie à une conférence de presse, puis ils revenaient à la salle de rédaction afin de respecter l'heure de tombée.

Les rédacteurs n'encourageaient pas les journalistes à proposer leurs propres sujets, à sortir des sentiers battus et à aller au-delà du communiqué de presse. Ce rapport de force semblait gêner les journalistes désireux d'autonomie. Convaincre les rédacteurs qu'il y avait d'autres sujets dignes d'intérêt leur était difficile et c'est peut-être la raison pour laquelle les journalistes hésitaient à essayer, d'autant plus que les rédacteurs étaient difficiles d'approche et négociaient peu.

Après avoir tenté à quelques reprises de jouer mon rôle, je quittai ce journal national pour le journal privé, de moindre envergure, où je suis demeurée jusqu'à la fin de mon mandat avec JDH. Là-bas, l'équipe de rédaction se montrait beaucoup plus ouverte et réceptive, mais je demeurais désabusée au sujet de la motivation et de l'ambition des journalistes, car le communiqué de presse continuait à dicter le contenu du journal. Les journalistes semblaient préférer assister à des conférences de presse

Même si tous connaissaient les OMD, on ne saisissait pas l'importance de les intégrer aux nouvelles. Une approche « montrer plutôt que dire » leur faisait défaut.

pour lesquelles ils pouvaient recevoir un dédommagement pour le temps et le transport (aussi appelé T et T). La norme était de reformuler des communiqués de presse ou des discours, non pas de se creuser les méninges, de mener des recherches et de rédiger des articles « locaux ».

Même pendant les conférences de presse, je notais une absence de motivation à poser des questions, à prendre des notes ou à mettre en doute des affirmations. En outre, les conférences de presse étaient fort longues (durant parfois trois heures), ce qui laissait peu de temps aux journalistes pour mener d'autres entrevues et rédiger avant l'heure de tombée, même s'ils le désiraient.

Ce manque de motivation dépendait d'autres facteurs. Au Ghana, les journalistes sont peu récompensés pour leurs efforts : le salaire moyen d'un journaliste expérimenté est inférieur à 100 dollars par mois. Dans la majorité des cas, les entreprises de presse ne dédommagent pas leurs employés pour le coût du déplacement d'un événement ou d'une conférence de presse, d'où l'intérêt suscité par les dédommagements T et T quand ils existent.

J'ai longuement insisté sur les problèmes, mais j'aimerais aussi faire part de certains moments forts et de réalisations au cours de mon mandat de huit mois. Quelques journalistes avec lesquels j'ai travaillé ont réussi à produire des reportages qui contestaient le statu quo et qui mettaient sur le devant de la scène les droits de la personne, la justice sociale et des problèmes sous-jacents aux OMD. Ils abordèrent des sujets comme les risques sanitaires dans les toilettes publiques, le traitement douteux d'enfants handicapés logés dans un institut psychiatrique ou encore les épouvantables conditions de vie des employés illégaux d'une décharge de matériel électronique. Tous ces sujets reçurent un traitement adéquat.

L'article portant sur les toilettes publiques figura à la une et le reportage à propos de la décharge de matériel électronique eut droit à une double page contenant de multiples photos et une abondance de texte. J'ai également noté qu'une fois sur place, l'intérêt, la curiosité et l'esprit critique des journalistes étaient stimulés. De mon point de vue, c'est alors qu'apparaissait le « véritable journaliste ». Voilà pourquoi je crois que le problème n'est pas le manque de désir des journalistes de creuser et d'atteindre l'essence d'un sujet. Peut-être les incitations à y parvenir faisaient-elles défaut; elles n'étaient certainement pas valorisées.

Les comportements et les pratiques dans l'industrie des médias doivent changer, particulièrement au Ghana et dans d'autres pays où la liberté de presse est limitée et où on exerce des pressions pour forcer l'adhésion à des programmes politiques. On devrait faire appel aux rédacteurs pour qu'ils soutiennent leurs employés les plus talentueux. On doit tirer le maximum du potentiel des journalistes. Partout, on devrait faire confiance aux journalistes et leur donner les outils pour influencer sur le contenu des plateformes médiatiques. Une salle de rédaction moins hiérarchisée peut raffermir le moral et améliorer la qualité du travail dans son ensemble.

On devrait inciter les journalistes à aborder chaque sujet selon le point de vue des droits de la personne, en pensant aux OMD. On doit donner la parole à ceux qui n'ont pas de voix, les écouter et intégrer au mieux leurs propos. On doit refuser le statu quo en mettant en doute les figures d'autorité en posant de bonnes questions et en présentant une analyse critique des réponses. Cela aura pour effet de diversifier et de raffermir la couverture médiatique. Celle-ci représentera toute la population qu'elle doit servir, traitera des situations problématiques et braquera ensuite les projecteurs sur ce que les OMD visent à éliminer.

De plus, les salaires devraient augmenter et le dédommagement pour frais de déplacement doit devenir une norme de l'industrie afin de rendre caduc le besoin d'allocations de T et T. Une fois ces mesures implantées, le communiqué de presse cessera de dicter le contenu des journaux et les journalistes décideront d'eux-mêmes les conférences de presse auxquelles ils assisteront, ainsi que de la durée de leur présence.

Je crois que ces changements sont possibles et qu'ils se produiront grâce à une formation plus poussée ainsi que par une compréhension et un respect des normes internationales du journalisme et des OMD. Comme journalistes, peu importe où nous vivons et pratiquons notre métier, nous avons la responsabilité d'approfondir les problèmes touchant les droits de la personne et les questions d'injustice sociale. C'est à nous de faire pression sur les États et sur les décideurs pour instaurer des changements afin les Objectifs du Millénaire pour le développement.

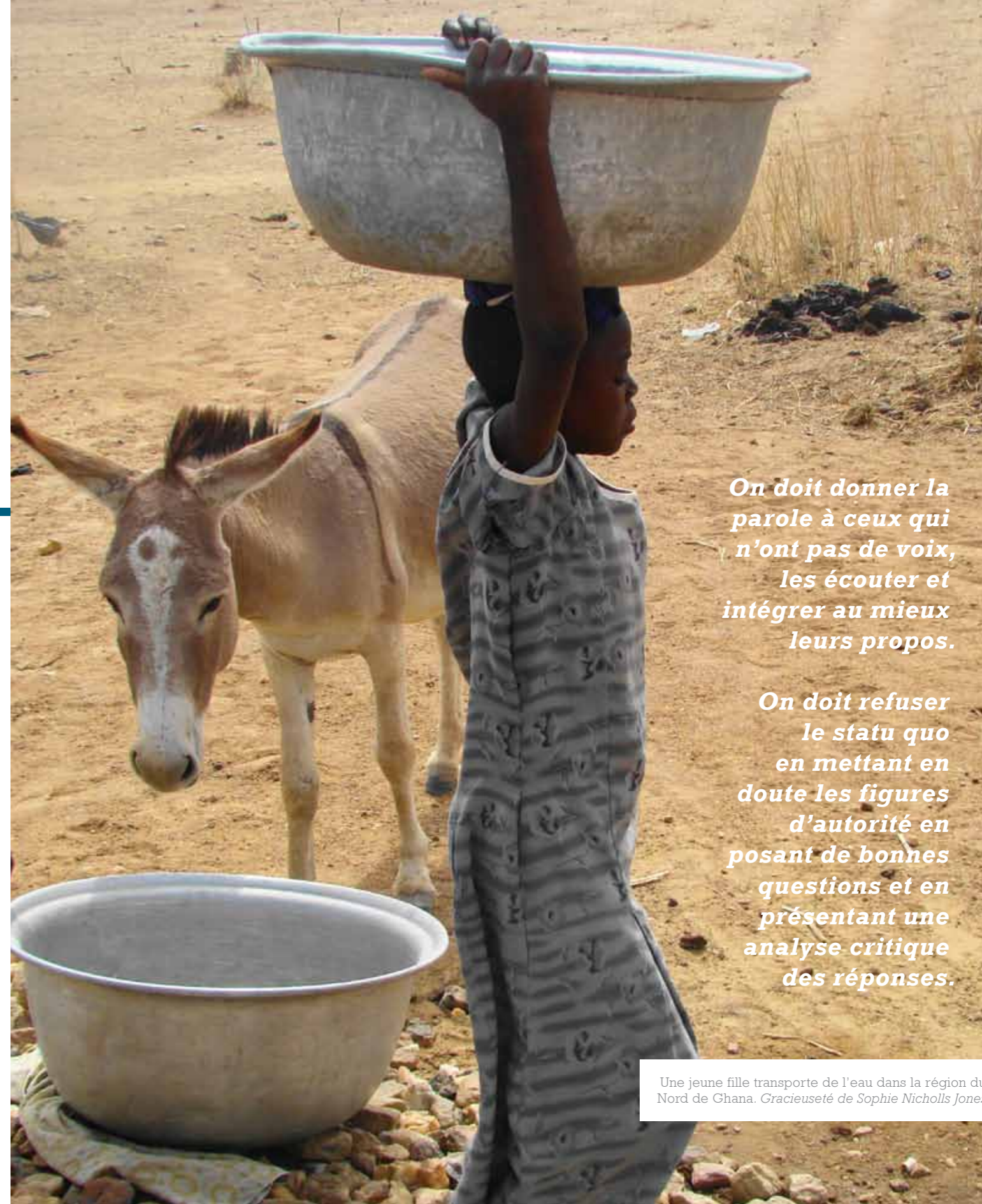
Le respect des engagements internationaux et les changements passent obligatoirement par la sensibilisation et l'éducation des citoyens que nous représentons, ainsi que par un suivi serré des actions et décisions de ceux qui tiennent les rênes du pouvoir.

L'échéance des OMD est fixée à 2015, soit dans trois ans à peine. Il y a eu du progrès, mais nous sommes encore loin d'atteindre ces Objectifs. Nous y arriverons à condition que ceux qui sont en mesure de motiver les autres passent à l'action et leur montrent la voie.



Sophie Nicholls Jones est une journaliste de Toronto au service de Metro News International, où elle agit comme chef de pupitre. Née au Canada, elle y a commencé sa carrière de journaliste après avoir obtenu son diplôme en journalisme à l'université Ryerson, en 2001. Ces dix dernières années, elle a travaillé comme reporter pour un journal de la Sun Media Corporation et comme pigiste pour diverses publications canadiennes.

Le désir de Sophie de vivre et de travailler à l'étranger l'a menée au Ghana en 2007, où elle a été formatrice en journalisme pour une ONG canadienne nommée Journalistes pour les Droits Humains (JDH). Cette expérience a fait naître en elle un grand intérêt pour le développement international, ce qui l'a poussée à entreprendre des études avancées en développement international au collège Humber, à Toronto. Sophie met à profit les compétences et connaissances acquises durant ce programme dans l'emploi à mi-temps qu'elle occupe dans l'organisme de bienfaisance Canadian Journalists for Free Expression (CJFE).



On doit donner la parole à ceux qui n'ont pas de voix, les écouter et intégrer au mieux leurs propos.

On doit refuser le statu quo en mettant en doute les figures d'autorité en posant de bonnes questions et en présentant une analyse critique des réponses.

Une jeune fille transporte de l'eau dans la région du Nord de Ghana. Gracieuseté de Sophie Nicholls Jones

(30)

Huit buts, un effort collectif (Papouasie-Nouvelle-Guinée)

Shirlyn Belden

Les médias et les OMD en Papouasie-Nouvelle-Guinée

Réaliser des reportages sur les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en Papouasie-Nouvelle-Guinée est un travail de grande importance, mais difficile, qui requiert du dévouement et un bon sens des responsabilités. Les journalistes qui traitent de ce sujet doivent arriver à faire ressortir l'aspect humain dans leurs articles. Ils doivent également acquérir une excellente connaissance de la question afin de bien comprendre les besoins des individus et de les communiquer efficacement aux décideurs.

La publication et la diffusion de nouvelles à propos des OMD sont très importantes dans toutes les salles de rédaction de Papouasie-Nouvelle-Guinée. Les médias entretiennent des relations privilégiées avec les communautés locales, les autorités religieuses, les organisations non gouvernementales et le gouvernement de sorte qu'elles ont déjà eu un impact sur la sensibilisation des personnes aux OMD.

Les stations de radio, les journaux, les émissions de télévision, les journalistes à la pige et le personnel des relations publiques travaillent tous ensemble afin de faire connaître les problèmes urgents liés au développement. Ce faisant, ils attirent également l'attention du gouvernement afin d'assurer le respect de l'échéancier dans l'accomplissement des OMD pour 2015.

Ce qui inspire mes reportages sur les OMD en Papouasie-Nouvelle-Guinée

L'an dernier, la Papouasie-Nouvelle-Guinée est tombée au 153^e rang de 180 pays pour l'Indice de développement humain (IDH), ce qui la classe dans la catégorie « développement humain faible ». Au cours des dix dernières années, pourtant, le gouvernement s'est concentré sur l'amélioration de son classement IDH : il a lancé des initiatives de développement, adopté des lois ainsi que mené des politiques et signé des déclarations. Toutefois, beaucoup de ces mesures n'ont pas eu les effets escomptés.

Par exemple, le gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée a signé la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées de l'ONU (CNUDPH), mais

il ne l'a pas encore ratifiée. Les actions du gouvernement dans ce domaine laissent beaucoup à désirer pour les quelques dix pour cent de la population qui sont handicapés.

Les OMD couvrent précisément les champs qui demandent une action rapide en Papouasie-Nouvelle-Guinée et ils ont été adoptés dans le but de fournir des stratégies de développement dans les arènes sociale, économique et politique. Néanmoins, un effort collectif est nécessaire afin de s'attaquer adéquatement aux taux élevés de mortalité infantile et maternelle ; à l'analphabétisme, à l'absentéisme à l'école et au chômage des jeunes; au VIH/SIDA et aux autres maladies mortelles; à la violence conjugale; aux problèmes urgents d'égalité des sexes et d'environnement. Cette prise de conscience, et le besoin de mettre en œuvre des mécanismes précis afin d'aborder les problèmes de développement, m'ont amenée à traiter des OMD et à les défendre.

Au cours de mes reportages, je côtoie la pauvreté et la famine dans mon pays. Lors d'un de ces reportages, j'ai rencontré Raphael, un enfant de 11 ans, issu d'un foyer brisé qui vivait dans la rue depuis ses neuf ans. Raphael n'avait jamais été à l'école et il ne savait ni lire ni écrire. Quand je l'ai trouvé, il était affamé, sans abri et sans espoir. Il portait des vêtements déchirés et n'avait rien aux pieds. Il m'a dit qu'il était difficile de se débrouiller seul dans la rue.

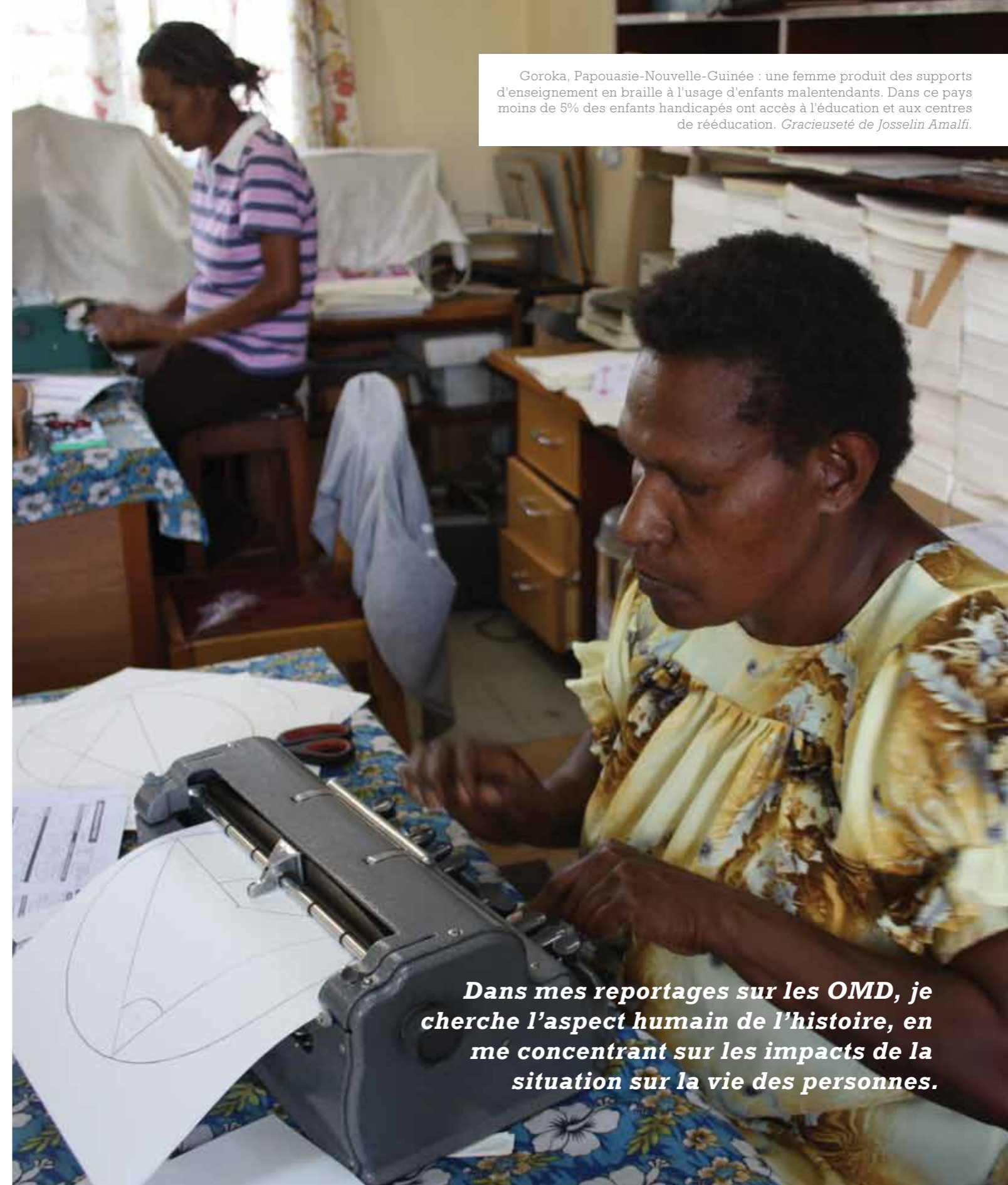
J'ai été attristée de connaître la situation critique de Raphael, qui est juste un des 20 000 enfants sans abri de la capitale de Port Moresby. De telles histoires m'incitent à écrire sur les OMD et les autres démarches pour le développement afin d'aider ma communauté.

Comment est-ce que je traite des OMD?

En tant que journaliste, je connais les défis et les obstacles auxquels mon pays doit encore faire face. Par conséquent, j'essaie d'écrire de manière aussi précise et franche que possible afin de transmettre efficacement l'information qui doit être connue.

Dans mes reportages sur les OMD, je cherche l'aspect humain de l'histoire, en me concentrant sur les impacts de la situation sur la vie des personnes. Cette manière de faire peut poser de réels

Goroka, Papouasie-Nouvelle-Guinée : une femme produit des supports d'enseignement en braille à l'usage d'enfants malentendants. Dans ce pays moins de 5% des enfants handicapés ont accès à l'éducation et aux centres de rééducation. *Gracieuseté de Josselin Amalfi.*



Dans mes reportages sur les OMD, je cherche l'aspect humain de l'histoire, en me concentrant sur les impacts de la situation sur la vie des personnes.

défis, car, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, parler des moyens de subsistance de tout un chacun peut être un sujet très personnel.

D'abord et avant tout, la question qui doit être posée est la suivante : qu'est-ce qui entrave le développement dans la communauté? Tenter de trouver une réponse à cette question rend difficile le fait d'écrire sur les OMD.

Alors, je me demande :

- Que puis-je faire, en tant que journaliste, pour aider ceux qui sont touchés?
- Est-ce que le gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée met en place des initiatives pour régler ces problèmes?
- À quel point ces initiatives ont-elles été efficaces?
- Quel est le meilleur moyen pour travailler en collaboration avec mon gouvernement et avec les partenaires du développement en vue d'enrayer la pauvreté dans mon pays?

Les réponses à ces questions nécessitent des reportages fidèles et sérieux, car ceux-ci peuvent obliger les dirigeants à entreprendre une action immédiate.

Les obstacles

En Papouasie-Nouvelle-Guinée, les principales difficultés rencontrées dans la réalisation de reportages sur les OMD résident dans la connaissance limitée du public, le manque de ressources modernes et de technologies médiatiques, de même que le terrain montagneux et le manque de leadership des autorités.

Selon une estimation récente réalisée par l'UNESCO, au moins 44 % de la population de la Papouasie-Nouvelle-Guinée est analphabète, un taux que l'organisation attribue en partie au fait que huit cents langues maternelles sont parlées dans le pays. Pour cette raison, enseigner les OMD aux habitants de manière à ce qu'ils les comprennent et y réagissent positivement, constitue un obstacle majeur qui doit être surmonté.

Beaucoup de salles de presse ne sont pas équipées des logiciels les plus récents ou de l'infrastructure nécessaire pour accéder à l'information et la communiquer efficacement. Le relief accidenté du pays (la géographie est telle que le transport par avion constitue souvent la seule option viable) rend la distribution des nouvelles d'autant plus difficile. Cela peut aussi vouloir dire que les bénéficiaires d'une initiative axée sur les OMD mis en place dans une zone urbaine ne rejoignent pas toujours les populations des régions éloignées.

Le manque de leadership de la part des autorités représente également un défi. Il est vraiment décourageant d'écrire à propos d'agences gouvernementales qui ne mettent pas en place

les projets orientés vers les OMD qui seraient bénéfiques pour les habitants.

En Papouasie-Nouvelle-Guinée, chaque journaliste faisant face à ces contraintes doit faire des efforts supplémentaires afin de rendre compte des OMD. Encore une fois, mettre l'accent sur l'aspect humain peut améliorer les chances de voir un reportage diffusé à la télévision, au bulletin de nouvelles à la radio, ou dans les pages d'un journal, ce qui, en retour, peut augmenter les occasions de promouvoir la prise de conscience et la défense des OMD.

Une autre méthode efficace de rendre compte des OMD est le travail en collaboration avec les partenaires du développement, tels que les organisations communautaires et confessionnelles, les entreprises, ou les autres agences de soutien.

Étant donné la situation actuelle en Papouasie-Nouvelle-Guinée concernant les OMD, il est évident qu'un effort collectif de la part des citoyens, des partenaires nationaux et internationaux du développement, de même que du gouvernement national est requis afin d'atteindre les OMD pour 2015. Les journalistes en Papouasie-Nouvelle-Guinée peuvent jouer un rôle central, et ils le font déjà, dans cet effort collectif en surveillant les initiatives et les politiques nécessaires pour arriver au résultat voulu.



Shirlyn Belden est journaliste pour le quotidien *The National* en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Sa spécialité consiste à couvrir les problèmes sociaux qui affectent les femmes et les enfants; de même que les problèmes touchant le VIH/SIDA, les handicaps et le développement communautaire. Elle

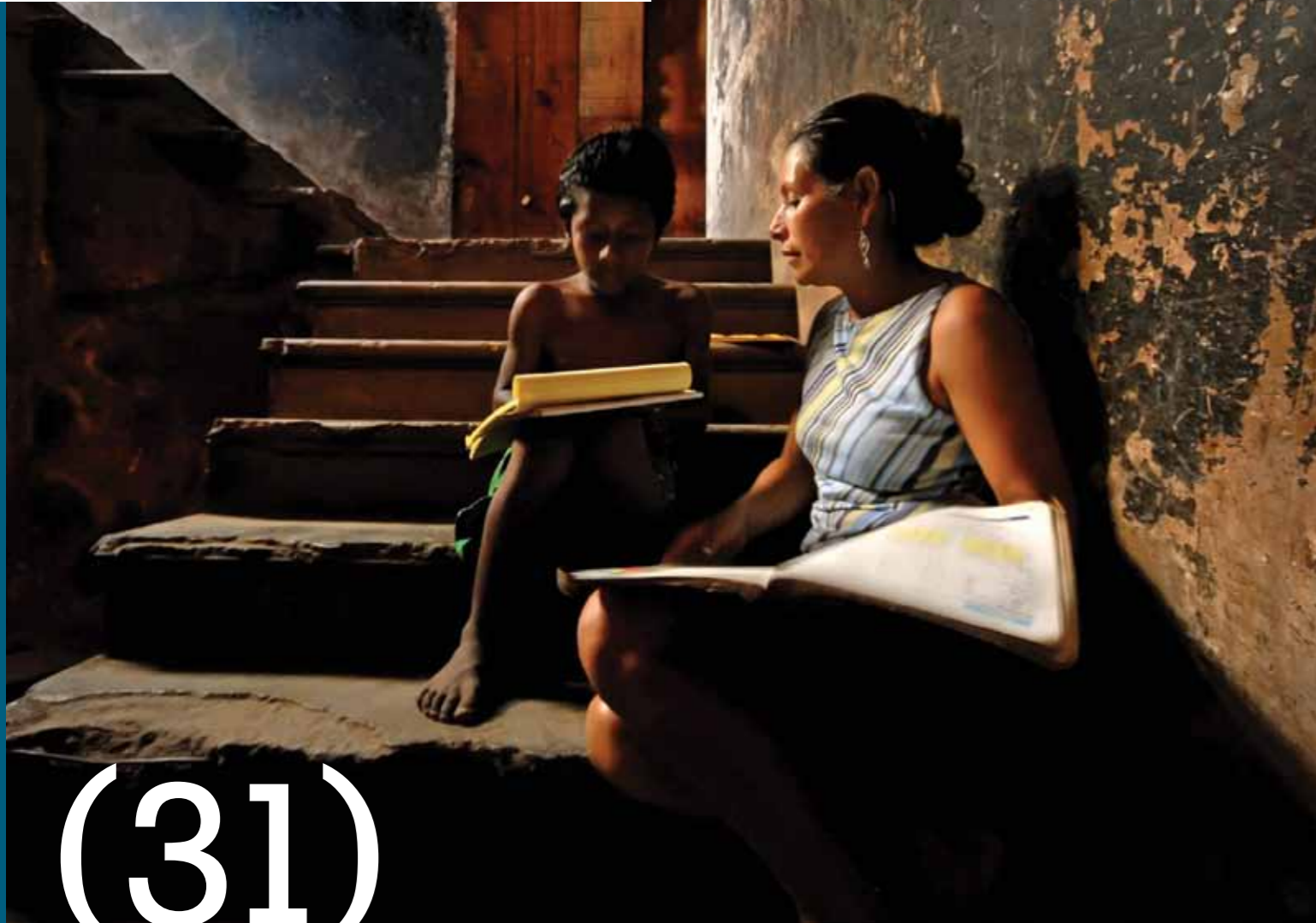
contribue également à la couverture de la politique et de la santé de *The National*.

Shirlyn est diplômée de l'Université de Papouasie-Nouvelle-Guinée depuis 2011 avec un B.A. en étude des médias. Elle s'est jointe au *National* dès l'obtention de son diplôme et vit à Port Moresby.

D'abord et avant tout, la question qui doit être posée est la suivante : qu'est-ce qui entrave le développement dans la communauté?



Port Moresby, Papouasie-Nouvelle-Guinée : des fillettes dansent lors d'un « sing-sing » ou rassemblement saisonnier. Gracieuseté de Josselin Amalfi.



(31)

Pourquoi devrait-on s'intéresser aux OMD? (Nicaragua)

María Haydée Brenes Flores

Pourquoi traitez-vous des Objectifs du millénaire pour le développement?

Il est difficile pour moi de mettre le doigt sur les raisons qui me motivent à traiter des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et de l'importance de les réaliser.

C'est souvent un élément déclencheur précis qui amène les journalistes à travailler sur la question des droits de la personne. Par exemple, un journaliste peut être touché par les statistiques mettant en lumière les difficultés que vivent les familles démunies désireuses d'offrir un accès à l'école et à l'université à leurs enfants. Pour un autre journaliste, ça peut être un événement personnel qui lui fait prendre conscience de l'urgence de couvrir la question des droits de la personne.

Dans mon cas, l'étincelle est venue de la rencontre d'un petit garçon, Eliécer, à l'occasion de « La marche de la faim » (La Marcha del Hambre), dont je faisais la couverture en 2002. Il n'était qu'un enfant gravement sous-alimenté parmi de nombreux autres enfants. Ses parents, des ouvriers agricoles du nord du Nicaragua, avaient fait la marche avec leur famille et leurs maigres possessions jusqu'à la capitale, Managua, pour demander au gouvernement de leur donner de la nourriture à la suite de la chute des prix du café. Cette dégringolade des prix avait enlevé aux propriétaires des plantations tout intérêt à poursuivre les récoltes et, par conséquent, le besoin d'embaucher des travailleurs.

Eliécer avait été hospitalisé en raison de la malnutrition à plusieurs reprises avant la marche, mais à chaque fois, les médecins disaient à sa mère qu'il ne pouvait pas être guéri à l'hôpital, mais plutôt à la maison, avec de la nourriture... De la nourriture qu'elle n'avait pas.

N'ayant même pas la force de repousser les mouches qui allaient et venaient sur son visage, Eliécer était étendu sur une pile de bois dans une habitation de fortune faite de plastique. Un procureur des droits de la personne l'a vu et l'a envoyé dans une clinique, mais le mal était déjà fait : Eliécer mourut. Il était devenu la dernière victime d'un gouvernement peu disposé à s'occuper de ses propres citoyens.

Les OMD représentent une occasion inestimable de changer le monde, et les vies des gens qui y vivent. Les objectifs agissent autant comme outils efficaces pour amener le changement que comme cadre de référence pour mesurer non seulement les avancées, mais aussi l'indifférence.

Pourtant, douze ans après leur dévoilement, rien n'a changé. Bien sûr, des programmes ont été mis sur pied, mais sur le plan structurel, aucun changement ne peut être observé. Les traités et les accords, autant ceux qui ont été ratifiés que les autres, sont importants, mais ils ne garantissent en rien le changement. Le gouvernement nicaraguayen, suivant ses efforts pour atteindre certains OMD, a pris des engagements internationaux, par exemple, en faveur de la protection de l'environnement, dossier qu'il considère comme sa troisième priorité alors qu'il n'y dépense que 0,7 % de son budget. Pas même un pour cent, c'est tout dire!

De nombreux analystes indépendants ont confirmé que les gouvernements manipulent les chiffres en leur faveur. La crise est évidente : des gens mendient toujours de la nourriture et les enfants ne vont toujours pas à l'école, même si l'éducation est gratuite. Mais qui enverra son enfant à l'école pieds nus, sans nourriture, crayons ni cahiers?

Il est difficile d'écrire au sujet de la famine et de la disette de vivre quand vous en êtes vous-mêmes victimes. Il est difficile d'écrire à propos de l'égalité des sexes quand vous venez d'un pays où une mère seule a moins de chances d'obtenir un prêt à la banque pour l'achat d'une voiture qu'un homme célibataire sans aucune responsabilité. Il est évidemment difficile d'écrire au sujet de l'amélioration de la santé maternelle dans un pays où les femmes, conscientes des risques liés à la grossesse, craignent d'avoir des enfants depuis que l'avortement a été déclaré illégal. En effet, en 2006, le gouvernement nicaraguayen a abrogé la loi sur l'avortement thérapeutique qui priorisait la vie des femmes en cas de maladie ou de complications possiblement mortelles. Aujourd'hui, les avortements étant bannis peu importe les circonstances, les médecins ont peur d'aller en prison pour avoir sauvé la vie de ces femmes. Par conséquent, ils les évitent ou les transfèrent à d'autres hôpitaux jusqu'à ce qu'elles meurent, laissant les nouveau-nés et leurs frères et sœurs orphelins.

Bien qu'il puisse être vraiment difficile pour nous journalistes de faire des reportages sur des enjeux si proches de nos propres vies, nous devons rester fidèles à notre raison d'être et tenir bon en accomplissant la tâche qui nous incombe : révéler les faits qui doivent être mis au grand jour et renseigner le monde sur ce qui se passe. C'est notre engagement; il ne faut jamais l'oublier si nous ne voulons pas perdre un autre Eliécer.



Née à Corinto, dans l'ouest du Nicaragua, **María Haydée Brenes Flores** a étudié à l'Université centraméricaine, où elle a également travaillé au département de journalisme et de relations publiques. Une fois ses études terminées, elle a travaillé au cahier du dimanche de *La Prensa* et des dossiers thématiques pour

HOY. Elle a plus tard travaillé pour *El Nuevo Diario*, où elle est demeurée pendant neuf ans et a œuvré comme chef des enquêtes sur les droits de la personne.

María a gagné plusieurs prix pour son travail, entre autres, le premier et le troisième prix au National Journalism Contest on Children's Rights Reporting, mis sur pied par l'UNICEF et l'Université centraméricaine, en 2010 et 2009, respectivement. Elle a reçu une bourse du programme Balboa for Iberoamerican Journalists en 2009 et a travaillé à l'organisme de presse Servimedia à Madrid. Actuellement, elle travaille comme journaliste indépendante.

(32)

Remerciements

L'International Press Institute (IPI) est profondément reconnaissant des efforts, de l'enthousiasme et du dévouement de tous ceux et toutes celles qui ont permis à ce livre de voir le jour.

Avant toute chose, nous tenons à exprimer notre profonde gratitude à tous les auteurs des textes qui ont consacré du temps à l'élaboration de ce livre et qui ont mis leur expertise au service de leurs confrères et consœurs journalistes vivant dans des pays où les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) n'ont pas encore été atteints.

L'IPI voudrait remercier tout particulièrement le Fonds de l'OPEP pour le développement international (FODI) pour avoir accordé de l'importance au projet et permis de le mener à terme en nous accordant une subvention.

Un grand merci à l'Institut français d'Autriche pour l'intérêt que ses membres ont porté à notre livre et pour le financement accordé au travail d'édition.

La plupart des images contenues dans le livre nous ont été gracieusement données par l'agence de presse espagnole EFE et l'European Pressphoto Agency (EPA); ces images témoignent de l'excellent travail de leurs photographes. Nous leur devons une reconnaissance toute particulière. Merci aussi à Josselin Amalfi et Alfredo García.

L'IPI tient à souligner le talent des traducteurs qui ont permis à ce livre d'être accessible aux journalistes francophones : Maryse Harvey, Stéphanie Law, Etienne Lehoux-Jobin, Anselme Nirere et Louis Philibert-Morrisette. Nous voudrions adresser des remerciements particuliers à Zélie Guével, professeur titulaire à l'Université Laval, pour avoir organisé et supervisé les traductions.

Nous sommes très reconnaissants à Jonathan Cornillon, notre rédacteur francophone qui a révisé chaque texte soigneusement afin d'en améliorer le style et l'accessibilité.

Merci aux fonctionnaires des commissions régionales des Nations Unies – Francyne Harrigan, Jaromir Cekota, Aloysius Fomenky, Gerardo Mendoyza, Srinivas Tata et leurs équipes – d'avoir pris le temps et la peine de rédiger les mises à jour régionales. De même, nous remercions Gonzalo Pizarro et ses collègues du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), dont la contribution est essentielle pour l'avenir des OMD.

L'IPI est grandement reconnaissant à Nele Mailin Obermueller, Syed Al-Mahmood et Rivonala Razafison pour avoir autorisé la réimpression de leurs excellents rapports d'investigation.

Merci, enfin, à Monica LoCascio pour leur travail méticuleux et pour avoir conçu, avec une expertise hors pair, le superbe livre que vous tenez dans vos mains.

Alison Bethel McKenzie
Directrice de l'IPI

Mariela Hoyer Guerrero et Scott F. Griffen
Rédacteurs en chef

Note sur la traduction :

Coordinateur de la traduction : Scott F. Griffen

Maryse Harvey : Sections 26, 27, 30

Stéphanie Law : Sections 14, 15, 16, 17, 18, 32, Légendes

Etienne Lehoux-Jobin : Sections 10, 11, 19, 20, 21, 22, 31

Anselme Nirere : Sections 5, 6, 7, 8, 9, 12, 23, 24, 12, 23, Lettre de demande d'informations

Louis Philibert-Morrisette : Sections a, 1, 2, 3, 13, 28, 29

Toutes les cartes sont publiées avec l'autorisation de la Section de la Cartographie des Nations Unies



International
Press
Institute



INSTITUT
FRANÇAIS
VIENNE

